



MINISTÈRE DE LA SANTÉ
DIVISION DES LABORATOIRES

1570 rue St-Hubert, Montréal

LABORATOIRE DE CHIMIE ET DE CONTRÔLE SANITAIRE

MANIÈRE DE PRÉLEVER LES ÉCHANTILLONS D'EAU POUR ANALYSES CHIMIQUE ET BACTÉRIOLOGIQUE.

MOMENT DU PRÉLEVEMENT:

Faites le prélèvement des échantillons au commencement de la semaine, si possible. Prélevez-les au moment même de votre départ et apportez-les immédiatement au laboratoire, ou faites-les apporter par un messager. Ne les envoyez jamais par la poste et évitez de les faire parvenir le vendredi, le samedi ou un jour de fête. S'il vous est impossible de nous les apporter directement, vous devez les garder sur la glace durant l'entre-temps et faire en sorte de nous les faire parvenir toujours en moins de 24 heures après leur prélèvement.

Les échantillons apportés au laboratoire le vendredi, le samedi ou un jour de fête ne seront pas analysés.

MANIPULATION DES BOUTEILLES:

Les bouteilles ont été stérilisées; et toutes les précautions possibles doivent être prises pour éviter leur contamination ou la contamination de l'échantillon. Ni vos doigts, ni aucun objet ne doivent venir en contact avec la partie intérieure du goulot de la bouteille ou avec la partie du bouchon qui doit y pénétrer. Pendant la prise de l'échantillon, tenez le bouchon entre vos doigts ou, s'il est nécessaire de le déposer quelque part, renversez-le sens dessus dessous et placez-le sur le feuillet d'aluminium qui le recouvrait.

Ne lavez pas le robinet, ni l'orifice de la pompe; l'eau qui en coulera suffira à ce lavage. L'eau qui pénètre dans la bouteille doit n'avoir pas touché vos mains.

PRÉLEVEMENT DE L'EAU:

S'il s'agit d'un robinet, ouvrez-le et laissez couler l'eau lentement pendant 3 à 5 minutes; puis placez la bouteille au dessous pour l'emplir jusqu'à environ un demi pouce du goulet. Evitez de l'emplir complètement.

S'il s'agit d'un puits muni d'une pompe, pompez environ 5 seaux d'eau, sans arrêt si possible, mais en ayant soin qu'aucune partie de l'eau pompée ne retombe dans le puits, soit directement, soit par ruissellement sur le couvercle ou sur la margelle. Laissez ensuite couler l'eau dans la bouteille.

S'il s'agit d'un puits sans pompe, prélevez votre échantillon du puits même, en y plongeant la bouteille attachée à une ficelle. Cette ficelle doit être neuve ou du moins très propre. Ne vous servez ni d'un seau, ni d'un gobelet, ni d'aucun autre ustensile, pour faire le prélèvement.

S'il s'agit d'eaux de surface, tenant la bouteille par sa partie inférieure, plongez-la dans l'eau, le goulot le premier, et laissez-la se remplir en lui faisant décrire un arc de cercle pour la ramener à la surface. Dans cette opération, dirigez le goulot contre la direction du courant, s'il y en a. De cette façon vous éviterez l'entrée, dans la bouteille, de l'eau qui aura été en contact avec votre main. Rejetez ensuite l'excès d'eau.

Après avoir pris l'échantillon, bouchez la bouteille avec soin, remettez-en place le feuillet d'aluminium et le coton qui recouvreront le bouchon et attachez-les solidement autour du goulet. Remplissez les deux bouteilles de la même eau.

RENSEIGNEMENTS A FOURNIR:

Inscrivez un numéro sur le milieu du coton, numéro que vous devez inscrire aussi sur la petite formule de renseignements qui accompagne les bouteilles. Les renseignements fournis sur cette formule doivent être suffisamment complets pour qu'au besoin une autre personne puisse plus tard prélever un autre échantillon exactement au même endroit.

Les formules remplies doivent nous être apportées au laboratoire avec les échantillons.

IMPORTANT:

Pour permettre d'interpréter correctement les résultats analytiques obtenus, il importe que la formule de description donne toutes les indications possibles sur la provenance de l'eau et sur les conditions sanitaires locales. Des renseignements incomplets peuvent infirmer l'appréciation exprimée sur le rapport d'analyse.



MINISTRY OF HEALTH
DIVISION OF LABORATORIES
1570, St. Hubert St., Montreal

LABORATORY OF CHEMISTRY AND SANITATION

DIRECTIONS FOR TAKING SAMPLES OF WATER FOR CHEMICAL AND BACTERIOLOGICAL ANALYSIS.

TIME TO TAKE SAMPLE:

Take samples early in the week, if possible. ~~Do not deliver samples to the Laboratory on Saturday, Sunday or Holidays.~~ Samples must reach the Laboratory within a few hours after collection, so plan to take them at such a time that they may be immediately afterwards sent to the Laboratory. If this is impossible, keep samples on ice until delivery to the Laboratory within 24 hours after collection. Send samples to Laboratory by messenger, not by mail.

Samples brought to the Laboratory on Friday, Saturday,

Sunday or a Holiday will not be examined.

HANDLING BOTTLES:

The glass bottles have been thoroughly sterilized and every precaution must be taken to prevent contamination of the bottle and of the sample. Do not permit the fingers or anything else to touch the inside of the neck of the bottle or the lower part of the stopper. While taking the sample, hold the stopper carefully between the fingers; if necessary to lay it to one side, place it upside down on the aluminum foil which covered the stopper. Do not wash the tap or mouth of the pump with any sort of utensil; let the running water do such washing. Do not permit any water which has touched the hands to enter the bottle.

TAKING SAMPLES:

From a tap: Let the water run gently from the tap for 3 to 5 minutes; then let it flow into the bottle. Do not fill the bottle completely; leave an air space of about 1/2 inch at the top.

From a well with a pump: Pump out about 5 pailfuls of water (without stopping the flow, if possible) taking care that no water so pumped leaks back into the well through the platform or cover; keep the platform dry. Then let the stream of water flow into the bottle.

From a well without a pump: collect the sample directly from the well by means of the sample bottle attached to a cord. This cord should be new, or at least very clean. Do not use a bucket, a cup or any other utensil to collect the sample.

From open water: Holding the bottle by the bottom, plunge the open bottle with one single sweeping movement down and up through the water, the motion being upstream if there is any flow, as in a brook, river, etc. Shake out the excess of water from the bottle. This method of sampling from open water which has touched the hand from entering the bottle.

After taking the sample, replace the stopper carefully and tie the foil and cloth firmly. Fill both bottles with the same water.

RECORDING SAMPLES:

Make a number on this cloth cover, place the same number on the paper form; then fill this form completely. These data must be so complete that another person, with only these data to guide him, may be able to take a sample at exactly the same place.

These forms, properly filled in, must be sent to the Laboratory with the bottles.

IMPORTANT:

Correct interpretation of the analytical results obtained is possible only when complete information, regarding the water supply and its surroundings, is available. If the information furnished on the accompanying form is incomplete, the validity of the report on the quality of the water may be impaired.

P14/C,40

XXXXXX 5180 Queen Mary Road
Apt. 14
XXXXXX Wa. 4249

November 25th 1940

Dr. C.A. Marlatt
49 College Street
St. Laurent, Que.

Dear Sir:-

Enclosed find cheque for \$35.00 in
payment of your fee for the year 1940.

Will you kindly let me have a receipt
for my files.

Yours truly,

Secretary-Treasurer.

get rec

1-3-1

MINISTÈRE DE LA SANTE DE LA PROVINCE DE QUEBEC
District de Montréal.

Lettre circulaire aux Municipalités.

AVIS IMPORTANT.

Voici un approvisionnement de formulaires hebdomadaires de rapports de maladies contagieuses. Les municipalités doivent déclarer chaque samedi les cas qui leur ont été signalés durant la semaine. Elles doivent entrer à gauche les noms et prénoms des cas de maladies contagieuses majeures mentionnées au haut de la formule ainsi que le nom de la maladie. Pour les autres maladies, insérer à la droite le nombre de cas seulement. Ces déclarations se font en double dont une copie est adressée à Québec et l'autre à l'Inspecteur du District.

Les bureaux de santé organisés doivent enquêter chacun des cas de maladies contagieuses majeures et fournir au Ministère trois copies de la carte d'enquête. Pour les municipalités rurales ou autres sans département de santé adéquat, le Ministère de la Santé fera ces investigations.

Il est nécessaire de répondre à toutes les questions sur la carte d'enquête et la remplir autant que possible au dactylographe, sinon, écrire lisiblement.

Les numéros plutôt que la date des rapports de notre laboratoire, qu'on vous expédie régulièrement, doivent être inscrits sur ces cartes à la question "Laboratoire", exemple:- H.50 positif, W.100 positif, F.200 négatif, U.250 positif (voulant dire: Hémoculture, Widal, Féces, Urine, etc., positif ou négatif).

Toutes les municipalités aussi doivent avoir et tenir à jour un livre d'enregistrement des maladies contagieuses que nous leur fournissons gratuitement.

MINISTRY OF HEALTH OF THE PROVINCE OF QUEBEC,
District of Montreal.

Circular letter to Municipalities.

IMPORTANT NOTICE.

Herewith a supply of the weekly report blanks for contagious diseases. Municipalities are requested to notify every Saturday all cases reported to them during the elapsed week.

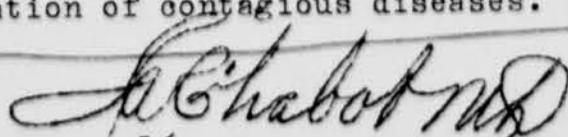
They must enter at the left of the form all names of persons suffering from major contagious diseases, as listed at the top, also mark the name of the disease. For other diseases, simply insert at the right, the number of cases. These notifications are to be made in duplicata, one copy being mailed to Quebec and the other to the District Medical Health Inspector.

Organized Health Offices must inquire into each case of major contagious diseases and supply our Ministry with three copies of the inquest card. For rural or other municipalities without adequate health services, the Ministry of Health will make these investigations.

It is essential to answer to all the questions of the card and as far as possible use the typewriter, otherwise to write very plainly.

The number instead of the date of our Laboratory reports, which are regularly mailed to Municipalities, must be inscribed on these cards after the question "Laboratory", example:- H.50 positive, W.100 positive, F.200 negative, U.250 positive (meaning Hemoculture, Widal, Féces, Urine, positive or negative).

All municipalities must have and keep to date a book furnished free of charge for the registration of contagious diseases.



L.-A. Chabot, M.D.,

11 JAN 1941

Inspecteur du District
Santitaire de Montréal.

Medical Health Officer,
District of Montreal.

XXXXXX

XXXXXX

January 22nd. 1941

Dr. L.A.Chabot,
Medical Health Officer,
District of Montreal,
Montreal. Que.

Dear Sir;

I regret not replying to your circular letter of
the 11th inst., until now as I have been laid up.

I received the forms for the reporting of
contagious diseases, and also notice that a book for the
record of cases will be supplied free of charge. I would
appreciate receiving such a book.

As I have only taken over the present work for the
Village and am trying to get organized, I will have to
arrange with the Medical for reports so that I can send
in the weekly reports.

I trust to have arrangements made shortly to supply
the requested information which I trust will meet with your
approval.

Yours truly,

Secretary-Treasurer.

January 22nd 1941

Dr. C.A.Marlatt
49 College Street.
St.Laurent, Que.

Dear Sir;:

I have taken over the duties of Secretary-Treasurer
of the Village of Saraguay.

Some time ago I sent you a cheque for \$35.00 for
your fees as Medical Officer of Health for the Village and in
order that my files may be complete, I would appreciate a
receipt which I may use as a voucher to support the payment.

I have received from Dr. L.A.Chabot, Medical Health
officer for the District of Montreal, forms which have to be
completed and mailed weekly reporting all cases of contagious
diseases in the Village. As I am not familiar with the method
used int the past for the reporting of these cases, I would
appreciate hearing from you as to the method used. If the cases
are reported to you and the records kept in your office I would
be much obliged, if you could let me have weekly reports, in or
order that I may have to information to pass on to the authorit-
es at Quebec and Montreal as required.

Awaiting your reply.

Yours truly,

Secretary-Treasurer.

P14/C,40

Montreal notified

DECLARATION DE MALADIE CONTAGIEUSE
NOTIFICATION OF CONTAGIOUS DISEASE

Date Nov. 7th 1942 Maladie Scarlet fever
Disease

Nom ? Boileau Age 10 (?)
Name

Prénom du père Daughter M. Boileau Store keeper
Surname of father

Domicile réel paraguay Rue Gouin Blvd West
Real domicile Street No.

Dernière résidence Montreal City Rue Holy Cross Convent
Last Residence Street No.
Ville—Village—Paroisse ou Canton
Town—Village—Parish or Township Côte des Neiges

Examéni ou admis⁽¹⁾ le _____ Date de début de maladie _____
Examined or admitted⁽¹⁾ on _____ Date of onset of disease _____

Signature: Ahabot MD Inspector

Médecin, Hôpital ou autre établissement — Physician, Hospital or other establishment.
(1) Si non admis, rayer ce mot — (2) If not admitted cancel this word.

Reported by Dr. Carignan - Cartierville

Dr. Marlatt notified by phone

DECLARATION DE MALADIE CONTAGIEUSE
NOTIFICATION OF CONTAGIOUS DISEASE

Date Dec. 28th 1942 Maladie Scarlet fever
Disease

Nom J. L. Leblanc Age 49
Name

Prénom du père paraguay Rue Alfred St.
Surname of father Street Behind Boileau's restaurant

Domicile réel paralyse Rue paralyse
Real domicile Street No.
Ville—Village—Paroisse ou Canton
Town—Village—Parish or Township

Dernière résidence same Rue same
Last Residence Street No.
Ville—Village—Paroisse ou Canton
Town—Village—Parish or Township

Examéni ou admis⁽¹⁾ le _____ Date de début de maladie _____
Examined or admitted⁽¹⁾ on _____ Date of onset of disease _____

Signature: Reported by phone by Dr. Carignan - Montreal

Médecin, Hôpital ou autre établissement — Physician, Hospital or other establishment.
(1) Si non admis, rayer ce mot — (2) If not admitted cancel this word.

DECLARATION DE MALADIE CONTAGIEUSE
NOTIFICATION OF CONTAGIOUS DISEASE

Date 31 décembre 1942 Maladie Scarlatine
Disease

Nom Leblanc Louis Age 49 ans
Name

Prénom du père Cadastre
Surname of father

Domicile réel Saraguay Rue Des Alliés No. 116
Real domicile Street No.
Ville—Village—Paroisse ou Canton
Town—Village—Parish or Township

Dernière résidence " Rue " No.
Last Residence Street No.
Ville—Village—Paroisse ou Canton
Town—Village—Parish or Township

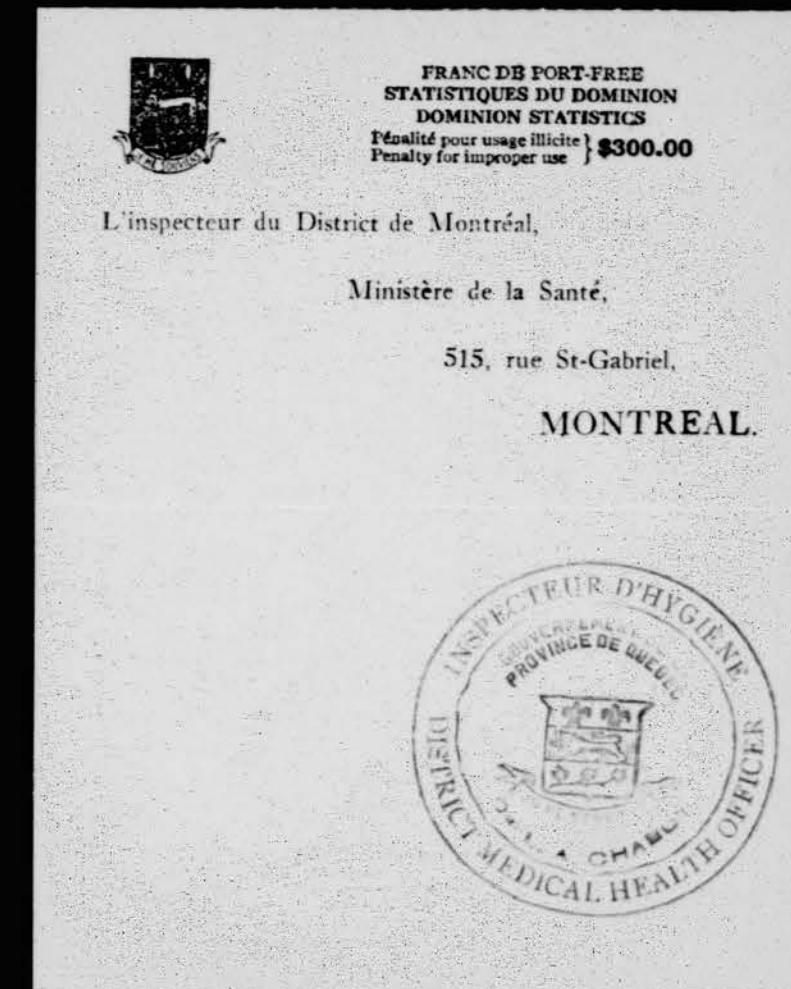
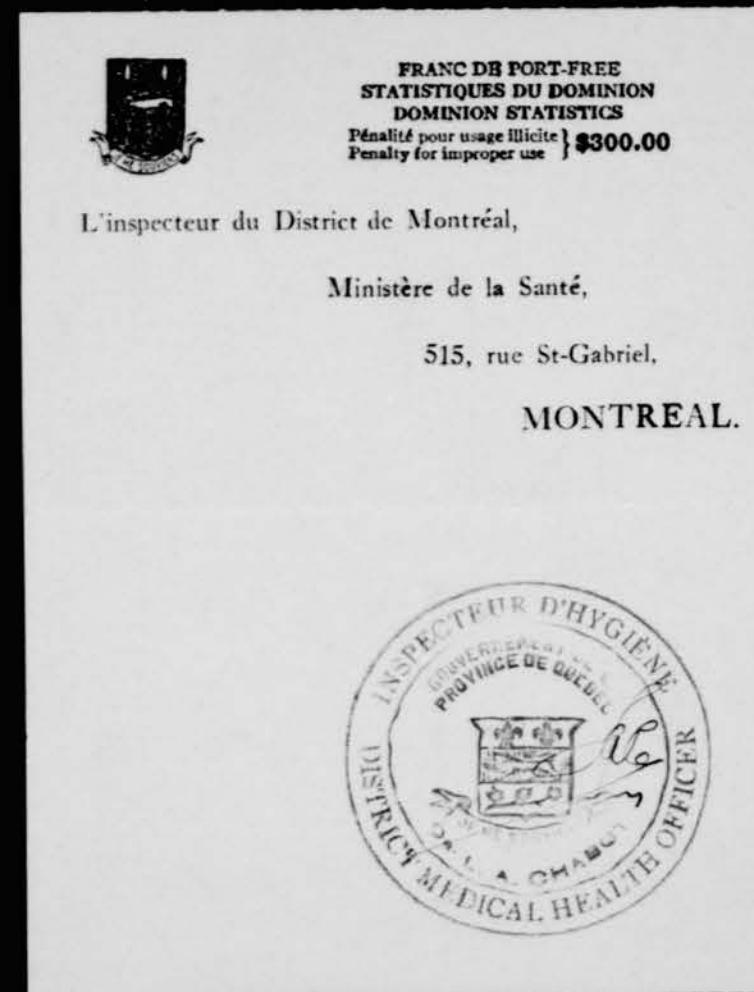
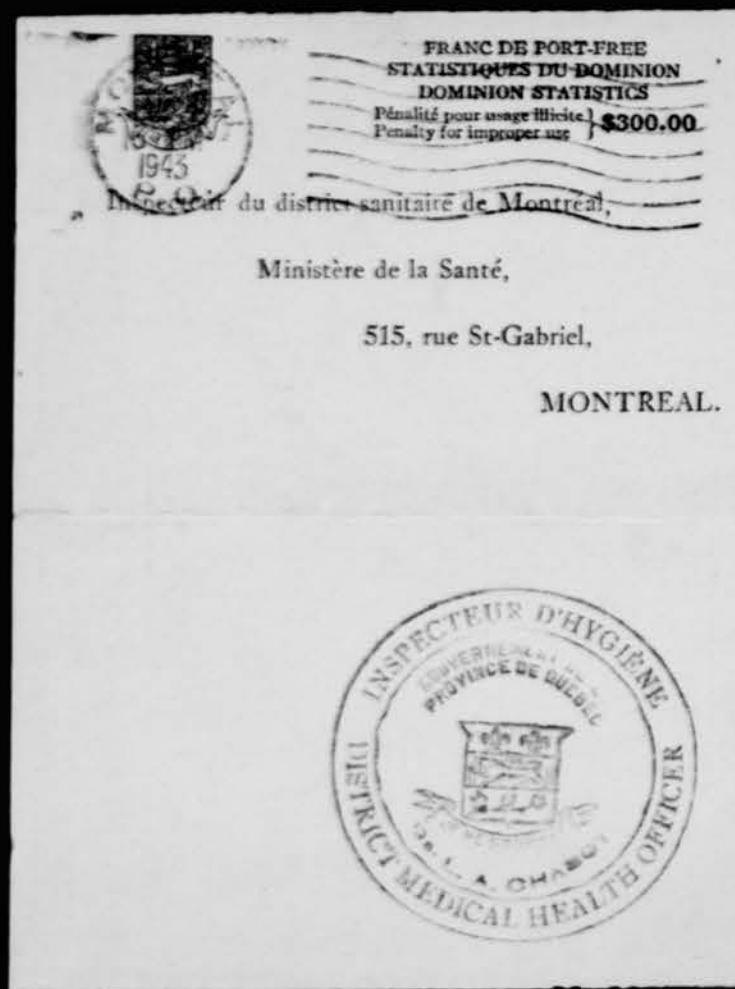
Examéni ou admis⁽¹⁾ le 30/12/42 Date de début de maladie 26/12/42
Examined or admitted⁽¹⁾ on Date of onset of disease

HÔPITAL PASTEUR Signature: J.A. Chalifour

Médecin, Hôpital ou autre établissement — Physician, Hospital or other establishment.
(1) Si non admis, rayer ce mot — (2) If not admitted cancel this word.

Montreal

P14/C,40



P14/C,40

Municipal copy

MINISTÈRE DE LA SANTÉ
DIVISION DES LABORATOIRES
89 EST, RUE NOTRE-DAME, MONTRÉAL

PROVINCE DE QUÉBEC



LABORATOIRE DE CHIMIE ET DE CONTRÔLE SANITAIRE
Léo Fournier, Saraguay

MINISTRY OF HEALTH
DIVISION OF LABORATORIES

89, NOTRE-DAME ST., EAST, MONTREAL

LABORATORY OF CHEMISTRY AND SANITATION

Saraguay, Côte Jacque-Cartier

ANALYSE D'EAUX — WATER ANALYSIS

No	Date du prélèvement <i>Date of Collection</i>	Date de l'analyse <i>Date Analyzed</i>	PROVENANCE <i>PLACE AND SOURCE</i>	BACTÉRIES — BACTERIA					EXAMEN CHIMIQUE—CHEMICAL EXAMINATION									
				Sur Gélose <i>On Agar</i>		Colibacille présent dans <i>B. coli</i> présent in			Colibacilles dans 100 cc. <i>B. coli</i> in 100 cc.	Parties par Million <i>Parts per Million</i>			DURETÉ <i>HARDNESS</i>			AZOTE <i>NITROGEN</i>		
	Mois <i>Month</i>	Jour <i>Day</i>		Sur Gélose <i>On Agar</i> par cc. <i>per</i>	Colibacille <i>B. coli</i> présent dans <i>in</i>	Colibacilles dans 100 cc. <i>B. coli</i> in 100 cc.	Turbidité <i>Turbidity</i>	Couleur <i>Colour</i>		Total <i>Total</i>	Alcal. <i>Alkal.</i>	Incrust. <i>Incrust.</i>	Nitrites <i>Nitrites</i>	Nitrates <i>Nitrates</i>	Az. Ammoniacal <i>Az. Ammoniacal</i> Free Amm. <i>Free Amm.</i>	Az. Albuminolde <i>Az. Albuminolde</i> Album. Amm. <i>Album. Amm.</i>	Fer <i>Iron</i>	pH
6994	fév. 28	mar 1er	Puits artésien 73 ^e Léo Fournier, pompe.	160	-	0 1 2 5 5 5	6.8	225	-	288	.006	0.4	0.00	0.02	8.0	7.5	Mauvaise Odeur	
6995	*	*	do	do	do	0 1 2 5 5 5	2.0											



LABORATOIRES
MINISTÈRE DE LA SANTÉ :: MINISTRY OF HEALTH
PROVINCE de QUÉBEC :: PROVINCE of QUEBEC

P14/C,40

Municipal copy

MINISTÈRE DE LA SANTÉ
DIVISION DES LABORATOIRES
89 EST, RUE NOTRE-DAME, MONTRÉAL



MINISTRY OF HEALTH
DIVISION OF LABORATORIES

89, NOTRE-DAME ST., EAST, MONTREAL

F/L S.A.Hopper.
4 R.C.A.F.
Convalescent Hospital, Saraguay.

LABORATORY OF CHEMISTRY AND SANITATION

Saraguay,

ANALYSE D'EAUX — WATER ANALYSIS

No	Date du prélèvement <i>Date of Collection</i>	Date de l'analyse <i>Date Analyzed</i>	PROVENANCE <i>PLACE AND SOURCE</i>	BACTÉRIES — BACTERIA						EXAMEN CHIMIQUE—CHEMICAL EXAMINATION									
				Sur Gélose <i>On Agar</i>		Colibacille présent dans <i>B. coli</i> present in		Colibacilles dans 100 cc. <i>B. coli</i> in 100 cc.	Parties par Million			Parts per Million			Fer <i>Iron</i>	pH			
				Mois <i>Month</i>	Jour <i>Day</i>	37° C. 24 hrs	20° C. 48 hrs		Total <i>Total</i>	Alcal. <i>Alkal.</i>	Incrust. <i>Incrust.</i>	Nitrites <i>Nitrites</i>	Nitrates <i>Nitrates</i>	Az. Ammoniacal <i>Free Amm.</i>	Az. Albuminoïde <i>Album. Amm.</i>				
6157	1943 Dec. 7	7	Rivière des Prairies, Mrs. W.C. Pitfield, tap, chlorinated, do				2800	5 5	5 5	180 +	5	65		34		0.0	7.1		
6158	"	"	do tap			✓	✓	0 5	1 5	5 0	33	8	-	28		0.8	7.0		

Mauvaise
Unsafe

LABORATOIRES
MINISTÈRE DE LA SANTÉ
PROVINCE DE QUÉBEC
MINISTRY OF HEALTH
PROVINCE OF QUEBEC



P14/C,40

Municipal
copy

MINISTÈRE DE LA SANTÉ
DIVISION DES LABORATOIRES

89 EST, RUE NOTRE-DAME, MONTRÉAL

PROVINCE DE QUÉBEC



LABORATOIRE DE CHIMIE ET DE CONTRÔLE SANITAIRE

J. Louis Leblanc
Saraguay.

MINISTRY OF HEALTH
DIVISION OF LABORATORIES

89, NOTRE-DAME ST.. EAST, MONTREAL

LABORATORY OF CHEMISTRY AND SANITATION

Saraguay.

ANALYSE D'EAUX — WATER ANALYSIS

No	Date du prélèvement <i>Date of Collection</i>	Date de l'analyse <i>Date Analyzed</i>	PROVENANCE <i>PLACE AND SOURCE</i>	BACTÉRIES — BACTERIA					EXAMEN CHIMIQUE—CHEMICAL EXAMINATION											
				Sur Gélose <i>On Agar</i>		Colibacille présent dans <i>B. coli</i> present in			Colibacilles dans 100 cc. <i>B. coli</i> in 100 cc.	Parties par Million <i>Parts per Million</i>			DURETÉ <i>HARDNESS</i>			AZOTE <i>NITROGEN</i>			Fer <i>Iron</i>	pH
				Mois <i>Month</i>	Jour <i>Day</i>	37° C. 24 hrs	20° C. 48 hrs	0.01 cc.		Total <i>Total</i>	Alcal. <i>Alkal.</i>	Incrust. <i>Incrust.</i>	Nitrites <i>Nitrates</i>	Nitrate <i>Nitrate</i>	Az. Ammonia- Free Amm. <i>Az. Ammonium</i>	Az. Albu- minolide <i>Az. Albuminolide</i>				
7794	1944 Mars 21	22	Puits artésien- Robinet. 50'						2000 12000	5 5 5	5 5 5	1800+	4 35	368	.120 5.0	3.65 0.24	1.0 1.0	7.6 7.6	Mauvaise Unsafe	
7795	" "	"	do							5 5	5 5									



LABORATOIRES
MINISTÈRE DE LA SANITÉ PUBLIQUE
PROVINCE DE QUÉBEC

P14/C,40

Municipal
copy.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ
DIVISION DES LABORATOIRES

89 EST, RUE NOTRE-DAME, MONTRÉAL

PROVINCE DE QUÉBEC



LABORATOIRE DE CHIMIE ET DE CONTRÔLE SANITAIRE

M. M. Thibodeau,
Blvd Souin Ouest, - Saraguay

MINISTRY OF HEALTH

DIVISION OF LABORATORIES

89, NOTRE-DAME ST., EAST, MONTREAL

LABORATORY OF CHEMISTRY AND SANITATION

Saraguay

ANALYSE D'EAUX — WATER ANALYSIS

No	Date du prélèvement <i>Date of Collection</i>		PROVENANCE <i>PLACE AND SOURCE</i>	BACTÉRIES — BACTERIA					EXAMEN CHIMIQUE—CHEMICAL EXAMINATION												
	Mois <i>Month</i>	Jour <i>Day</i>		Sur Gélose <i>On Agar</i>		Colibacille présent dans <i>B. coli present in</i>			Colibacilles dans 100 cc. <i>B. coli in 100 cc.</i>	Parties par Million <i>Parts per Million</i>					DURETÉ <i>HARDNESS</i>			Azote <i>NITROGEN</i>	Fer <i>Iron</i>	pH	
				37° C. 24 hrs	20° C. 48 hrs	0.01 cc.	0.1 cc.	1 cc.		Total <i>Total</i>	Alcal. <i>Alkal.</i>	Incrust. <i>Incrust.</i>	Nitrites <i>Nitrites</i>	Nitrates <i>Nitrates</i>	Az. Ammoniacal <i>Az. Amm.</i>	Az. Albuminolique <i>Az. Album. Amm.</i>	Iron <i>Iron</i>				
8144	19	17	Puits artésien - 73' E. Boileau robinet do	60	650	3	5	5	920	3	8	296	hhh	.030	10.0	1.5h	0.20	0.0	7.3	Mauvaise Unsafe Jh.	
8145	*	*	do			5	5	5													

* Durée totale obtenue par la méthode au savon



LABORATOIRES
MINISTÈRE DE LA SANTÉ :: MINISTRY OF HEALTH
PROVINCE DE QUÉBEC PROVINCE OF QUEBEC

P14/C,40

Municipal copy.
MINISTÈRE DE LA SANTÉ
DIVISION DES LABORATOIRES
89 EST, RUE NOTRE-DAME, MONTRÉAL



MINISTRY OF HEALTH
DIVISION OF LABORATORIES
89, NOTRE-DAME ST., EAST, MONTREAL

LABORATORY OF CHEMISTRY AND SANITATION

Saraguay.

J. Louis Leblanc
Saraguay, P.Q.

LABORATOIRE DE CHIMIE ET DE CONTRÔLE SANITAIRE

ANALYSE D'EAUX — WATER ANALYSIS

No	Date du prélèvement <i>Date of Collection</i>		PROVENANCE <i>PLACE AND SOURCE</i>	BACTÉRIES — BACTERIA					EXAMEN CHIMIQUE—CHEMICAL EXAMINATION													
	Mois Month	Jour Day		Sur Gélose <i>On Agar</i> par cc. <i>per cc.</i>		Colibacille présent dans <i>B. coli</i> present in <i>B. coli</i>			Colibacilles dans 100 cc. <i>B. coli</i> in 100 cc.	Turbidité <i>Turbidity</i>	Couleur <i>Colour</i>	Parties par Million <i>Parts per Million</i>			DURETÉ <i>HARDNESS</i>			AZOTE <i>NITROGEN</i>				
				37° C. 24 hrs	20° C. 48 hrs	0.01 cc.	0.1 cc.	1 cc.				Total <i>Total</i>	Alcal. <i>Alkal.</i>	Incrust. <i>Incrust.</i>	Nitrites <i>Nitrites</i>	Nitrates <i>Nitrates</i>	Az. Ammoniacal <i>Az. Ammoniacal</i> <i>Free Amm.</i>	Az. Albuminolide <i>Az. Albuminolide</i> <i>Album. Amm.</i>				
9408	May	29	1944	Artesian well- Pump	51°	(*)	(*)	0 5	0 5	4 5	13	15	-	240	.120	6.0	2.70	0.04	1.2	7.5	Douteuse Doubtful	
9409	"	"	"	do	do						11											
9410	"	"	"	Artesian well- Tap Desinfected do do	50°			5	5	5	1800+	7	110	306	380	.160	6.0	2.17	0.04	2.6	7.6	Mauvaise Unsafe
9411	"	"	"	do				5	5	5												

(*) very small colonies of like appearance.



LABORATOIRES
MINISTÈRE DE LA SANTÉ — MINISTRY OF HEALTH
PROVINCE DE QUÉBEC — PROVINCE of QUEBEC

P14/C,40

Municipal
copy

MINISTÈRE DE LA SANTÉ
DIVISION DES LABORATOIRES

89 EST, RUE NOTRE-DAME, MONTRÉAL

PROVINCE DE QUÉBEC



LABORATOIRE DE CHIMIE ET DE CONTRÔLE SANITAIRE

E.S. Boyle, M.D.,
No 4 A.C.H.,
Saraguay, Cartierville.

MINISTRY OF HEALTH
DIVISION OF LABORATORIES

89, NOTRE-DAME ST., EAST, MONTREAL

LABORATORY OF CHEMISTRY AND SANITATION

Saraguay

ANALYSE D'EAUX — WATER ANALYSIS

No	Date du prélèvement		PROVENANCE PLACE AND SOURCE	BACTÉRIES — BACTERIA					EXAMEN CHIMIQUE — CHEMICAL EXAMINATION									
	Date de l'analyse			Sur Gélose On Agar par cc.		Colibacille présent dans — B. coli present in			Colibacilles dans 100 cc. B. coli in 100 cc.	Parties par Million			AZOTE NITROGEN			Fer Iron	pH	
	Mois Month	Jour Day		37° C. 24 hrs	20° C. 48 hrs	0.01 cc.	0.1 cc.	1 cc.		Turbidité Turbidity	Couleur Colour	HARDNESS	Incrust.	Nitrites	Nitrates	Az. Ammoniacal Free Amm.	Az. Albuminolde Album. Amm.	
1944 4836	Sept. 5	6	Rivière des Prairies, No 4 RCAF Convalescent Hospital, pump, - chlorinated.			6	0	0	0	5	35	32				3.8	7.8	
			Traitement efficace Treatment satisfactory															



LABORATOIRES
MINISTÈRE DE LA SANTÉ :: MINISTRY OF HEALTH
PROVINCE DE QUÉBEC :: PROVINCE OF QUEBEC

P14/C,40

Municipal
copy

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

DIVISION DES LABORATOIRES

89 EST, RUE NOTRE-DAME, MONTRÉAL

PROVINCE DE QUÉBEC



JE ME SOUVIENS

LABORATOIRE DE CHIMIE ET DE CONTRÔLE SANITAIRE

E. S. Boyle, S/L,
No. 4 A. C. H - Saraguay

MINISTRY OF HEALTH

DIVISION OF LABORATORIES

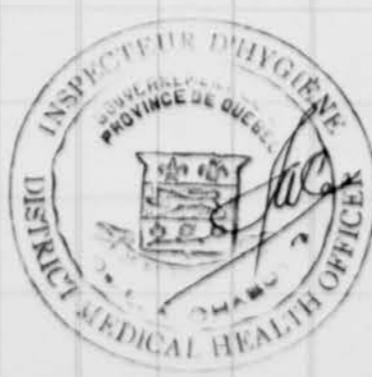
89, NOTRE-DAME ST.. EAST, MONTREAL

LABORATORY OF CHEMISTRY AND SANITATION

Saraguay ✓

ANALYSE D'EAUX — WATER ANALYSIS

No	Date du prélevement <i>Date of Collection</i>	PROVENANCE <i>PLACE AND SOURCE</i>	BACTÉRIES — BACTERIA					EXAMEN CHIMIQUE—CHEMICAL EXAMINATION											
			Sur Gélose <i>On Agar</i>		Colibacille présent dans <i>B. coli</i> présent in			Colibacilles dans 100 cc. <i>B. coli</i> in 100 cc.	Parties par Million <i>Parts per Million</i>			DURETÉ HARDNESS			AZOTE NITROGEN			Fer <i>Iron</i>	pH
			Mois <i>Month</i>	Jour <i>Day</i>	par cc. <i>per cc.</i>	0.1 <i>cc.</i>	1 <i>cc.</i>		Total <i>Total</i>	Alcal. <i>Alkal.</i>	Incrust. <i>Incrust.</i>	Nitrites <i>Nitrites</i>	Nitrates <i>Nitrates</i>	Az. Ammoniacal <i>Az. Ammoniacal</i>	Az. Albuminolde <i>Az. Albuminolde</i>	Album. Amm. <i>Album. Amm.</i>			
5879	oct. 2	3	Rivière des Prairies - No. 4 RCAF Convalescent Hospital, kitchen tap filtered & chlorinated	1944	37° C. 24 hrs	20° C. 48 hrs	0.01 cc.	0.1 cc.	1 cc.	10 cc.	0	5	5	0	4	45	70	0.0	8.5
		Traitement efficace Treatment satisfactory																	



LABORATOIRES
MINISTÈRE DE LA SANTÉ :: MINISTRY OF HEALTH
PROVINCE de QUÉBEC PROVINCE of QUEBEC

P14/C,40

municipal copy

MINISTÈRE DE LA SANTÉ
DIVISION DES LABORATOIRES
89 EST, RUE NOTRE-DAME, MONTRÉAL



LABORATOIRE DE CHIMIE ET DE CONTRÔLE SANITAIRE

P/L Nichols,
No. 4 A.C.H. - Saraguay

MINISTRY OF HEALTH
DIVISION OF LABORATORIES

89, NOTRE-DAME ST., EAST, MONTREAL

LABORATORY OF CHEMISTRY AND SANITATION

Saraguay

ANALYSE D'EAUX — WATER ANALYSIS

No.	Date du prélèvement <i>Date of Collection</i>		PROVENANCE <i>PLACE AND SOURCE</i>	BACTÉRIES — BACTERIA						EXAMEN CHIMIQUE—CHEMICAL EXAMINATION										
	Mois <i>Month</i>	Jour <i>Day</i>		Sur Gélose <i>On Agar</i>		Colibacille présent dans <i>B. coli</i> present in		Colibacilles dans 100 cc. <i>B. coli</i> in 100 cc.	Parties par Million <i>Parts per Million</i>			DURETÉ <i>HARDNESS</i>			AZOTE <i>NITROGEN</i>			Fer <i>Iron</i>	pH	
				37° C. 24 hrs	20° C. 48 hrs	0.01 cc.	0.1 cc.		Total <i>Total</i>	Alcal. <i>Alkal.</i>	Incrust. <i>Incrust.</i>	Nitrites <i>Nitrites</i>	Nitrates <i>Nitrates</i>	Az. Ammoniacal <i>Az. Ammoniacal</i>	Az. Albuminolde <i>Az. Album. Amm.</i>					
6469	Nov.	6	Rivière des Prairies W.D. Pittfield tap: chlorinated	29	—	—	—	0	4	55	120	—	—	—	—	0.3	9.5	<i>L.C.</i>		
L'INSPECTEUR D'HYGIÈNE MINISTÈRE DE LA SANTÉ DISTRICT MEDICAL, HEALTH COMMISSIONER 																				
LABORATOIRES MINISTÈRE DE LA SANTÉ — MINISTRY OF HEALTH PROVINCE DE QUÉBEC — PROVINCE OF QUEBEC										LABORATOIRES MINISTÈRE DE LA SANTÉ — MINISTRY OF HEALTH PROVINCE DE QUÉBEC — PROVINCE OF QUEBEC										

P14/C,40

S-M-64

PROVINCE DE QUÉBEC

MINISTÈRE DE LA SANTÉ
ET DU BIEN-ÊTRE SOCIAL
DIVISION DES LABORATOIRES
89 est, rue Notre-Dame.
MONTREAL



MINISTRY OF HEALTH
AND SOCIAL WELFARE

DIVISION OF LABORATORIES
89 Notre Dame Street East.
MONTREAL

LABORATOIRE DE DIAGNOSTIC BACTÉRIOLOGIQUE
LABORATORY OF BACTERIOLOGICAL DIAGNOSIS

INFECTIONS INTESTINALES — ENTERIC DISEASES

Municipal copy
Dr Charles Décarie,
Ste-Geneviève de Pierrefonds,
Qué.

Date 29 décembre, 1944.

Spécimen **Fèces** Specimen **Feces** Recu **21 décembre**
Received

Nom du patient **Pierre Barbeau**
Name of patient

Adresse **12047 Blvd Couin, Saraguay**
Address

But de l'examen: Diagnostic Mise en liberté Recherche d'un porteur
Purpose of examination: Diagnosis Release Detection of carrier.

RÉSULTAT:

Aucun bacille des groupes typhique, paratyphique ou dysentérique ne fut décelé.

Un rapport négatif n'exclut pas l'infection intestinale.

(Voir au verso)

No du Laboratoire **F. 5567**
Laboratory No.

RESULT:

No bacilli of the Typhosum, Paratyphosum or Dysentery groups were found.

A negative report does not exclude enteric infection.

(See other side)
M. H. McCREADY
Chef des Laboratoires

Bactériologue — Bacteriologist
1 neg.

L-4 NOTES

Les bacilles peuvent se trouver en si petit nombre qu'il peut être difficile de les isoler.

Dans les cas douteux, veuillez expédier d'autres spécimens comme suit:

Pour le diagnostic:

Fèces,
Sang pour hémoculture,
Sang pour "Widal".

Pour la mise en liberté des convalescents:

Fèces,
Urinés.

Pour la recherche des porteurs:

Fèces,
Urinés,
Sang pour "Widal".

Souvent un porteur n'élimine des germes qu'à des intervalles irréguliers. Dans ces cas, l'examen de plusieurs spécimens peut être nécessaire afin d'établir cet état particulier.

Lettres et télexgrammes doivent être adressés:

LE CHEF DES LABORATOIRES,
MINISTÈRE DE LA SANTÉ,

59 est, rue Notre-Dame.
Montréal

NOTES

The bacilli may be present in such a small number that they cannot readily be isolated.

From doubtful cases, additional specimens should be submitted for examination as follows:

For diagnosis:

Feces,
Blood for blood culture,
Blood for Widal test.

For release of convalescents:

Feces,
Urine.

For detection of carriers:

Feces,
Urine,
Blood for Widal test.

Often a carrier eliminates germs only at irregular intervals. In such cases, the examination of several specimens may be necessary in order to establish the carrier state.

LE CHEF DES LABORATOIRES,

MINISTÈRE DE LA SANTÉ,

59 Notre Dame St., East,

Letters and telegrams
should be addressed:

CHIEF OF LABORATORIES,
MINISTRY OF HEALTH,

59 Notre Dame St., East,
Montreal

TELEPHONE

PLateau *6181

Demandes de formules, de nécessaires, pour l'envoi d'échantillons et de spécimens.

Local 325

Requests for forms and outfitts, for sending specimens and samples.

Demandes de renseignements:
Laboratoire de Sérologie
Laboratoire de Diagnostic bactériologique
Laboratoire de Chimie et de Contrôle sanitaire

Local 300
Local 116
Local 114

Requests for information:
Laboratory of Serology.
Laboratory of Bacteriological Diagnosis.
Laboratory of Chemistry and Sanitation.

P14/C,40

Municipal copy.
MINISTÈRE DE LA SANTÉ
DIVISION DES LABORATOIRES
89 EST, RUE NOTRE-DAME, MONTRÉAL



LABORATOIRE DE CHIMIE ET DE CONTRÔLE SANITAIRE

G. Nichols F/L,
Saraguay

MINISTRY OF HEALTH
DIVISION OF LABORATORIES
89, NOTRE-DAME ST., EAST, MONTREAL

LABORATORY OF CHEMISTRY AND SANITATION

Hochelaga

ANALYSE D'EAUX — WATER ANALYSIS

No	Date du prélevement <i>Date of Collection</i>	Date de l'analyse <i>Date Analyzed</i>	PROVENANCE <i>PLACE AND SOURCE</i>	BACTÉRIES — BACTERIA					EXAMEN CHIMIQUE—CHEMICAL EXAMINATION									
				Sur Gélose <i>On Agar</i>		Colibacille présent dans <i>B. coli present in</i>			Colibacilles dans 100 cc. <i>B. coli in 100 cc.</i>	DURETÉ <i>HARDNESS</i>			AZOTE <i>NITROGEN</i>			Fer <i>Iron</i>	pH	
				Mois <i>Month</i>	Jour <i>Day</i>	37° C. 24 hrs	20° C. 48 hrs	0.01 cc.		Total <i>Total</i>	Alcal. <i>Alkal.</i>	Incrust. <i>Incrust.</i>	Nitrites <i>Nitrites</i>	Nitrates <i>Nitrates</i>	Az. Ammoniacal <i>Az. Ammon. Free Amm.</i>	Az. Albuminolde <i>Az. Album. Amm.</i>		
8147	1945 jan. 10	10	Rivière des Prairies Mrs. W.C. Pitfield - tap chlorinated					4	0	4	4g	60			0.0	7.7		
Traitement efficace Treatment satisfactory																		
INSPECTEUR EN CHEMIE PROVINCE DE QUÉBEC DISTRICT MEDICAL HEALTH OFFICER																		
LABORATOIRES MINISTÈRE DE LA SANTÉ :: MINISTRY OF HEALTH PROVINCE de QUÉBEC :: PROVINCE of QUEBEC																		

P14/C,40

Municipal copy

MINISTÈRE DE LA SANTÉ
DIVISION DES LABORATOIRES
89 EST, RUE NOTRE-DAME, MONTRÉAL



LABORATOIRE DE CHIMIE ET DE CONTRÔLE SANITAIRE
G. Nichols F/L
No. 4 A.C.H.
RCAP, Saraguay

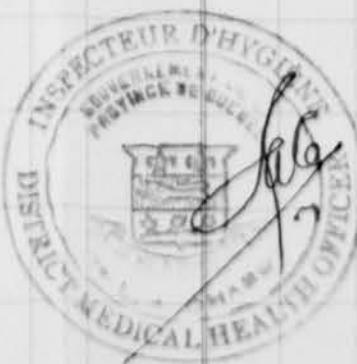
MINISTRY OF HEALTH
DIVISION OF LABORATORIES
89, NOTRE-DAME ST., EAST, MONTREAL

LABORATORY OF CHEMISTRY AND SANITATION

Saraguay

ANALYSE D'EAUX — WATER ANALYSIS

No	Date du prélevement <i>Date of Collection</i>	PROVENANCE <i>PLACE AND SOURCE</i>	BACTÉRIES — BACTERIA					EXAMEN CHIMIQUE—CHEMICAL EXAMINATION											
			Sur Gélose <i>On Agar</i>		Colibacille présent dans <i>B. coli</i> present in			Colibacilles dans 100 cc. <i>B. coli</i> in 100 cc.	Parties par Million <i>Parts per Million</i>			DURETÉ <i>HARDNESS</i>			AZOTE <i>NITROGEN</i>			Fer <i>Iron</i>	pH
			Mois <i>Month</i>	Jour <i>Day</i>	37° C. 24 hrs	20° C. 48 hrs	0.01 cc.		Total <i>Total</i>	Alcal. <i>Alkal.</i>	Incrust. <i>Incrust.</i>	Nitrites <i>Nitrites</i>	Nitrates <i>Nitrates</i>	Az. Ammoniacal <i>Free Amm.</i>	Az. Albuminolde <i>Album. Amm.</i>				
8705	1945 feb. 16 16	Rivière des Prairies Mrs W.C. Pitfield tap: chlorinated			37		50	0	2	50	70					0.0	5.6	Bonne Satisfactory <i>J.W.</i>	



INSPECTEUR D'HYGIÈNE
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT MEDICAL HEALTH OFFICE
LABORATOIRES
MINISTÈRE DE LA SANTÉ
PROVINCE de QUÉBEC

LABORATORIES
MINISTRY OF HEALTH
PROVINCE of QUEBEC

P14/C,40

Municipal
copy

MINISTÈRE DE LA SANTÉ
DIVISION DES LABORATOIRES
89 EST, RUE NOTRE-DAME, MONTRÉAL



MINISTRY OF HEALTH
DIVISION OF LABORATORIES
89, NOTRE-DAME ST., EAST, MONTREAL

LABORATOIRE DE CHIMIE ET DE CONTRÔLE SANITAIRE

LABORATORY OF CHEMISTRY AND SANITATION

E. Boyle s/z
4 R.C.A.F. - Convalescent Hospital,
Paraguay

ANALYSE D'EAUX — WATER ANALYSIS

Paraguay

No	Date du prélevement		PROVENANCE PLACE AND SOURCE	BACTÉRIES — BACTERIA				EXAMEN CHIMIQUE — CHEMICAL EXAMINATION									
	Mois Month	Jour Day		Sur Gélose On Agar par cc. per cc.		Colibacille présent dans B. coli present in		Colibacilles dans 100 cc. B. coli in 100 cc.	Parties par Million			Parts per Million			Fer Iron	pH	
				37° C. 24 hrs	20° C. 48 hrs	0.01 cc.	0.1 cc.		Total Total	Alcal. Alkal.	Incrust. Incrust.	Nitrites Nitrites	Nitrates Nitrates	Az. Ammoniacal Az. Amm. Free Amm.	Az. Albuminoïde Album. Amm.		
3046	July	10	10	Rivière des Prairies R.C.A.F. tap - chlorinated do		24		0	0	-	50					0.0	7.6
3047	*	*	*	do		do	do	0	0	-							



LABORATOIRES
MINISTÈRE DE LA SANTÉ — MINISTRY OF HEALTH
PROVINCE DE QUÉBEC — PROVINCE OF QUEBEC

P14/C,40

MINISTÈRE DE LA SANTÉ
DIVISION DES LABORATOIRES

recd
copy

MINISTÈRE DE LA SANTÉ
DIVISION DES LABORATOIRES
89 EST, RUE NOTRE-DAME, MONTRÉAL

LABORATOIRE DE CHIMIE ET DE CONTRÔLE SANITAIRE

John Kake
6569 St-André, - Montréal



**MINISTRY OF HEALTH
DIVISION OF LABORATORIES**

89, NOTRE-DAME ST., EAST, MONTREAL

LABORATORY OF CHEMISTRY AND SANITATION

Village of Saraguay

P14/C,40

Municipal
copy

MINISTÈRE DE LA SANTÉ
DIVISION DES LABORATOIRES

89 EST, RUE NOTRE-DAME, MONTRÉAL



LABORATOIRE DE CHIMIE ET DE CONTRÔLE SANITAIRE

L. Fournier
Saraguay,

Bureau de Poste, Cartierville,

MINISTRY OF HEALTH
DIVISION OF LABORATORIES

89, NOTRE-DAME ST., EAST, MONTREAL

LABORATORY OF CHEMISTRY AND SANITATION

Saraguay,

ANALYSE D'EAUX — WATER ANALYSIS

EXAMEN CHIMIQUE—CHEMICAL EXAMINATION

No	Date du prélèvement <i>Date of Collection</i>	PROVENANCE <i>PLACE AND SOURCE</i>	BACTÉRIES — BACTERIA					Turbidité <i>Turbidity</i>	Couleur <i>Colour</i>	Parties par Million <i>Parts per Million</i>				Fer <i>Iron</i>	pH						
			Sur Gélose <i>On Agar</i>		Colibacille présent dans <i>B. coli</i> present in					DURETÉ <i>HARDNESS</i>		AZOTE <i>NITROGEN</i>									
			Mois <i>Month</i>	Jour <i>Day</i>	Date de l'analyse <i>Date Analyzed</i>	37° C. 24 hrs	20° C. 48 hrs	0.01 cc.	0.1 cc.	1 cc.	10 cc.	Total <i>Total</i>	Alcal. <i>Alkal.</i>	Incrust. <i>Incrust.</i>	Nitrites <i>Nitrites</i>	Nitrates <i>Nitrates</i>	Az. Ammoniacal <i>Az. Ammoniacal</i>	Az. Albuminoïde <i>Az. Albuminoïde</i>			
9101	oct. 27	Puits artésien B. Sabourin, robinet do do	1946	28	-52'			2	220	0	0	5	8	224	0.00	0.0	0.00	0.05	0.4	7.9	Bonne Satisfactory
9102	" "	Puits artésien M. Dub renou, pompe do do		"	-58'				5	5	0										Mauvaise Unsafe
9103	" "	Puits artésien C. Aumen, robinet do do		"	-27'			375	14500	0	0	13	-	178	0.02	0.0	0.00	0.36	2.5	7.9	Bonne Satisfactory
9104	" "	Puits artésien C. Aumen, robinet do do		"	-27'				5	5	0										7.9
9105	" "	Puits artésien C. Aumen, robinet do do		"	-27'			8	2	0	0	75	-	428	0.02	0.0	0.00	0.58	5.0	8.0	Bonne Satisfactory
9106	" "	Puits artésien C. Aumen, robinet do do		"	-27'				5	5	2.0										7.9



LABORATOIRES
MINISTÈRE DE LA SANTÉ :: MINISTRY OF HEALTH
PROVINCE OF QUEBEC PROVINCE of QUEBEC

J.L. J.L.

P14/C,40

442-A (20m-8-46) E.-H.

Municipal copy

MINISTÈRE DE LA SANTÉ
DIVISION DES LABORATOIRES
1570, RUE ST-HUBERT, MONTRÉAL

LABORATOIRE DE CHIMIE ET DE CONTRÔLE SANITAIRE

H. Scrimshaw



MINISTRY OF HEALTH
DIVISION OF LABORATORIES
1570 ST. HUBERT STREET, MONTREAL

LABORATORY OF CHEMISTRY AND SANITATION

Saraguay.

ANALYSE D'EAUX — WATER ANALYSIS

No	7017 Delanaujière, Date du prélèvement <i>Date of Collection</i>		Montreal. PROVENANCE <i>PLACE AND SOURCE</i>	BACTÉRIES — BACTERIA					EXAMEN CHIMIQUE — CHEMICAL EXAMINATION											
	Mois <i>Month</i>	Jour <i>Day</i>		Sur Gélose <i>On Agar</i>	Bactéries coliformes présentes dans <i>Coliforms present in</i>	Bactéries coliformes dans 100 cc. <i>Coliforms in 100 cc.</i>	Parties par Million			DURETÉ <i>HARDNESS</i>			AZOTE <i>NITROGEN</i>			Fer <i>Iron</i>	pH			
				37° C. 24 hrs.	20° C. 48 hrs.	0.01 cc.	0.1 cc.	1 cc.	10 cc.	Turbidité <i>Turbidity</i>	Couleur <i>Colour</i>	Total <i>Total</i>	Alcal. <i>Alkal.</i>	Incrust. <i>Incrust.</i>	Nitrites <i>Nitrites</i>	Nitrates <i>Nitrates</i>	Az. Ammonia- nical <i>Az. Ammon. Free Amm.</i>	Az. Albu- minoid <i>Az. Album. Amm.</i>		
9087	Oct. 27	25	Dug well- H. Scrimshaw Well do	1946	17'		✓	✓	✓	✓	✓	14	60000	5 5 5	540	5 12	236	.000 0.0	0.00 0.24	0.0 7.9
9088	"	"	do											0 5	5 5	24				

Well will probably be satisfactory when
properly protected against surface wash.
The curb and the wall of the well, to a
depth of five feet below ground level,
should be perfectly watertight.



LABORATOIRES
MINISTÈRE DE LA SANTÉ
PROVINCE DE QUÉBEC

LABORATOIRES
MINISTRY OF HEALTH
PROVINCE OF QUEBEC

P14/C,40

A (29m-8-46) B.-H.

Copie

MINISTÈRE DE LA SANTÉ
DIVISION DES LABORATOIRES
1570, RUE ST-HUBERT, MONTRÉAL



LABORATOIRE DE CHIMIE ET DE CONTRÔLE SANITAIRE

M. Béique,
Saraguay

MINISTRY OF HEALTH
DIVISION OF LABORATORIES
1570 ST. HUBERT STREET, MONTREAL

LABORATORY OF CHEMISTRY AND SANITATION

ANALYSE D'EAUX — WATER ANALYSIS

Saraguay

EXAMEN CHIMIQUE — CHEMICAL EXAMINATION

No	Date du prélevement Month Day	Date de l'analyse Date Analyzed	PROVENANCE PLACE AND SOURCE	BACTÉRIES — BACTERIA					EXAMEN CHIMIQUE — CHEMICAL EXAMINATION										
				Sur Gélose On Agar par cc.	Bactéries coliformes présentes dans Coliforms present in	Bactéries coliformes dans 100 cc. Coliforms in 100 cc.	Turbidité Turbidity	Conleur Colour	Parties par Million			Parts per Million			Fer Iron	pH			
				37° C. 24 hrs.	20° C. 48 hrs.	0.01 cc.	0.1 cc.	1 cc.	10 cc.	Total Total	Alkal. Aikal.	Inerust. Inerust.	Nitrites Nitrates	Nitrate Nitrates	Az. Ammonia- nical Free Amm.	Az. Albu- minoide Album. Amm.			
9327	1946 nov. 5	5	Puits artésien -34' Mme Marguerite Dion Béique, robinet	130	10500	3 3	5 5	5 5	540	25	-	284	224	.020	0.8	0.00	0.14	1.4	7.8
	do	do																Mauvaise l'insale	
9328	"	"																Désinfecter et répéter l'échantillonnage	
																		O'est une eau dure; et la teneur en fer de cet échantillon est suffisante pour tacher le linge et les ustensiles.	



LABORATOIRES
MINISTÈRE DE LA SANTÉ — MINISTRY OF HEALTH
PROVINCE OF QUEBEC

P14/C,40

Municipal
copy

MINISTÈRE DE LA SANTÉ
DIVISION DES LABORATOIRES

89, EST. RUE NOTRE-DAME MONTRÉAL
1570, rue St-Hubert, Montréal

LABORATOIRE DE CHIMIE ET DE CONTRÔLE SANITAIRE

L. Fournier,
Saraguay, -Bureau de poste- Cartierville



MINISTRY OF HEALTH
DIVISION OF LABORATORIES

89, NOTRE-DAME ST., EAST, MONTREAL
1570, rue St-Hubert, Montreal

LABORATORY OF CHEMISTRY AND SANITATION

Saraguay

ANALYSE D'EAUX — WATER ANALYSIS

No	Date du prélevement <i>Date of Collection</i>	PROVENANCE <i>PLACE AND SOURCE</i>	BACTÉRIES — BACTERIA					EXAMEN CHIMIQUE—CHEMICAL EXAMINATION											
			Sur Gélose <i>On Agar</i>		Colibacille présent dans <i>B. coli</i> présent in			Colibacilles dans 100 cc. <i>B. coli</i> in 100 cc.	Parties par Million <i>Parts per Million</i>			DURETÉ HARDNESS			AZOTE NITROGEN			Fer <i>Iron</i>	pH
			37° C. 24 hrs	20° C. 48 hrs	0.01 cc.	0.1 cc.	1 cc.		Total <i>Total</i>	Alcal. <i>Alkal.</i>	Incrust. <i>Incrust.</i>	Nitrites <i>Nitrites</i>	Nitrate <i>Nitrate</i>	Az. Ammoniacal <i>Az. Ammoniacal</i>	Az. Albuminolde <i>Az. Albuminolde</i>				
0092	Dec 2 2	Puits artésien C. Boileau, robinet do	- 73°	28	34	5	5	5	0	4	3	528	408	.002	4.4	0.00	0.04	0.0	7.6
0093	" " "	Puits artésien M. Carroll robinet do	- 52°	34	38	5	5	5	0	3	2	340	.020	0.6	0.12	0.04	0.0	7.7	
0095	" " "	Puits artésien M. Stradford robinet do	- 51°	18	32	5	5	5	0	5	10	296	.000	0.0	0.00	0.02	0.4	7.7	
0096	" " "	Puits artésien L. Fournier, - robinet eau adoucie (Duro) do	- 63°	12	6	5	5	5	0	9	34	316	.000	0.0	0.00	0.04	1.2	8.1	
0097	" " "	Puits artésien L. Fournier, - robinet eau adoucie (Duro) do	- 63°	12	6	5	5	5	0	9	34	316	.000	0.0	0.00	0.04	1.2	8.1	
0098	" " "	Puits artésien L. Fournier, - robinet eau adoucie (Duro) do	- 63°	12	6	5	5	5	0	9	34	316	.000	0.0	0.00	0.04	1.2	8.1	
0099	" " "	Puits artésien L. Fournier, - robinet eau adoucie (Duro) do	- 63°	12	6	5	5	5	0	9	34	316	.000	0.0	0.00	0.04	1.2	8.1	



LABORATOIRES
MINISTÈRE DE LA SANTÉ :: MINISTRY OF HEALTH
PROVINCE OF QUEBEC PROVINCE OF QUEBEC

P14/C,40

*Copie
municipale*

MINISTÈRE DE LA SANTÉ
DIVISION DES LABORATOIRES

89 EST, RUE NOTRE-DAME, MONTRÉAL



LABORATOIRE DE CHIMIE ET DE CONTRÔLE SANITAIRE

L. Fournier
Saraguay,



MINISTRY OF HEALTH
DIVISION OF LABORATORIES

89, NOTRE-DAME ST., EAST, MONTREAL

LABORATORY OF CHEMISTRY AND SANITATION

Saraguay

ANALYSE D'EAUX — WATER ANALYSIS

EXAMEN CHIMIQUE—CHEMICAL EXAMINATION

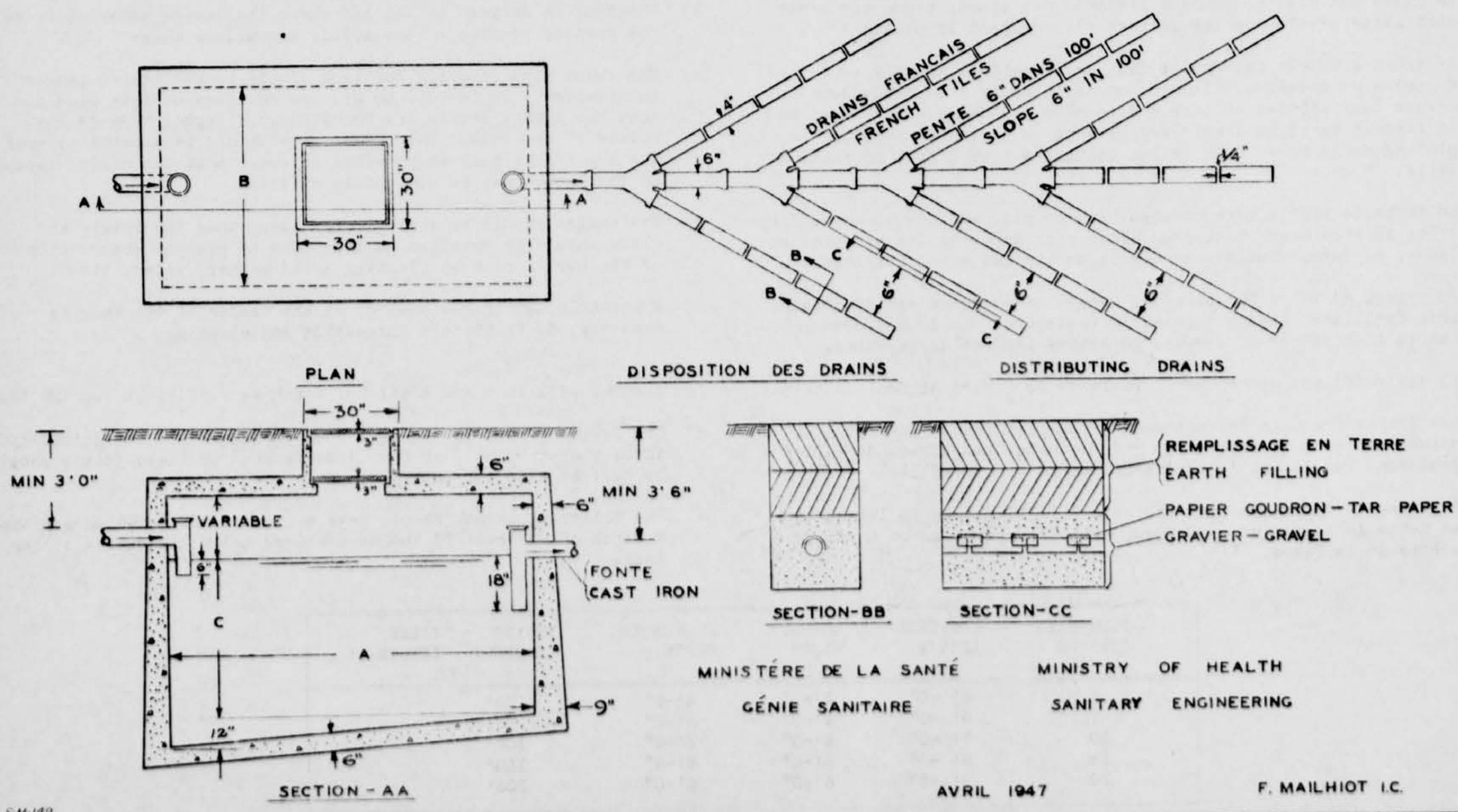
No	Date du prélèvement <i>Date of Collection</i>		PROVENANCE <i>PLACE AND SOURCE</i>	BACTÉRIES — BACTERIA						EXAMEN CHIMIQUE—CHEMICAL EXAMINATION											
	Mois <i>Month</i>	Jour <i>Day</i>		Sur Gélose <i>On Agar</i> par cc. <i>per cc.</i>			Colibacille présent dans <i>B. coli</i> present in <i>in 100 cc.</i>			Colibacilles <i>B. coli</i> dans 100 cc. <i>in 100 cc.</i>	Turbidité <i>Turbidity</i>	Couleur <i>Colour</i>	DURETÉ <i>HARDNESS</i>			AZOTE <i>NITROGEN</i>			Fer <i>Iron</i>	pH	
				37° C. 24 hrs	20° C. 48 hrs	0.01 cc.	0.1 cc.	1 cc.	10 cc.			Total <i>Total</i>	Alcal. <i>Alkal.</i>	Incrust. <i>Incrust.</i>	Nitrites <i>Nitrites</i>	Nitrates <i>Nitrates</i>	Az. Ammoniacal <i>Az. Ammoniacal</i>	Az. Albuminolide <i>Az. Albuminolide</i>			
1203	1946 dé c. 9	9	Puits artésien H. McDougall, pompe, do do	-108°,	✓	✓	0	0	0	0	6	15	296	.002	0.0	0.22	0.02	0.6	7.9		
1204	" "	"	Puits artésien Dr Duncan, pompe, do do	-40°,	3800	5300	5	5	5	0	0	5	2.0	306	.002	0.0	1.02	0.02	0.4	8.0	
1205	" "	"	Puits artésien U. W. Ogilvie, eau adoucie, do do	-412°,	8	0	0	0	0	33	5	15	240	.002	0.0	0.42	0.14	0.0	8.2		
1206	" "	"	Puits artésien H. Baileys, pompe	-40°,	4	55	0	0	0	0	4	5	154	.002	0.0	0.22	0.06	2.5	7.8		
1207	" "	"	Puits artésien H. Baileys, pompe	-40°,	✓	✓	0	0	0	0	45	-	278	.120	1.4	0.22	0.06	2.5	7.8		
1208	" "	"	Puits artésien H. Baileys, pompe	-40°,	3600	6100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0			
1209	" "	"	Puits artésien H. Baileys, pompe	-40°,	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0			
1210	" "	"	Puits artésien H. Baileys, pompe	-40°,	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0			



LABORATOIRES
MINISTÈRE DE LA SANTÉ
PROVINCE DE QUÉBEC
LABORATORIES
MINISTERE DE LA SANTE
PROVINCE DE QUEBEC

P14/C,40

FOSSE SEPTIQUE
TERRAIN POREUX SEPTIC TANK
POROUS SOIL



SM-149

NOTES EXPLICATIVES

- a) S'il y a des puits dans les environs, la fosse en béton étanche est préférable au puisard d'absorption pour ne pas contaminer la nappe d'eau souterraine qui alimente le puits.
- b) La fosse est plus profonde à l'entrée des égouts parce que c'est dans cette partie que les solides s'accumulent le plus.
- c) Le tuyau d'entrée des égouts dans la fosse doit mesurer au moins 6 pouces de diamètre. Il est bon de le munir d'un coude pour forcer les matières solides à descendre immédiatement au fond de la fosse. Ce tuyau d'entrée doit être le plus près possible du plafond de la fosse afin de lui donner la plus grande profondeur utile.
- d) Le tuyau de sortie sera quelques pouces plus bas que le tuyau d'entrée; il sera aussi muni d'un coude pour empêcher les produits solides, papiers, etc. d'obstruer la sortie des eaux décantées.
- e) Un regard de 30" x 30" placé au centre de la fosse est nécessaire pour faciliter l'inspection et le nettoyage. Un double couvercle tel qu'indiqué sur le croquis empêchera l'effet de la gelée.
- f) Il est suffisant de recouvrir la fosse de 1 pied et demi de terre.
- g) Les drains français devront mesurer un pied de longueur et les joints un quart de pouce; ces joints seront recouverts de papier goudronné sur la moitié supérieure de la circonférence.
- h) La tranchée filtrante doit avoir de 30 à 36 pouces de largeur et au moins 18 pouces de profondeur comptés en-dessous du tuyau de sortie de la fosse.

EXPLANATORY NOTES

- a) If there are wells in the neighbourhood, the water-tight concrete septic tank is preferable to the leaching cesspool since the former prevents contamination of the ground water from which the wells take their supply.
- b) The tank is deepest at the end where the sewage enters because the greater portion of the solids accumulate there.
- c) The sewer pipe entering the tank should be at least 6 inches in diameter. It is well to provide an elbow on this pipe so that the sewage solids are immediately directed towards the bottom of the tank. This sewer pipe should be located as near the top of the tank as possible in order that the useful depth of the latter may be completely utilized.
- d) The outlet should be a few inches lower than the inlet; an elbow should be provided on this pipe to prevent obstruction of the outlet pipe by floating solid matter, paper, etc.
- e) A man-hole, 30 inches square, at the center of the tank is necessary to facilitate inspection and cleaning.
- f) A cover of 1 foot and a half of earth is sufficient for the tank.
- g) The French drains should be 1 foot in length and the joints $\frac{1}{4}$ inch; the upper half of the circumference of these joints should be covered with tar-paper.
- h) The filtering trench should have a width of 30 to 36 inches and a depth of at least 18 inches measured below the outlet of the tank.

PERSONNES PERS ONS	LONGUEUR LENGTH A	LARGEUR WIDTH B	PROFONDEUR DEPTH C	DRAINS - LONGUEUR- TILES LENGTH
5	6' -0"	3'-0"	4'-6"	50'
7	6' -0"	4'-0"	5'-0"	70'
10	7' -0"	4'-0"	5'-0"	100'
15	8' -0"	5'-0"	5'-6"	150'
20	9' -0"	6'-0"	6'-0"	200'

P14/C,40

442-A (20m-8-46) B.-H.

*Municipal
copy*

MINISTÈRE DE LA SANTÉ
DIVISION DES LABORATOIRES

1570, RUE ST-HUBERT, MONTRÉAL

LABORATOIRE DE CHIMIE ET DE CONTRÔLE SANITAIRE

P. A. Oleskevis
No. 4, Ave Rousseau,
Saraguay,

PROVINCE DE QUÉBEC



MINISTRY OF HEALTH
DIVISION OF LABORATORIES

1570 ST. HUBERT STREET, MONTREAL

LABORATORY OF CHEMISTRY AND SANITATION

Saraguay,

ANALYSE D'EAUX — WATER ANALYSIS

EXAMEN CHIMIQUE — CHEMICAL EXAMINATION

No	Date du prélevement <i>Date of Collection</i>	Date de l'analyse <i>Date Analyzed</i>	PROVENANCE <i>PLACE AND SOURCE</i>	BACTÉRIES — BACTERIA						EXAMEN CHIMIQUE — CHEMICAL EXAMINATION											
				Sur Gélose <i>On Agar</i> par <i>per cc.</i>		Bactéries coliformes <i>Coliforma</i> présentes dans <i>present in</i>				Bactéries coliformes dans 100 cc. <i>Coliforms in 100 cc.</i>	Parties par Million		DURETÉ <i>HARDNESS</i>		AZOTE <i>NITROGEN</i>		Fer <i>Iron</i>	pH			
				37° C. 24 hrs.	26° C. 48 hrs.	0.01 cc.	0.1 cc.	1 cc.	10 cc.		Total Total	Alcal. Alkal.	Incrust. Incrust.	Nitrites Nitrates	Az. Ammoniacal Free Amm. Amm.	Az. Albuminoïde Album. Amm.					
3804	1947 juin 16	16	Drilled (artesian) well P. A. Oleskevis tap do do	-45°	325	550	0	0	1	2	30	-	3.8	368	0.05	0.0	0.06	0.12	2.7	7.4	Bonne Satisfactory
3805	"	"	do	do			0	0	0	0											



INSPECTEUR D'HYGIÈNE
GOUVERNEMENT
PROVINCE DE QUÉBEC
MINISTERE DE LA SANTE :: MINISTRY OF HEALTH
PROVINCE OF QUEBEC

P14/C,40

D.M. 4A 2-49-5M

X-RAY REPORT

of M James McGregor

Alliance Rd. - Saraguay, Qué.

Employed by: La Photogravure Nationale



70 _____ am: 7172 (U.O.)

14 _____ 17: 205

Date: 25/2/49

Dept:

Age: 34

RADIOLOGICAL IMPRESSION:

Lungs:

Doubtful shadow on the left apex. U.O. (*Under observation*)

This X-ray is but a preliminary examination. A complete clinical and bacteriological examination is necessary in order to verify the diagnosis.

MONTREAL ANTI-TUBERCULOSIS LEAGUE, INC.

Medical Director,

P14/C,40



P14/C,40

442-A 50M-E.D.-7-48



MINISTÈRE DE LA SANTÉ

Division des Laboratoires

1570, RUE ST-HUBERT, MONTRÉAL

PROVINCE DE QUÉBEC



LABORATOIRE DE CHIMIE ET DE CONTRÔLE SANITAIRE

H. Scrimshaw, 1100 Craig East, Montreal.

MINISTRY OF HEALTH

Division of Laboratories

1570 ST. HUBERT STREET, MONTREAL

LABORATORY OF CHEMISTRY AND SANITATION

Saragany

ANALYSE D'EAU — WATER ANALYSIS

No	Date du prélevement <i>Date of Collection</i>	Date de l'analyse <i>Date Analyzed</i>	PROVENANCE <i>PLACE AND SOURCE</i>	BACTÉRIES — BACTERIA						EXAMEN CHIMIQUE — CHEMICAL EXAMINATION									
				Sur Gélose <i>On Agar</i>		Bactéries coliformes présentes dans <i>Coliforms present in</i>				Bactéries coliformes dans 100 cc. <i>Coliforms in 100 cc.</i>			Parties par Million			Parts per Million			
				Mois <i>Month</i>	Jour <i>Day</i>	20° C. 24 hrs.	20° C. 48 hrs.	0.01 cc.	0.1 cc.	1 cc.	10 cc.	Total — Total	Incrustants Non Carb.	Dureté <i>Hardness</i>	Alcalinité <i>Alkalinity</i>	Carb. alcalins <i>Alkaline Carb.</i>	Nitrites Az. Ammoniacal <i>Free Amm.</i>	Nitrates Az. Ammoniacal <i>Album. Amm.</i>	AZOTE <i>NITROGEN</i>
1993	May 18	1949	18	Artesian well - 90'	B.M. Scrimshaw	do	do	90	1700	45	-	228	230	.007 0.1 0.48	0.08 12.0 7.9				
1994	#	#	#	Pump do	do	do	do												

UNSAFE

JL.

DISINFECT AND REPEAT SAMPLING.

INSPECTEUR D'HYGIENE
 PROVINCE DE QUÉBEC
 DE MEILLEURE QUALITÉ
 MEDICAL HEALTH OFFICER

LABORATOIRES
 MINISTÈRE DE LA SANTÉ
 PROVINCE de QUÉBEC

LABORATORIES
 MINISTRY OF HEALTH
 PROVINCE of QUEBEC

Archives de la Ville de Montréal

P14/C,40

442-A 50M-E.D.-7-48

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

Division des Laboratoires

1570, RUE ST-HUBERT, MONTRÉAL

COPIE
COPY

LABORATOIRE DE CHIMIE ET DE CONTRÔLE SANITAIRE

PROVINCE DE QUÉBEC



MINISTRY OF HEALTH

Division of Laboratories

1570 ST. HUBERT STREET, MONTREAL

LABORATORY OF CHEMISTRY AND SANITATION

Mrs E. R. Barford

Saraguay.

Date du
prélèvement
Date of Collection

Date de l'analyse
Date Analyzed

Tubular well-
E. R. Barford,
Tap.

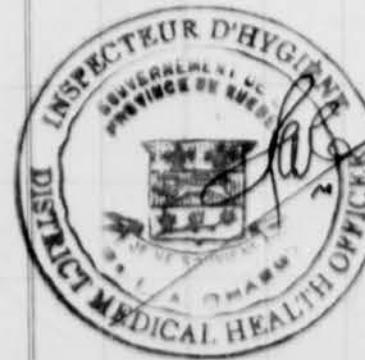
do
do
do

PROVENANCE
PLACE AND SOURCE

BACTÉRIES — BACTERIA

No	PROVENANCE <u>PLACE AND SOURCE</u>	Sur Gélose		Bactéries coliformes présentes dans			Bactéries coliformes dans		Turbidité	Couleur	Dureté	Parties par Million			Parts per Million					
		On Agar		Coliforms present in			Coliforms in					Total	Incrustants	Alcalinité	Azote NITROGEN	Fer	pH			
		37° C. 24 hrs.	20° C. 48 hrs.	0.01 cc.	0.1 cc.	1 cc.	10 cc.	100 cc.				Non Carb.	Carb. Alkaline Carb.	Nitrates	Nitrate Free Amm.	Az. Ammoniacal Album. Amm.	Iron	pH		
2361	1949 Mai 25 25	260	540	1	15	15	15	350	1	7	316	36	260	.000	0.1	0.00	0.02	0.0	7.6 "UNSAFE"	
2362	" "								5	5										

Disinfect and repeat sampling —
Effluent from cesspool should not
be discharged near the well.



LABORATOIRES
MINISTÈRE DE LA SANTÉ :: MINISTRY OF HEALTH
PROVINCE DE QUÉBEC :: PROVINCE OF QUEBEC

P14/C,40

442-A 50M-E.D.-7-48



MINISTÈRE DE LA SANTÉ

Division des Laboratoires

1570, RUE ST-HUBERT, MONTRÉAL

PROVINCE DE QUÉBEC



MINISTRY OF HEALTH

Division of Laboratories

1570, ST. HUBERT STREET, MONTREAL

LABORATORY OF CHEMISTRY AND SANITATION

H. Scrimshaw,
1100 Craig St. E.,
Mont.

LABORATOIRE DE CHIMIE ET DE CONTRÔLE SANITAIRE

ANALYSE D'EAU — WATER ANALYSIS

Saraguay
Co. Jacques Cartier

No	Date du prélevement Date of Collection	Date de l'analyse Date Analyzed	PROVENANCE PLACE AND SOURCE	BACTÉRIES — BACTERIA					EXAMEN CHIMIQUE — CHEMICAL EXAMINATION															
				Sur Gélose On Agar par - per cc.		Bactéries coliformes présentes dans Coliforms present in			Bactéries coliformes dans 100 cc. Coliforms in 100 cc.		Parties par Million			Parts per Million			AZOTE NITROGEN	Fer	pH					
				37° C. 24 hrs.	20° C. 48 hrs.	0.01 cc.	0.1 cc.	1 cc.	10 cc.	Turbidité Turbidity	Couleur Colour	Dureté Hardness	Total Total	Incrustants Non Carb.	Alcalinité Alkalinity	Carb. alcalins Alkaline Carb.	Nitrates Nitrate	Az. Ammoniacal Free Amm.	Az. Albuminoïde Album. Amm.	Iron				
4360	juin 22	22	Artesian Well H. Scrimshaw (After Desinf.) At pump	- 90°	✓ ✓	0	3	5	✓	4800	7800	79	100	-	240	16	224	.000	0.1	0.30	0.14	1.5	7.6 DOUBTFUL	
	do	do	do									1				5	5	35	Try new disinfection and repeat sampling					
4361	"	"	do																					



INSPECTEUR D'HYGIÈNE
GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE DE QUÉBEC
DE MEILLEURE SANITÉ POUR LA POPULATION

LABORATOIRES
MINISTERE DE LA SANTÉ : MINISTRY OF HEALTH
PROVINCE OF QUEBEC

P14/C,40

442-A 50M-E.D.-7-48

COPIE
COPY

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

Division des Laboratoires

1570, RUE ST-HUBERT, MONTRÉAL

PROVINCE DE QUÉBEC



LABORATOIRE DE CHIMIE ET DE CONTRÔLE SANITAIRE
H.-C. MacDougall,
Saraguay,

MINISTRY OF HEALTH

Division of Laboratories

1570, ST. HUBERT STREET, MONTREAL

LABORATORY OF CHEMISTRY AND SANITATION

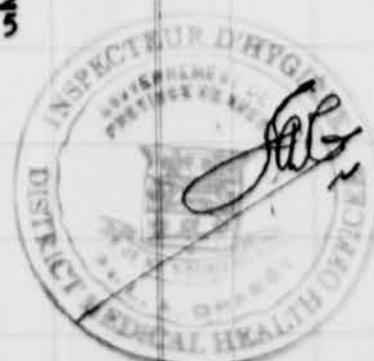
Saraguay,
Co. Jacques-Cartier.

ANALYSE D'EAU — WATER ANALYSIS

LABORATORY OF CHEMISTRY AND SANITATION

Saraguay,
Co. Jacques-Cartier.

No	Date du prélevement <i>Date of Collection</i>	Date de l'analyse <i>Date Analyzed</i>	PROVENANCE <i>PLACE AND SOURCE</i>	BACTÉRIES — BACTERIA								EXAMEN CHIMIQUE — CHEMICAL EXAMINATION									
				Sur Gélose <i>On Agar</i>		Bactéries coliformes présentes dans <i>Coliforms present in</i>				Bactéries coliformes dans 100 cc. <i>Coliforms in 100 cc.</i>		Parties par Million <i>Parts per Million</i>				AZOTE NITROGEN					
				37° C. 24 hrs.	20° C. 48 hrs.	0.01 cc.	0.1 cc.	1 cc.	10 cc.	Total 100 cc.	Turbidité <i>Turbidity</i>	Couleur <i>Colour</i>	Dureté Hardness	Total Incrustants Non Carb.	Alcalinité Alkalinity	Carb. alcalins <i>Alkaline Carb.</i>	Nitrates Nitrites	Az. Ammoniacal Free Amm.	Az. Albuminoïde Album. Amm.	Iron	pH
5657	1949 July 12 12		Rivière-des-Prairies, H.C. MacDougall, At Pier, do	570	740	2 5 5	5 5 5	5 5 5	5 5 5	540	2	45		28						7.8	Mauvaise Unsafe
5658	" "	"	do								5 5										



LABORATOIRES
MINISTÈRE DE LA SANTÉ — MINISTRY OF HEALTH
PROVINCE DE QUÉBEC

P14/C,40

PROVINCE DE QUÉBEC

MINISTÈRE DE LA SANTÉ
DIVISION DES LABORATOIRES
1570, rue Saint-Hubert,
MONTRÉAL

MINISTRY OF HEALTH
DIVISION OF LABORATORIES
1570 Saint Hubert St.,
MONTREAL


LABORATOIRE DE DIAGNOSTIC BACTÉRIOLOGIQUE
LABORATORY OF BACTERIOLOGICAL DIAGNOSIS
INFECTIONS INTESTINALES—ENTERIC DISEASES

Dr. C. Fullerton,
1414 Drummond St.
Montreal.

Date July 22nd. 1949

L'échantillon de sang de The specimen of blood from Reçu Received July 21st.

Nom du patient Name of patient Mr. A. Gordon,

Adresse Address 6000 Gouin Blvd., Saraguay P.-Q.

But de l'examen: Diagnostic Mise en liberté Recherche d'un porteur
Purpose of examination: Diagnos Release Detection of carrier

Vacciné en Vaccinated

RÉSULTAT:

Donne une réaction d'agglutination NÉGATIVE avec les antigènes suivants:
Gives a NEGATIVE agglutination reaction with the following antigens:

B. typhosum O, B. typhosum H, B. paratyphosum A (H), B. paratyphosum B (H),
Brucella abortus.

B. typhosum Vi: - B. paratyphosum B. (O): -

No du Lab. Lab. No. W-2555 (Voir au verso)
(See other side)

M. Saint-Martin, M.D.
Bactériologue—Bacteriologist
W-neg.

P14/C,40

L - 5
S-M-83

NOTES

Un résultat négatif n'exclut pas l'infection. Dans tous les cas douteux, veuillez expédier d'autres échantillons de sang pour l'hémoculture et la réaction de Widal. Faites faire aussi l'examen bactériologique des fèces et des urines.

Au cours de la première semaine de l'infection, le nombre de cas dont le sang ne réagit pas est relativement considérable. Au contraire, après la troisième semaine ceux qui réagissent sont très nombreux.

Si des échantillons de sang (pour l'hémoculture), des fèces et des urines de ce patient ont aussi été soumis, les résultats de ces examens seront expédiés ultérieurement.

Lettres et télégrammes doivent être adressés:
LE CHEF DES LABORATOIRES,
MINISTÈRE DE LA SANTÉ,
1570, rue Saint-Hubert,
Montréal

Demandes de formules, de nécessaires, pour l'envoi d'échantillons.
Demandes de renseignements:
Laboratoire de Sérologie
Laboratoire de Diagnostic bactériologique
Laboratoire de Chimie et de Contrôle sanitaire

TÉLÉPHONE
M^{AR}quette *9371

Local 15

Requests for forms and outfit for sending specimens and samples.
Requests for information:
Laboratory of Serology.
Laboratory of Bacteriological Diagnosis.
Laboratory of Chemistry and Sanitation.

Local 50
Local 56
Local 55

P14/C,40

50-16314

Déclaration de tuberculose - Notification of Tuberculosis

Nom Duglis Prénom John
Name _____ Surname _____
No. 7581 Rue Locum Blvd W.
No. _____ Street _____
Age 37 Sexe Male Marié, célibataire, veuf, séparé _____
Age _____ Sex _____ Married, single, widower, separated _____
Lieu de naissance Buenos Aires A Montréal depuis quand: _____
Place of birth: _____ In Montreal since when: _____

P14/C,40

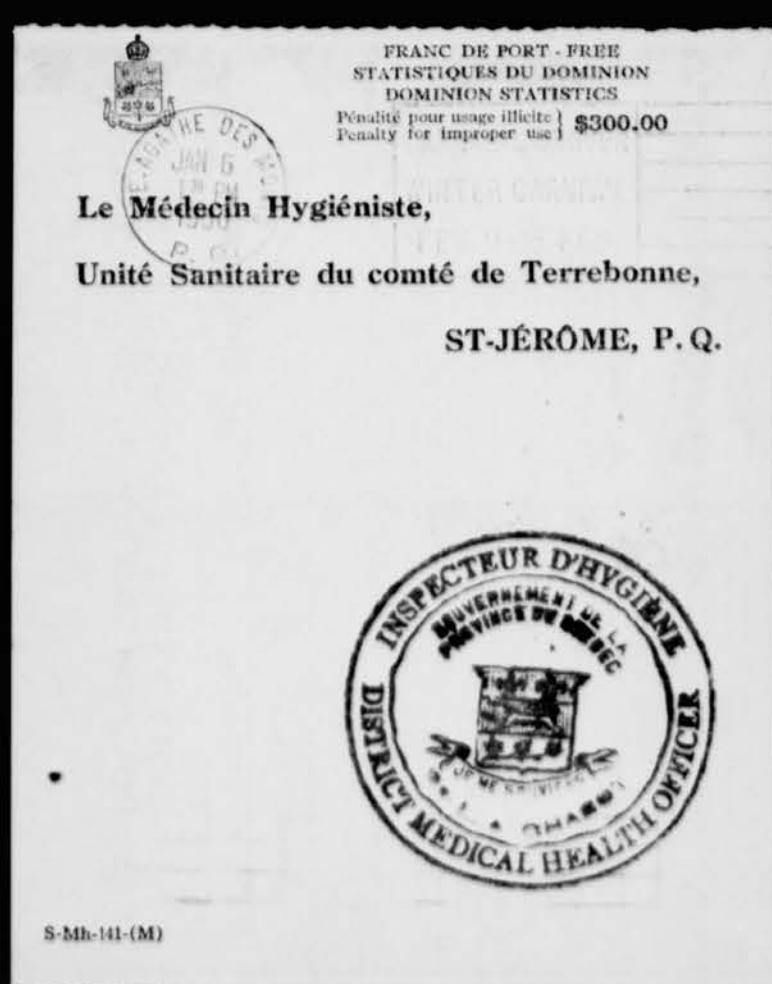
DECLARATION DE MALADIE CONTAGIEUSE
NOTIFICATION OF CONTAGIOUS DISEASE

Date.....	January 5th 1950	Maladie Disease	002	Pulmonary T. B.
Name Name	MR. ROBIN PITFIELD			Age 20
Prénom du père Surname of father				
Domicile réel Present domicile	Rue Street	No.	No.	
Ville—Village—Paroisse ou Canton Town—Village—Parish or Township		Village		
Dernière résidence Last Residence	Cartierville, Que.	Rue Street	"Saraguay"	No. No.
Ville—Village—Paroisse ou Canton Town—Village—Parish or Township				
Examinié ou admis (1) le Examined or admitted (2) on	Jan. 5/50	Date du début de la maladie Date of onset of disease		
ROYAL EDWARD LAURENTIAN HOSPITAL				
Signature : STE. AGATHA 6 MOULDS, QUE.				

Médecin, Hôpital ou autre établissement — Physician, Hospital or other establishment.

(1) Si non admis, rayer ce mot — (2) If not admitted, cancel this word.

P14/C,40



P14/C,40

PROVINCE DE QUÉBEC

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

DIVISION DES LABORATOIRES

1570, rue Saint-Hubert,
MONTRÉAL

COPIE
COPY

MINISTRY OF HEALTH

DIVISION OF LABORATORIES

1570 Saint Hubert St.,
MONTREAL

LABORATOIRE DE DIAGNOSTIC BACTÉRIOLOGIQUE
LABORATORY OF BACTERIOLOGICAL DIAGNOSIS

RECHERCHE DU B. TUBERCULEUX—EXAMINATION FOR B. TUBERCULOSIS

Dr Paul Tétrault,
216 Principale,
St-Laurent.

Date 23 janvier 1950.

Spécimen d'expectoration
Specimen of sputum..... Received 21 janvier

Nom du patient
Name of patient..... Jean Charles Jassmin

Adresse
Address..... Bois Franc, St-Laurent Petotte (V. J. Saragnay)

RÉSULTAT:

Aucun bacille tuberculeux ne fut décelé.
Un résultat négatif n'exclut pas la tuberculose. (Voir au verso).

RESULT:

No tuberculosis bacilli were found.
A negative result does not exclude tuberculosis. (See other side).

No du laboratoire TB. 659
Laboratory No.

M. Saint-Martin, M.D.
Bactériologiste — Bacteriologist

P14/C,40

NOTES

Au début de la tuberculose, dans les formes latentes et même à un stage plus avancé, plusieurs examens microscopiques sont quelquefois nécessaires, avant de pouvoir déceler le bacille tuberculeux.

Certains malades, particulièrement les enfants, crachent peu et avalent leurs expectorations. Il est alors conseillé de faire faire l'examen des fèces pour la recherche du bacille tuberculeux.

Durant les périodes d'aggravation de la maladie, on trouve généralement les bacilles tuberculeux en plus grand nombre.

Dans tous les cas de diagnostic clinique de tuberculose, vous devez déclarer cette maladie, même si l'examen bactériologique donne un résultat négatif.

NOTES

In cases of incipient tuberculosis, in latent forms of the disease and even in more advanced stages, several microscopic examinations may be necessary before the tubercle bacillus is found.

Some patients, particularly children, expectorate but little, and swallow the sputum. In such cases an examination of the feces, for the presence of the tubercle bacillus, is advisable.

The bacilli are usually more numerous in the sputum during exacerbations of the disease.

Whenever a case is clinically diagnosed as tuberculosis, the disease must be reported, even though the result of the bacteriological examination be negative.

Lettres et télégrammes
doivent être adressés:

LE CHEF DES LABORATOIRES,

MINISTÈRE DE LA SANTÉ,

1570, rue Saint-Hubert.

Montréal

Letters and telegrams
should be addressed:

CHIEF OF LABORATORIES,

MINISTRY OF HEALTH,

1570 Saint Hubert St.,

Montreal

TELEPHONE

MArquette *9371

Demandes de formules, de nécessaires, pour l'envoi d'échantillons et de spécimens.

Local 15

Requests for forms and outlets
for sending specimens and
samples.

Demandes de renseignements:
Laboratoire de Sérologie
Laboratoire de Diagnostic bactériologique
Laboratoire de Chimie et de Contrôle sanitaire

Local 50

Local 56

Local 55

Requests for information:
Laboratory of Serology.
Laboratory of Bacteriological
Diagnosis.
Laboratory of Chemistry and
Sanitation.

P14/C,40

PROVINCE DE QUÉBEC
MINISTÈRE DE LA SANTÉ
DIVISION DES LABORATOIRES
1570, rue Saint-Hubert.
MONTRÉAL

MINISTRY OF HEALTH
DIVISION OF LABORATORIES
1570 Saint Hubert St.
MONTREAL


LABORATOIRE DE DIAGNOSTIC BACTÉRIologIQUE
LABORATORY OF BACTERIOLOGICAL DIAGNOSIS

RECHERCHE DU B. TUBERCULEUX—EXAMINATION FOR B. TUBERCULOSIS

Dr P. Tétreault,
246 Principale,
Ville St.Laurent, P.Q.

Date... 6 fév. 1950

Spécimen d'expectoration
Specimen of sputum.....

Reçu
Received..... 3 fév.

Nom du patient
Name of patient..... Jean Charles Jasmin,
Par. Saraguay

Adresse
Address..... Bois Franc, St. Laurent, P.Q.

RÉSULTAT:
Aucun bacille tuberculeux ne fut
détecté.
Un résultat négatif n'exclut pas la
tuberculose. (Voir au verso).

RESULT:
No tuberculosis bacilli were found.
A negative result does not exclude
tuberculosis. (See other side).

No du laboratoire
Laboratory No..... TB. 1200

M. Saint-Martin, M.D.
Bactériologue — Bacteriologist

P14/C,40

Dr Paul Tétrault,
246 Principale,
St-Laurent, P. Q.

Date 8 février 1950.

Spécimen d'expectoration
Specimen of sputum

Reçu **7 février**
Received

Nom du patient Jean Charles Jasmin
Name of patient Jean Charles Jasmin

Bois Franc, St-Laurent Paroisse

RÉSULTAT: **RESULT:**
Aucun bacille tuberculeux ne fut No tuberculosis bacilli were found.

No du laboratoire TB. 1368 M. Saint-Martin, M.I.
tuberculose. (Voir au verso). tuberculosis. (See other side).

M. Saint-Martin, M.D.

P14/C,40

442-A 80M-E.D.-7-48

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

Division des Laboratoires

1570, RUE ST-HUBERT, MONTRÉAL

Municipal

LABORATOIRE DE CHIMIE ET DE CONTRÔLE SANITAIRE

Jean Garneau, 7 du Ruisseau, Saraguay.

PROVINCE DE QUÉBEC



MINISTRY OF HEALTH

Division of Laboratories

1570 ST. HUBERT STREET, MONTREAL

LABORATORY OF CHEMISTRY AND SANITATION

ANALYSE D'EAU — WATER ANALYSIS

Saraguay, Cte Jacques-Cartier.

No	Date du prélevement Date of Collection		PROVENANCE PLACE AND SOURCE	BACTÉRIES — BACTERIA					EXAMEN CHIMIQUE — CHEMICAL EXAMINATION										
	Mois Month	Jour Day		Sur Gélose On Agar		Bactéries coliformes présentes dans coliforms present in			Bactéries coliformes dans 100 cc. Coli- forms in 100 cc.	Parties par Million			Parts per Million			AZOTE NITROGEN	Fer	pH	
				37° C. 24 hrs.	20° C. 48 hrs.	0.01 cc.	0.1 cc.	1 cc.		Turbidité Turbidity	Couleur Colour	Dureté Hardness	Total Total	Incrustants Non Carb.	Alcalinité Alkalinity	Carb. alcalins Alkaline Carb.			
8016	mai	4	Puits- ? Anselme Lavigne. Robinet.	1950	110	0	0	0	0	35	-	406	68	338	.005 0.1	0.00 0.00	2.6 8.3		
8017	*	*	do do do			0	0	0	0										

RESULTATS BACTERIOLOGIQUES SATISFAISANTS

Dureté élevée.
Teneur en fer élevée.



LABORATOIRES
MINISTÈRE DE LA SANTÉ — MINISTRY OF HEALTH
PROVINCE DE QUÉBEC — PROVINCE OF QUEBEC

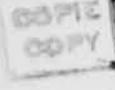
P14/C,40

442-A 50M-E.D.-7-48

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

Division des Laboratoires

1570, RUE ST-HUBERT, MONTRÉAL



LABORATOIRE DE CHIMIE ET DE CONTRÔLE SANITAIRE

Mrs Edward R. Burford
Saraguay

PROVINCE DE QUÉBEC



MINISTRY OF HEALTH

Division of Laboratories

1570 ST. HUBERT STREET, MONTREAL

LABORATORY OF CHEMISTRY AND SANITATION

Saraguay
Co. Jacques-Cartier

ANALYSE D'EAU — WATER ANALYSIS

No	Date du prélèvement <i>Date of Collection</i>	Date de l'analyse <i>Date Analyzed</i>	PROVENANCE <i>PLACE AND SOURCE</i>	BACTÉRIES — BACTERIA						EXAMEN CHIMIQUE — CHEMICAL EXAMINATION										
				Sur Gélose <i>On Agar</i> par - per cc.			Bactéries coliformes <i>Coliforms</i> présentes dans <i>present in</i>			Bactéries coliformes <i>Coliforms</i> dans 100 cc. <i>forms in</i> 100 cc.			Parties par Million <i>Parts per Million</i>	AZOTE <i>NITROGEN</i>				Fer <i>Iron</i>	pH	
				37° C. 24 hrs.	20° C. 48 hrs.	0.01 cc.	0.1 cc.	1 cc.	10 cc.	Total — Total	Incrustants Non Carb. — Carb. Alcalins Alkaline Carb.	Az. Ammoniacal Free Amm. Album. Amm.	Az. Albu- minoïde Album. Amm.							
	1950		Tubular well Edwin R. Burford Tap	- 30°																
9304	May 29	29	do-				5	5	0	1	0	344	48	296	.000	0.0	0.00	0.00	0.0	7.6 SATISFACTORY
9305	"	"	do-				5	5	0											



LABORATOIRES
MINISTÈRE DE LA SANTÉ
PROVINCE de QUÉBEC

LABORATORIES
MINISTRY OF HEALTH
PROVINCE of QUEBEC

P14/C,40

442-A 50M-E.D.-7-48

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

Division des Laboratoires

1570, RUE ST-HUBERT, MONTRÉAL

COPIE
COPY

PROVINCE DE QUÉBEC



MINISTRY OF HEALTH

Division of Laboratories

1570, ST. HUBERT STREET, MONTREAL

LABORATORY OF CHEMISTRY AND SANITATION

Saraguay, eté Jacques-Cartier

LABORATOIRE DE CHIMIE ET DE CONTRÔLE SANITAIRE

Paul St-Charles, 17 rue Albert, Saraguay, eté Jacques-Cartier. ANALYSE D'EAU — WATER ANALYSIS

No	Date du prélèvement <i>Date of Collection</i>	Date de l'analyse <i>Date Analyzed</i>	PROVENANCE <i>PLACE AND SOURCE</i>	BACTÉRIES — BACTERIA										EXAMEN CHIMIQUE — CHEMICAL EXAMINATION									
				Sur Gélose <i>On Agar</i>			Bactéries coliformes <i>Coliforms</i> présentes dans <i>present in</i>			Bactéries coliformes dans 100 cc. <i>Coliforms in</i> <i>100 cc.</i>	Turbidité <i>Turbidity</i>	Couleur <i>Colour</i>	Parties par Million		Parts per Million		AZOTE <i>NITROGEN</i>				Fer <i>Iron</i>	pH	
				37° C. 24 hrs.	20° C. 48 hrs.	0.01 cc.	0.1 cc.	1 cc.	10 cc.			Total <i>Total</i>	Incrustants <i>Non Carb.</i>	Alcalinité <i>Alkalinity</i>	Carb. alcalins <i>Alkaline Carb.</i>	Nitrates <i>Az. Ammoniacal Free Amm.</i>	Nitrites <i>Az. Ammoniacal Free Amm.</i>	Album. <i>Album. Amm.</i>					
5387	1950 août 7	6	Puits tubé - (65?) Au puits	16	6	5	5	5	5	7.5	8	-	260	38	222	.045	1.9	0.02	0.02	0.4	8.3		
5388	"	"	do							2.0													

RÉSULTATS SATISFAISANTS.

LABORATOIRES
MINISTÈRE DE LA SANTÉ — MINISTRY OF HEALTH
PROVINCE DE QUÉBEC — PROVINCE OF QUEBEC



P14/C,40

PROVINCE DE QUÉBEC
MINISTÈRE DE LA SANTÉ
DIVISION DES LABORATOIRES
1570, rue Saint-Hubert,
MONTRÉAL

COPIE
COPY

MINISTRY OF HEALTH
DIVISION OF LABORATORIES
1570 Saint Hubert St.,
MONTREAL

LABORATOIRE DE DIAGNOSTIC BACTÉRIologIQUE
LABORATORY OF BACTERIOLOGICAL DIAGNOSIS

INFECTIONS INTESTINALES — ENTERIC DISEASES

St. Mary's Hospital,
Montréal.

23 oct. 1950
Date.....

Echantillon Specimen feces Recu Received 19 oct.

Nom du patient Name of patient Mr. Monday

Adresse Address 8 Alliance Ave., Saraguay

But de l'examen: Diagnostic Mise en liberté Recherche d'un porteur
Purpose of examination: Diagnosis Release Detection of carrier

RÉSULTAT:
Aucun bacille des groupes typhique, paratyphique ou dysentérique ne fut décelé.
Un rapport négatif n'exclut pas l'infection intestinale.
(Voir au verso)

RESULT:
No bacilli of the Typhosum, Paratyphosum or Dysentery groups were found.
A negative report does not exclude enteric infection.
(See other side)

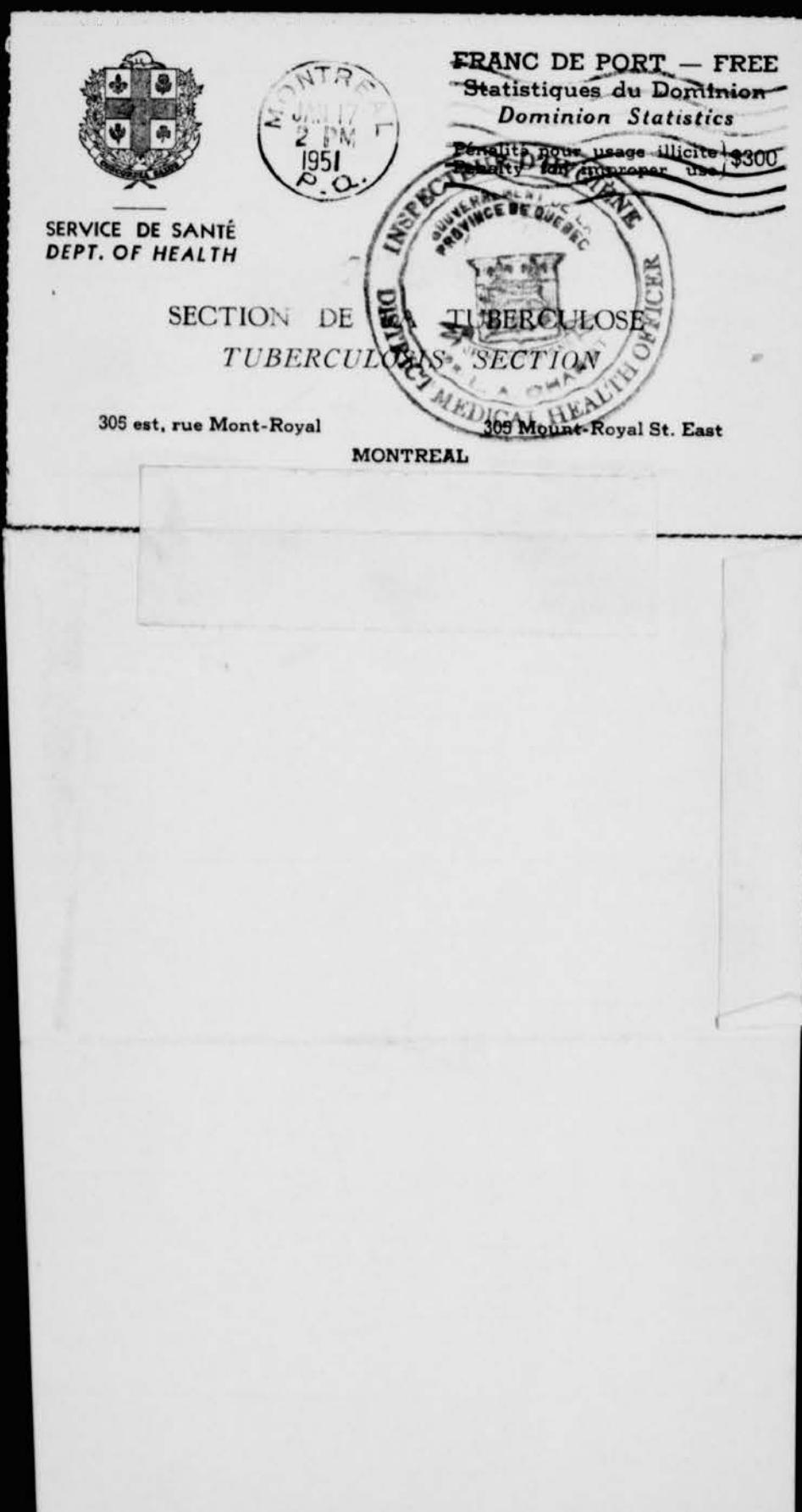
No du Laboratoire Laboratory No. F 4467

Bactériologue — Bacteriologist M. Saint-Martin, M.D.
1 neg.

P14/C,40

Occupation: <u>Groom</u>	École fréquentée: _____		
Occupation: _____	School attended: _____		
Employeur: <u>Mrs Ward C Pittfield</u>	Depuis: _____		
Employer: _____	Since: _____		
Prénom du père ou du mari: _____			
Father's or husband's surname: _____			
Contacts: Adultes _____ " Adults _____	Enfants _____ Children _____	Pensionnaires _____ Boarders _____	
Tub. pulmonaire: Minime, Mod. avancée, Très avancée, Torpide, Guérie. Décès. Pulmonary Tub.: Minimal, Mod. Advanced, Far. Adv., Quiescent, Arrested. Death.			
<u>(Open) Ret pleural effusion</u>			
Tuberculose, autres formes: _____			
Tuberculosis, other forms: _____			
Radiographie: Date _____ Radiography: Date _____	Positive _____ Positive _____	Négative _____ Negative _____	
Fluoroscopie: Date _____ Fluoroscopy: Date _____	Positive _____ Positive _____	Négative _____ Negative _____	
Crachats examinés: Date _____ Sputum examined: Date _____	Oct 29 Positive	Positif X Positive	Négatif _____ Negative _____
Epreuve à la tuberculine: Date _____ Tuberculin Test: Date _____	Pos. _____ Pos. _____	Nég. _____ Neg. _____	
Hospitalisation recommandée: _____ Acceptée: _____			
Hospitalization required: _____ Accepted: _____			
Hospitalisé depuis quand? _____ Since when in the hospital?			
Médecin traitant: _____			
Attending physician: _____			
Adresse: _____			
Address: _____			
Institution: _____	Adresse: _____		
Institution: _____	Address: _____		
Propreté du logis: _____			
Housing cleanliness: _____			
No de pièces: _____ No. of rooms:	Chambre à part: _____ Separate room:		
Ventilation: _____ Ventilation:	Alimentation: _____ Alimentation:		
Date de déclaration: _____	<u>Jan 6/51</u>	Date of report: _____	

P14/C,40



P14/C,40

442-A 50M-E.D.-7-48

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

Division des Laboratoires

1570, RUE ST-HUBERT, MONTRÉAL



J. G. Kent,
c/o Armstrong Cork Canada Ltd.,
6911 Decarie Blvd., Montréal.

LABORATOIRE DE CHIMIE ET DE CONTRÔLE SANITAIRE



PROVINCE DE QUÉBEC

MINISTRY OF HEALTH

Division of Laboratories

1570, ST. HUBERT STREET, MONTREAL

LABORATORY OF CHEMISTRY AND SANITATION

Saraguay

ANALYSE D'EAU — WATER ANALYSIS

UNSAFE

Disinfect and repeat sampling.

The wall of the well should be perfectly watertight, at least to a depth of 5 feet below surface of ground.

LABORATOIRES
MINISTÈRE DE LA SANTÉ / MINISTRY OF HEALTH
PROVINCE DE QUÉBEC / PROVINCE OF QUEBEC



No	Date du prélevement <i>Date of Collection</i>	PROVENANCE <i>PLACE AND SOURCE</i>	BACTÉRIES — BACTERIA						EXAMEN CHIMIQUE — CHEMICAL EXAMINATION									
			Sur Gélose <i>On Agar</i>		Bactéries coliformes présentes dans <i>Coliforms present in</i>			Bactéries coliformes dans 100 cc. <i>Coliforms in 100 cc.</i>	Parties par Million			Parts per Million			Fer <i>Iron</i>	pH		
			Mois <i>Month</i>	Jour <i>Day</i>	Turbidité <i>Turbidity</i>	Couleur <i>Colour</i>	Dureté <i>Hardness</i>	Total <i>Total</i>	Incrustants <i>Non Carb.</i>	Alcalinité <i>Alkalinity</i>	Carb. alcalins <i>Alkaline Carb.</i>	AZOTE NITROGEN <i>Nitrogen</i>	Nitrates <i>Nitrate</i>	Nitrites <i>Nitrite</i>	Az. Ammoniacal <i>Fres Amm.</i>	Az. Albuminoïde <i>Album. Amm.</i>		
2275	Jan. 3 4	Well - 20', Montreal Skeet Club Inc., At well	1951		✓ ✓	4 4 5		350	3 24 248	102 146		.060	12.5	0.10	0.34	0.2	8.2	
2276	" " "	do do do				3 5		92										

P14/C,40

442-A 50M-E.D.-7-48

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

Division des Laboratoires

1570, RUE ST-HUBERT, MONTRÉAL

PROVINCE DE QUÉBEC



D.N. Marcelle
6275 Gouin Blvd W.
Saraguay, Co. Jacques Cartier

LABORATOIRE DE CHIMIE ET DE CONTRÔLE SANITAIRE

ANALYSE D'EAU — WATER ANALYSIS

MINISTRY OF HEALTH

Division of Laboratories

1570 ST. HUBERT STREET, MONTREAL

LABORATORY OF CHEMISTRY AND SANITATION

Saraguay
Co. Jacques Cartier

No	Date du prélèvement <i>Date of Collection</i>	Date de l'analyse <i>Date Analyzed</i>	PROVENANCE <i>PLACE AND SOURCE</i>	BACTÉRIES — BACTERIA					EXAMEN CHIMIQUE — CHEMICAL EXAMINATION											
				Sur Gélose <i>On Agar</i> par - per cc.		Bactéries coliformes présentes dans <i>Coliforms</i> <i>present in</i>			Parties par Million <i>Parts per Million</i>		AZOTE NITROGEN				Fer	pH				
				37° C. 24 hrs.	20° C. 48 hrs.	0.01 cc.	0.1 cc.	1 cc.	10 cc.	Coli- forms in 100 cc.	Total Turbidité <i>Turbidity</i>	Incrustants — Total <i>Colour</i> <i>Colour</i>	Dureté <i>Hardness</i>	Alcalinité <i>Alkalinity</i>	Carb. alcalins <i>Alkaline Carb.</i>	Nitrates <i>Nitrate</i>	Az. Ammoniacal <i>Az. Ammoniacal</i> <i>Free Amm.</i>	Az. Albu- minoïde <i>Az. Albu- minoïde</i> <i>Album. Amm.</i>	Iron	
3558	1951 Feb. 27	27	Tubular well 52' D.N. Marcelle At pump	210	2700	0 3	2 5	2 5		9.3	40	-	296	296	.001	0.0	0.00	0.06	3.2	8.5 SATISFACTORY
3559	"	"	do			0 3	1 5			2.0										



INSPECTION DE LA SANTÉ
PUBLIQUE ET DE L'HYGIÈNE
PROVINCE DE QUÉBEC
MINISTÈRE DE LA SANTÉ
MINISTRY OF HEALTH
PROVINCE OF QUEBEC

Longueuil, P.Q., le 27 février 1951.

M. le Secrétaire-Trésorier,
Corporation Municipale de la
Paroisse de Saraguay,
Saraguay,
Co. Jacques-Cartier,
Qué.

Cher Monsieur,

Auriez-vous l'obligeance de me faire parvenir
par le retour du courrier une copie certifiée de la résolution
de votre Conseil qui demandait au Ministre de la Santé, l'éta-
blissement d'une Unité Sanitaire de Comté et par laquelle vous
acceptiez les principes et les obligations d'une telle unité
sanitaire.

Une réponse par le retour du courrier aiderait
grandement à l'organisation incessante de ce bureau de santé.

Votre tout dévoué,

P.E. Rolland
...n. n.

PER/TG

P. E. ROLLAND, M.D.,
Officier Spécial du Gouvernement
Provincial pour le Comté de
Jacques-Cartier,
165, rue Victoria,
Longueuil,
P.Q.

Tél. 6457

March 27th, 1951.

Provincial Health Department,
Government Buildings,
Quebec City, Que.

Dear Sirs:

The following is an extract of the Minutes of a meeting of the Council of the Village of Saraguay, held on March 5th, 1951 in connection with the proposed establishment of a Medical Health Centre for the Village.

"The Mayor stated that he had been approached by the Provincial Health Department with a view to setting up a Medical Health Centre covering the Village of Saraguay. This service would cost 15 cents per \$1,000.00 valuation and would amount to approximately \$61.00 annually based on the present valuation roll. It was considered that this service would eliminate the need of a special medical health officer for the Village inasmuch as the Health Centre would provide such medical service as was necessary.

On motion of Councillor Jackson, and seconded by Councillor Vanden Abeele, it was unanimously resolved that the Mayor be, and he is hereby authorized and instructed to advise the Provincial Health Department that the Municipality of Saraguay is agreeable and desirous of obtaining the service of a Medical Health Centre on the terms and conditions proposed by the Provincial Health Department."

The valuation of properties in the Village for all Municipal purposes is \$409,695.00. The total population of the Village is estimated at approximately 500.

I should be pleased to hear from you as to any further steps that may be necessary to implement the Health Centre which you are organizing.

Yours very truly,

E. V. Leipoldt
Mayor

EVL:TM

March 27th, 1951.

Provincial Health Department,
Government Buildings,
Quebec City, Que.

Dear Sirs:

The following is an extract of the Minutes of a meeting of the Council of the Village of Saraguay, held on March 5th, 1951 in connection with the proposed establishment of a Medical Health Centre for the Village.

"The Mayor stated that he had been approached by the Provincial Health Department with a view to setting up a Medical Health Centre covering the Village of Saraguay. This service would cost 15 cents per \$1,000.00 valuation and would amount to approximately \$61.00 annually based on the present valuation roll. It was considered that this service would eliminate the need of a special medical health officer for the Village inasmuch as the Health Centre would provide such medical service as was necessary.

On motion of Councillor Jackson, and seconded by Councillor Vanden Abeele, it was unanimously resolved that the Mayor be, and he is hereby authorized and instructed to advise the Provincial Health Department that the Municipality of Saraguay is agreeable and desirous of obtaining the service of a Medical Health Centre on the terms and conditions proposed by the Provincial Health Department."

The valuation of properties in the Village for all Municipal purposes is \$409,695.000. The total population of the Village is estimated at approximately 500.

I should be pleased to hear from you as to any further steps that may be necessary to implement the Health Centre which you are organising.

Yours very truly,

E. V. Leipoldt
Mayor

NVL:TM

See attached

P14/C,40



PROVINCE OF QUEBEC
MINISTRY OF HEALTH
DEPUTY MINISTER'S OFFICE

QUEBEC, March 28, 1951.

Mr. E. V. Leipoldt,
Mayor,
Village of Saraguay,
Jacques Cartier County, P. Q.

Dear Mr. Leipoldt:

I acknowledge receipt,
with thanks, of an extract of the Minutes of a
meeting of the Council of the Village of Saraguay,
in connection with the proposed establishment of
a Medical Health Centre.

Yours very truly,

Jean Grégoire
Jean Grégoire, M.D.,
Deputy Minister

AL/R

May 21st, 1951.

Mr. Lionel Charpentier,
SARAGUAY.

Mr. J.C. Habberfield,
SARAGUAY.

Dear Sirs,

I am instructed by the council to advise you that unless you comply with the instructions of the Medical Health Officer of the Village, Dr. C.A. Marlatt, regarding your cess-pit, legal action will be taken against you under by-law 45 of the Village of Saraguay and under the Quebec Public Nuisance Act.

While the cess-pit in question is located on Mr. Habberfield's land, inasmuch as it supplies both of your residences, you are both held responsible for its proper operation and upkeep. A copy of an extract of by-law 45 concerning the care of and upkeep of a cess-pit is enclosed herewith for your attention and compliance.

The Health Officer reports that the present condition of your cess-pit represents a health hazard to both yourselves and your neighbours, and unless his instructions are complied with within ten days from date of this letter, legal action will be taken against you both.

Yours very truly,

JMcK/AEC.
ENCL:

J. McK. CARMELL.
SECRETARY-TREASURER.

Registered mail.

June 1st, 1951.

Mr. Rene Presseau,
Saraguay, Que.

Dear Sir:

On inspection, it was found that your cesspit, together with one jointly used by Mr. L. Charpentier and Mr. J.C. Habberfield is connected to a common drain, contrary to By-Law number 45.

This common drain terminates in open ground on Mr. Habberfield's property, and the Health Officer reports that it represents a health hazard to all residents in the vicinity.

In view of the foregoing, I have been instructed by the Council to advise you that the three of you are being held jointly liable and unless the situation is corrected within ten days, legal action will be taken against you by the Village.

An extract from By-Law Number 45 of the Village is attached hereto for your information.

Yours truly,

J. McK. CARSWELL
SECRETARY - TREASURER

JMC:KL
ENCL.

EXTRACT FROM BY-LAW NO. 45 OF THE VILLAGE OF SARAGUAY. JUNE 1, 1951

ART. 10 - PROVISIONS SAFEGUARDING PUBLIC HEALTH

The following regulations of the Quebec Provincial Bureau of Health shall be incorporated in the By-Laws of the Municipality:

- (1) No sewage from a privy, water closet, sink or stables shall be allowed to drain directly into the river (Riviere des Prairies) or other stream discharging into said river.
- (2) No septic tank or cess-pit shall be constructed at a distance less than 100 feet from a well or other source of drinking water.
- (3) No septic tank or cess-pit shall be constructed in such manner or location that the drainage will seep into adjoining property. Each cess-pit shall be provided with a drainage area not less than 2,500 square feet and shall be located at a distance not less than 25 feet from the nearest dwelling.
- (4) Each cess-pit shall be emptied and cleaned at least once a year.
- (5) No cess-pit shall be connected directly to a common drain.
- (6) Every cess-pit which is to be abandoned shall be filled with earth and levelled off.

P14/C,40

442-A 50M-E.D.-7-48



municipale

MINISTÈRE DE LA SANTÉ
Division des Laboratoires

1570, RUE ST-HUBERT, MONTRÉAL

LABORATOIRE DE CHIMIE ET DE CONTRÔLE SANITAIRE

Louis A. Chabot, M.D.
1570 St-Hubert, Montréal.

PROVINCE DE QUÉBEC



MINISTRY OF HEALTH

Division of Laboratories

1570 ST. HUBERT STREET, MONTREAL

LABORATORY OF CHEMISTRY AND SANITATION

Village Saraguay,
Co. Jacques-Cartier.

ANALYSE D'EAU — WATER ANALYSIS

No	Date du prélèvement <i>Date of Collection</i>	Date de l'analyse <i>Date Analyzed</i>	PROVENANCE <i>PLACE AND SOURCE</i>	BACTÉRIES — BACTERIA					EXAMEN CHIMIQUE — CHEMICAL EXAMINATION														
				Sur Gélose <i>On Agar</i>		Bactéries coliformes présentes dans <i>Coliforms present in</i>			Bactéries coliformes dans <i>100 cc.</i>	Parties par Million			AZOTE NITROGEN			Fer <i>Iron</i>	pH						
				Mois <i>Month</i>	Jour <i>Day</i>	37° C. 24 hrs.	20° C. 48 hrs.	0.01 cc.	0.1 cc.	1 cc.	10 cc.	Turbidité <i>Turbidity</i>	Couleur <i>Colour</i>	Dureté Hardness	Alcalinité <i>Alkalinity</i>	Carb. alcalins <i>Alkaline Carb.</i>							
7230	1951 Juin 7	6	Puits artésien Philippe Gohier Robinet, Restaurant Mic-Mac do 6305 Blvd. Gouin Ouest do do	80°?				0	0	1	2	2	0	564	144	420	.004	10.0	0.00	0.02	0.0	7.8	Bonne Satisfactory
7231	" "	"						0	0	2	4.5	5	5										M



INSPECTEUR D'HYGIÈNE
PROVINCE DE QUÉBEC
DOCTOR IN HYGIENE
PROVINCE OF QUEBEC
LABORATOIRES
MINISTÈRE DE LA SANTÉ — MINISTRY OF HEALTH
PROVINCE DE QUÉBEC PROVINCE OF QUEBEC

LABORATORIES
MINISTRY OF HEALTH
PROVINCE OF QUEBEC

1^r juillet, 1951.

Monsieur Lionel Charpentier,
Avenue du Ruisseau,
Saraguay,
P. Q.

Cher monsieur,-

Il y a deux our trois jours le puisard utilisé par Monsieur Habberfield et vous-même a de nouveau été vérifié par l'Inspecteur de la Santé du Village, le Dr. C. A. Marlatt.

D'après son rapport, cela a fait du bien de le pomper, cependant votre puisard est en très mauvais état et nuit à la santé publique. Pour remédier à cette situation il vous faudra installer votre propre puisard et voir à ce que le drainage réponde au plan tracé par le Ministère Provincial de la Santé et remis par le conseiller Jackson. Si vous n'avez pas ce plan vous pouvez vous le procurer en téléphonant au Dr. C. A. Marlatt, BYwater 2660.

A moins que vous donniez suite à ces reclamations dans un délai raisonnable, la municipalité sera obligée de prendre d'autres mesures contre vous.

En attendant que ce travail soit terminé veuillez employer le moins d'eau possible.

Bien à vous

J.McK. Carswell,
Secrétaire-trésorier

Recommandée

July 13th, 1951.

Mr. Lionel Charpentier,
Avenue Du Ruisseau,
Saraguay,
P.Q.

Dear Sir,

TRANSLATION.

A few days ago, the cesspit used jointly by yourself and Mr. Habberfield was inspected again by the Health Officer of the Village, Dr. C.A. Marlatt.

He reports that while the pumping out did some good, the present condition of your pit and drain-off system, is entirely unsatisfactory and is a danger to public health.

To remedy this situation, you must therefore install your own septic tank or cesspit together with proper distributing drains in accordance with the plan put out by the Provincial Ministry of Health given you by Councillor Jackson.

If you haven't got this plan, you can obtain one from Dr. C.A. Marlatt by telephoning BYwater 2660.

Unless the above is complied with within a reasonable delay, action will have to be taken against you by the Municipality. Kindly use a minimum of water until this job is completed
Yours very truly,

Registered Mail

JMcKC/AEC.

J.McK. CARSWELL.
Secretary-Treasurer.

BY REGISTERED POST.

13th July, 1951.

Mr. J. C. Habberfield,
Avenue du Ruisseau,
Saraguay, Que.

Dear Sir,

A few days ago the cess-pit used jointly by yourself and Mr. L. Charpentier was inspected by the Health Officer of the Village, Dr. C. A. Marlatt.

He reports that while the pumping out did some good, the present condition of your pit and drain off system is unsatisfactory, and is a danger to public health.

To remedy this situation, you must therefore install a separate septic tank or cess-pit, together with proper and adequate distributing drains, in accordance with the plan put out by the Provincial Ministry of Health, given you by Councillor Jackson.

You will note that these drains must be installed on top of 36 inches of gravel and have a covering of at least 2 inches of gravel, and also a covering of earth of about 2 feet. This gravel should be 30 to 36 inches wide.

If you have not got this plan, you can obtain one from Dr. C. A. Marlatt by telephoning Bywater 2660.

Unless the above is complied with within a reasonable delay, action will have to be taken against you by the Municipality. Kindly use the minimum of water until this job is done.

Yours very truly,

J. McK. CARSWELL
Secretary-Treasurer

August 20th, 1951.

Mr. G. Monette,
Monette, Filion, Meighen & Gourde,
159 Craig St. West,
Montreal, Que.

Dear Mr. Monette:

One of the residents of the Village, Mr. Philippe Gohier, has committed a public nuisance by pumping out his cesspit into the ditch on the side of the Gouin Blvd. West. He has moreover continued this operation when he was asked to discontinue it by the local councillor of the village. I have been in touch with Dr. Chabot of the Provincial Health Department and he has advised that the municipality should take action in such a matter as the province delegates the authority to the municipalities.

I would, therefore, ask you to write a letter in French to Mr. Philippe Gohier, P.O. Saraguay, instructing him on behalf of the Municipality to clean out the ditch and remove the deposit to some place where it will not constitute a nuisance and potential hazard to health. I would suggest that he be allowed one week to comply with these instructions and failing to do so that local action will be taken and a fine imposed in accordance with the Building By-laws which incorporate the Provincial Sanitary Code.

If you should require any further information, I shall be available by telephone call at BYwater 1063.

Yours very truly,

E. V. Leipoldt
Mayor

BVL:TM

September 7th, 1951.

Mr. J. C. Habberfield,
Saraguay, Que.

Dear Sir,

It has been reported by the medical officer that you have not complied with our letter of July 13th, instructing you to install your own septic tank, with proper and adequate distributing drains.

Under the Quebec Public Health Act (S.R.Q. 1941, Chap. 183, Paragraph 47), you are hereby given notice that unless you comply with this letter and create a proper drainage system on your own property within seven days from date, the Municipality will proceed with this work at your expense.

Yours very truly,

J. MCK. CARSWELL.
Secretary - Treasurer.

JMC/prs

September 7th, 1951.

Mr. Lionel Charpentier,
Saraguay, Que.

Dear Sir,

It has been reported by the medical officer that you have not complied with our letter of July 13th, instructing you to install your own septic tank, with proper and adequate distributing drains.

Under the Quebec Public Health Act (S.R.Q. 1941, Chap. 183, Paragraph 47), you are hereby given notice that unless you comply with this letter and create a proper drainage system on your own property within seven days from date, the Municipality will proceed with this work at your expense.

Yours very truly,

J. McK. CARSWELL.
Secretary - Treasurer.

JMC/prs

September 7th, 1951.

Mr. Rene Presseau,
Saraguay, Que.

Dear Sir,

It has been reported by the medical officer that you have not complied with our letter of June 1st, instructing you to disconnect from the common drain that runs across the rear of your property.

Under the Quebec Public Health Act (S.R.Q. 1941, Chap. 183, Paragraph 47), you are hereby given notice that unless you disconnect from this common drain, and create a proper drainage system on your own property within seven days from date, the Municipality will proceed with this work at your expense.

Yours very truly,

J. McK. CARSWELL.
Secretary - Treasurer.

JMC/prs

P14/C,40

October 7th, 1951.

Mr. John Meunier,
11965 Reed St.,
Cartierville.

Dear Sir,

I am instructed by the Council to authorize you to complete the installation of a septic tank and drainage field on the property of Mr. J.C. Habberfield in Saraguay. This work shall be done in accordance with specifications of the Provincial Department of Health and under the supervision of our Building Inspector, Mr. E. L'Africain.

As per your verbal agreement You shall commence this work on Monday, October 7th, and have it completed by the end of the week. The cost of this installation shall be between \$150.00 and \$250.00 depending on the material supplies and the nature of the ground encountered in digging operations.

Yours very truly,

J. McK. Carswell.
Secretary-Treasurer.

P14/C,40



Dossier de pièces réunies

DÉBUT

P14/C,40

16 Green Lane,
Saraguay, Que.,

October 31st, 1951.

Dr. C.A. Marlatt, M.D. C.M.
Inspector of Sanitation,
District Saraguay, Quebec.

Dear Sir:-

You will find attached a rough plan of Septic
tank and drainage as requested.

I am very sorry that a complaint has been made
about my sewage disposal system, as I feel sure there is no
real reason for a complaint.

The complete plumbing, heating, septic tank
was installed and drainage recommended and supervised by
Mr. Fernand Brunet licensed plumber of Beauharnois, Que.,
who has a number of years experience installing septic
tank and sewage disposal systems.

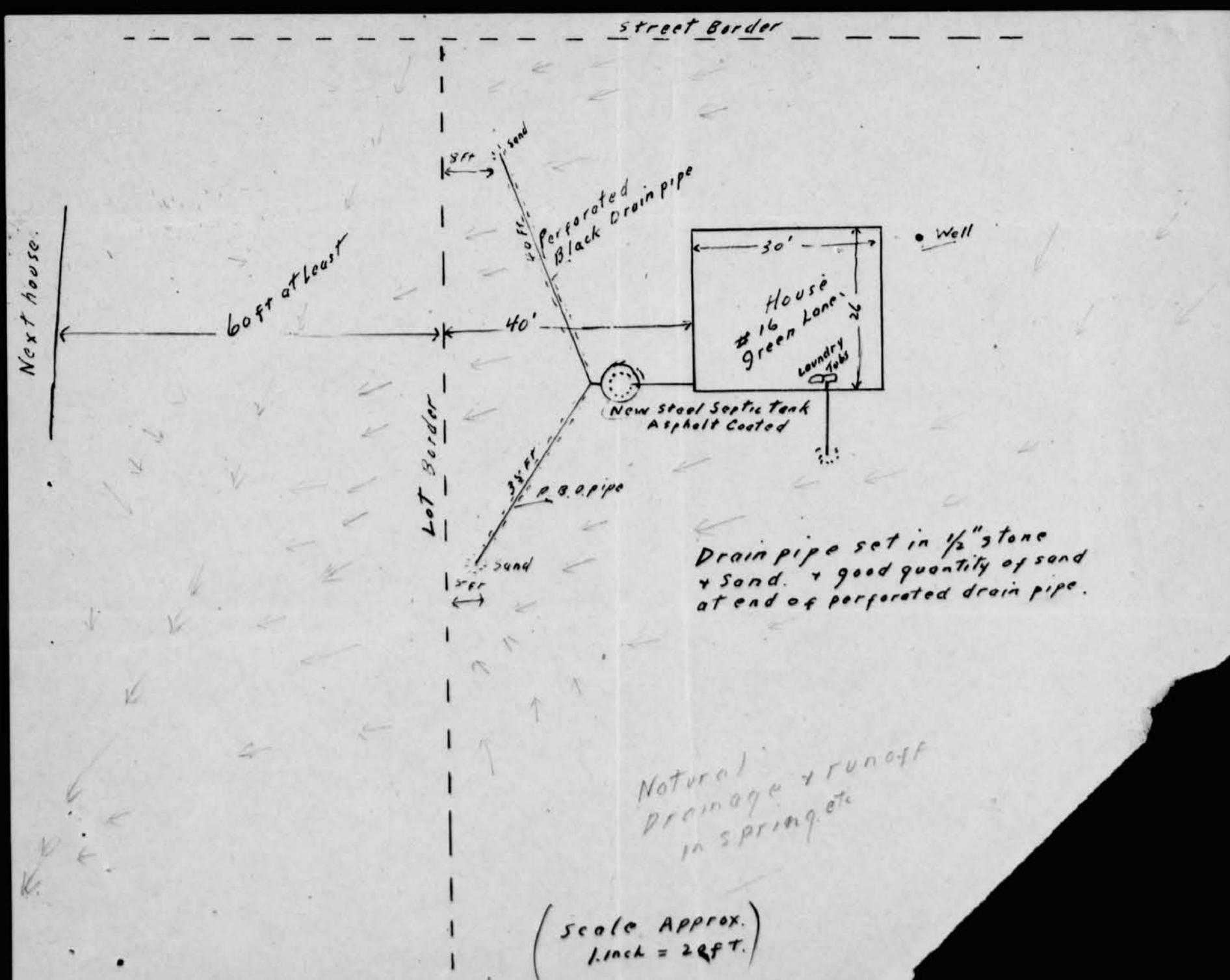
If water appears on the surface of my neighbour's
lot it is not a new occurrence. The natural drainage of
rainfall and spring thaw has always shown on the surface
of the low lying portion of his lot. The only solution
for him is to have it filled in.

Trusting and hoping you will make a favourable
report on my behalf to the town council.

Yours truly,

James H. Lumley

P14/C,40



P14/C,40



Dossier de pièces réunies

FIN

P14/C,40

Bywater 2660

C. A. Marlatt, M.D., C.M.

49 Rue du College

Ville St. Laurent, November 3, 1951.,

Mr.J.McK.Carswell.,
Secy- Saraguay., Que.

Dear Sir;

Following a complaint of one Mon.St.Amant 13 Green Lane., Saraguay
re contamination from sewage of Mr.Lumby this was investigated and had the owner
Mr.Lumby draw a diagramm of said instillation.

This is enclosed for your information.,on behalf of the Parish of
Saraguay.,as per M.O.

Signed.,



P14/C,40

At 4733

442-A 50M-E.D.-7-48

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

Division des Laboratoires

1570, RUE ST-HUBERT, MONTRÉAL

COPIE
COPY

LABORATOIRE DE CHIMIE ET DE CONTRÔLE SANITAIRE

John G. Kent,
Armstrong Cork Canada Ltd.,
6911 Decarie Blvd., Montreal.

PROVINCE DE QUÉBEC



MINISTRY OF HEALTH

Division of Laboratories

1570, ST. HUBERT STREET, MONTREAL

LABORATORY OF CHEMISTRY AND SANITATION

Saraguay

ANALYSE D'EAU — WATER ANALYSIS

EXAMEN CHIMIQUE — CHEMICAL EXAMINATION

No	Date du prélèvement <i>Date of Collection</i>	PROVENANCE <i>PLACE AND SOURCE</i>	BACTÉRIES — BACTERIA						EXAMEN CHIMIQUE — CHEMICAL EXAMINATION										
			Sur Gélose <i>On Agar</i> par - per cc.			Bactéries coliformes <i>Coliforms</i> présentes dans <i>present in</i>			Bactéries coliformes <i>Coliforms in</i> dans 100 cc. <i>in 100 cc.</i>			Parties par Million			Parts per Million				
			37° C. 24 hrs.	20° C. 48 hrs.	0.01 cc.	0.1 cc.	1 cc.	10 cc.	Total 100 cc.	Turbidité <i>Turbidity</i>	Couleur <i>Colour</i>	Dureté <i>Hardness</i>	Total Non Carb.	Incrustants Non Carb.	Alcalinité <i>Alkalinity</i>	Carb. alcalins <i>Alkaline Carb.</i>	AZOTE <i>NITROGEN</i>	Fer	pH
Mois	Jour	Date de l'analyse <i>Date Analyzed</i>	Month	Day															
7432	nov. 14	14	1951	Well	Montreal Sheet Club	— 17 ¹ ,	2900	18000	2 4 5	✓ ✓ ✓	5 5 5	220	9	-	324 128 196	.001 9.0 0.00	0.10 0.0	7.9	UNSAFE
7433	" "	"	do	do	do	do			5 5		5 5								Try new disinfection and repeat sampling.



INSPECTEUR D'HYGIÈNE
PROVINCE DE QUÉBEC
MEDICAL HEALTH OFFICER

LABORATOIRES
MINISTÈRE DE LA SANTÉ
PROVINCE DE QUÉBEC

P14/C,40

442-A 50M-E.D.-7-48

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

Division des Laboratoires

1570, RUE ST-HUBERT, MONTRÉAL

COPIE
COPY

PROVINCE DE QUÉBEC



MINISTRY OF HEALTH

Division of Laboratories

1570 ST. HUBERT STREET, MONTREAL

LABORATOIRE DE CHIMIE ET DE CONTRÔLE SANITAIRE

Roland Alarie
Rapport à : Marcel Taillefer
3517 De Lorimier, Mtl.

ANALYSE D'EAU — WATER ANALYSIS

Saraguay

LABORATORY OF CHEMISTRY AND SANITATION

No	Date du prélèvement <i>Date of Collection</i>	Date de l'analyse <i>Date Analyzed</i>	PROVENANCE <i>PLACE AND SOURCE</i>	BACTÉRIES — BACTERIA						EXAMEN CHIMIQUE — CHEMICAL EXAMINATION											
				Sur Gélose		Bactéries coliformes présentes dans			Bactéries coliformes dans 100 cc. <i>Coliforms in 100 cc.</i>	Turbidité <i>Turbidity</i>	Couleur <i>Colour</i>	Parties par Million		Alcalinité <i>Alkalinity</i>	AZOTE NITROGEN			Fer <i>Iron</i>	pH		
				On Agar <i>On Agar</i>	par cc. <i>per cc.</i>	0.01	0.1	1	10			Total	Incrustants <i>Non Carb.</i>	Carb. alcalins <i>Alkaline Carb.</i>	Az. Ammoniacal <i>Free Amm.</i>	Az. Albuminoïde <i>Album. Amm.</i>					
Mois	Jour	Month	Day	37° C. 24 hrs.	20° C. 48 hrs.	0.01	0.1	1	10												
1951			Puits tubé	43°																	
7893	Nov. 29	29	R. Alarie do			130	220	1 5	1 5	5 5	46	20	-	320	326	.001	0.0	0.00	0.00	2.1	8.2 DOUTEUSE
7894	"	"	Pompe do																		
						1 5	2 5	3 5												Désinfecter et répéter l'échantillonnage.	



INSPECTEUR D'HYGIÈNE
PROVINCE DE QUÉBEC
MEDICAL HEALTH OFFICER

LABORATOIRES
MINISTÈRE DE LA SANTÉ — MINISTRY OF HEALTH
PROVINCE de QUÉBEC, PROVINCE of QUEBEC

P14/C,40

R14-4071

442-A E.D.-B-51-15M

COPIE
COPY

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

Division des Laboratoires

1570, RUE ST-HUBERT, MONTRÉAL

C.J. Heine,
16 ave Wood,
Saraguay,
Co. Jacques-Cartier.

LABORATOIRE DE CHIMIE ET DE CONTRÔLE SANITAIRE

PROVINCE DE QUÉBEC



ANALYSE D'EAU — WATER ANALYSIS

MINISTRY OF HEALTH

Division of Laboratories

1570 ST. HUBERT STREET, MONTREAL

LABORATORY OF CHEMISTRY AND SANITATION

Saraguay,
Co. Jacques-Cartier

No	Date du prélèvement <i>Date of Collection</i>	Date de l'analyse <i>Date Analyzed</i>	PROVENANCE <i>PLACE AND SOURCE</i>	BACTÉRIES — BACTERIA						EXAMEN CHIMIQUE — CHEMICAL EXAMINATION												
				Sur Gélose <i>On Agar</i> par - per cc.		Bactéries coliformes <i>Coliforms</i> présentes dans <i>present in</i>			Bactéries coliformes dans <i>Coliforms in</i> 100 cc. <i>100 cc.</i>		Parties par Million			Parts per Million								
				37° C. 24 hrs.	20° C. 48 hrs.	0.01 cc.	0.1 cc.	1 cc.	10 cc.	Turbidité <i>Turbidity</i>	Couleur <i>Colour</i>	Dureté <i>Hardness</i>	Total Incrustants — Non Carb.	Incrustants Non Carb.	Alcalinité <i>Alkalinity</i>	Carb. alcalins <i>Alkaline Carb.</i>	AZOTE <i>NITROGEN</i>			Fer — Iron	pH	
2513	1952 11 & Mai	2013 12	1952 13	Tubular well C.J. Heine Tap.	65'	6	20	0 5	0 5	0 5	0	20	-	348	46	302	.000	0.1	0.00	0.04	2.5	8.2
2514	"	"	"	do do do		38		0 5	0 5	1 5	2.0											
Bacteriological Results Satisfactory. (Iron Content High)																						

11th. May, 1953.

Mr. A. Lavigne,
Ste. Genevieve,
County Jacques Cartier,
Que,

Dear Sir,

A complaint has been received by the Council that the cess-pit or septic tank of your house at No.8 du Ruisseau Ave, is connected to an open drain discharging onto the Quebec Hydro property, at the rear of your lot.

This constitutes a danger to the public health and must be remedied without undue delay.

To remedy this situation you must therefore install an adequate system of distributing drains in accordance with plans put out by the Provincial Ministry of Health, a copy of which is attached hereto.

You will note that these drains must be installed on top of 36 inches of gravel and have a covering of at least 2 inches of gravel, and also a covering of earth of about 2 feet. This gravel must be from 30 to 36 inches wide.

Under the Quebec Public Health Act (S.R.Q. 1941, Chap. 183, Paragraph 47), you are hereby given notice that unless you disconnect from this open drain, and create a proper drainage system on your own property within seven days from date, the Municipality will proceed with this work at your expense.

Yours very truly,

J.McK. Carswell,
Secretary Treasurer.

P14/C,40



PROVINCE OF QUEBEC
MINISTRY OF HEALTH
DEPUTY MINISTER'S OFFICE

QUEBEC, March the 26th., 1954.

Mr. J. McK. Carswell,
Secretary-treasurer,
Saraguay,
Jacques-Cartier.

Dear sir:

I acknowledge receipt of your letter of March 24, 1954, relative to a resolution which has been passed by the Council of the village of Saraguay.

For his attention, I sent this resolution to our chief engineer Mr. Lafreniere.

Yours truly,

LF/AL

Jean Gregoire
Jean Gregoire, M.D.
Deputy Minister



MINISTÈRE DE LA SANTÉ

1570 rue ST-HUBERT, MONTRÉAL.

March 27, 1954

Mr. J. McK. Carswell
Municipal Secretary-Treasurer
3 Martin Avenue
SARAGUAY, P.Q.

Dear Sir:

Your letter of March 24, enclosing copy of the resolution adopted by your municipal Council on October 19, 1953, has been referred to me.

Article 57 of Quebec Public Health Act states that no sewers can be built, and this means especially that no sewer outfall can be established in the Province without plans approved by the Minister of Health. No such plans so far have been submitted for examination and approval.

Article 61 of the same Act provides for sewers serving several municipalities. However, in such a case, the question has to be submitted to the "Régie des Services Publics de Québec", which proceeds by hearings, and the interested municipalities are necessarily advised and invited to be represented.

The Cities and Towns Act grants the right to a municipality to lay sewer pipes in an adjoining municipality, but the necessary permits have to be obtained, and if no agreement can be reached, expropriation procedures can be established.

In approving a sewer outfall, the Minister of Health must study the effect of the discharge of sewage into a river, from a public health point of view; however, a decision of the Minister does not deprive any individual of his civil rights.

Yours truly,

Théo.-J. Lafrenière

Théo.-J. Lafrenière
Chief Engineer.

TJL/gds

P14/C,40



MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES

DEPARTMENT OF MUNICIPAL AFFAIRS

PROVINCE DE QUÉBEC

Our file No. 26411

Quebec, April 8th, 1954.

Mr. J. McK Carswell,
Sec.-treas. of the municipal corporation,
Saraguay,
Jacques-Cartier County, P. Q.

Dear Sir:

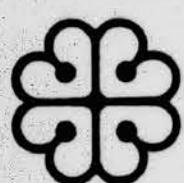
I acknowledge receipt of your letter of March 24th, to Honourable Mr. Prévost, together with a copy of a resolution adopted by your council on October 19th 1953, concerning the running of sewer pipes of the Parish of St.Laurent through your municipality to discharge into the Rivière des Prairies.

It is not at your knowledge that the council of Parish of St.Laurent has ever submitted to our Department a by-law for such purposes. However, your council would be well advised to submit the matter to the attorney of your corporation and furthermore, if necessary, to ask him to communicate with us.

Yours very truly,

Jean-Louis Doucet
Jean-Louis Doucet, Q.C.
Deputy-Minister.

AN/AC



Dossier de pièces réunies

DÉBUT

P14/C,40

BUREAU DE L'OUEST
1659 OUEST RUE NOTRE-DAME
TÉLÉPHONE: FITZROY 7431-2

**BUREAU DU NORD
7151 SAGARD
TÉLÉPHONE: GRAVELLE 8464**

BUREAU DE L'EST
3437 EST RUE SHERBROOKE
TÉLÉPHONE: GIFFARD 2561-62

Bureau d'Assistance Sociale aux Familles

**Membres de la Fédération des Oeuvres de Charité Canadiennes-françaises,
du Conseil des Oeuvres et du Canadian Welfare Council**

**BUREAU CENTRAL
3415 RUE SAINT-URBAIN
TÉLÉPHONE: BELAIR 6392**

MONTRÉAL.

Le 9 juin 1954.

Hôtel de Ville
Municipalité de Saraguay
Saraguay
P.Q.

Dossier No.: 23600
A.P. No.: 31386-B-4

Sujet: MARTIN, Mlle Thérèse,
6291 ouest, Blvd. Gouin
Cartierville, P.Q.

Monsieur,

Nous désirons attirer votre attention sur le cas de la personne ci-haut mentionnée pour qui nous vous demandons l'Assistance Publique, classe B-4.

Mademoiselle Martin est née de parents inconnus. Elle était en service chez une dame Alarie, à 6291 ouest, Boulevard Gouin. Mademoiselle Martin est malade depuis quelque temps et elle ne peut travailler pour une période indéterminée. Madame Alarie a consenti à la garder quand Même, motennant une petite pension, étant obligée de prendre une autre personne pour le soin des enfants et l'entretien du ménage.

Mademoiselle Martin est sans argent, donc incapable de payer sa pension et de se procurer les remèdes dont elle aurait besoin.

L'état financier de Mademoiselle Martin est le suivant:

<u>Revenus:</u>	<u>Dépense</u>
Aucun.	Chambre et pension
	Remèdes.....
	TOTAL:

Nous vous remercions de votre constante collaboration et nous
demeurons.

Vos tout dévoués,

Bureau d'Assistance Sociale aux Familles,
Société de Service Social aux Familles,

Par: *James Tullis*

pour (M) Evariste Choquette
Directeur Général.

Attention:
Gisèle Ouellet
Aide Sociale
Bureau Central.

Formule A.P. 10 (S.M.39)

Assistance Publique de Québec

(S. R. Q. 1941 — Chap. 187)

Formule A

DEMANDE D'ADMISSION D'UN INDIGENT DANS UNE INSTITUTION D'ASSISTANCE PUBLIQUE

Numéro de l'indigent 31386-B4

Numéro de l'institution 340

1.—(Article 23, § 1) Année 1954

(Lieu et date).....

Aux autorités de l'assistance publique. Le soussigné demande l'admission d'une personne indigente dans S.S.S.F.A...... Nom du requérant Gisèle Ouellet.....
(nom de l'institution).

Nom de la personne indigente Mlle Thérèse MARTIN.....
(dans le cas d'une femme mariée ou d'une veuve donner ses prénoms et nom de famille ainsi que les nom et prénoms du mari).
Son âge 1930..... Son domicile actuel 6291 Blvd Gouin.....
(indiquer la municipalité où se trouve situé le domicile de l'indigent).

Domiciles antérieurs
(indiquer la municipalité ou les municipalités où se trouvaient situées ces deux derniers domiciles).

Je soussigné, étant assermenté, jure que les renseignements ci-dessus sont vrais, et que la personne sus-nommée est une indigente.

Assermenté devant moi à Montréal,
ce 8 juin 1954
(Signature) J. P. (ou Com. de la C. S.)

(Signature) Gisèle Ouellet

(Adresse postale du requérant)

Témoin:

2.—(Article 23, § 2)

CERTIFICAT DES AUTORITES MUNICIPALES CONSTATANT L'ETAT D'INDIGENCE ABSOLUE

(Lieu et date).....

Je, soussigné, de
(maire, conseiller ou échevin ou toute autre personne autorisée à délivrer tel certificat en l'absence du maire).
comité de étant dûment assermenté, déclare au meilleur de ma connaissance, après en avoir été
croyablement informé, que
(nom, prénoms, âge, profession de l'indigent. S'il s'agit d'une femme mariée, il faut donner ses prénoms et nom de famille, ainsi que
ceux de son mari).
est un indigent et doit être placé dans une institution d'assistance publique. Je déclare de plus que sous réserve des dispositions de l'article 34 de la Loi de l'assistance publique de Québec, la municipalité n'a retiré, ne retire et ne retirera aucun montant d'argent ou valeur quelconque en paiement de sa part d'hospitalisation de la personne indigente dont l'admission est demandée selon la formule 1.

Je certifie de plus que est un indigent qui ne possède aucun moyen de subsistance et n'a personne obligé par la loi ou autrement à subvenir à ses besoins d'après les articles 365 et suivants du Code civil.

Assermenté devant moi à
ce 19
(Signature)

(Signature)

(Adresse postale) VILLAGE DE SARAGUAY
J. Ouellet
MAYOR

3.—(Article 23, § 3)

CERTIFICAT DU MEDECIN DANS LE CAS D'UN INDIGENT MALADE

(Lieu et date).....

Je de
(nom, prénoms du médecin), pratiquant habituellement la profession médicale et autorisé comme tel, étant dûment assermenté, déclare :
Je connais
(nom et prénom de l'indigent. S'il s'agit d'une femme mariée, il faut donner ses prénoms et nom de famille ainsi que ceux de son mari).
J'ai eu l'occasion de le visiter et de l'examiner personnellement le (date)
Les symptômes que j'ai personnellement observés m'engagent à reconnaître que son état exige son admission et son traitement dans une institution d'hospitalisation.

Assermenté devant moi à
ce 19
(Signature)

(Signature)

(Adresse postale)

Form A.P. 10

Quebec Public Charities

(R. S. Q. 1941 — Chap. 187)

Indigent's
number

Hospital
number

1.—(Section 23, § 1)

Year

Form A

APPLICATION FOR ADMISSION OF AN INDIGENT PERSON TO A PUBLIC CHARITABLE INSTITUTION

(Date and place).

To the authorities of Public Charities. The undersigned applies for the admission of an indigent person
into Name of the applicant
(Name of the institution).

Name of the indigent person (in the case of a married woman or a widow, give her name in full and also the name in full of her husband).

His occupation His age His present domicile
(indicate the municipality in which the domicile of the indigent person is situated).

His previous domiciles (indicate the municipality or municipalities in which the two previous domiciles of the indigent were situated).

I, the undersigned, being duly sworn, do declare that the foregoing information is true, and that the person above named is indigent.

Sworn before me at (Signature)
this , 19 (Post Office address of applicant)

(Signature) J. P. (or Com. of the S. C.) Witnesses
.....

2.—(Section 23, § 2)

Form B

CERTIFICATE OF THE MUNICIPAL AUTHORITIES ESTABLISHING THE ABSOLUTE INDIGENCE

(Date and place).

I, the undersigned of (mayor, councillor or alderman or any other person authorized to deliver such certificate, in the mayor's absence).
in the county of being duly sworn, declare to the best of my knowledge, after having been credibly informed, that (name in full, age and occupation of the indigent person, in the case of a married woman, her name in full as well as that of her husband must be given).
is indigent and must be placed in a public charitable institution. I further declare, subject to the provisions of section 34 of the Quebec Public Charities Act, that the municipality has not obtained, does not obtain and will not obtain any sum of money or other value whatsoever in payment of its share of the hospitalization of the indigent person whose admission is applied for according to Form 1.

I further certify that is an indigent who has no means of support nor any one bound by law or otherwise to provide for his needs according to Articles 165 and following of the Civil Code.

Sworn before me at (Signature)
this , 19 (Post Office address)

(Signature) 3.—(Section 23, § 3)

Form C

MEDICAL CERTIFICATE IN THE CASE OF AN INDIGENT SICK PERSON

(Date and place).

I, of (physician's name in full)
habitually practising the medical profession and duly authorized as such, being duly sworn, do declare :
I know (name in full of the indigent person, in the case of a married woman, her name in full as well as that of her husband must be given).
I had occasion to visit this person and personally examine him (or her) on the (date)
The symptoms I have personally observed lead me to recognize that it is necessary that he (or she) be admitted and treated in a hospitalizing institution.

Sworn before me at (Signature)
this , 19 (Post Office address)

(Signature)

P14/C,40



Dossier de pièces réunies

FIN

VILLAGE OF SARAGUAY

June 9, 1954

Mr. Lemire,
Leblanc Avenue,
Saraguay, P.Q.

Dear Sir,

The Council has been advised that you have made a connection from your house to the drain on Leblanc Avenue. This drain is of a perforated type, and was installed solely for the purpose of draining surface water from the road to the river and to act as a protection against the accumulation of surface water on the road itself.

It was never intended that any waste water or sewage from the adjoining houses should discharge into this sewer, and your connection to this surface drain is highly improper. You are accordingly instructed to immediately remove your connection and arrange for a suitable disposal bed at the rear of your property; also, to remove the pipe in the flush box of the drain.

It is customary for a householder or proprietor to obtain permission from the authorities - in our case, the Secretary or the Building Inspector appointed by the Council - before arranging to make connections to the community's sewers or drains. You would have saved yourself trouble and expense if you had followed this procedure.

Yours very truly,


H.V. Leipoldt
MAYOR

H.V.L.M.B.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ
QUÉBEC

MINISTRY OF HEALTH
QUEBEC

Règlements Provinciaux
d'Hygiène

Provincial Health
Regulations

CHAPITRE XIV

Lieux d'Aisances, Puisards à
Eaux Sales, Egouts.

CHAPTER XIV

Privies, Cesspools, Sewers.

Adopté par l'Arrêté en Conseil no 479, le
12 février 1944; publié dans la Gazette
Officielle de Québec le 3 juin 1944, no
22, vol. 76; en vigueur le 18 juin 1944;
amendé par l'Arrêté en Conseil no 881,
le 2 septembre 1954; publié dans la Ga-
zette Officielle de Québec le 18 septem-
bre 1954, no 38, vol. 86; en vigueur le 2
octobre 1954.

Enacted by the Order in Council no. 479,
on February 12th, 1944; published in
The Quebec Official Gazette on June
3rd, 1944, No. 22, Vol. 76; coming into
force on June 18th, 1944; amended by
Order in Council no. 881, on September
2nd, 1954; published in the Quebec
Official Gazette on September 18th,
1954, no. 38, vol. 86; coming into force
on October 2nd, 1954.



Imprimé par:

RÉDEMPTI PARADIS

Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté la Reine
Printer to the Queen's Most Excellent Majesty



CHAPITRE 14

LIEU D' AISANCE, PUISARDS A EAUX SALES, EGOUTS

Cabinet d'aisance.

Water-closet.

Water-closet ne peut être branché.

Distance des sources et cours d'eau.

CHAPTER 14

PRIVIES, CESSPOOLS, SEWERS.

1. Toute habitation doit être pourvue de cabinet d'aisance

2. Tout cabinet d'aisance, autre qu'un water-closet, est interdit sur une propriété située dans une municipalité où existe un égout public, à moins que la distance, entre l'égout et l'habitation, soit de plus de 150 pieds.

3. Lorsque la dénivellation du terrain ou la nature du sol ne permet pas de branchemet à l'égout, il est loisible au Ministère d'indiquer la manière de procéder.

4. Aucune fosse d'aisance, aucun puisard, ou autre réceptacle dans lequel se fait le drainage d'une fosse d'aisance, d'un water-closet, d'un évier, d'une étable, d'une écurie, d'une vacherie, d'une porcherie ou d'un abattoir, ne doivent être tolérés à une distance moindre que 100 pieds d'un puits, d'une source ou d'un cours d'eau servant à l'alimentation, à moins d'être cimentés.

Les fosses d'aisance fixes et les puisards doivent être à plus de quinze pieds des habitations qu'ils desservent et à plus de 30 pieds de tous autres lieux habités.

Lorsque les dimensions du terrain ne permettent pas l'application de cet article, la localisation de la fosse d'aisance ou du puisard doit être approuvée par l'autorité sanitaire municipale, ou le médecin-hygieniste.

1. Every dwelling must be provided with **privies**.

2. No privy, other than a water-closet, will be permitted on a property situated in a municipality provided with a public sewer, unless the distance between the sewer and the dwelling be more than 150 feet.

3. When the difference of level or the nature of the ground does not permit a branch to the sewer, it will be in order for the Minister to indicate how to proceed.

4. No privy, cesspool or other receptacle for the drainage of a privy, a water-closet, a sink, a cattle-shed, a stable, a cow-house, a pig-pen or an abattoir will be tolerated at a distance of less than 100 feet from a well, a spring or a stream, supplying drinking water, unless it be cemented.

Privies and cesspools must be more than 15 feet away from the habitations they serve, and more than 30 feet away from any other habitation.

When the dimensions of the lot do not permit the application of this article, the location of the privy or cesspoll must be approved by the municipal sanitary authority or by the medical officer.

Déversement des eaux dans fossés.

Entretenement.

Fosse abandonnée.

Tuyaux de fonte.

Établissements laitiers.

Personne coupable d'infraction.

Distance from springs and streams.

Distance from habitations.

5. Il est interdit de déverser, directement ou indirectement, des eaux usées dans les fossés ou dans les puits abandonnés.

6. Les fosses d'aisance fixes et les puisards à eaux sales doivent être entretenus de manière à ne pas déborder.

7. Toute fosse d'aisance que l'on abandonne doit être remplie de terre.

8. Les égouts passants à moins de cent pieds de toute source d'eau servant à l'alimentation doivent être en fonte et à joints étanches. La même règle s'applique à ceux qui passent à moins de quinze pieds des habitations.

9. Le mode de disposer des eaux usées et des eaux résiduaires des établissements laitiers, usines de pasteurisation, beurries, fromageries, fabrique de caséine, industries de protéine et tous autres établissements où l'on traite de la matière organique doit être approuvé par le Ministre.

10. Est coupable d'infraction toute personne qui viole quelque une des dispositions contenues dans le présent chapitre des Règlements et si cette personne est trouvée coupable, elle est passible d'une amende n'excédant pas vingt dollars et d'une amende additionnelle n'excédant pas vingt dollars par jour, pour chaque jour, en sus de deux, durant lesquels l'infraction se continue.

3

5. It is forbidden to allow waste water to flow into ditches or abandoned wells. Flow of water into ditches.

6. Privies and cesspools must not be allowed to overflow. Maintenance.

7. Any privy which is being abandoned must be filled in with earth. Abandoned privies.

8. Drains passing within 100 feet of any source of drinking water must be of cast-iron, with water-tight joints. The same rule applies to drains passing within 15 feet of habitations. Cast-iron pipe.

9. The mode of disposal of waste and residual waters from dairy establishments, pasteurization plants, butter factories, cheese factories, casein factories, protein industries, and all other establishment where organic matter is treated shall have to be approved by the Minister. Dairy Establishments.

10. Is guilty of violation any person who infringes any of the stipulations contained in the present chapter of the Regulations and if found guilty, such person is liable to a fine not exceeding twenty dollars and to an additional fine not exceeding twenty dollars per day for each day over two during which the infraction is continued. Person guilty of infraction.

May 2, 1955

The Minister,
Department of Public Health,
Quebec, P.Q.

Dear Sir,

I am instructed by the Council of the Village of Saraguay to write to you concerning the inoculation of children with the Salk vaccine.

We have a number of young children within the Village, the parents of whom are very interested in having them vaccinated with this anti-polio serum. Could you please advise what steps are being taken to look after the smaller municipalities such as ourselves? We believe that this inoculation will probably be handled through the public health unit for this area, which we believe is located at Lachine.

We are also interested in finding out just what services are available from this public health unit, as we have not had too much detail furnished on exactly how it operates and what it does.

Your comments on the above will be greatly appreciated.

Yours very truly,

J. Mc.K. C./BLB

J. Mc.K. CANSWELL,
Secretary-Treasurer.

No Reply

P14/C,40

CANADA
PROVINCE DE
QUEBEC

872-55

LOI DE L'ASSISTANCE PUBLIQUE DE QUEBEC
S.R.Q., 1941, ch. 187, art. 24

Formule A.P. 11
S-M-104

AVIS D'ENQUETE A UNE CORPORATION MUNICIPALE

Par un juge de:

La Cour de Bien-Etre Social du district de: MONTREAL
La Cour Municipale de la cité ou ville de :
La Cour de District, district de : _____

Date 23 août 1955

Monsieur le Maire

titre (maire, etc.)

Adresse Village de Saraguay

Cté Jacques-Cartier

Monsieur,

Veuillez prendre avis qu'en vertu des dispositions de l'article 24 de la loi de l'assistance publique, S.R. 1941, chapitre 187, une requête m'a été remise par L'Hôpital St-Joseph de Lachine aux fins de procéder à une enquête sur l'état d'indigence de Mlle Pauline Gagnon 7201 boul. Gouin, Saraguay ayant son domicile dans la municipalité de Village Saraguay, cté Jacques-Cartier aux fins de recommander son admission comme indigent dans l'institution suivante l'Hôpital St-Joseph de Lachine 16e Ave, Lachine, P.Q.

Vu votre refus de signer le certificat, une enquête sera faite devant moi ou un autre juge alors présent, à:

La Cour de Bien-Etre Social de Montréal

La Cour municipale de

La Cour de district de

Adresse 5030 rue St-Denis

le 15 septembre 1955, à 2.00 heures (s). A&M&, P.M.
date

A cette enquête, vous pouvez vous faire entendre vous-même ou d'autres personnes comme témoins, ou si vous le jugez à propos, me faire parvenir les déclarations assermentées (affidavit) concernant cette cause.

Marcel Trahan

Marcel Trahan, greffier
Juge de la Cour de Bien-Etre Social
Juge de la Cour municipale
Juge de la Cour de district

(For English see reverse side)

Form A.P. 11

CANADA
PROVINCE OF
QUEBEC

QUEBEC PUBLIC CHARITIES ACT
R.S.Q., 1941, ch. 187, section 24

NOTICE OF HEARING TO A MUNICIPAL CORPORATION

By a Judge of the:

Social Welfare Court of the District of: _____
Municipal Court of the City or Town of: _____
District Court for the District of: _____

Date _____ 19____

Mr. _____

title (Mayor, etc.)

Address _____

Sir,

Please take notice that, in virtue of the provisions of section 24 of the Quebec Public Charities Act, R.S., 1941, Chapter 187, a petition has been presented to me by _____

_____ for a hearing to establish the state of indigence of _____ domiciled in the municipality of _____

for the purpose of recommending such person's admission in the following institution _____

In view of your refusal to deliver or sign the required certificate, a hearing shall take place before me or another judge, at the following place:

Social Welfare Court _____

Municipal Court of the City or Town of _____

District Court _____

Address _____

on the _____ 19____ at ____ o'clock, A.M., P.M.
Date _____

At this hearing, you may testify yourself, or have others do so as witnesses, or, if you see fit, you may send me sworn statements (affidavits) concerning the case.

Judge of the Social Welfare Court
Judge of the Municipal Court
Judge of the District Court

(Pour le français voir au verso)

P14/C,40

VILLAGE DE SARAGUAY

OFFICE OF THE SECRETARY-TREASURER
BUREAU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
3 MARTIN AVENUE
SARAGUAY, QUEBEC
TELEPHONE: BYWATER 0801
OFFICE HOURS: 7 TO 8.30 P.M.

SARAGUAY, September 19, 1955

Social Welfare Court of the
District of Montreal,
5030 St. Denis Street,
Montreal, 34, Que.

Attention: M. Marcel Trahan,
Greffier

Reference No. 1712-55
Hopital Sainte-Justine

Dear Sirs:

Your Notice of Hearing at the Session on September 22nd in connection with the state of indigence of Mme. Paul-André Cholette has been received.

The address given of residence of Mme. Cholette is 7230 14^eme Avenue, Ville-Saint-Michel, Ile de Montreal, P.Q.

I would therefore testify that this residence is not in the municipality of Saraguay; also, that I have verified in the Village Post Office that Mme. Cholette has not, at any time within recent years, been a resident in the Village of Saraguay.

Some confusion occasionally arises from the name of a street in A-Ma-Baie which is called "Saraguayville". This street, however, is in the Parish of Ste. Geneviève.

Yours truly,

E. V. Leipoldt
Mayor

Sworn Before Me
Commissioner of Oaths

P14/C,40

February 10th, 1956.

Mr. Michael L. Guimont,
Department of Health,
Parliament Buildings,
Quebec.

Dear Sir,

With reference to your letter of February 6th, you state that this Municipality is indebted to your Department to the amount of \$137.55 under the Quebec Public Charity Act. We presume that this is on account of Miss Mary Orr, who was for 239 days under the Public Charity Act, and we are therefore responsible for an amount of \$162.52.

We received an interim Statement from you in October 1954, for \$73.50, and this amount was paid to you by our cheque number 399, which was endorsed by the Provincial Revenue Office and deposited by them on October 1954. A receipt for this amount was issued by the Revenue Department and is held in our files. In April, 1955, we received another partial Statement amounting to \$64.05, and our cheque number 434 was forwarded to you and was endorsed and deposited by your Revenue Office on May 2nd, 1955. Your receipt number for this amount appears to be # 35863. In October 1955, we received a Statement from you of \$162.52, covering the whole period during which Miss Orr was under your care, and we sent you our cheque for \$24.97, which is covered by your receipt number 51466. The three payments summarized are as follows:-

\$73.50
\$64.05
\$24.97
Total. <u>\$162.52</u>

At the time our last remittance was forwarded to you, a note was attached to the Bills which were also forwarded for receipt, pointing out that the above payments had been made previously, but apparently the Cashier made no attempt to follow these payments up, neither did he advise us of this fact, so we presumed that he had picked up these interim payments and that the account had been closed off in your books.

I would very much appreciate your confirmation that this account has been cleared up.

Yours very truly,

JMC:MR.

J.M. CARSWELL.
Secretary-Treasurer.



COPY

23rd February, 1956

Dear Mrs. Small,

During the campaign in our district for the Federated Charities last year, considerable feeling was aroused due to the fact that certain services of the Welfare Federation were not available to the subscribers. This problem was brought to the attention of the Municipal Council with a request that representation be made to the Organization of the Welfare Federation for the extension of the services provided in Montreal to our adjacent community in Saraguay.

Of the services, most desired and sought after, is the Victorian Order of Nurses as there are a large number of families of moderate means with young children who would welcome the help and guidance of the nursing service.

The community is not very large as it extends from Cartierville about one and a half miles along the north shore of the Island. Families in this district are predominantly Protestant. The Council and myself, therefore, appeal to you on behalf of this community to extend your service to Saraguay and trust that you will give favourable consideration to this request.

Yours very truly,

E. V. Leipoldt
Mayor

Mrs. Doris Small,
Executive Director,
Victorian Order of Nurses,
1246 Bishop Street,
Montreal, Quebec.

P14/C,40

Royal Victoria Hospital,
Pine Avenue W,
MONTREAL. P.Q.

March 14th, 1956.

Dear Sirs,

With reference to your application under the Quebec Public Charities Act under the name of Andre Barthe, I would refer you to the Parish of St. Laurent as this family is resident in that municipality.

They are on the border of the Village of Saraguay and their postal address is Saraguay, but they are definitely resident in the other municipality.

Yours very truly,

J. McK. CARSWELL.

May 15th., 1956.

Hopital St. Luc,
1058 St. Denis Street,
Montreal, P. Q.

Dear Sirs:-

We are returning herewith your application in connection with Mlle. Therese Martin, and would advise you that at a meeting of Council held on May 9th, this application was refused inasmuch as Mlle. Martin was under the care of the Social Welfare Agency of 831 Sherbrooke Street East, and that through an arrangement with them she is residing in the residence of Mr. R. Allarie of Gouin Boulevard West in Saraguay.

According to the information given us, Mlle. Martin is mentally retarded, and under the circumstance of her residence in the Village, the responsibility for her care and welfare belong either to Mr. Allarie or the Welfare Society.

Yours very truly,

J. McK. CARSWELL,
Secretary-Treasurer.

WMKC/aeg.
Encls.



Dossier de pièces réunies

DÉBUT

P14/C,40

August 17th., 1956.

Montreal Children's Hospital,
1615 Cedar Avenue,
Montreal, P. Q.

Gentlemen:

At a meeting of the Council held on August 6th, the enclosed application was refused, for the reason that Mr. Bourret is the proprietor and owner of a house in the Village, and it is believed he is in a position of being able to pay for this matter himself.

Yours very truly,

J. McK. Carswell,
Secretary-Treasurer.

JMcKC:ABG.
Encl.

P14/C,40

August 17th., 1956.

Royal Victoria Hospital,
Pine Avenue West,
Montreal, P. Q.

Gentlemen:-

At a meeting of the Council held on
August 6th, the enclosed application was refused as
Andre Barthe is not a resident of the Village of Saraguay
but a resident of the Village of St. Genevieve.

The farm on which he resides is called
"Saraguay Farm", but it is definitely in the Parish of
St. Genevieve and this application should, therefore, be
referred to them.

Yours very truly,

J. McK. Carswell,
Secretary-Treasurer.

JMcKC:AEG.
Encls.

June 10th., 1957.

REGISTERED MAIL

Mr. Albert Leblanc,
Gouin Boulevard West,
SARAGUAY, P.Q.

Dear Sir:

There have been several complaints received
by the Council concerning the dumping of garbage on your property.

This practice is contrary to Provincial and
Municipal public health regulations, and I am instructed by Council
to advise you to cease this practice and clean up the existing dump
forthwith.

Failure to comply with this instruction will
result in the Municipality taking action against you through the
Courts.

Yours very truly,

J. McK. Carswell,
Secretary-Treasurer.

JMcKC:aeg

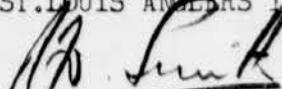
P14/C,40

May 29th, 1956

Dear Mr. Mayor:

Enclosed for your information, please find copy of a letter sent to The Rt. Hon. Maurice Duplessis regarding water pollution, which is self-explanatory. Also enclosed is a list of the Mayors receiving copies of this letter.

Yours very truly,
LAKE ST.LOUIS ANGLERS INC.



R. F. O. SMITH
President

28th May, 1956

The Rt. Hon. Maurice Duplessis,
Parliament House,
Quebec, P.Q.

Honourable Sir:

As an organisation devoted to the concept of restoration and conservation of wildlife and natural resources, this Association is vitally interested in the problem of water pollution in the Province, and is directly concerned with the degree of pollution extant in Lake St. Louis and connecting waters.

The situation is ably presented in a report entitled "Study of Stream Pollution in the Province of Quebec", by Dr. Claude Allard, Ph.D., issued in November 1955 under the auspices of the Quebec Federation of Fish and Game Associations. This Report presents the results of a survey made in 1955, largely at the instigation of this Association, and towards the cost of which this Association made a substantial contribution.

It is understood that it is the intention of the Union Nationale, if returned to office in the next election, to appoint a Provincial Pollution Commission whose duty would be to study the problem of water pollution and to recommend corrective action. Such appointment would naturally be welcomed as a step in the right direction.

It is submitted that, concerning Lake St. Louis and connecting waters, ample evidence already exists as to their unacceptable degree of pollution on the basis of the Report previously referred to, and of another Report by Dr. Lucien Piche, Ph.D., entitled "Report on the Pollution of the Ottawa River and its tributaries", issued in 1954. It is therefore logical to assume that the action of the Pollution Commission in respect of these waters would be to recommend corrective action.

..... 2

- 2 -

It is obvious that the corrective action required is the removal of the causes of pollution, involving the establishment of sewage treatment installations for municipal waste; improvements in techniques and installations for the treatment of industrial waste; and adequate erosion control along our streams and canals. While it is appreciated that all of the necessary corrective action cannot be taken immediately, the most urgent action possible is called for, having regard to the rapid growth of population and industrialisation in our Province and the consequent potential increase in the degree of water pollution.

It would appear to be logical that, as first priority, legislation be enacted to enforce the incorporation of appropriate installations in all municipal and industrial developments now in process and those to be inaugurated in the future. Closely following the enactment of such legislation the financial and legislative measures necessary to the correction of existing conditions should be vigorously pursued.

It will be greatly appreciated by my Association if you will kindly indicate at your very earliest convenience whether or not you contemplate taking action as indicated in the foregoing, or what alternative methods of correcting the existing conditions are considered to be desirable. I am convinced that the Provincial Government which eliminates water pollution in our beautiful Province will earn the undying gratitude of this generation and future generations of sportsmen and lovers of the outdoors, residents and visitors alike. Surely it is not too much to expect that the pioneer Province should pioneer in this matter also.

Copies of this letter have been sent to the Honourable Leader of the Provincial opposition, who has similarly been asked for his views; to the Quebec Federation of Fish and Game Associations, and to their Worships the Mayors of Lakeshore municipalities, as per list attached.

It is the intention of my Association that this correspondence be not released to the Press until approximately two weeks from the date of this letter, by which time it is hoped that a reply may have been received.

Respectfully yours,
LAKE ST. LOUIS ANGLERS INC.
ORIGINAL SIGNED BY

R.F.O. SMITH

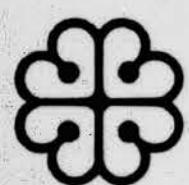
R. F. O. Smith
President

P14/C,40

Copy of the attached letter has been sent to the Mayors of
the following Lakeshore Municipalities:-

Ste. Pierre
Lachine
Dorval
Pte. Claire
Beaconsfield
Baie D'Urfee
Ste. Anne de Bellevue
Senneville
Saraguay
Chateauguay Bassin
Chateauguay Heights
Chateauguay
Beauharnois.

P14/C,40



Dossier de pièces réunies

FIN

P14/C,40

MINISTÈRE DE LA SANTÉ
QUÉBEC

MINISTRY OF HEALTH
QUEBEC

Règlements Provinciaux
d'Hygiène

Provincial Health
Regulations

CHAPITRE VII

De l'Habitation en général.

CHAPTER VII

Of Dwellings in general.

Adopté par l'Arrêté en Conseil no 479, le
12 février 1944 ; publié dans la Gazette
Officielle de Québec le 3 juin 1944, no
22, Vol. 76 ; en vigueur le 18 juin 1944 ;
amendé par l'Arrêté en Conseil no 596,
le 14 juin 1958 ; publié dans la Gazette
Officielle de Québec le 21 juin 1958,
vol. 90, no 25 ; en vigueur le 6 juillet
1958.

Enacted by the Order in Council no. 479
on February 12th, 1944 ; published in
The Quebec Official Gazette on June
3rd, 1944, No. 22, Vol. 76 ; coming into
force on June 18th, 1944 ; amended by
Order in Council no 596, on June 14th
1958, published in the Quebec Official
Gazette on June the 21st 1958, vol. 90,
No. 25 ; coming into force on July the
6th 1958.



Imprimé par : Printed by :
REDEMPTI PARADIS
Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté la Reine
Printer to the Queen's Most Excellent Majesty



CHAPITRE 7
DE L'HABITATION EN GENERAL

CHAPTER 7
OF DWELLINGS IN GENERAL

Obligation générale.

1. Aucune construction neuve ou modification de construction existante ne peut être entreprise sans l'autorisation préalable de l'Autorité Sanitaire municipale.

Plans et devis.

Dans les cités et villes, les plans et devis conformes aux présents règlements, doivent être déposés en double exemplaire.

Une copie des plans et devis, revêtus du visa de l'autorité compétente, doit être remise aux propriétaires avec l'autorisation de construire.

Aucun changement ne peut être apporté à ces plans et devis ou aux travaux qui s'y rapportent, sans une nouvelle autorisation.

Quartiers industriels.

Dans les zones désignées par l'autorité sanitaire municipale comme étant des quartiers commerciaux ou industriels, les articles 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8 ne s'appliquent qu'aux bâties destinées à servir de logement.

Superficie des immeubles relativement aux lots.

2. Aucun immeuble situé sur un lot intérieur ne doit occuper plus de 75% de la surface du lot. Aucun immeuble situé sur un lot de coin ne doit occuper plus de 90% de la surface du lot.

S'il existe des restrictions quant à l'alignement de constructions, la partie de chaque lot située entre la ligne de construction permise et l'alignement de la rue, ne doit pas être comprise dans le calcul de la surface du lot. Si une rue ou une ruelle est contiguë à l'arrière ou sur le côté d'un lot, la moitié de la largeur de telle rue ou ruelle peut être incluse dans le calcul de la surface du lot.

1. No new construction or modification of existing construction shall be undertaken unless previously approved by the municipal sanitary authority.

In cities and towns, plans and specifications of such construction shall conform to the present by-laws, and be submitted in duplicate.

One copy of the plans and specifications, officially endorsed by the proper authority, will be returned to the owners with the authorization to proceed with the construction.

No change shall be made in these plans and specifications or in the work to which they refer, without further authorization.

In those areas designated by the municipal health authority as commercial or industrial districts, Articles Nos. 2, 3, 4, 5, 6, 7 and 8 shall apply only to constructions intended for dwelling purposes.

2. No building situated on an interior lot shall occupy more than 75% of the area of the lot. No building situated on a corner lot shall occupy more than 90% of the area of the lot.

If there exist any restrictions regarding building alignments, that part of each lot lying between the permitted building line and the street line shall not be included in calculating the area of the lot. If a street or lane adjoins the rear or the side of a lot, half the width of such street or lane may be included in calculating the area of the lot.

General requirement.

Plans and specifications.

Industrial districts.

Proportion of lot by buildings.

Cour.

3. On doit laisser en arrière de tout immeuble de trois étages ou de moins de trois étages, situé sur un lot intérieur ou sur un lot de coin, un espace libre — cour d'arrière-s'élendant sur toute la largeur du lot et d'une profondeur d'au moins dix pieds. Si l'y a une rue ou ruelle en arrière du lot, cette profondeur peut être comptée à partir du centre de la rue ou de la ruelle. Sur les lots intérieurs, la profondeur minimum doit être augmentée de deux pieds et demi pour chaque étage additionnel en sus de trois; mais pour les lots de coin, cette augmentation n'est exigée que si le lot a plus de 50 pieds de largeur et que pour l'excéder.

On peut, pour une cour d'arrière n'ayant que les dimensions minima requises ci-dessus, tolérer la construction d'un garage ou hangar, si sa hauteur ne doit pas dépasser douze pieds, s'il peut être placé à, au moins, dix pieds de toute fenêtre de maison d'habitation et s'il ne doit pas occuper plus de douze pieds de la longueur du lot.

Une bâtie commerciale peut occuper toute superficie d'un lot borné sur trois côtés par des rues ou des ruelles. Si le lot n'est ainsi borné que sur deux côtés, seul le premier étage peut occuper toute la superficie du lot et qu'en autant que l'étage n'a pas plus de vingt pieds de hauteur. En arrière de tout étage additionnel, on doit laisser les dix pieds d'espace libre prescrits ci-dessus.

Lots de moins de 50 pieds de profondeur.

Pour les lots de moins de cinquante pieds de profondeur, l'immeuble peut s'étendre jusqu'à la limite postérieure du lot, s'il y a une ruelle d'au moins vingt pieds à l'arrière du lot. Dans ce cas, on doit laisser une cour de côté, soit un espace libre d'au moins huit pieds de largeur sur toute la profondeur du lot. Cette largeur doit être augmentée de deux pieds pour chaque étage en sus de trois.

Courettes extérieures.

4. Les courettes extérieures, c'est-à-dire les courettes qui sont ouvertes à une extrémité, soit sur une rue, une ruelle ou une cour d'arrière, doivent avoir une largeur minimum de six pieds et six pouces pour les immeubles de un ou deux étages; cette largeur doit être augmentée de deux pieds pour chaque étage en sus de trois.

3. There shall be left, at the rear of every building of three storeys or less than three storeys, situated on an interior or corner lot, an open space — back yard — extending the full width of the lot and a depth of at least ten feet. If there is a street or lane at the rear of a lot, this depth may be measured from the middle of the street or lane. On interior lots, the minimum depth shall be increased by two and one-half feet for each storey above three; but on corner lots, this increase is required only when the lot is more than 50 feet in width and only for the excess.

Construction of a garage or shed may be permitted in a back yard of the minimum dimensions as above required, if its height does not exceed twelve feet, provided it is placed at least ten feet from all windows of dwellings and does not occupy more than twelve feet of the width of the lot.

Garage, shed.

Commercial building.

Lots of less than 50 feet in depth.

Outer courts.

4. Outer courts, that is, courts open at one end to a street, lane, or back-yard, shall have a minimum width of six feet and six inches for buildings of one or of two storeys; this width shall be increased by two feet for each additional storey. If

geur doit être augmentée de deux pieds pour chaque étage additionnel. Si les courettes sont situées sur les lignes latérales du lot, la largeur peut n'être augmentée que d'un pied pour chaque étage additionnel. La longueur de ces courettes ne doit pas dépasser trente pieds, à moins que la largeur minimum déterminée par le nombre d'étages soit augmentée de un pied pour chaque dix pieds ou fraction de dix pieds, en sus de trente pieds.

Courettes intérieures.

5. Les courettes intérieures, c'est-à-dire les courettes fermées de tous côtés, doivent avoir une largeur minimum de douze pieds pour les immeubles de un ou deux étages; cette largeur doit être augmentée de deux pieds pour chaque étage additionnel.

La longueur de ces courettes doit être au moins une fois et demie la largeur exigée.

Courettes intérieures contiguës à ligne latérale de lot.

6. Les courettes intérieures bornées d'un côté par une ligne latérale de lot doivent avoir une largeur minimum de six pieds et six pouces pour les immeubles de un ou de deux étages; cette largeur doit être augmentée de un pied pour chaque étage additionnel. La longueur de ces courettes doit être au moins une fois et demie la largeur exigée.

Eclairage des logements.

Un logement ne peut avoir plus qu'une pièce servant à l'habitation de jour ou de nuit, éclairée seulement par une telle courette. Un logement d'une seule pièce ne doit pas être éclairé par une telle courette. Ces restrictions quant aux pièces permises ne s'appliquent pas si la longueur de la courette est au moins trois fois la largeur minimum exigée, pourvu que sur le lot adjacent à cette courette, il soit laissé un espace libre symétrique de dimensions au moins égales. Cette servitude doit être exécutée devant notaire et dûment enregistrée.

Prise d'air dans courettes intérieures.

7. Les courettes fermées de tous côtés par des immeubles de deux étages et de plus de deux étages doivent être pourvues au niveau du sol d'au moins une prise d'air dans la rue, ruelle ou cour. La section réunie des prises d'air doit être égale au dixième de la superficie exigée pour la courette.

the courts are situated on lateral lines of pour chaque étage additionnel. Si les courettes sont situées sur les lignes latérales du lot, la largeur peut n'être augmentée que The length of these courts shall not exceed d'un pied pour chaque étage additionnel. thirty feet, unless the minimum width determined by the number of storeys be increased by one foot for each ten feet or minimum déterminée par le nombre d'étages soit augmentée de un pied pour chaque dix pieds ou fraction de dix pieds, en sus de trente pieds.

5. Inner courts, that is, courts enclosed on all sides, shall have a minimum width of twelve feet for building of one or of two storeys; this width shall be increased by two feet for each additional storey.

The length of these courts shall be at least one and one-half times the required width.

6. Inner courts bounded on one side by a lateral line of the lot shall have a minimum width of six feet and six inches for buildings of one or of two storeys; this width shall be increased by one foot for each additional storey. The length of these courts shall be at least one and one-half times the required width.

Inner courts bounded by lateral line of lot.

Not more than one room serving for day or night occupation in a dwelling, shall be lighted by such a court. A dwelling of a single room shall not be lighted by such a court. The restrictions, as regards rooms, shall not apply if the length of the court is at least three times the minimum required width, provided that on the lot adjacent to this court there is left a symmetrical open space of at least equal dimensions. This charge upon adjacent land shall be made before a notary and duly registered.

Lighting of dwellings.

7. Courts enclosed on all sides by buildings of two storeys or of more than two storeys shall be provided with at least one air intake, at the ground level, from the street, lane or yard. The whole section of such air intakes shall be equal to a tenth of the required court area.

Air intake for interior courts.

Pour les courtees intérieures bornées d'un côté par une ligne latérale de lot, la prise d'air n'est exigée que pour les immeubles de trois étages et plus. Sa section minimum doit être égale au vingtième de la superficie exigée pour la courte.

Ces prises d'air ne doivent jamais être obstruées, mais leurs orifices peuvent être protégés par des grillages.

Hauteur des bâtisses.

8. Dans toute construction neuve ou modification de construction existante, la hauteur de la bâisse ne doit pas dépasser une fois et demie la largeur de la rue ou ruelle sur laquelle l'immeuble est érigé. Aux intersections de la rue, la rue la plus large détermine la hauteur de bâisse permise. La largeur de la rue ou de la ruelle est la distance comprise entre les lignes de construction permises.

8. No building shall be erected or altered to a height greater than one and one-half times the width of the street or lane upon which it stands. At street intersections the width of the wider street shall govern the permissible height of building. The width of the street or lane shall be measured between the building lines permitted.

Cependant, si la bâisse est placée en retrait sur la ligne de construction permise, la bâisse ou partie de bâisse ainsi en retrait peut atteindre une hauteur égale à une fois et demie la distance, mesurée horizontalement, entre la façade de la bâisse ou de la partie de la bâisse ainsi en retrait et la ligne de construction permise sur le côté opposé de la rue ou ruelle.

Whenever the effective width of the street or lane is increased by a set-back, the building or part of building so set back may be increased in height to one and one-half times the effective width of the street or lane, measured horizontally, between the front of the building or part of the building so set back and the building line on the opposite side of the street or lane.

Localisation des bâisses

Aucun immeuble destiné à servir de logement ne peut être érigé sur une rue ou ruelle de moins de vingt-quatre pieds de largeur.

Aucun immeuble destiné à servir de logement ne doit être érigé à l'arrière d'une autre bâisse sur un même lot, à moins qu'un espace libre de vingt-quatre pieds de profondeur, s'étendant sur toute la largeur du lot, soit laissé entre les deux bâisses. La hauteur de l'immeuble ne doit pas dépasser une fois et demie la profondeur de l'espace libre.

No building intended for dwelling purposes shall be erected on a street or lane having a width of less than twenty-four feet.

Obstacles dans les courtes.

9. Aucune obstruction ne doit être tolérée dans les courtes, à l'exception d'un escalier de sauvetage dont la largeur ne dépasse pas deux pieds. Aucune saillie n'est permise dans les cours d'arrière, à moins que la profondeur de la saillie ne dépasse pas quatre pieds et que sa largeur soit inférieure au quart de la largeur du lot. Ces restrictions apply to yards and

When the inner court is bounded on one side by a lateral lot line, the air intake shall be required only for buildings of three storeys or more. Its minimum section shall be equal to a twentieth of the required court area.

These air intakes shall never be obstructed, but their openings may be protected by gratings.

Height of buildings.

8. No building shall be erected or altered to a height greater than one and one-half times the width of the street or lane upon which it stands. At street intersections the width of the wider street shall govern the permissible height of building. The width of the street or lane shall be measured between the building lines permitted.

Whenever the effective width of the street or lane is increased by a set-back, the building or part of building so set back may be increased in height to one and one-half times the effective width of the street or lane, measured horizontally, between the front of the building or part of the building so set back and the building line on the opposite side of the street or lane.

Location of buildings

No building intended for dwelling purposes shall be erected on a street or lane having a width of less than twenty-four feet.

No dwelling shall be erected at the rear of another building on the same lot, unless an open space of twenty-four feet in depth, extending the full width of the lot, is left between the two buildings. The height of the dwelling shall never exceed one and one-half times the depth of the said open space.

Obstruction of courts.

9. No obstruction shall be permitted in the courts except a fire escape of not more than two feet in width. No projection into the back yards shall be permitted, except when the depth of the projection does not exceed four feet and when its width is less than one-fourth the width of the lot. These restrictions apply to yards and

lot. Ces restrictions s'appliquent aux cours courts of minimum dimensions only. et courtes de dimensions minimum seulement.

Couverture. Aucune couverture ne doit être tolérée au-dessus des cours et courtes. **No roof shall be permitted over yards or courts.**

Eclairage et hauteur des pièces. 10. Toutes les pièces destinées à l'occupation de jour ou de nuit doivent être pourvues d'une ou plusieurs fenêtres dont la surface vitrée réunie n'est jamais moins d'un dixième de la surface du plancher.

La hauteur minimum de ces pièces, mesurée du plancher au plafond, doit être de huit pieds. Dans les mansardes, cette hauteur n'est exigée que pour la moitié de la superficie du plancher.

Dans les maisons détachées, la hauteur des chambres à coucher au deuxième étage pourra n'être que de sept pieds et six pouces.

Une pièce dépourvue de fenêtre est considérée comme faisant partie d'une pièce munie de fenêtre lui attenant qu'en autant que 80% du côté mitoyen est entièrement libre. La surface du plancher réunie des deux pièces est comptée dans le calcul de la surface vitrée requise.

Une fenêtre au plafond ou à tabatière (Skylight), dont le puits ne dépasse pas six pieds de profondeur, peut être admise comme l'équivalent d'une fenêtre ordinaire, pourvu qu'une seule pièce par logement soit ainsi éclairée. Un logement d'une seule pièce ne doit pas être éclairé par une tabatière seulement.

Water-closet. 11. Dans toute construction neuve ou modification de construction existante, le water-closet doit être placé dans une pièce pourvue d'une fenêtre s'ouvrant directement à l'air extérieur ou sur un puits d'aération et d'éclairage. Il n'est jamais placé dans une pièce servant à l'habitation de jour ou de nuit. La surface minimum du puits est de neuf pieds carrés pour tout bâtiment de deux étages ou moins. Cette surface minimum est augmentée de trois pieds carrés pour chaque étage additionnel. S'il y a plus d'un water-closet par one water-closet per storey, ventilated and éclairé par le puits, la lighted by the shaft, the area shall be

Roofs over courts. No roof shall be permitted over yards or courts.

Lighting and height of rooms. 10. Every room intended for day or night occupation shall be provided with one or more windows, the combined glass area of which shall never be less than one-tenth of the floor area.

The minimum height of these rooms, measured from the floor to the ceiling, shall be eight feet. In attics, this height shall be required for only one-half of the floor area.

In detached houses, the height of the bedrooms on the second storey may be only seven feet and six inches.

A room without any window shall be considered as a part of an adjoining room with window, provided that 80% of the partition side be entirely open. The area of the combined floor areas of the two rooms shall be included in the calculation of the required glass area.

A window in the ceiling or skylight, the shaft of which does not exceed six feet in depth, may be admitted as the equivalent of an ordinary window provided that only one room per dwelling be thus lighted. A dwelling of a single room shall not be lighted by a skylight alone.

Water-closet. 11. In every new construction or modification of an existing construction, the water-closet shall be placed in a room provided with a window opening directly to the outside air or to a shaft providing ventilation and lighting. This room shall not serve for day or night habitation. The minimum area of the shaft shall be nine square feet for all buildings of two storeys or less. This minimum area shall be increased by three square feet for each additional storey. If there be more than one water-closet per storey, ventilated and lighted by the shaft, the area shall be

surface est augmentée de deux pieds carrés increased by two square feet for each addition pour chaque water-closet additionnel. A- tional water-closet. No vent and light shaft cun puits d'aération et d'éclairage n'est to- shall be permitted for buildings of more léré pour les bâtiments de plus de cinq éta- than five storeys.

Les pièces contenant les water-closets Rooms containing water-closets in hotels dans les hôtels d'au moins vingt-cinq chambres restaurants bars, tavernes, grills, ga- res, salles publiques, magasins, usines, théâtres, édifices à bureaux, pourvu que dans ces derniers il n'y ait pas de logement, ce- lui du concierge excepté, et maisons à appartements ou conciergeries, pourvu que ces maisons ou conciergeries aient six étages ou plus, peuvent être tolérées sans éclairage extérieur, pourvu que ces pièces soient aménagées d'un système de ventilation mécanique approuvé par le Ministre de la Santé et que les murs, jusqu'à une hauteur de cinq pieds, soient faits de matériaux imperméables.

12. Les cuisinettes de moins de trente-deux pieds carrés de superficie dans les logements d'une ou de deux pièces et les chambres de bain peuvent être éclairées et ventilées par les puits prévus à l'article précédent. La section horizontale du puits est alors agrandie de deux pieds carrés, pour chaque chambre de bain et chaque cuisinette ainsi éclairées et ventilées.

13. Toute fenêtre à tabatière (skylight) desservant une pièce d'habitation doit être munie de châssis mobiles ou de ventilateurs ou capuchons aspirateurs.

Aucune couverture n'est permise, au-dessus des puits d'aération et d'éclairage, à moins qu'elle soit vitrée, et que des ouvertures ayant une superficie totale égale à celle du puits soient laissées immédiatement au-dessous de cette couverture.

14. Tout immeuble en bordure d'une rue où il existe un service d'eau et d'égout public et situé à moins de 150 pieds de cet égout doit être pourvu d'un tuyau de chute, d'un drain et d'un branchement reliant le drain au susdit égout. Le tuyau de chute doit traverser le toit et être prolongé au-dessus de toute fenêtre desservant une pièce d'habitation. Il doit être placé au

12. Kitchenettes of less than thirty-two square feet in area, in dwellings of one or two rooms, and bath-rooms may be lighted and ventilated by shafts as provided for in the preceding article.

The horizontal section of the shaft shall then be enlarged by two square feet, for each bath-room and each kitchenette thus lighted and ventilated.

13. Every skylight window in a room intended for day or night habitation shall be provided with movable frames or with ventilators or with suction hoods.

No roof shall be permitted over vent and light shafts unless it be made of glass, and unless openings of a combined area equal to the cross section of the shaft be left immediately below the said roof.

14. Every building on a street provided with a water main and a public sewer and located less than 150 feet from the said sewer shall have a soil pipe, a drain and a house-sewer connecting the drain with the public sewer. The soil pipe shall extend through the roof and above the highest window of any habitable room, and shall be at least ten feet from the lateral line of

Cuisinet- tes.

Puits de lumière.

Drainage sanitaire.

moins à dix pieds de la ligne latérale du lot. The drain shall be connected to the house-sewer three feet from the exterior side of the foundation wall.

Matériel.

15. Les tuyaux de chute, les branchements et les raccords doivent être en fonte épaisse ou en fer galvanisé. Les branchements de moins de cinq pieds de longueur peuvent être en plomb. Les drains doivent être en fonte épaisse (métal). Cependant, afin de conserver la fonte pour des fins de guerre, le Ministre peut permettre l'usage du grès ou du béton quand ces drains sont recouverts ou enterrés.

Les drains des immeubles qui ne servent pas à l'habitation, les branchements et toutes autres conduites extérieures peuvent être en grès vernissé.

Pente et diamètre des drains.

16. La pente minimum des drains et des branchements doit être de un quart de pouce au pied. Le diamètre minimum des drains, des branchements et des tuyaux de chute est de quatre pouces. Les changements de direction dans la tuyauterie sont faits au moyen de branches d'Y.

Ventila- tion des drains.

17. Pour assurer la ventilation de la tuyauterie intérieure le branchement d'égout, le drain et les tuyaux de chute doivent être libres de toute obstruction, de l'é-gout public jusqu'au toit.

Ébranché- té.

La tuyauterie intérieure doit être étanche à l'air et à l'eau. Elle doit être munie de regards facilement accessibles, fermés par des tampons filetés pour les fins d'inspection et d'épreuve. Deux de ces regards sont posés sur le drain, l'un au pied du drain, l'autre près de la paroi intérieure du mur de fondation.

Water- closet.

18. Tout logement, dans un bâtiment relié à l'égout public, doit être pourvu d'un water-closet en poterie vitrée ou de substance semblable. La cuvette doit faire corps avec le siphon. Seul le water-closet type Washdown est permis.

Siphon.

19. Tout appareil de plomberie sera pourvu d'un siphon relié à son orifice provided with a trap connected to its

Material.

Diameter and slope of drains.

Ventila- tion of drains.

Piping air-tight and water-tight.

Water-closet.

d'évacuation. La tuyauterie desservant cet outlet. The piping serving such fixtures appareil doit être ventilée de manière à shall be so vented as to prevent siphoning prévenir le siphonnement des gardes d'eau. of the water-seals. To this end, special A cet effet, des conduites spéciales d'évent vent pipes and individual back-vents may et des branchements particuliers d'évent be required, if the municipal authority peuvent être érigés, si l'autorité municipale considère them to be necessary. le juge à propos.

Garde
d'eau des
siphons.

20. Les siphons doivent avoir une garde d'eau d'au moins deux pouces de hauteur. Les siphons de sûreté (antisiphon traps) dont la garde d'eau est d'au moins quatre pouces de hauteur n'ont pas besoin d'être pourvus d'un branchemen t d'évent.

Tout siphon de sûreté doit être de forme cylindrique et son obturation ne doit pas dépendre de mécanisme ou de cloison.

Imper.
méabilite
des murs.

21. Dans toute construction nouvelle atteignant la nappe d'eau souterraine, les murs de fondation et le plancher de la cave ou sous-sol doivent être imperméables. Ces murs ou planchers doivent être protégés contre l'infiltration de l'eau, soit en les construisant de matériaux imperméables, soit en les recouvrant de couches ou d'enduits imperméables. Cette couche ou en-duit doit, à une hauteur quelconque, traverser le mur en toute son épaisseur.

Terriens
de rem-
plissage.

22. Aucune habitation ne doit être bâtie sur des terrains où il a été déposé des déchets organiques, à moins que le sol des caves ou sous-sol de la bâtisse soit recouvert d'une couche de béton d'au moins six pouces d'épaisseur ou d'une autre substance approuvée par l'autorité sanitaire municipale.

Humidité.

23. Il est interdit de louer ou d'habiter une maison neuve avant que les plâtres ou enduits soient suffisamment secs à la satisfaction de l'autorité sanitaire municipale et avant que les plans de drainage soient entièrement exécutés.

Cubage
d'air.

24. Il est interdit à tout propriétaire d'immeuble de louer à plus d'une famille un même logement, à moins que le cube d'air de toutes les pièces de ce logement, pris collectivement, soit suffisant pour que chaque occupant ait un cube d'air d'au

20. Traps shall have a water-seal of at least two inches in depth. Antisiphon traps with a water-seal of at least four inches in depth need not be provided with a back vent.

Antisiphon traps shall be cylindrical in form, and their seals shall not depend upon movable parts or partition.

21. In all new construction where the ground-water level is reached, the foundation walls and the floor of the cellar or basement shall be water-proof. These walls or floors shall be protected against water infiltration, either by constructing them of water-proof materials, or by covering them with water-proof layers or coatings. This layer or coating shall, at some level, cross the wall throughout its thickness.

22. No dwelling shall be built on land which organic wastes have been deposited, unless the ground in the cellars or basements of the building be covered with a layer of concrete of at least six inches in thickness, or with some other material approved by the municipal health authority.

23. It is forbidden to let or to inhabit a new house before the plaster or other coatings are sufficiently dry, in the opinion of the municipal health authority, and before the drainage is entirely installed.

24. It is forbidden to any owner of a building to let one dwelling to more than one family, unless the combined cubic air space of all the rooms of this dwelling be sufficient to provide each occupant with at least six hundred cubic feet of air space

Water-
seal of
traps.

Caves.

moins six cents pieds et que la surface des planchers soit en raison de soixante-dix moins six cent pieds et que la surface des planchers soit en raison de soixante-dix pieds carrés pour chaque occupant.

Il est interdit à tout locataire de louer une partie de son logement à moins que le cube d'air de toutes les pièces soit suffisant pour que chaque occupant ait un cube d'air d'au moins six hundred cubic feet, and unless the floor area be in the proportion of seventy square feet to each occupant.

Il n'est pas tenu compte du cubage des pièces dépourvues de fenêtres pour le calcul des six cents pieds prescrits ci-dessus.

25. Les caves ne peuvent pas servir à l'habitation de jour ou de nuit. Elles doivent toujours être ventilées par des soupiraux, ou autrement, à la satisfaction de l'autorité sanitaire municipale.

Tout sous-sol dont la moitié, ou plus de la moitié de la hauteur sous plafond, est en contre-bas du sol qui entoure la bâtisse, est en tout cas considéré comme une cave.

26. Le plancher d'un sous-sol destiné à l'habitation de jour ou de nuit doit être imperméable.

27. L'autorité sanitaire municipale peut apposer sur le mur de toute chambre non munie d'une fenêtre, une affiche ainsi conçue : "Cette pièce n'ayant pas de fenêtre effect : "This room, having no window ouvrant directement à l'air extérieur ne opening directly to the outside air, cannot peut servir à l'occupation de jour et de nuit".

Quiconque enlève ou masque toute telle affiche devient passible d'une amende n'excédant pas vingt dollars pour chaque offense.

28. Un immeuble servant de refuge de nuit doit avoir des fenêtres sur au moins deux de ses faces. Les chambres dépourvues de fenêtres ne doivent pas servir d'habitation de nuit.

Aucun refuge de nuit ne doit être ouvert avant qu'une déclaration n'en soit faite à l'autorité sanitaire municipale.

Cellars.

Floors.

Notices.

Night
refuges.

and unless the floor area be in the proportion of seventy square feet to each occupant.

It is forbidden to any tenant to sublet a part of his dwelling unless the cubic air space of all the rooms be sufficient to provide each occupant with at least six hundred cubic feet, and unless the floor area be in the proportion of seventy square feet to each occupant.

The cubic air space of rooms without windows shall not be included in the calculation of the six hundred cubic feet above prescribed.

25. Cellars shall not be used for day or night habitation. They shall always be ventilated by ventholes, or otherwise, to the satisfaction of the municipal health authority.

Every basement of which half or more than half the height below the ceiling is below the level of the ground surrounding the building, shall be considered as a cellar.

26. The floor of a basement intended for day or night habitation shall be water-proof.

27. The municipal health authority may post, on the wall of any room not provided with a window, a notice to this effect : "This room, having no window opening directly to the outside air, cannot be used for day or night occupation".

Whosoever removes or conceals any such notice shall be liable to a fine not exceeding twenty dollars for each offence.

28. A building used as a night refuge shall have windows on at least two of its sides. Rooms not provided with windows shall not be used for night habitation.

No night refuge shall be opened before notice is given to the municipal health authority.

Le nombre de personnes qu'une salle ou pièce peut contenir doit être calculé à raison de trois cents pieds cubes d'air par personne et ce nombre doit être affiché dans chaque pièce.

Le propriétaire ou la personne en charge du refuge de nuit est tenu responsable de l'exécution du présent article.

Personne coupable d'infraction.

The number of persons which a hall or room may accommodate shall be calculated according to the proportion of three hundred cubic feet of air-space per person, and this number shall be posted in each room.

The owner or person in charge of a night refuge shall be held responsible for the execution of the present article.

29. Est coupable d'infraction toute personne qui viole quelqu'une des dispositions contenues dans le présent chapitre des règlements et si cette personne est trouvée coupable, elle est passible d'une amende n'excédant pas vingt dollars et d'une amende additionnelle n'excédant pas vingt dollars par jour, pour chaque jour, en sus de deux, durant lesquels l'infraction se continue.

29. Is guilty of violation any person who infringes any of the stipulations contained in the present chapter of the Regulations and if found guilty, such person is liable to a fine not exceeding twenty dollars and to an additional fine not exceeding twenty dollars per day for each day over two during which the infraction is continued.

Person guilty of infraction.

P14/C,40

442-A 50M-4-58

MINISTÈRE DE LA SANTE
Division des Laboratoires
1570, RUE ST-HUBERT, MONTRÉAL

PROVINCE DE QUÉBEC



LABORATOIRE DE CHIMIE ET DE CONTRÔLE SANITAIRE

J. Louis Leblanc, 4 Alliance Avenue, Saraguay.

MINISTRY OF HEALTH
Division of Laboratories

1570 ST. HUBERT STREET, MONTREAL

LABORATORY OF CHEMISTRY AND SANITATION

ANALYSE D'EAU -- WATER ANALYSIS

Saraguay, Co. Laval.

No	Date du prélèvement <i>Date of Collection</i>	PROVENANCE <i>PLACE AND SOURCE</i>	BACTÉRIES — <i>BACTERIA</i>										EXAMEN CHIMIQUE — <i>CHEMICAL EXAMINATION</i>									
			Sur Gélose <i>On Agar</i>		Bactéries coliformes présentes dans <i>Coliforms present in</i>				Bactéries coliformes dans 100 cc. <i>Coliforms in 100 cc.</i>	Parties par Million <i>Parts per Million</i>					AZOTE NITROGEN					Fer — <i>Iron</i>	pH	
			27° C. 24 hrs.	26° C. 48 hrs.	0.01 cc.	0.1 cc.	1 cc.	10 cc.		Turbidité <i>Turbidity</i>	Couleur <i>Colour</i>	Dureté Hardness	Total Incrustants <i>Total Non Carb.</i>	Alcalinité <i>Alkalinity</i>	Carb. alcalins <i>Alkaline Carb.</i>	Nitrites <i>Az. Ammoniacal Free Amm.</i>	Nitrates <i>Az. Albu- minoide Amm.</i>	Az. Ammoniacal <i>Az. Albu- minoide Amm.</i>				
8448	Sept. 8 1959	Artesian well J. Louis Leblanc	-38°	0	2	5	0	1	2	7	6	188	50	138	.125	4.0	2.00	0.10	0.3	8.6 Satisfactory		
8449	" " "	Tap do	do			0	1	5	5	2.0												

Characteristic odour of petroleum products.

UNITÉ SANITAIRE COMITÉ DE JACQUES-CARTIER
 COUNTY HEALTH UNIT OF JACQUES-CARTIER
 1015 NOTRE-DAME, LACHINE

Copy

Unité Sanitaire du comté de Jacques-Cartier
1015 rue Notre-Dame, Lachine.
Tél. Mo: 7 - 4639.

Lachine, 2 octobre 1959.

Dr. J.O. Maheu, directeur,
Unité Sanitaire,
Co. Jacques-Cartier,
1015 rue Notre-Dame,
Lachine, P.Q.

Re: Puits contaminé
par gasoline
Prop: M. J.L. Leblanc,
4 rue Allianc,
Saraguay.

Docteur,

Pour faire suite à un rapport d'échantillonnage d'eau d'un puits prélevé par la personne ci-haut mentionnée à l'effet que l'eau prélevée est bonne au point de vue bactériologique mais dégage des odeurs caractéristiques de pétrole, je me dois de vous informer qu'à la demande de ce monsieur, je me suis rendu sur les lieux le 29 septembre dernier pour inspection et voici mes constatations:

Il s'agit d'un puits tubulaire de 38' de profondeur placé en avant de la maison, à environ 10' des fondations de celle-ci. Du côté nord, à environ 10' se trouve un restaurant ayant un service de gasoline dont les réservoirs placés en avant sont à une distance de 40' à 50' du puits, séparé par le restaurant. Enfin, lors de mon inspection, j'ai moi-même constaté que lorsque l'on fait couler l'eau dans un bassin de la toilette, celle-ci dégage une odeur caractéristique de pétrole.

Dans les circonstances, n'ayant pu établir exactement après inspection des deux endroits d'où pouvait être la source de contamination, je suis entré en communication avec la compagnie de gasoline (Imperial Oil) qui fournit M. Roger Bleau, propriétaire du restaurant en question. Le représentant de cette compagnie m'a répondu qu'ils feront le nécessaire pour en trouver la cause et m'en feront connaître les résultats.

Esperant recevoir des nouvelles bientôt, je demeure,

Votre tout dévoué,
Jean Mauffette
Mr. Jean Mauffette, M.V.
Inspecteur sanitaire.

JM/rp

P14/C,40

442-A 50M-4-58

MINISTÈRE DE LA SANTÉ
Division des Laboratoires
1570, RUE ST-HUBERT, MONTRÉAL



LABORATOIRE DE CHIMIE ET DE CONTRÔLE SANITAIRE

MINISTRY OF HEALTH
Division of Laboratories

1570 ST. HUBERT STREET, MONTREAL

LABORATORY OF CHEMISTRY AND SANITATION

Michel Fortin, M.V. U.S.

ANALYSE D'EAU -- WATER ANALYSIS

Saraguay, Co. Jacques-Cartier.

No	Date du prélevement <i>Date of Collection</i>	PROVENANCE <i>PLACE AND SOURCE</i>	BACTÉRIES — BACTERIA										EXAMEN CHIMIQUE — CHEMICAL EXAMINATION									
			Sur Gélose <i>On Agar</i>		Bactéries coliformes présentes dans <i>Coliforms present in</i>				Bactéries coliformes dans 100 cc. <i>Coliforms in 100 cc.</i>		Parties par Million				Parts per Million				Fer	pH		
			Mois <i>Month</i>	Jour <i>Day</i>	Date de l'analyse <i>Date Analyzed</i>	27° C. 24 hrs.	26° C. 48 hrs.	0.01 cc.	0.1 cc.	1 cc.	10 cc.	Turbidité <i>Turbidity</i>	Couleur <i>Colour</i>	Dureté Hardness <i>Total Incrustants Non Carb.</i>	Alcalinité <i>Alkalinity</i>	Carb. alcalins <i>Alkaline Carb.</i>	AZOTE NITROGEN <i>Nitrites Az. Ammoniacal Free Nitrate Az. Albu- minoide Amm. Amm.</i>					
2901	1959 Oct. 28	Puits tubé J.L. Leblanc Robinet do-	-	40°				5	75	2 5	5 5	54	7	4	298	80	218	.015 1.0 0.44 0.08 0.0	7.6 Mauvaise Unsafe.			
2902	" "	do-								4 5	5 5	160										

UNITÉ SANITAIRE COMTÉ DE JACQUES CARTIER
COUNTY HEALTH UNIT OF JACQUES-CARTIER
1015 NOTRE-DAME, LACHINE

P14/C,40

442-A SOM-4-58

MINISTÈRE DE LA SANTE
Division des Laboratoires
1570, RUE ST-HUBERT, MONTRÉAL

PROVINCE DE QUÉBEC



LABORATOIRE DE CHIMIE ET DE CONTRÔLE SANITAIRE

Michel Fortin, M.V.

U.S.

ANALYSE D'EAU -- WATER ANALYSIS

Saraguay, Co. Jacques-Cartier

MINISTRY OF HEALTH

Division of Laboratories

1570 ST. HUBERT STREET, MONTREAL

LABORATORY OF CHEMISTRY AND SANITATION

No	Date du prélèvement <i>Date of Collection</i>	Date de l'analyse <i>Date Analyzed</i>	PROVENANCE <i>PLACE AND SOURCE</i>	EXAMEN CHIMIQUE — CHEMICAL EXAMINATION										Parts per Million									
				BACTÉRIES — BACTERIA					Parts per Million					Parts per Million									
				Sur Gélose <i>On Agar</i>	par - per cc. <i>cc.</i>	Bactéries coliformes présentes dans <i>Coliforms present in</i>		Bactéries coliformes dans 100 cc. <i>Coliforms in 100 cc.</i>	Turbidité <i>Turbidity</i>	Couleur <i>Colour</i>	Dureté <i>Hardness</i>	Total <i>Total</i>	Incrustants <i>Non Carb.</i>	Alcalinité <i>Alkalinity</i>	Carb. alcalins <i>Alkaline Carb.</i>	AZOTE <i>NITROGEN</i>	Fer <i>Iron</i>	pH					
	Mois <i>Month</i>	Jour <i>Day</i>		37° C. 21 hrs.	26° C. 48 hrs.	0.01 cc.	0.1 cc.	1 cc.	10 cc.						Nitrites <i>Nitrites</i>	Nitrates <i>Nitrate Free Amm.</i>	Az. Ammoniacal <i>Ammon. Amm.</i>	Az. Albu- minoide <i>Album. Amm.</i>					
3355	Nov. 4	4	Puits artésien Roger Bleau Robinet do-	1959	65°	7	28	8	1	5	5	2.0	12	-	478	80	398	.080	0.8	0.14	0.06	1.0	7.9 Bonne Satisfactory
3356	" "	"	do-	" "	do-			0	0	5	5	0										Odeur caractéristique des produits du pétrole.	
3357	Nov. "	"	Puits tubé Mlle Anna Marquis Robinet do-	"	43°	82	72	4	5	5	5	160	1	10	522	108	414	.090	0.5	5.31	0.16	0.1	7.7 Mauvaise Unsafe.
3358	" "	"	do-	"	do-			1	5	5	5	35										Odeur caractéristique des produits du pétrole.	

UNITE SANITAIRE COMTÉ DE JACQUES CARTIER
 COUNTY HEALTH UNIT OF JACQUES-CARTIER
 1015-NOTRE-DAME, LACHINE

P14/C,40



DEPARTMENT OF HEALTH

DIVISION OF HEALTH UNITS AND DISTRICTS

QUEBEC

County Health Unit of Jacques-Cartier
1015 Notre-Dame, Lachine.
Tel. Me: 7 - 4639.

Lachine, Nov. 19, 1959.

Mr. J. Carswell (sec.),
3 Martin Avenue,
Saraguay, P.Q.

Dear Sir,

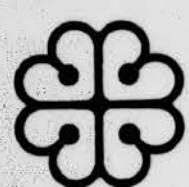
Following a phone call received from the mayor, Mr. Leipoldt, on the last October the 30th concerning the well of Mr. Leblanc living at 4 Alliance Avenue and the one of Mr. Bleau (Mic Mac Restaurant), you will find herein enclosed a copy of the inspection report made on the subject and also the results of the water test that were taken at those same places.

Very truly yours,

A handwritten signature in cursive ink, appearing to read "Jean Mauffette".

Dr. Jean Mauffette, M.V.,
Health Inspector.

JM/rp



**Dossier de
pièces réunies**

DÉBUT

8-9 ELIZABETH II, 1959-1960
Chap. 72.

Loi modifiant la Loi de l'hygiène publique
de Québec

An Act to amend the Quebec Public
Health Act

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 16 de la Loi de l'hygiène publique de Québec (Statuts refondus, 1941, chapitre 183), modifié par l'article 1 de la loi 15-16 George VI, chapitre 46, et par l'article 1 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 53, est de nouveau modifié en y ajoutant, après le paragraphe 16°, le suivant:

"17° Déterminer les conditions de salubrité dans les établissements où l'on emploie des substances ou des appareils produisant des radiations ionisantes."

2. L'article 99 de ladite loi est modifié en y ajoutant, après le sous-paragraphe *k* du paragraphe 1, le sous-paragraphe suivant:

"*l*) Les radiations ionisantes."

3. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Section 16 of the Quebec Public Health Act (Revised Statutes, 1941, chapter 183), amended by section 1 of the act 15-16 George VI, chapter 46, and by section 1 of the act 2-3 Elizabeth II, chapter 53, is again amended by adding, after paragraph 16, the following:

"17. To regulate the sanitary condition of establishments where substances or apparatus emitting ionizing radiations are used."

2. Section 99 of the said act is amended by adding, after paragraph *k* of subsection 1, the following paragraph:

"*l*. Ionizing radiations."

3. This act shall come into force on the day of its sanction.

P14/C,40

8-9 ELIZABETH II, 1959-1960
Chap. 72.

TEL QU'ADOPTÉ PAR L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE LE 29 FÉVRIER 1960
AS PASSED BY THE LEGISLATIVE ASSEMBLY, FEBRUARY 29th, 1960

QUÉBEC
RÉDEMPTI PARADIS
IMPRIMEUR DE SA TRÈS EXCELLENTE MAJESTÉ LA REINE
PRINTER TO THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY

1960

S-M-67

P14/C,40

**Loi de l'Hygiène Publique de Québec
Quebec Public Health Act**

(S.R.Q. 1941, Chap. 183)

**Loi des Unités Sanitaires
Health Units Act**

(S.R.Q. 1941, Chap. 184)

**Loi de la Préservation de l'Enfance
contre la Tuberculose
Child Protection Tuberculosis Act**

(S.R.Q. 1941, Chap. 191)



QUEBEC

Imprimé par: Printed by:
REDEMPTI PARADIS
Imprimeur de sa Très Excellence Majesté le Roi
Printer to the King's Most Excellent Majesty.



CHAPITRE 183

LOI CRÉANT LE SERVICE
PROVINCIAL D'HYGIÈNE

Titre
abrégé.

1. La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi de l'hygiène publique de Québec*. S. R. 1925, c. 186, a. 1.

CHAPTER 183

AN ACT RESPECTING THE PROVINCIAL
BUREAU OF HEALTH

1. This act may be cited as the *Quebec Public Health Act*. R. S. 1925, title c. 186, s. 1.

SECTION I

DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES ET
INTERPRÉTATIVES

Interpré-
tation:

2. Les mots suivants, chaque fois qu'ils se rencontrent dans la présente loi ou dans les règlements faits sous son empire, ont la signification qui leur est ci-après attribuée:

"Minis-
tre":

"Inspec-
teur en
chef":

"Secré-
taire":

"Autorité
sanitaire
muni-
cipale":

"Officer
exécutif":

1° Le mot "ministre" désigne le ministre de la santé et du bien-être social;

2° Les mots "inspecteur en chef" désignent l'inspecteur en chef du service provincial d'hygiène;

3° Le mot "secrétaire" désigne le secrétaire du service provincial d'hygiène;

4° Les mots "autorité sanitaire municipale" désignent: a) le conseil municipal, ou b) le bureau d'hygiène constitué dans une municipalité, soit en vertu de la présente loi, de la charte de la municipalité, du Code municipal ou de la Loi des cités et villes, (chap. 233), qu'il soit connu sous le nom de comité de santé, bureau de santé, conseil local d'hygiène, bureau d'hygiène ou département d'hygiène, et auquel le conseil municipal a délégué les pouvoirs qui lui sont conférés par la présente loi ou les règlements faits en vertu de ses dispositions;

5° Les mots "officier exécutif" désignent la personne à laquelle est attribué, par le conseil municipal, et, en l'absence de l'in-

DIVISION I

DECLARATORY AND INTERPRETATIVE

2. The following words, whenever used in this act or in any regulation made under its authority, shall have the following meanings:

1. The word "Minister" means the Minister of Health and Social Welfare.

2. The words: "Inspector-in-Chief" "Inspec- mean the Inspector in Chief of the tor in Chief"; Provincial Bureau of Health;

3. The word: "Secretary" means the "Secre- secretary of the Provincial Bureau of tary"; Health;

4. The words "municipal sanitary authority" mean: (a) the municipal council, or (b) any board of health constituted in a municipality, either under this act, the charter of the municipality, the Municipal Code, or the Cities and Towns Act (Chap. 233), whether known under the name of health committee, board of health, local board of health, health board or department, and to which the municipal council has delegated the powers vested in it by this act or by the regulations made thereunder;

5. The words "executive officer" mean "Executive officer"; the person upon whom the duty of carrying out the decisions of the sanitary

"Municipalité":
"Porteur de germes"

tiative municipale, par la présente loi, le devoir d'exécuter les décisions de l'autorité sanitaire municipale;

6° Le mot "municipalité" désigne les cités, villes, villages et autres municipalités régis par charte spéciale, ou par la Loi des cités et villes (chap. 233), ou par le Code municipal;

7° Les mots "porteur de germes" désignent une personne qui, sans présenter les symptômes d'une maladie contagieuse, porte en elle-même et peut disséminer l'agent causal de cette maladie. R. S. 1925, c. 186, a. 2; 18 Geo. V, c. 68, a. 1; 24 Geo. V, c. 58, a. 1; 3 Geo. VI, c. 81, a. 1; 5 Geo. VI, c. 22, a. 16.

SECTION II

DU SERVICE PROVINCIAL D'HYGIÈNE

§ 1.—De l'organisation du service provincial d'hygiène

3. Il est établi un service provincial d'hygiène qui est chargé, sous l'autorité du ministre, de l'application des dispositions de la présente loi. R. S. 1925, c. 186, a. 3; 5 Geo. VI, c. 22, a. 16.

§ 2.—Des officiers et employés du service provincial d'hygiène

4. Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme un inspecteur en chef et un secrétaire. R. S. 1925, c. 186, a. 4; 5 Geo. VI, c. 22, a. 16.

5. Ces officiers reçoivent respectivement le traitement annuel fixé conformément aux dispositions de la Loi du service civil (chap. 11) ou de la Loi du service civil extérieur (chap. 12), suivant le cas. R. S. 1925, c. 186, a. 5; 16 Geo. V, c. 14, a. 55.

6. Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme également des analystes, un ingénieur sanitaire, un compilateur de la statistique, des sous-inspecteurs, des officiers médicaux des unités sanitaires de comtés et les autres officiers nécessaires. Ces officiers reçoivent, pour leurs services, la rémunération, fixée par le lieutenant-gou-

vernisseur en conseil suivant les dispositions de la Loi du service extérieur (chap. 12).

Absence.
6. The word "municipality" means any "Municipality"; city, town, village or other municipality governed by special charter, by the Cities and Towns Act (Chap. 233), or by the Municipal Code;

7. The expression "germ-carrier" means "Germ-carrier"; any person who, showing no symptoms of a contagious disease, carries in his person and may spread the causative agent of such disease. R. S. 1925, c. 186, s. 2; 18 Geo. V, c. 68, s. 1; 24 Geo. V, c. 58, s. 1; 3 Geo. VI, c. 81, s. 1; 5 Geo. VI, c. 22, s. 16.

DIVISION II

PROVINCIAL BUREAU OF HEALTH

§ 1.—Organization of the Bureau

3. A Provincial Bureau of Health is established, under the authority of the Minister, charged with the application of the provisions of this act. R. S. 1925, c. 186, s. 3; 5 Geo. VI, c. 22, s. 16.

§ 2.—Officers and Employees of Bureau

4. The Lieutenant-Governor in Council shall appoint an Inspector-in-Chief, and a Secretary. R. S. 1925, c. 186, s. 4; 5 Geo. VI, c. 22, s. 16.

5. Such officers shall respectively receive the annual salary fixed in accordance with the provisions of the Civil Service Act (Chap. 11), or of the Outside Service Act (Chap. 12), as the case may be. R. S. 1925, c. 186, s. 5; 16 Geo. V, c. 14, s. 55.

6. The Lieutenant-Governor in Council shall also appoint analysts, a sanitary engineer, a statistician, inspectors, medical officers for county health units and the other necessary officers. Such officers shall receive the remuneration fixed by the Lieutenant-Governor in Council, in accordance with the provisions of

the Outside Service Act (Chap. 12).

In case of the temporary absence of any officer, the Minister shall appoint a person to replace him during his absence. R. S. 1925, c. 186, s. 6; 16 Geo. V, c. 14, s. 56; 18 Geo. V, c. 68, a. 2; 5 Geo. VI, c. 22, a. 16.

7. The Minister shall exercise authority over the officers of the Provincial Bureau of Health, over municipal councils and the municipal sanitary authorities. R. S. 1925, c. 186, s. 7; 3 Geo. VI, c. 81, s. 1; 5 Geo. VI, c. 22, s. 16.

8. The Minister shall carry out the provisions of this act, and especially, either himself or through the officers of the Provincial Bureau of Health, shall,—

1. Make a study of the medical statistics and vital statistics of the Province, and endeavor to apply for the benefit of public health all the facts collected respecting mortality and the causes and spread of disease;

2. Cause to be made by the officers of the Provincial Bureau of Health or through the municipal councils or their boards of health, sanitary investigations and inquiries into the existence and causes of disease and especially of epidemics, into the causes of death, and the effect which the employment, conditions, habits and other circumstances of the people may have upon their health, and, in general, upon everything that may concern the public health;

3. Superintend the formation of local boards of health in municipalities; keep a register of such local boards and of the names of their members; inquire into the measures which are being taken by municipal councils or their local boards of health for checking any dangerous, contagious or infectious disease, or for the removal of unsanitary conditions, in virtue of the powers conferred upon such municipal councils, or their local boards of health, by any public health act, or by the Municipal Code, or by special charter, or by the Cities and Towns Act (Chap. 233), or by any provincial health

Instructions:

Écrits, etc., sur l'hygiène;

Districts sanitaires;

Contrôle des chantiers.

Enquêtes.

soit enfin par tout règlement provincial d'hygiène; et, dans l'intérêt de la santé publique, d'obliger les conseils municipaux de se prévaloir de tels de leurs pouvoirs qu'il croit nécessaire d'appliquer selon l'urgence des cas;

4° De donner, lorsqu'il en est requis ou qu'il le croit à propos, aux autres fonctionnaires du gouvernement, aux conseils municipaux et à leurs bureaux d'hygiène et officiers, des instructions au sujet de la santé et de la salubrité publiques et des mesures à prendre pour les protéger;

5° De faire distribuer, surtout à l'époque où une maladie épidémique, endémique ou contagieuse sévit dans quelque endroit de la province, au public, par le moyen de la presse, et aux bureaux d'hygiène, officiers sanitaires, conseils municipaux, écoles publiques, ainsi qu'au clergé, par le moyen de circulaires ou de toute autre façon jugée avantageuse, des écrits sur l'hygiène et des renseignements pratiques sur la manière dont se propagent les maladies contagieuses et infectieuses, ainsi que sur les moyens de les prévenir et de les enrayer;

6° D'organiser, lorsqu'il en est requis ou qu'il le juge à propos, des districts sanitaires de comtés ou de groupes de municipalités, et d'affecter à la création et au maintien de telles organisations, les fonds nécessaires qui sont mis à sa disposition par la Législature, par les conseils desdits comtés ou desdits groupes de municipalités, lesquels sont, en vertu du présent paragraphe, autorisés à le faire par simple résolution, et par certains corps indépendants désireux de promouvoir l'hygiène dans la province;

7° De contrôler et de surveiller, par l'entremise d'inspecteurs nommés à cet effet, les conditions sanitaires dans les chantiers de coupe de bois et dans les campements de mineurs et de personnes employées aux travaux de voirie, et dans les scieries et autres industries similaires dans la province. S. R. 1925, c. 186, a. 8; 16 Geo. V, c. 54, a. 1; 18 Geo. V, c. 54, a. 1; 18 Geo. V, c. 68, a. 3; 24 Geo. V, c. 58, a. 2; 5 Geo. VI, c. 22, a. 16.

regulation and, in the interest of public health, compel municipal councils to exercise and enforce such of their powers as, in his opinion, the urgency of the case demands;

4. Instruct, when required or when he deems it expedient, the officers of the Government and municipal councils and their local boards of health and officers, respecting public health and sanitation, and upon the measures to be taken to protect them;

5. Cause to be distributed to the public, writings and especially when any epidemic, endemic or contagious disease is prevalent in any part of the Province, by means of the press, and to local boards of health, health officers, municipal councils, public schools and the clergy, by means of circulars, or in any other way deemed advisable, writings upon hygiene and practical information on the spread of contagious and infectious diseases, and also on the means of preventing and checking the same;

6. Organize, whenever so required or he deems expedient, health districts of districts; counties or of groups of municipalities, and set apart, for the creation and maintenance of such organizations, the necessary funds placed at his disposal by the Legislature, by the councils of such counties or such groups of municipalities, which are, by this paragraph, authorized so to do by mere resolution, and by certain independent bodies desirous of promoting health in the Province;

7. Control and supervise, by inspectors appointed for the purpose, the sanitary conditions in lumbering and mining camps and in camps of persons engaged in road-work and in sawmills and other similar industries in the Province. R. S. 1925, c. 186, s. 8; 16 Geo. V, c. 54, s. 1; 18 Geo. V, c. 68, s. 3; 24 Geo. V, c. 58, s. 2; 5 Geo. VI, c. 22, s. 16.

9. When deemed necessary, the Minister may send the Secretary, the Inspector-in-Chief, or one or more of the

officiers du service provincial d'hygiène en tout endroit de la province, pour s'enquérir des causes de toute maladie spéciale, épidémique, endémique ou contagieuse, ou des causes de la mortalité ou de tout autre fait ou condition réputés préjudiciables à la santé publique. S. R. 1925, c. 186, a. 9 (partie); 5 Geo. VI, c. 22, a. 16.

10. Cette enquête peut se faire par dépositions sous serment ou de toute autre manière que le comité d'enquête, le secrétaire ou l'inspecteur en chef juge nécessaire; et, dans le cas d'une enquête sous serment, le secrétaire, l'inspecteur en chef ou tout autre officier du service provincial d'hygiène présent à l'enquête peut faire prêter le serment. S. R. 1925, c. 186, a. 9 (partie); 5 Geo. VI, c. 22, a. 16.

11. Ces enquêteurs peuvent forcer de comparaître devant eux les témoins qu'ils jugent à propos, en les assignant de la manière voulue par le Code de procédure civile, et, lorsqu'ils refusent de comparaître ou de répondre, les punir en la manière prescrite par ce code. S. R. 1925, c. 186, a. 9 (partie); 5 Geo. VI, c. 22, a. 16.

12. En sus des devoirs qui lui sont assignés par les articles précédents, le ministre remplit tous autres devoirs qui lui sont prescrits par la présente loi ou par le lieutenant-gouverneur en conseil. S. R. 1925, c. 186, a. 10; 5 Geo. VI, c. 22, a. 16.

13. L'inspecteur en chef a le contrôle général de l'inspection sanitaire dans la province et il exerce les fonctions que lui délègue le ministre pour l'exécution des mesures prescrites par la présente loi et par les règlements sanitaires. S. R. 1925, c. 186, a. 11; 5 Geo. VI, c. 22, a. 16.

14. Le secrétaire doit tenir son bureau à l'endroit qui lui est assigné par le lieutenant-gouverneur en conseil, et il remplit les devoirs qui lui sont imposés par la présente loi ou qui lui sont prescrits par le ministre.

Il doit tenir un registre des décisions et ordonnances du ministre et, autant que possible, se mettre en rapport avec les

officers of the Provincial Bureau of Health, to any place in the Province to inquire into the causes of any particular epidemic, endemic or contagious disease, or into the causes of mortality, or into any other fact or condition considered prejudicial to the health of the public. R. S. 1925, c. 186, s. 9 (partie); 5 Geo. VI, c. 22, s. 16.

10. Such inquiry may be made by sworn Inquiry, depositions or in any other manner which the investigating committee, the Secretary, or the Inspector-in-Chief deems necessary; and, in the case of an inquiry under oath, the Secretary, or the Inspector-in-Chief, or any officer of the Provincial Bureau of Health present may administer such oath. R. S. 1925, c. 186, s. 9 (partie); 5 Geo. VI, c. 22, s. 16.

11. The persons holding such inquiry Witnesses. may compel such witnesses as they require to appear before them, by summoning them in the manner prescribed by the Code of Civil Procedure, and, in the event of refusal to appear or to answer, may punish them in the manner prescribed by such Code. R. S. 1925, c. 186, s. 9 (partie); 5 Geo. VI, c. 22, s. 16.

12. Besides the duties which are as-Special signed to him under the foregoing sections, duties. the Minister shall perform any other duty prescribed by this act or by the Lieutenant-Governor in Council. R. S. 1925, c. 186, s. 10; 5 Geo. VI, c. 22, s. 16.

13. The Inspector-in-Chief shall have Duties of a general control of sanitary inspection in the Province, and shall perform the duties which the Minister may delegate to him for the accomplishment of the measures required by this act and by any sanitary regulation or by-law. R. S. 1925, c. 186, s. 11; 5 Geo. VI, c. 22, s. 16.

14. The Secretary shall have his office Secretary in the place assigned to him by the Lieutenant-Governor in Council, and perform the duties imposed upon him by this act or prescribed by the Minister.

He shall keep a register of the decisions Register. and orders of the Minister and, as far as possible, place himself in communica-

Registre.

conseils ou bureaux d'hygiène fédéraux ou étrangers, les officiers sanitaires, les conseils municipaux et les autres corps publics, dans le but de recueillir et de répandre des notions utiles sur l'hygiène publique.

Il doit aussi tenir un registre dans lequel il entre les déclarations des cas de maladies contagieuses, provenant de chaque municipalité.

Rapport.

Il prépare le rapport annuel sur les statistiques médicales, ainsi que sur celles relatives au mouvement de la population de la province, et remplit tous les autres devoirs et fonctions que peut lui assigner le ministre.

Signature.

Il signe, quand il en est requis par l'autorité compétente, tous avis, documents et procédures nécessaires pour mettre à exécution les décisions du ministre. R. S. 1925, c. 186, a. 12; 3 Geo. VI, c. 81, a. 1; 5 Geo. VI, c. 22, a. 16.

Serments.

15. Le ministre, le secrétaire, ainsi que l'inspecteur en chef, sont autorisés à faire prêter et recevoir tout serment prévu ou exigé par la présente loi ou par un règlement sanitaire, ainsi que par la Loi des inhumations et exhumations (chap. 316). R. S. 1925, c. 186, a. 13; 5 Geo. VI, c. 22, a. 16.

§ 3.—Des règlements du lieutenant-gouverneur en conseil

Règlements.

16. Le lieutenant-gouverneur en conseil, sur recommandation du ministre, peut faire des règlements pour les objets suivants:

1° Assurer la bonne condition sanitaire des établissements éducationnels, ateliers, hôpitaux, asiles d'aliénés, établissements de bienfaisance, casernes, prisons et asiles, campements industriels et autres, et déterminer les conditions de salubrité des salons de coiffure, boutiques de barbiers et autres établissements similaires;

Pollution.

2° Prévenir la pollution des lacs, rivières, cours d'eau, puits, réservoirs et sources quelconques d'approvisionnement d'eau et en assurer l'assainissement, et réglementer la récolte et l'emmagasinement de la glace;

Nuisances.

3° Prévenir et faire disparaître les conditions non hygiéniques et les causes d'insalubrité ou de maladie;

Égouts:

4° Déterminer la manière de construire et d'entretenir les égouts publics et privés, drains, lieux d'aisances et puisards;

5° Déterminer les conditions de salubrité des maisons, laiteries, vacheries, locaux où l'on vend le lait, beurries, fromageries, abattoirs, écuries, étables, renardières domestiques, porcheries et cours, et en assurer l'assainissement;

Plages,

etc.: 6° Assurer la salubrité des plages, des piscines, des endroits de villégiature et camps de touristes;

Maladies:

7° Prévenir et contrôler les maladies contagieuses, en particulier les maladies vénériennes;

Epidé-

mies: 8° Pourvoir à des mesures spéciales et d'urgence, lorsque la province ou une partie de la province paraît menacée d'une maladie épidémique, endémique ou contagieuse;

Immon-

dices, etc.: 9° Déterminer la manière dont il peut être disposé des cadavres d'animaux, matières de vidange et de rebut, immondices et fumiers, ainsi que la manière dont seront entretenus les dépotoirs.

Abat-

ttoirs: 10° Déterminer la manière de construire et d'entretenir les abattoirs, les locaux où l'on prépare ou emmagasine des denrées alimentaires, ainsi que les établissements non visés par la Loi des établissements industriels (chap. 175), et en améliorer les conditions sanitaires;

Produits

alimen-

taires: 11° Définir les causes qui rendent les animaux, les viandes et les autres produits alimentaires impropre à l'alimentation ou préjudiciables à la santé, et prohiber la vente, la consommation ou l'usage de ces viandes et produits alimentaires;

Vaccina-

tion, etc.: 12° Pourvoir à la vaccination anti-variolique dans les établissements scolaires, prévenir autant que possible les maladies épidémiques, endémiques et contagieuses des hommes et des animaux. R. S. 1925, c. 186, s. 20; 18 Geo. V, c. 68, s. 4; 3 Geo. VI, c. 81, a. 4; 3 Geo. VI, c. 81, a. 2.

Pénalités.

13° Le lieutenant-gouverneur en conseil peut décréter par règlement que toute infraction à un de ses règlements sera punie d'une amende n'excédant pas vingt dollars, et d'une amende additionnelle n'excédant pas vingt dollars par jour, pour chaque jour, en sus de deux, durant lesquels l'infraction se continue. R. S. 1925, c. 186, s. 21.

4. To regulate the manner of constructing public and private sewers, drains, water-closets, privies, and cesspools;

5. To regulate the sanitary condition of Sanitary houses, dairies, cow-sheds, places where condition milk is sold, butter factories, cheese etc.; factories, slaughter-houses, stables, private fox-pens, pig-sties and yards, and insure the sanitary condition thereof;

6. To assure the sanitary condition of Beaches, beaches, swimming pools, country resorts etc.; and tourists' camps;

7. To prevent and check contagious Diseases; diseases, especially venereal diseases;

8. To provide for special and urgent Epi- measures, whenever the Province or a part demics; of the Province seems to be threatened by any epidemic, endemic or contagious disease;

9. To regulate the manner of disposing Carcasses, of carcasses of animals, garbage and refuse, etc.; filth and manure, as well as the keeping of dumping-grounds;

10. To determine the manner of building Abat- toirs; and keeping slaughter-houses, places toirs; where food products are prepared or stored, as well as establishments which are not provided for by the Industrial Establishments Act (Chap. 175), and to improve their sanitary condition;

11. To define the causes which render Food animals, meat or other food products, products; unsuitable for consumption or injurious to health, and to prohibit the sale, con- sumption or use of such meat or products;

12. To provide for anti-smallpox vac- Vaccina- tion, etc. cination in school establishments, and prevent as far as possible epidemic, endemic and contagious diseases of men and animals. R. S. 1925, c. 186, s. 20; 18 Geo. V, c. 68, s. 4; 3 Geo. VI, c. 81, a. 4; 3 Geo. VI, c. 81, a. 2.

13. The Lieutenant-Governor in Coun- Penalty cil may, by regulation, enact that every infringement of any of such regulations shall be punished by a fine of not more than twenty dollars, and by an additional fine of not more than twenty dollars per day for each day above two, during which such infringement continues. R. S. 1925, c. 186, s. 21.

Entrée en vigueur.

18. Les règlements du lieutenant-gouverneur en conseil entrent en vigueur quinze jours après qu'ils ont été publiés dans la *Gazette officielle de Québec*.

Cas d'urgence.

Cependant, dans les cas d'urgence, le lieutenant-gouverneur en conseil peut décréter qu'un règlement entrera en vigueur avant l'expiration de ce délai de quinze jours. Dans ce cas, le règlement doit être publié, avec toute la diligence possible, dans la *Gazette officielle de Québec*, et mention doit être faite de la date de sa mise en vigueur. S. R. 1925, c. 186, a. 22.

Conflit.

19. Lorsque les règlements sanitaires municipaux sont contraires à ceux du lieutenant-gouverneur en conseil, ces derniers seuls sont en vigueur. S. R. 1925, c. 186, a. 23.

Règlement municipal.

20. Si le mode de faire une chose prescrit par le règlement municipal est, dans l'opinion du lieutenant-gouverneur en conseil, aussi efficace que celui ordonné, par le règlement du lieutenant-gouverneur en conseil, le règlement municipal conserve toute son autorité. S. R. 1925, c. 186, a. 24.

Approbation de règlements.

21. Tout règlement concernant la construction des édifices, passé par les municipalités, doit être soumis au ministre pour approbation quant aux conditions hygiéniques.

Effet.

Si le règlement est approuvé il conserve son autorité.

Droits sauvegardés.

Cet article n'affecte pas les droits des municipalités, mentionnées à l'article 20. S. R. 1925, c. 186, a. 25; 5 Geo. VI, c. 22, a. 16.

Bureau local.

§ 4.—Des bureaux d'hygiène locaux et du service sanitaire municipal

22. Dans toute municipalité où il existe un bureau d'hygiène, qu'il soit connu sous le nom de comité de santé, bureau de santé, conseil local d'hygiène, bureau d'hygiène, commission d'hygiène ou département d'hygiène, constitué en vertu de la charte, du Code municipal ou de la Loi des cités et villes (chap. 233), tel bureau d'hygiène est le bureau d'hygiène pour les fins de la présente loi. S. R. 1925, c. 186, a. 26 (partie).

18. Every such regulation of the Coming Lieutenant-Governor in Council shall come into force fifteen days after its publication in the *Quebec Official Gazette*.

In cases of urgency, however, the Urgent Lieutenant-Governor in Council may enact cases. that a regulation shall come into force before the expiration of such delay of fifteen days. In such case, the regulation shall be published with all due diligence, in the *Quebec Official Gazette*, and mention shall be made of the date of the coming into force thereof. R. S. 1925, c. 186, s. 22.

19. When any municipal sanitary by-law is contrary to the regulations of the Lieutenant-Governor in Council, the latter alone shall remain in force. R. S. 1925, c. 186, s. 23.

20. If the manner of doing anything Municipally prescribed by any municipal by-law is, pal in the opinion of the Lieutenant-Governor by-law. in Council, as efficient as that ordered by the regulation of the Lieutenant-Governor in Council, the municipal by-law shall remain in force. R. S. 1925, c. 186, s. 24.

21. Every by-law relating to the erection of buildings, passed by a municipality, must be submitted to the Minister, for approval respecting the hygienic conditions.

If the by-law be approved, it shall effect remain in force.

This section shall not affect the rights of municipalities, mentioned in section 20. S. R. 1925, c. 186, a. 25; 5 Geo. VI, c. 22, s. 16.

§ 4.—Local Boards of Health and Municipal Sanitary Services

22. In any municipality in which there is a local board of health, whether it be known under the name of health committee, board of health, local board of health, health commission or health department, constituted in virtue of its charter, the Municipal Code, or the Cities and Towns Act (Chap. 233), such board of health shall be the local board of health for the purposes of this act. R. S. 1925, c. 186, s. 26 (partie).

Formation du bureau.

23. Le maire ou le secrétaire-trésorier ou greffier d'une municipalité qui n'a pas établi un bureau d'hygiène, doit, après qu'avoir été donné par le ministre, convoquer, dans le délai fixé par celui-ci, une assemblée spéciale du conseil municipal dans laquelle au moins trois personnes, résidant dans les limites de la municipalité, sont nommées pour former le bureau d'hygiène de la municipalité.

Avis.

L'avis du ministre est donné par lettre recommandée, adressée au maire ou au secrétaire-trésorier ou greffier de la municipalité. S. R. 1925, c. 186, a. 26 (partie); 5 Geo. VI, c. 22, a. 16.

Bureau conjoint.

24. Deux ou plusieurs municipalités peuvent, par résolutions adoptées par leurs conseils respectifs, après entente, s'unir pour nommer et maintenir un même bureau d'hygiène.

Résolution.

Les résolutions doivent pourvoir aux nominations et aux mesures nécessaires pour le fonctionnement de ce bureau conjoint. S. R. 1925, c. 186, a. 27.

Avis de nomination.

25. Le maire, le secrétaire-trésorier ou le greffier de chaque municipalité doit, dans les huit jours qui suivent l'établissement d'un bureau d'hygiène, et plus tôt si le ministre l'exige, transmettre à ce dernier les noms des membres qui composent le bureau, et donner aux membres avis de leur nomination.

Pas d'abolition.

Une fois formé, un bureau d'hygiène ne peut pas être aboli, mais le personnel peut en être changé par le conseil municipal. S. R. 1925, c. 186, a. 28; 5 Geo. VI, c. 22, a. 16.

Service d'hygiène municipale.

26. A compter du 1^{er} juillet 1928, il est du devoir de toute municipalité dont la population atteint ou dépasse cinq mille âmes et qui ne fait pas partie d'une unité sanitaire de comté, de pourvoir à l'organisation et au maintien d'un service d'hygiène dirigé par un médecin ayant le droit de pratiquer dans la province de Québec, et ce médecin ne peut être nommé officier médical de santé que par le lieutenant-gouverneur en conseil, à la recommandation du

23. The mayor, secretary-treasurer or Appointing clerk of any municipality which has not established a board of health, shall, after being notified by the Minister, within the delay fixed by the latter, call a special meeting of the municipal council, at which meeting not less than three persons, resident within the municipality, shall be nominated to be the local board of health for such municipality.

The notice of the Minister shall be given by registered letter addressed to the mayor, the secretary-treasurer or the clerk of the municipality. R. S. 1925, c. 186, s. 26 (partie); 5 Geo. VI, c. 22, s. 16.

24. Two or more municipalities may, joint by resolution of their respective councils, board. after reaching an understanding, join in appointing and maintaining a joint board of health.

The resolution must provide for the joint appointments, and for such measures as are required for the proper working of such joint board. R. S. 1925, c. 186, s. 27.

25. The mayor, the secretary-treasurer or the clerk of each municipality shall, within the eight days following the establishment of a local board of health, and sooner if required by the Minister, send to the latter the names of the members composing the local board, at the same time as he notifies the latter of their appointment.

Once formed, no local board of health may be abolished, but its members may be changed by the municipal council. R. S. 1925, c. 186, s. 28; 5 Geo. VI, c. 22, s. 16.

26. From and after the 1st of July, 1928, it shall be the duty of every municipality whose population has attained or exceeds five thousand souls, and which does not form part of a county health unit to provide for the organization and maintenance of a health service directed by a physician entitled to practise in the Province of Quebec, and such physician can only be appointed medical health officer by the Lieutenant-Governor in

tion du conseil municipal, ou, s'il s'agit d'un groupe de municipalités employant un seul médecin, des conseils municipaux intéressés. A défaut par la municipalité, ou les municipalités susdites, de recommander un tel officier médical de santé, le lieutenant-gouverneur en conseil peut le choisir et le nommer lui-même et fixer son traitement, après un avis de trois mois; la municipalité ou les municipalités intéressées, pourvoyant audit traitement. S. R. 1925, c. 186, a. 28a; 18 Geo. V, c. 68, a. 5; 1 Geo. VI, c. 61, a. 2.

Fonctions des bureaux locaux. **27.** Les bureaux d'hygiène sont les aviseurs des conseils municipaux en matière d'hygiène; et, de plus, ils agissent aux lieux et place de ces derniers, dont ils ont toute l'autorité lorsqu'ils sont requis par eux de mettre la présente loi à exécution ou de la faire exécuter.

Cependant, à moins de direction contrai- re donnée par le conseil municipal, tout bureau municipal d'hygiène a le pouvoir et est chargé d'exécuter et de faire exé- cuter, dans les limites de la municipalité, la présente loi et les règlements faits sous son empire. S. R. 1925, c. 186, a. 29.

Régie interne. **28.** Le conseil municipal peut faire des règlements pour la régie interne de son bureau d'hygiène, et, dans le cas où il n'en fait pas, le bureau d'hygiène peut le faire lui-même. S. R. 1925, c. 186, a. 30.

Officier exécutif. **29.** Le conseil municipal doit nommer un officier exécutif chargé d'exécuter les décisions de l'autorité sanitaire municipale. S. R. 1925, c. 186, a. 31.

Conseils municipaux. **30.** Il est du devoir des conseils municipaux d'exécuter et de faire exécuter la présente loi, ainsi que tous les règlements faits sous son empire, qu'ils aient ou non un bureau d'hygiène ou un officier exécutif pour les aider dans cette tâche. S. R. 1925, c. 186, a. 32.

Officiers municipaux. **31.** S'il n'a pas été formé de bureau d'hygiène dans une municipalité, ou si le conseil n'a pas nommé d'officier exécutif

Council on the recommendation of the municipal council, or, if a group of municipalities be concerned which employ a single physician, on the recommendation of the municipal councils interested. If such municipality or municipalities fail to recommend such a medical health officer, the Lieutenant-Governor in Council may himself choose and appoint him and fix his salary, after a notice of three months; the municipality or municipalities interested, providing for his said salary. R. S. 1925, c. 186, s. 28a; 18 Geo. V, c. 68, s. 5; 1 Geo. VI, c. 61, s. 2.

27. Local boards of health shall be the advisers of the municipal council in sanitary matters, and shall further act in the place and stead of the latter, whose full authority they shall possess, whenever required by them to carry out this act.

Nevertheless, unless the municipal council has ordered otherwise, every municipal board of health may and shall carry out and cause to be carried out, within the municipality, this act and the regulations and by-laws made thereunder. R. S. 1925, c. 186, s. 29.

28. Every municipal council may make by-laws for the internal management of its local board of health, and, when it does not do so, such local board of health may make them. R. S. 1925, c. 186, s. 30.

29. Every municipal council shall appoint an executive officer empowered to carry out the decisions of the municipal sanitary authority. R. S. 1925, c. 186, s. 31.

30. Every municipal council shall carry out this act and cause it to be executed, as well as all the regulations and by-laws made under the authority thereof, whether it has or has not a board of health or executive officer to aid it in such duty. R. S. 1925, c. 186, s. 32.

31. If no local board of health has been organized in a municipality, or if the council has not appointed an executive

le secrétaire-trésorier, s'il réside dans la municipalité, sinon, le maire, a, de droit, dans le premier cas, tous les pouvoirs et devoirs du bureau d'hygiène, et, dans le second, tous ceux d'un officier exécutif. S. R. 1925, c. 186, a. 33.

officer, the secretary-treasurer, if he resides therein, and, if not, the mayor, shall *ex officio* have all the powers and shall perform all the duties, in the first case, of the local board of health, and, in the second case, of an executive officer. R. S. 1925, c. 186, s. 33.

32. Tout conseil municipal est tenu d'exécuter les ordres que lui donne le ministre en vertu du paragraphe 3 de l'article 8.

Après en avoir attendu inutilement l'exécution durant quarante-huit heures, le ministre peut, après y avoir été autorisé par deux juges de paix, procéder directement à l'exécution de son ordonnance, aux frais de la municipalité en défaut.

Le représentant du ministre qui est chargé de cette exécution a, en y procédant, tous les droits et pouvoirs du conseil municipal à l'action duquel il supplée. S. R. 1925, c. 186, a. 34; 5 Geo. VI, c. 22, a. 16.

33. L'autorité sanitaire municipale doit surveiller l'exécution des dispositions d'hygiène contenues dans la Loi des inhumations et exhumations (chap. 316). S. R. 1925, c. 186, a. 35.

34. Le conseil municipal de toute municipalité, quel que soit le mode de sa constitution en corporation, est revêtu des pouvoirs et attributions sanitaires donnés aux conseils municipaux par les articles 182, 193, 194, 371, 392, 404, 408, §§ 1, 2 et 6, 410, 412, §§ 2 et 3, 417, §§ 2 et 3, 418, 550, 551 et 555 du Code municipal, et par les articles 426, 427 et 472 de la Loi des cités et villes (chap. 233). S. R. 1925, c. 186, a. 36.

35. Lorsqu'une municipalité est menacée d'une épidémie, le ministre peut rendre obligatoire, pour cette municipalité, la nomination d'un médecin officier de santé, lequel devient officier exécutif de l'autorité sanitaire municipale dans la municipalité jusqu'à la suppression de l'épidémie ou du danger d'épidémie.

Si ce médecin officier de santé n'est pas nommé dans le délai fixé par le ministre,

32. Every municipal council shall execute the orders given to it by the Minister in virtue of paragraph 3 of section 8.

The Minister when, for forty-eight hours after any order has been given by him to a municipal council, the same has not been executed, may, upon being authorized thereto by two justices of the peace, cause his order to be executed at the cost of the municipality in default.

The representative of the Minister entrusted with its execution shall have, while carrying out such order, the same rights and powers as the municipal council which he replaces. R. S. 1925, c. 186, s. 34; 5 Geo. VI, c. 22, s. 16.

33. The municipal sanitary authority shall see to the observance of the sanitary provisions contained in the Burial Act (Chap. 316). R. S. 1925, c. 186, s. 35.

34. The municipal council of every municipality, however incorporated, is vested with the powers and attributions regarding sanitary matters conferred upon municipal councils by articles 182, 193, 194, 371, 392, 404, 408, §§ 1, 2 and 6, 410, 412, §§ 2 and 3, 417, §§ 2 and 3, 418, 550, 551 and 555 of the Municipal Code, and sections 426, 427 and 472 of the Cities and Towns Act (Chap. 233). R. S. 1925, c. 186, s. 36.

35. When a municipality is threatened with an epidemic, the Minister may insist upon the appointment of a medical health officer of the municipal sanitary authority in the municipality, until the epidemic or all danger therefrom is removed.

If such medical health officer be not appointed within the delay determined by

Paiement. ce dernier peut faire la nomination lui-même, et déléguer à cet officier tels pouvoirs dont il juge à propos de lui confier l'exercice; et cet officier reste en charge aussi longtemps qu'il n'est pas remplacé par un médecin officier de santé nommé par le conseil municipal.

Qu'il ait été nommé par le conseil municipal ou par le ministre, ce médecin officier de santé est payé par la municipalité. S. R. 1925, c. 186, a. 37; 5 Geo. VI, c. 22, a. 16.

Dépenses. **36.** Les conseils municipaux peuvent rembourser à leurs officiers sanitaires les dépenses encourues pour assister à la convention des services sanitaires de la province. S. R. 1925, c. 186, a. 38.

Rapport. **37.** Dans le courant de janvier de chaque année, les conseils municipaux doivent transmettre au ministre un rapport sur les opérations sanitaires de l'année finissant le 31 décembre précédent. S. R. 1925, c. 186, a. 39; 5 Geo. VI, c. 22, a. 16.

§ 5.—*Du service sanitaire dans les territoires non organisés*

Officiers d'hygiène. **38.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer, avec le traitement qu'il juge à propos, des officiers d'hygiène chargés d'agir dans tout territoire de la province non érigé en municipalité locale ou dont le conseil municipal n'est pas organisé et définir leurs pouvoirs. Ces officiers sont sous le contrôle du ministre. S. R. 1925, c. 186, a. 40; 5 Geo. VI, c. 22, a. 16.

Chantiers. **39.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, requérir l'emploi de médecins pratiquants, ayant les qualités requises, par les propriétaires ou les entrepreneurs qui ont la direction de chantiers de bois, de camps de mineurs ou de travaux de chemin de fer ou autres.

Réserve. Ces règlements ne peuvent atteindre, cependant, que les industries, les propriétaires ou les entrepreneurs de chantiers de bois, de camps de mineurs ou de travaux de chemin de fer ou d'autres travaux qui emploient au moins vingt-cinq hommes au même endroit.

the Minister, the latter may make the appointment and assign to such health officer the powers which he may deem expedient; and such officer shall remain in office until replaced by a medical health officer appointed by the municipal council.

The medical health officer shall be paid by the municipality, whether he be appointed by the municipal council or by the Minister. R. S. 1925, c. 186, s. 37; 5 Geo. VI, c. 22, s. 16.

36. Municipal councils may repay to their health officers the expenses they have incurred in attending conventions of the sanitary services of the Province. R. S. 1925, c. 186, s. 38.

37. During the month of January in Report, each year, municipal councils shall send to the Minister a report upon the sanitary operations of the year ending on the previous 31st of December. R. S. 1925, c. 186, s. 39; 5 Geo. VI, c. 22, s. 16.

§ 5.—*Sanitary Services in Unorganized Territories*

38. The Lieutenant-Governor in Council may, from time to time, appoint, officers, with the salaries he deems expedient, health officers to act in any territory of the Province not erected into a local municipality, or the municipal council of which is not organized, and may define their powers. Such officers shall be under the control of the Minister. R. S. 1925, c. 186, s. 40; 5 Geo. VI, c. 22, s. 16.

39. The Lieutenant-Governor in Council may, by regulation, require the employment of duly qualified practising physicians by the proprietors or contractors in charge of shanties, mining camps, railroad construction camps, or others.

Such regulations shall, however, apply only to such industries, proprietors or contractors of shanties, mining camps, and railroad construction and other works, as employ at least twenty-five men at the same place.

Ces règlements entrent en vigueur quinze jours après leur publication dans la *Gazette officielle de Québec*. S. R. 1925, c. 186, a. 41.

Such regulations shall come into force fifteen days after their publication in the *Quebec Official Gazette*. R. S. 1925, c. 186, s. 41.

§ 6.—*Du service sanitaire dans les exploitations forestières, minières et de voirie.*

Plan des campements.

Avis dans le cas de contravention.

Suppression des campements.

Définition des nuisances.

40. Tout campement servant d'habitation aux ouvriers travaillant dans les exploitations forestières ou minières ou employés à des travaux de voirie, doit être érigé suivant les plans types fournis par le service provincial d'hygiène. S. R. 1925, c. 186, a. 41a; 24 Geo. V, c. 58, a. 3.

41. Dans tous les cas où une contravention à l'article précédent ou aux règlements provinciaux d'hygiène relatifs à l'état sanitaire des campements visés par le paragraphe 7° de l'article 8, a été établie à sa satisfaction, le ministre doit donner aux contrevenants, aux concessionnaires forestiers, aux propriétaires de mines ou aux entrepreneurs de travaux de voirie, selon le cas, avis écrit d'avoir à corriger sans délai les conditions existantes, en leur accordant un délai de quinze jours pour le faire.

Si après un délai de quinze jours lesdites conditions sanitaires n'ont pas été corrigées à sa satisfaction, le ministre peut ordonner la suppression desdits campements comme habitation humaine et y faire procéder et intenter les procédures judiciaires nécessaires contre les concessionnaires forestiers, les propriétaires de mines ou les entrepreneurs de travaux de voirie, opérant eux-mêmes ou par intermédiaires, lesquels sont tenus responsables de telle contravention et passibles d'une amende n'excédant pas cinquante dollars pour chaque jour que dure le défaut. S. R. 1925, c. 186, a. 41b; 24 Geo. V, c. 58, a. 3; 5 Geo. VI, c. 22, a. 16.

§ 7.—*Des devoirs du service provincial d'hygiène, de l'autorité sanitaire municipale et des particuliers relativement à certaines causes d'insalubrité*

A.—Nuisances

42. Est condition non hygiénique ou nuisance tout ce qui a été déclaré tel par

for the workmen engaged in forest or mining operations or in roadwork must be erected in accordance with specimen plans supplied by the Provincial Bureau of Health. R. S. 1925, c. 186, s. 41a; 24 Geo. V, c. 58, s. 3.

41. Whenever an infringement of the preceding section or of the Provincial health regulations respecting the sanitary condition of camps contemplated by paragraph 7 of section 8 is established to the satisfaction of the Minister, he must give notice to the offenders, the limit-holders, the mine-owners or the road-contractors, as the case may be, written notice to remedy the existing conditions forthwith, granting them a delay of fifteen days to do so.

If, after a delay of fifteen days, the sanitary conditions have not been rectified to his satisfaction, the Minister may order and proceed to the suppression of such camps as human habitations and take the necessary legal proceedings against the limit-holders, the mine-owners or the road-contractors, operating themselves or through others, and they shall be held responsible for such infringement and shall be liable to a fine of not more than fifty dollars for each day during which such default continues. R. S. 1925, c. 186, s. 41b; 24 Geo. V, c. 58, s. 3; 5 Geo. VI, c. 22, s. 16.

§ 7.—*Duties of the Provincial Bureau of Health, the Municipal Sanitary Authority and Individuals respecting certain Unhealthy Conditions*

A.—Nuisances

42. Everything declared by the Minister or by a municipal council or its

le ministre, ou par un conseil municipal ou son bureau d'hygiène.

Appel. On peut, toutefois, appeler au ministre de la définition donnée par le conseil municipal ou par son bureau d'hygiène. S. R. 1925, c. 186, a. 42; 24 Geo. V, c. 58, a. 4; 5 Geo. VI, c. 22, a. 16.

Visite des immeubles. **43.** L'autorité sanitaire municipale est tenue de faire visiter, par son officier exécutif ou les autres officiers à son emploi, les immeubles situés dans les limites de la municipalité, pour rechercher s'il y trouve des accumulations d'immondices, d'ordures ou de déchets, ou des causes quelconques d'insalubrité, ou s'il y existe des nuisances, et de faire procéder à l'assainissement nécessaire en la manière prévue ci-après. S. R. 1925, c. 186, a. 43.

Plainte. **44.** Une plainte qu'il existe des nuisances ou des causes d'insalubrité dans un immeuble situé dans la municipalité peut être faite à l'autorité sanitaire municipale, soit par la personne lésée, soit par deux personnes résidant dans la municipalité, soit par un constable. S. R. 1925, c. 186, a. 44.

Enquête. **45.** Sur réception de la plainte, l'autorité sanitaire municipale doit s'enquérir des faits qui y ont donné lieu, faire visiter par son officier exécutif ou un autre officier d'hygiène l'endroit dont il s'agit, et entendre, s'il est nécessaire, le témoignage de toute personne capable de la renseigner au sujet de l'objet de la plainte; et, aux fins de contraindre les témoins à comparaître et à répondre, elle a tous les pouvoirs qui sont conférés à un juge de paix par la Loi des convictions sommaires de Québec (chap. 29). S. R. 1925, c. 186, a. 45.

Avis de nuisance. **46.** Lorsque, à la suite d'une plainte ou des constatations de ses officiers, l'autorité sanitaire municipale a reconnu qu'il existe, dans un immeuble de la municipalité, une nuisance ou une cause d'insalubrité, elle doit donner un avis écrit à la personne du fait de laquelle la nuisance ou la cause d'insalubrité dépend, ou, si cette personne responsable pour such nuisance or une peut être trouvée, au propriétaire ou à

board of health, to be a nuisance or to be injurious to public health, shall be considered to be such.

An appeal may, however, be taken to the Minister as to the definition given by a municipal council or by its board of health. R. S. 1925, c. 186, s. 42; 24 Geo. V, c. 58, s. 4; 5 Geo. VI, c. 22, s. 16.

43. The municipal sanitary authority shall cause the immoveables situated within the municipality to be visited by its executive officer or the other officers in its service, to ascertain whether there are any accumulations of filth, dirt, rubbish or other matter deleterious to health, or whether there are any nuisances, and to take the necessary measures to remove and abate the same, as hereinafter provided. R. S. 1925, c. 186, s. 43.

44. A complaint that there are any nuisances in or any unhealthy conditions about an immoveable situated within the municipality, may be made to the municipal sanitary authority, either by the injured person or by two persons residing in the municipality, or by a constable. R. S. 1925, c. 186, s. 44.

45. Upon receiving the complaint, the municipal sanitary authority sh^{all} inquire into the facts giving rise to the cause of the place complained of to be visited by its executive officer or by any other health officer, and hear, if necessary, the evidence of any person in a position to give information respecting the complaint; and, for the purpose of compelling witnesses to appear and to answer, it shall have all the powers conferred upon a justice of the peace by the Quebec Summary Convictions Act (Chap. 29). R. S. 1925, c. 186, s. 45.

46. When, upon a complaint or after inspection by its officers, the municipal sanitary authority has become aware of the existence, upon an immoveable situated within the municipality, of a nuisance or of unhealthy conditions, it shall give notice in writing to the person whose act caused such nuisance or unhealthy condition, or, if such person

l'occupant de l'immeuble, lui enjoignant de la faire disparaître ou de faire les travaux nécessaires pour empêcher qu'elle ne se répète, dans le délai mentionné dans l'avis.

S'il est reconnu que la nuisance ou la cause d'insalubrité est dépendante d'un vice de construction de l'immeuble, ou si l'immeuble n'a pas d'occupant, l'avis visé par le présent article est donné au propriétaire.

Si la personne par le fait de laquelle la nuisance ou la cause d'insalubrité existe ne peut être trouvée, et si l'autorité sanitaire municipale est d'avis que la nuisance ou la cause d'insalubrité n'est pas due au fait ou à l'omission du propriétaire, elle peut la faire disparaître aux dépens de la municipalité. S. R. 1925, c. 186, a. 46.

47. Lorsqu'une nuisance ou une cause d'insalubrité portant atteinte à la santé des habitants d'une municipalité paraît être causée, en tout ou en partie, par quelque acte ou omission qui a lieu hors de son territoire, l'autorité sanitaire municipale de la municipalité affectée peut faire faire des constatations par ses propres officiers, et, s'il est nécessaire, peut procéder à faire disparaître la nuisance ou la cause d'insalubrité comme si la municipalité dans laquelle l'acte ou l'omission a eu lieu était dans les limites de sa juridiction; pourvu, toutefois, que nulle procédure judiciaire ne puisse être formée, si ce n'est devant un tribunal dont la compétence s'étend à cette dernière municipalité. S. R. 1925, c. 186, a. 47.

Dépenses. **48.** Toutes les dépenses raisonnables encourues pour faire disparaître une nuisance ou une cause d'insalubrité peuvent être recouvrées par action, dans la forme ordinaire, par le conseil municipal ou la personne qui les a faites, de celui du fait duquel dépendait la nuisance ou la cause d'insalubrité. S. R. 1925, c. 186, a. 48.

49. Si la mise en demeure dont il est question dans l'article 46 n'est pas suivie d'effet, l'autorité sanitaire municipale peut faire exécuter les travaux nécessaires pour faire disparaître la nuisance ou la cause d'insalubrité, aux dépens de la personne en default.

cannot be found, to the owner or occupant of the immoveable, requiring him to abate the same or to do the necessary work to prevent its return, within the delay mentioned in the notice.

If it be ascertained that the nuisance or unhealthy condition arises from some defect in the construction of the building, or if the property be unoccupied, the notice prescribed by this section shall be given to the owner.

If the person responsible for the existence of such nuisance or unhealthy condition cannot be found, and if the municipal sanitary authority be of opinion that the nuisance or unhealthy condition is not due to the acts or omissions of the owner, it may cause it to be abated at the expense of the municipality. R. S. 1925, c. 186, s. 46.

47. When a nuisance or unsanitary condition dangerous to the health of the inhabitants of the municipality, appears to be wholly or partially caused by some act or omission outside of its territory, the municipal sanitary authority of the municipality affected may cause an inspection to be made by its own officers, and if necessary may proceed to have the nuisance or unhealthy condition abated, as if the municipality in which the act or omission took place was within its jurisdiction; provided always that no judicial proceeding may be taken except before a court whose jurisdiction extends over the latter municipality. R. S. 1925, c. 186, s. 47.

48. All reasonable expenses incurred in abating a nuisance or unhealthy condition may be recovered by action in the usual form by the municipal council or the person who incurred them, from the person whose act caused such nuisance or unhealthy condition. R. S. 1925, c. 186, a. 48.

49. If the notice mentioned in section 46 has no effect, the municipal health authority may have the necessary work to remove the nuisance or unhealthy condition done at the expense of the person in default.

Appel. Toutefois, si l'exécution de ces travaux doit entraîner une dépense de cinq cents dollars ou plus, cette personne peut en appeler au ministre dans les quinze jours de la signification de l'avis. Si le ministre, après s'être instruit des faits à vérifier par tous les moyens qu'il juge convenables, décide que la nuisance doit être supprimée, il donne avis de sa décision à l'appelant et à l'autorité sanitaire municipale, et l'appelant est tenu de s'y conformer dans le délai que fixe cette décision; et, s'il ne le fait pas, les travaux doivent être exécutés par l'autorité sanitaire municipale aux frais de l'appelant. S. R. 1925, c. 186, a. 49; 5 Geo. VI, c. 22, a. 16.

Amendes. **50.** Sans préjudice des dispositions de l'article 49, toute personne à qui avis a été donné de faire disparaître une nuisance ou une cause d'insalubrité est passible, pour défaut de se conformer à cette injonction, d'une amende n'excédant pas cent dollars par jour pour chaque jour durant lequel l'injonction reste inexécutée:

1° S'il s'agit de travaux dont l'exécution entraîne une dépense de moins de cinq cents dollars, après l'expiration du délai fixé dans l'avis donné en vertu de l'article 46; et

2° S'il s'agit de travaux dont l'exécution entraîne une dépense de cinq cents dollars ou plus, après l'expiration du délai donné pour en appeler; ou, si ce délai est moins long que celui donné par l'avis signifié en vertu de l'article 46, après l'expiration de ce délai; ou, s'il y a eu appel au ministre, après l'expiration du délai fixé par la décision du ministre. S. R. 1925, c. 186, a. 50; 5 Geo. VI, c. 22, a. 16.

51. Dans les cas où il est urgent de faire disparaître une nuisance ou une cause d'insalubrité et que les travaux nécessaires à cette fin n'entraînent qu'une dépense n'excédant pas cinquante dollars, l'officier exécutif ou tout autre officier d'hygiène de l'autorité sanitaire municipale peut ordonner à la personne du fait de laquelle elle dépend ou dans la propriété de laquelle elle se trouve, que cette personne en soit

However, if the performance of such work would entail an expense of five hundred dollars or more, such person may appeal therefrom to the Minister within fifteen days from the service of the notice.

If, after investigating the truth of the facts by every means he may deem advisable, the Minister decides that the nuisance must be abated, he shall give the appellant and the municipal sanitary authority notice of his decision, and the appellant shall comply therewith within the delay fixed by the decision; and if he fail to do so, the work shall be executed by the municipal sanitary authority at the expense of the appellant. R. S. 1925, c. 186, s. 49; 5 Geo. VI, c. 22, s. 16.

50. Without prejudice to the provisions of section 49, every person to whom a notice has been given to abate a nuisance or to remove an unhealthy condition, shall be liable, if he does not comply with such order, to a fine of not more than one hundred dollars per day for each day during which such order remains unexecuted,—

1. If it relates to work, the doing whereof occasions the expenditure of less than five hundred dollars, after the expiration of the delay fixed in the notice given in virtue of section 46; and

2. If it relates to work, the doing whereof occasions the expenditure of five hundred dollars or more, after the expiration of the delay given to appeal; or, if such delay be shorter than that given in the notice served under section 46, after the expiration of such delay; or, if there has been an appeal to the Minister after the expiration of the delay fixed by the decision of the Minister. R. S. 1925, c. 186, s. 50; 5 Geo. VI, c. 22, s. 16.

51. Whenever it is urgent to abate a nuisance or an unhealthy condition, and when the works necessary for that purpose occasion the expenditure of not more than fifty dollars, the executive officer or any other health officer of the municipal sanitary authority, may order the person responsible therefor or upon whose property it exists, whether such person be owner, tenant or occupant thereof, to

Avis de la décision du ministre.

propriétaire, locataire ou occupant, de la faire disparaître dans un bref délai qu'il indique.

Amende. L'inexécution de cet ordre dans le délai fixé fait encourir la même amende et donne lieu aux mêmes procédures que le défaut d'exécuter l'avis visé par l'article 46. S. R. 1925, c. 186, a. 51.

Fosses d'aisances. **52.** Tout conseil municipal a le droit de prohiber les fosses d'aisances fixes dans les limites de sa juridiction. S. R. 1925, c. 186, a. 52.

Puits. **53.** L'autorité sanitaire municipale a le pouvoir de faire vider, nettoyer et désinfecter ou, si c'est nécessaire, de faire remplir les puits qu'elle juge contaminés.

Lorsque des maisons ou autres lieux d'habitation sont reconnus malsains, l'autorité sanitaire municipale peut en faire sortir les personnes qui les habitent et en interdire l'entrée jusqu'à ce qu'ils aient été assainis de la manière qu'elle prescrit. S. R. 1925, c. 186, a. 53-54.

Renardières. **54.** Aucun agrandissement de renardières d'élevage déjà existantes, ne peut être fait, ni aucune nouvelle renardière ne pourra être établie dans les cités et villes de la province, sans une permission spéciale du ministre. S. R. 1925, c. 186, a. 54a; 19 Geo. V, c. 59, a. 1; 20 Geo. V, c. 44, a. 3; 20 Geo. V, c. 45, a. 3; 5 Geo. VI, c. 22, a. 16.

Pouvoir du ministre. **55.** Le ministre peut exercer directement lui-même les pouvoirs confiés aux autorités municipales par les articles 46 à 61, dans les cas où il juge qu'il y a urgence. S. R. 1925, c. 186, a. 55; 5 Geo. VI, c. 22, a. 16.

B.—Drainage et eaux qui servent à l'alimentation

Approbation d'aqueduc. **56.** Aucune municipalité ne peut établir ou laisser établir, et aucune corporation, société ou personne ne peut établir un aqueduc ou prise d'eau d'alimentation ou des appareils pour la purification de l'eau avant d'en avoir soumis les plans et devis, préparés par un ingénieur diplômé, au ministre et d'avoir obtenu son approbation.

abate the same within the short delay indicated by him.

If such order is not carried out within the delay fixed, the same penalty shall be incurred and the same proceedings may be had as in case of default to comply with the notice prescribed by section 46. R. S. 1925, c. 186, s. 51.

52. Every municipal council may prohibit privy-pits within the limits of its jurisdiction. R. S. 1925, c. 186, s. 52.

53. The municipal sanitary authority wells may order any well, which it considers contaminated, to be emptied, cleaned and disinfected, or filled up if necessary.

When a house or other dwelling is ascertained to be unsanitary, the municipal sanitary authority may cause the inmates to leave it, and may forbid their return until it has been made sanitary in the manner which it prescribes. R. S. 1925, c. 186, ss. 53-54.

54. No extension of any existing fox farm may be made, nor may any new fox farm be established in the cities and towns of the Province, without special permission from the Minister. R. S. 1925, c. 186, s. 54a; 19 Geo. V, c. 59, s. 1; 20 Geo. V, c. 44, a. 3; 20 Geo. V, c. 45, a. 3; 5 Geo. VI, c. 22, a. 16.

55. The Minister may himself exercise directly the powers vested in the municipal authorities by sections 46 to 61, in the cases which he deems to be urgent. R. S. 1925, c. 186, s. 55; 5 Geo. VI, c. 22, a. 16.

B.—Drinking-water and Drainage

56. No municipality shall establish or allow to be established, and no corporation, company or person shall establish a waterworks or intake for drinking-water or any device for the purification of water, before submitting the plans and specifications, prepared by a graduate engineer, to the Minister, and obtaining his approval.

Démolition.

Outre la pénalité qui est attachée à l'infraction du présent article, les travaux faits sans cette approbation préalable doivent être modifiés ou démolis par la municipalité, la corporation, la société ou la personne qui les a faits, si le ministre croit que l'eau fournie peut être nuisible à la santé.

Analyse.

Le ministre peut exiger qu'une analyse de l'eau soit faite aux frais de la municipalité, corporation, société ou personne qui soumet les plans, avant de donner son approbation.

Raccordements.

Aucun raccordement ne peut être fait entre les conduites d'une distribution d'eau publique et celles d'un système privé, avant que les plans et devis en aient été soumis au ministre et son approbation obtenue.

Idem.

Des plans et devis des raccordements existant le 13 avril 1933, devaient être soumis au directeur du service provincial d'hygiène avant le premier janvier, 1934. Ces raccordements doivent être supprimés ou modifiés lorsque, dans l'opinion du ministre, ils constituent un danger pour la santé publique.

Extensions.

Cet article s'applique également aux extensions projetées à des installations anciennes. R. S. 1925, c. 186, a. 56; 23 Geo. V, c. 73, a. 1; 5 Geo. VI, c. 22, a. 16.

Approbation d'égouts.

57. Aucune municipalité ne peut procéder ou laisser procéder, et aucune corporation, société ou personne ne peut procéder à l'exécution de travaux de drainage public ou privé ou à l'installation de dispositifs pour le traitement des eaux des égouts, avant d'en avoir soumis les plans et devis préparés par un ingénieur diplômé, au ministre et d'avoir obtenu son approbation.

Démolition.

Outre l'amende qui est attachée à l'infraction du présent article, tous les travaux faits sans cette approbation préalable doivent être modifiés ou entièrement démolis par la municipalité, la corporation, la société ou la personne qui les a faits, si le ministre est d'opinion qu'ils peuvent être nuisibles à la santé.

Extensions.

Cet article s'applique également aux extensions projetées à des installations anciennes. R. S. 1925, c. 186, a. 57; 1925, c. 186, s. 57; 5 Geo. VI, c. 22, a. 16.

In addition to the penalty attached to the infringement of this section, every work done without such previous approval shall be altered or demolished by the municipality, the corporation, firm or person doing the same, if the Minister be of opinion that the water supplied may be injurious to health.

The Minister may require an analysis of the water to be made at the expense of the municipality, corporation, firm or person submitting the plans, before giving his approval.

No connection may be made between the public water distributing conduits and the distributing conduits of a private system until the plans and specifications have been submitted to the Minister and his approval has been obtained.

Plans and specifications of connections existing on the 13th of April, 1933, were to be submitted to the Director of the Provincial Bureau of Health before the 1st of January, 1934. Such connections must be done away with or altered, whenever, in the Minister's opinion, they constitute a menace to public health.

This section shall apply also to proposed extensions of old installations. R. S. 1925, c. 186, s. 56; 23 Geo. V, c. 73, s. 1; 5 Geo. VI, c. 22, s. 16.

57. No municipality shall take or allow any steps to be taken, and no corporation, company or person shall take any steps to carry out public or private drainage works or the installation of any plant for the treatment of sewage, before submitting the plans and specifications, prepared by a graduate engineer, to the Minister, and obtaining his approval.

In addition to the penalty attached to the infringement of this section, every work done without such previous approval shall be altered or demolished by the municipality, corporation, firm or person doing the same, if the Minister be of opinion that it may become injurious to health.

This section shall apply also to proposed extensions of old installations. R. S. 1925, c. 186, s. 57; 5 Geo. VI, c. 22, s. 16.

Plans et devis.

58. Le lieutenant-gouverneur en conseil détermine par règlement, quelles indications doivent contenir les plans et devis qui doivent être soumis au ministre pour approbation, en vertu des articles 56 et 57. R. S. 1925, c. 186, a. 58; 5 Geo. VI, c. 22, a. 16.

Approbation.

59. Aucun règlement municipal relatif à la construction d'un aqueduc, d'un filtre ou de tout autre dispositif de correction de l'eau, d'un réseau d'égouts ou de dispositif pour le traitement des eaux des égouts, ne peut être soumis à l'approbation des contribuables, dans le cas où telle approbation est requise, avant que les plans et devis des travaux visés par ce règlement, préparés par un ingénieur diplômé, aient été approuvés par le ministre. R. S. 1925, c. 186, a. 59; 5 Geo. VI, c. 22, a. 16.

Amende.

60. Toute infraction à une des dispositions des articles 56, 57, 58 ou 59 rend la municipalité, corporation, société ou personne qui s'en rend coupable, passible d'une amende n'excédant pas cent dollars. R. S. 1925, c. 186, a. 60.

Enquête.

Services en commun.

61. Lorsque, après enquête, il a été établi par le ministre:

1° Qu'il y a nécessité ou avantage pour deux ou plusieurs municipalités, ou parties de municipalités différentes, vu leur situation géographique et leur développement futur, d'avoir en commun des services de drainage, ou d'approvisionnement ou de distribution d'eau, soit en partie ou en totalité, ou de relier deux ou plusieurs de ces systèmes, et ce pour des fins de santé ou de salubrité publiques, ou pour des fins d'économie; ou

Service inexistant.

2° Qu'une partie quelconque du territoire habité d'une municipalité n'a pas de système ni de service de drainage ou de distribution d'eau, ou ne bénéficie pas d'une façon efficace et satisfaisante des systèmes ou services existants; ou

Insuffisance.

3° Que les services de drainage et de distribution d'eau dans une municipalité sont devenus insuffisants pour la protection du public et de la propriété, ou pour les fins de santé et de salubrité publiques,—

58. The Lieutenant-Governor in Council may by regulation determine what Plans and specifica-tions must be shown by the plans and specifica-tions submitted to the Minister for ap-proval under sections 56 and 57. R. S. 1925, c. 186, s. 58; 5 Geo. VI, c. 22, s. 16.

59. No municipal by-law relating to the construction of waterworks, a filter, or any other plant for the treatment of water, to a sewage system or any plant for the treatment of sewage, shall be submitted for the approval of the rate-payers, in case such approval is required, before the plans and specifications of the works referred to in such by-law, prepared by a graduate engineer, have been approved by the Minister. R. S. 1925, c. 186, s. 59; 5 Geo. VI, c. 22, s. 16.

60. Every infringement of section 56, 57, 58 or 59 shall render the municipality, corporation, firm or person guilty thereof liable to a fine of not more than one hundred dollars. R. S. 1925, c. 186, s. 60.

61. Whenever, after investigation, it is established by the Minister,—

1. That it is necessary or advantageous Joint investigation. for two or more municipalities, or parts of different municipalities, on account of their geographic situation and for the sake of their future development, to possess jointly certain drainage works or works for the supplying or the distribution of water, wholly or partly, or to connect two or more systems of such works whether for reasons of public health or well-being or for reasons of economy; or

2. That any portion whatsoever of the No. system. inhabited territory of a municipality has no works or system of drainage or water distribution, or does not benefit in an effectual and satisfactory manner from the existing works or systems; or

3. That the drainage and water distribution works of any municipality have become insufficient for the protection of the public or of property, or for purposes of public health and well-being.—

Pouvoirs de la Régie des services publics.

le ministre, une ou plusieurs de ces municipalités, ou un électeur propriétaire foncier intéressé, peuvent s'adresser à la Régie des services publics qui, après enquête et après avis du ministre, peut prescrire les mesures nécessaires, choisir les sources d'approvisionnement d'eau, déterminer la nature des travaux à être exécutés, soit qu'il s'agisse de constructions nouvelles, de modifications, d'améliorations, d'extensions ou de raccordements, en ordonner l'exécution, fixer le délai et le mode de leur exécution, rendre tous les ordres nécessaires, et, sans restreindre la généralité des termes ci-dessus, dans le cas du paragraphe 1^e, ordonner que l'exécution, l'entretien et l'opération des travaux soient faits en commun par toutes les municipalités intéressées ou en tout ou en partie par une seule municipalité, ou que les ouvrages existants dans une ou plusieurs de ces municipalités soient utilisés, ou que le service soit fourni en tout ou en partie par une municipalité à l'autre ou aux autres, et établir la répartition du coût des travaux et des frais d'entretien et d'opération et le mode de paiement, ou fixer l'indemnité, périodique ou non, payable pour l'usage des ouvrages ou pour le service fourni par une municipalité à une ou d'autres municipalités. S. R. 1925, c. 186, a. 61; 21 Geo. V, c. 78, a. 1; 23 Geo. V, c. 73, a. 2; 4 Geo. VI, c. 11, a. 12; 5 Geo. VI, c. 22, a. 16.

Paiement des travaux.

62. Une municipalité à laquelle il est ordonné de faire des travaux en vertu de l'article 61, est autorisée, pour se conformer aux ordonnances de la Régie des services publics, à prendre les deniers nécessaires à même ses fonds généraux non autrement affectés et, au besoin, à emprunter lesdits deniers, sans être tenue de suivre les formalités applicables aux emprunts en vertu des lois qui la régissent, et sans que son pouvoir d'emprunt en soit affecté. S. R. 1925, c. 186; a. 62; 4 Geo. VI, c. 11, a. 12.

Ordonnance de la Régie.

Amendes.

63. L'ordonnance de la Régie est exécutoire, comme si elle était une décision du ministre, sous peine des amendes édictées par l'article 70. S. R. 1925, c. 186, a. 63; 4 Geo. VI, c. 11, a. 12; 5 Geo. VI, c. 22, a. 16.

Powers of public Service Board.

the Minister, one or more of such municipalities, or any interested elector who is the owner of real estate may apply to the Public Service Board, which, after investigation and after consulting the Minister, may order what is necessary to be done, choose the source of water supply, determine the nature of the works to be executed, whether new constructions, alterations, improvements, extensions or connections, order their execution, fix the delay and the manner of their execution, give all necessary orders, and, without restricting the general meaning of the above expressions, in the case of paragraph 1, order that the execution, maintenance, and operating be done jointly by all the interested municipalities or wholly or partly by a single municipality, or that the existing works in one or more of such municipalities be used, or that the service be wholly or partly supplied by one municipality to another or others, and may apportion the cost of such works and the expenses of maintenance and operation thereof, and determine the manner of payment or the compensation, periodical or otherwise, payable for the use of the works or for the service supplied by one municipality to another or to other municipalities. R. S. 1925, c. 186, s. 61; 21 Geo. V, c. 78, s. 1; 23 Geo. V, c. 73, s. 2; 4 Geo. VI, c. 11, s. 12; 5 Geo. VI, c. 22, s. 16.

62. Any municipality ordered to carry out any work under section 61, is authorized, in order to comply with the orders of the Public Service Board, to take the necessary amount from its general funds not otherwise appropriated, and, if necessary, to borrow the said amount, without being bound to observe the formalities regarding loans required by the laws by which it is governed, and without affecting its borrowing power. R. S. 1925, c. 186, s. 62; 4 Geo. VI, c. 11, s. 12.

63. Every order of the Board shall be executory as if it were a decision of the Minister, on penalty of the fines enacted by section 70. R. S. 1925, c. 186, s. 63; Fines. 4 Geo. VI, c. 11, s. 12; 5 Geo. VI, c. 22, s. 16.

Souillure des eaux.

Peine.

Prise d'eau polluée.

Disparition des causes de pollution.

Prise d'eau souillée.

64. Toute personne qui sciemment et volontairement souille ou infecte d'une manière quelconque les eaux d'un puits, d'une source, d'un ruisseau, d'un lac, d'un étang, d'une rivière ou d'un réservoir, qui servent à l'alimentation de l'homme ou des animaux, ou toute personne qui volontairement souille ou infecte la prise d'eau d'un aqueduc, que cette prise soit gelée ou non, ou toute personne qui dépose dans cette prise d'eau ou sur la glace de cette prise d'eau des corps d'animaux morts ou toute autre matière nuisible à la santé, est passible d'une amende n'excédant pas cent dollars, et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement n'excédant pas deux mois. S. R. 1925, c. 186, a. 64.

65. Quand le ministre constate, après enquête, que la prise d'eau d'alimentation d'une municipalité ou d'un groupement humain quelconque est souillée par le déversement d'eaux d'égouts ou d'autres matières résiduaires, ou quand encore il constate, après enquête, qu'un cours d'eau, un lac ou un étang est souillé jusqu'au point de produire des odeurs malsaines et préjudiciables à la santé et au confort de ceux qui vivent dans le voisinage, il est de son devoir de communiquer le résultat de son enquête à toute municipalité, corporation ou personne responsable de cette pollution ou de cette souillure. Si, après avoir entendu les intéressés, le ministre croit qu'il est nécessaire de faire quelque changement ou amélioration, il est de son devoir d'enjoindre à la municipalité, corporation ou personne responsable, de prendre les moyens nécessaires pour faire disparaître les causes de pollution ou de souillure. Les travaux nécessaires à cette fin doivent être terminés dans le délai que le ministre détermine. S. R. 1925, c. 186, a. 65; 5 Geo. VI, c. 22, a. 16.

66. Quand le ministre constate, après enquête, que la prise d'eau d'alimentation d'une municipalité est impure et dangereuse pour la santé publique et qu'il est pratiquement impossible d'améliorer suffi-

64. Every person who knowingly and Polluting voluntarily pollutes or contaminates, in water. any manner whatsoever, the water of a well, spring, stream, lake, pond, river or reservoir, used for drinking by men or animals, and every person who voluntarily pollutes or contaminates the intake of any waterworks, whether such intake be frozen or not, and every person who deposits in such intake or upon the ice thereof the carcase of any dead animal or any other matter injurious to health, shall be liable to a fine of not more than one hundred Penalty. dollars, and, in default of payment, to imprisonment for not more than two months. R. S. 1925, c. 186, s. 64.

65. Whenever the Minister finds after Impure investigation that the source of the water water supply of any municipality or community in this Province has been rendered impure by reason of the discharge of sewage or other waste matter, or whenever he finds, after investigation, that any stream, lake or pond has been rendered so impure as to give off foul or noxious odours injurious to the health or comfort of those living in the vicinity, it shall be the duty of such Minister to communicate the result of his investigation to any municipality, corporation or person responsible for such pollution and impurity. If, after having heard the parties interested, the Minister Removal of causes. considers that it is necessary to make any change or improvement, his duty shall be to call upon such municipality, corporation or person responsible to take the necessary steps to do away with the causes of such pollution or impurity. The work necessary to that end must be completed within a delay to be fixed by the Minister. R. S. 1925, c. 186, s. 65; 5 Geo. VI, c. 22, s. 16.

66. Whenever the Minister finds, after Impure investigation, that the water supply of water any municipality is impure and dangerous to health, and that it is practically impossible to sufficiently improve the

Travaux d'amélioration.

Appareils défectueux.

Injonction.

Défaut d'obéir aux injonctions.

Frais.

samment la qualité de cette prise d'eau en faisant disparaître les causes de pollution ou de souillure, ou quand encore il constate, après enquête, que la prise d'eau d'alimentation est devenue impure par défaut dans la construction ou par insuffisance dans les dimensions de l'appareil de purification de l'eau, il est de son devoir de communiquer le résultat de son enquête à la municipalité, corporation ou personne propriétaire de telle prise d'eau ou chargée de la maintenir en opération. Si, après avoir entendu les intéressés, le ministre croit qu'il est nécessaire de faire quelque changement ou amélioration, il est de son devoir d'enjoindre à la municipalité, corporation ou personne propriétaire de telle prise d'eau ou chargée de la maintenir en opération, de changer la source de l'approvisionnement ou d'installer des appareils suffisants pour la purification de l'eau ou de modifier ceux déjà existants. Les travaux nécessaires à cette fin doivent être terminés dans le délai que le ministre détermine. S. R. 1925, c. 186, a. 66; 5 Geo. VI, c. 22, a. 16.

67. Quand le ministre constate, après enquête, qu'un appareil pour la purification de l'eau ou le traitement des eaux d'égouts ne produit pas de bons résultats et qu'il y a danger pour la santé publique, ou qu'il y a une nuisance par suite du défaut de construction, ou d'insuffisance dans l'opération, il est de son devoir de communiquer le résultat de son enquête à la municipalité, corporation ou personne propriétaire ou qui a la charge de cet appareil. Si, après avoir entendu les intéressés, le ministre croit qu'il est nécessaire de faire des changements ou améliorations, il est de son devoir d'enjoindre à la municipalité, corporation ou personne ainsi en défaut, de modifier l'appareil de façon qu'il ait le degré d'efficacité voulu, à la satisfaction du ministre.

A défaut par la municipalité, corporation, ou personne propriétaire ou qui a la charge de l'appareil de se conformer à l'injonction du ministre dans un délai de quinze jours à compter de la signification de l'injonction, le ministre peut nommer une personne compétente qui prend charge de l'appareil et le met en opération de manière à obtenir les résultats exigés.

If such municipality or such corporation or person fail, within fifteen days from the service of the order, to obey such order, the Minister may appoint some competent person to take charge of the plant, and operate the same in such a way as to obtain the results desired. The cost of the alteration of the plant and of putting it in operation, and the salary of the cost.

quality of such supply by removing the source or sources of pollution affecting it, or whenever said director finds, after investigation, that such water supply is being rendered impure by reason of the improper construction or inadequate size of existing water purification works, he shall notify the municipality, corporation or person, owning or operating such water supply, of the results of his investigation. If, after hearing the interested parties, the Minister considers that improvements or changes are necessary and should be made he shall call upon the municipality, corporation or person, owning or operating such water supply, to change the source of supply or to install and place in operation water purification works or devices, or to change existing water purification works. The work necessary to that end must be completed within a delay to be fixed by the Minister. R. S. 1925, c. 186, s. 66; 5 Geo. VI, c. 22, s. 16.

Reme-
dial
works.

Les frais nécessités par la modification de l'appareil et sa mise en opération, ainsi que le salaire de la personne qui en prend charge, sont payables par la municipalité, corporation ou personne en défaut. S. R. 1925, c. 186, a. 67; 5 Geo. VI, c. 22, a. 16.

person who shall take charge of it, shall be payable by the municipality, corporation or person in default. R. S. 1925, c. 186, s. 67; 5 Geo. VI, c. 22, s. 16.

Appel.

Arbi-
trage.Tiers
arbitre.Choix par
la cour.

Décision.

Frais d'ar-
bitrage.Fonds néces-
saires.

68. Toute municipalité, corporation ou personne atteinte par une décision du ministre rendue en vertu des articles 65, 66 et 67 et qui n'est pas satisfaite de cette décision, peut en appeler dans un délai de quinze jours à compter de la signification de la décision.

La question à débattre est soumise, sans délai, après l'expiration des délais ci-dessus, à un arbitrage composé d'un ingénieur sanitaire nommé par la municipalité, la corporation ou la personne qui demande la révision de la décision, et d'un autre ingénieur sanitaire nommé par le ministre.

Si les personnes ainsi choisies ne s'entendent pas sur la décision à rendre, elles peuvent, d'un commun accord, choisir un ingénieur sanitaire comme tiers arbitre, et la décision de la majorité des arbitres est finale.

A défaut d'entente pour le choix de ce tiers arbitre, il est nommé par la Cour supérieure, à la requête de l'une des parties intéressées.

La décision des arbitres doit être rendue sous le plus bref délai possible et est exécutoire comme si elle était une décision du ministre.

Les frais entraînés par cet arbitrage sont également divisés entre la municipalité, corporation ou personne qui l'a provoqué et le gouvernement. S. R. 1925, c. 186, a. 68; 5 Geo. VI, c. 22, a. 16.

Any municipality, corporation or person against whom an order of the Minister has been issued under section 65, 66 or 67, and who is not satisfied with such decision, may appeal from the same within a delay of fifteen days from the service of the order.

The question at issue shall be submitted Arbitrators forthwith, after the expiration of the delay above mentioned, to a board of arbitrators composed of a sanitary engineer appointed by the municipality, corporation or person applying for the revision of the order, and another sanitary engineer appointed by the Minister.

If the persons so chosen cannot agree Third upon a decision, they may, by common arbitrator. accord, choose a sanitary engineer as third arbitrator, and the decision of the majority of the arbitrators shall be final.

In case of failure to agree upon the choice of a third arbitrator, he shall be appointed by the Superior Court, upon petition by one of the interested parties.

The decision of the arbitrators must be Decision rendered within the shortest possible delay, and shall be executory as if it were an order of the Minister.

The costs incurred by such arbitration Costs shall be equally divided between such municipality, corporation or person who brought it about, and the Government. R. S. 1925, c. 186, s. 68; 5 Geo. VI, c. 22, s. 16.

69. Any municipal corporation order-
ed by the Minister to do any works or
improvements in virtue of this act, is
authorized, for the purpose of obeying
such order, to take the necessary amount
from its general funds not otherwise
appropriated, and, if necessary, to borrow
such amount by by-law, without being
obliged to observe the formalities regard-
ing loans required by the laws governing
such municipality.

Règle-
ment
d'em-
prunt.

Si l'emprunt en vertu de ce règlement est fait par émission de bons ou d'obligations, le règlement doit être soumis pour approbation au lieutenant-gouverneur en conseil, et les dispositions de l'article 14 de la Loi des dettes et emprunts municipaux (chap. 217) s'appliquent à ce règlement ainsi approuvé.

Répara-
tion.

Une corporation ou personne à laquelle il est ordonné de faire des travaux ou améliorations, conformément aux dispositions des articles 65, 66, 67 ou 68, peut s'adresser à la Régie des services publics, qui, après enquête, établit la répartition du coût des travaux ou améliorations entre la corporation ou personne propriétaire de la prise d'eau ou chargée de la maintenir en opération et la municipalité desservie par telle prise d'eau.

Appli-
cation.

Le présent article s'applique à tout règlement municipal adopté depuis le 1er janvier 1920, par un conseil municipal, conformément à une ordonnance émise par le ministre, par le Conseil supérieur d'hygiène ou le directeur du service provincial d'hygiène. S. R. 1925, c. 186, a. 69; 4 Geo. VI, c. 11, a. 12; 5 Geo. VI, c. 22, a. 16.

Ordon-
nance
ignorée.

70. Toute municipalité, corporation ou personne qui ne se conforme pas à une ordonnance du ministre ou de la Régie des services publics, rendue en vertu des articles 65 à 69, dans un délai de trente jours à compter de sa signification, est passible d'une amende n'excédant pas cinq cents dollars; et, si l'ordonnance reste encore inexécutable dans les trois mois qui suivent le jugement rendu sur la première poursuite, la municipalité, corporation ou personne en défaut est passible d'une amende additionnelle n'excédant pas vingt-cinq dollars, pour chaque jour que dure le défaut.

Amende.

Le fait que des poursuites ont été intentées n'empêche pas le ministre de faire exécuter les travaux ou améliorations ordonnées, aux frais de la municipalité, corporation ou personne en défaut. S. R. 1925, c. 186, a. 70; 4 Geo. VI, c. 11, a. 12; 5 Geo. VI, c. 22, a. 16.

The fact that a prosecution has been instituted shall not prevent the Minister from having the said works or improvements, so ordered, done at the expense of such municipality, corporation or person in default. R. S. 1925, c. 186, s. 70; 4 Geo. VI, c. 11, s. 12; 5 Geo. VI, c. 22, s. 16.

If the loan under such by-law is effected by means of an issue of bonds or debentures, such by-law must be submitted for the approval of the Lieutenant-Governor in Council, and the provisions of section 14 of the Municipal Debt and Loan Act (Chap. 217) shall apply to the by-law so approved.

Any person or corporation, ordered to do work or make improvements, under the provisions of section 65, 66, 67 or 68 may apply to the Public Service Board, which, after investigation, shall establish the apportionment of the cost of the work or improvement between the corporation or person owning the water intake or charged with keeping the same in operation, and the municipality served by such intake.

This section shall apply to every municipal by-law passed since the first of January, 1920, by a municipal council, in conformity with an order issued by the Minister, the Superior Board of Health or the Director of the Provincial Bureau of Health. R. S. 1925, c. 186, s. 69; 4 Geo. VI, c. 11, s. 12; 5 Geo. VI, c. 22, s. 16.

70. Any municipality, corporation or person failing to comply with any order of the Minister, or of the Public Service Board, under sections 65 to 69, within a delay of thirty days from the service thereof, shall be liable to a fine of not more than five hundred dollars; and if the order still remain unexecuted three months after the judgment upon the first prosecution, to an additional fine of not more than twenty-five dollars for each day the disobedience to the order continues.

Aliments
malsains.

71. Ne doivent être vendus ou autrement aliénés à titre onéreux que des boissons et aliments sains et de provenance saine. Toute infraction à cette disposition rend celui qui en est trouvé coupable possible d'une amende n'excédant pas cinquante dollars. S. R. 1925, c. 186, a. 71.

Pasteuri-
sation.

72. Aucun lait ou crème ne peut être vendu sous le nom de lait ou crème pasteurisé, à moins d'avoir été chauffé à une température d'au moins 145° Fahrenheit pendant une période d'au moins trente minutes, immédiatement refroidi à une température de 50° Fahrenheit et maintenu à cette température jusqu'à livraison. Toute infraction à cette disposition rend celui qui en est trouvé coupable possible d'une amende n'excédant pas cinquante dollars. S. R. 1925, c. 186, a. 71a; 18 Geo. V, c. 68, s. 7.

Usines de
pasteuri-
sation.

73. Aucune usine pour la pasteurisation du lait ou de la crème devant servir à la consommation n'est installée et aucune usine existante ne peut être modifiée ou agrandie, avant que des plans et devis de cette usine et des modifications proposées aient été soumis au ministre et son approbation obtenue. Toute infraction à cet article rend celui qui en est trouvé coupable possible d'une amende de cinq cents dollars. Les travaux faits sans cette approbation préalable doivent être modifiés ou démolis par la corporation ou personne propriétaire de l'usine ou chargée de la maintenir en opération, si le ministre l'exige. S. R. 1925, c. 186, a. 71b; 18 Geo. V, c. 68, a. 7; 5 Geo. VI, c. 22, s. 16.

Usine
défec-
tueuse.

74. Quand le ministre a lieu de croire qu'une usine pour la pasteurisation du lait ou de la crème ne produit pas de bons résultats ou ne fonctionne pas de façon satisfaisante, il peut s'enquérir par tous les moyens qu'il juge à propos et il doit communiquer le résultat de son enquête à la corporation ou personne propriétaire de l'établissement ou chargée de le maintenir en opération. Si, après avoir entendu les intéressés le ministre croit qu'il est nécessaire de faire quelque changement ou

C.—Aliments et boissons

C.—Food and Drink

71. No person shall sell or otherwise dispose of, for a valuable consideration, some food or drink that is not wholesome and of healthy origin. Any person contravening this section shall be liable to a fine of not more than fifty dollars. R. S. 1925, c. 186, s. 71.

72. No milk or cream may be sold as pasteurized milk or cream, unless it has been heated to a temperature of at least 145° Fahrenheit for a period of at least thirty minutes, and immediately chilled to a temperature of 50° Fahrenheit and kept at that temperature until delivery. Every infringement of this provision shall render the person found guilty thereof liable to a fine not exceeding fifty dollars. R. S. 1925, c. 186, s. 71a; 18 Geo. V, c. 68, s. 7.

73. No plant for the pasteurizing of plant milk or cream for consumption shall be installed nor any existing plant altered or enlarged, until plans and specifications for such proposed plant and alterations have been submitted to the Minister and his approval has been obtained. Every infringement of this section shall render the person who is found guilty thereof liable to a fine of five hundred dollars. Work done without such previous approval shall be altered or demolished by the corporation or person owning the plant or in charge of its operation, if the Minister so require. R. S. 1925, c. 186, s. 71b; 18 Geo. V, c. 68, s. 7; 5 Geo. VI, c. 22, s. 16.

74. If the Minister has reason to believe that a milk or cream pasteurization plant is not giving good results or is not operating satisfactorily, he may investigate in any way he may deem proper and shall communicate the result of his investigation to the corporation or person owning the establishment or in charge of its operation. If, after having heard the persons interested, the Minister considers it necessary to make a change or improvement, either in the installation or in the

Injone-
ture.

amélioration, soit à l'installation ou à son mode d'opération, il est de son devoir d'enjoindre à la corporation ou personne propriétaire de tel établissement ou chargée de le maintenir en opération, de faire les modifications ou changements requis et, s'il le croit nécessaire, de suspendre les opérations dudit établissement dans l'intervalle. Sur défaut de se conformer à l'ordonnance du ministre, ce dernier peut fermer l'établissement et le maintenir fermé jusqu'à nouvel ordre, et il peut, à cette fin, employer la force nécessaire. Il peut, de plus, confisquer et détruire tous les produits qu'il trouve dans l'établissement ou en cours de livraison, s'il croit que ces produits sont nuisibles à la santé publique. R. S. 1925, c. 186, a. 71c; 18 Geo. V, c. 68, a. 7; 5 Geo. V, c. 22, a. 16.

Ferme-
ture.Confisca-
tion.Examens
des em-
ployés.

75. Toute personne employée dans une usine de pasteurisation ou dans une usine de fabrication du beurre ou du fromage et pouvant venir en contact avec le lait ou la crème, ou les appareils servant à la pasteurisation ou au lavage des bidons et des bouteilles, doit subir, aux époques et de la façon prescrites par le ministre, un examen médical pour démontrer qu'elle n'est pas porteur de germes pouvant causer une infection transmissible par le lait. R. S. 1925, c. 186, a. 71d; 18 Geo. V, c. 68, a. 7; 24 Geo. V, c. 58, a. 5; 5 Geo. VI, c. 22, a. 16.

Porteurs
de germes.

76. Aucun porteur de germes ne peut s'occuper de la manutention du lait, de la crème, du fromage, des produits laitiers ou de tout autre aliment destinés à la consommation humaine. Lorsqu'il est prouvé, à la satisfaction du ministre, que tel porteur de germes exerce les activités décrites au présent article, ce dernier, sur avis du ministre, doit cesser immédiatement lesdites activités.

Pénalité.

Toute manutention en contravention à l'avis ci-dessus rend celui qui la commet passible, en sus du paiement des frais d'une amende n'excédant pas cent dollars et, à défaut de paiement de l'amende et des frais d'un emprisonnement n'excédant pas trente jours. R. S. 1925, c. 186, a. 71e; 24 Geo. V, c. 58, a. 6; 5 Geo. VI, c. 22, a. 16.

working of same, it shall be his duty to order the corporation or person owning Order. said establishment or person in charge of its operation, to make the required alterations or changes and, if he deems it necessary, to suspend the operations of the said establishment in the interval. Upon failure to comply with the order of the Minister, the latter may close the establishment and keep it closed until further order, and, for such purpose, may employ the necessary force. He may, moreover, confiscate and destroy all products found in the establishment or in course of delivery, if he deems that such products are injurious to public health. R. S. 1925, c. 186, s. 71c; 18 Geo. V, c. 68, s. 7; 5 Geo. VI, c. 22, s. 16.

75. Every person employed in a pasteurization or in a butter or cheese factory who may come into contact with the milk or cream, or the apparatus used in pasteurization or washing cans or bottles, shall, at the times and in the manner prescribed by the Minister, undergo medical examination to establish that he does not carry germs which may cause infection transmissible by the milk. R. S. 1925, c. 186, s. 71d; 18 Geo. V, c. 68, s. 7; 24 Geo. V, c. 58, s. 5; 5 Geo. VI, c. 22, s. 16.

76. No germ-carrier may engage in the handling of milk, cream, cheese, dairy products or of any other food intended for human consumption. When it is established, to the satisfaction of the Minister, that any such germ-carrier carries on the activities mentioned in this section, the latter, upon a notice from the said Minister, must forthwith cease such activities.

All handling done in contravention of the above notice shall render the person committing it liable, in addition to payment of the costs, to a fine of not more than one hundred dollars, and, in default of payment of such fine and costs, to an imprisonment of not more than thirty days. R. S. 1925, c. 186, s. 71e; 24 Geo. V, c. 58, s. 6; 5 Geo. VI, c. 22, s. 16.

Inspec-
tion des
aliments.

Saisie.

Preuve.

Amende.

Inspec-
tion des
laiteries,
etc.Défense
de vendre.

Amende.

77. Tout officier exécutif de l'autorité sanitaire municipale, ou tout autre officier préposé par elle à cette fin, peut faire l'inspection des animaux, morts ou vivants, viande, volaille, gibier, poisson, fruits, légumes, graisse, pain, farines, lait et autres boissons et aliments destinés à la consommation de l'homme, et mis en vente, ou déposés dans un local ou transportés dans un véhicule pour être plus tard vendus, ou mis en vente, ou livrés à la suite d'une vente; et, si, après inspection, ces animaux, boissons ou aliments paraissent malsains, putrides, corrompus ou infectés de germes de maladie ou autrement préjudiciables à la santé, il peut les saisir, les emporter et en disposer de manière qu'ils ne puissent être mis en vente ou servir comme nourriture pour l'homme.

La preuve que des animaux, boissons ou aliments ne sont pas destinés à être vendus, ou à être livrés à la suite d'une vente, ou à servir à la nourriture de l'homme, est à la charge du propriétaire ou de la personne qui en avait la possession.

Le propriétaire des objets ou la personne en la possession de laquelle ils ont été saisis est en outre passible d'une amende n'excédant pas cinquante dollars. R. S. 1925, c. 186, a. 72.

78. Tout officier exécutif de l'autorité sanitaire municipale, ou tout autre officier préposé par elle à cette fin, peut inspecter les laiteries, les étables et les vacheries situées dans ou en dehors des limites de la municipalité, d'où provient le lait vendu dans la municipalité, ainsi que les locaux, dans la municipalité, où l'on vend le lait, et, s'il constate que ces laiteries, étables, vacheries ou locaux ne sont pas tenus dans les conditions voulues par les règlements du lieutenant-gouverneur en conseil, il doit donner avis par écrit, au propriétaire ou à la personne qui en est en possession, de discontinuer la vente et la distribution du lait provenant de ces laiteries, étables ou vacheries, ou de suspendre la vente dans ces locaux jusqu'à ce qu'ils soient dans les conditions voulues par ces règlements et que l'interdiction ait été levée par l'autorité sanitaire municipale.

Toute vente ou livraison de lait en contravention avec l'avis visé par le présent article rend celui qui la commet passible.

77. Every executive officer of the municipal sanitary authority, or any other officer appointed by it for that purpose, may inspect all animals, dead or alive, meat, fowl, game, fish, fruit, vegetables, grease, bread, flour, milk or other liquids or food intended for human consumption and offered for sale, or deposited in any place or transported in any vehicle for the purpose of being afterwards sold or offered for sale, or delivered after being sold; and if, upon inspection, such animals, liquids or food appear to be unwholesome, putrid, damaged or infected with the germs of disease, or otherwise injurious to health, he may seize, carry them off, and dispose of them so that they shall not be offered for sale or serve as food for man.

The burden of proof that the animals, liquids or food are not intended to be sold, or to be delivered after having been sold, or to serve as food for man, shall be upon the owner or person in possession thereof.

The owner of the articles, or the person in whose possession they were seized, shall be further liable to a fine of not more than fifty dollars. R. S. 1925, c. 186, s. 72.

78. Every executive officer of the municipal sanitary authority, or any other officer authorized by it for that purpose, may inspect the dairies, stables and cow-sheds situated within or without the municipality whence the milk sold in the municipality is supplied, as well as the places in the municipality where milk is sold, and, if he thinks that such dairies, stables, cow-sheds or places are not kept in the condition required by the regulations of the Lieutenant-Governor in Council, he shall give notice in writing to the proprietor or the person in possession thereof, to discontinue the sale and distribution of the milk from such dairies, stables or cow-sheds, or to suspend the sale in such places until they shall be put in the condition required by such regulations, and until the prohibiting order be removed by the municipal sanitary authority.

Every sale or delivery of milk in contravention of the notice prescribed by this section, shall render the offender liable to

Inspection des boucheries, etc
Ordre.

Amende.

Pouvoirs des officiers.

Avis par le chef de famille.

ble d'une amende n'excédant pas vingt-cinq dollars. S. R. 1925, c. 186, a. 73; 18 Geo. V, c. 68, a. 8.

79. Tout officier de l'autorité sanitaire municipale, ou tout autre officier préposé par elle à cette fin, doit visiter les boucheries, abattoirs, beurseries, fromageries, usines de pasteurisation, et établissements quelconques où l'on prépare, dans le but de les vendre, des denrées ou aliments destinés à la nourriture de l'homme, et, s'il constate qu'ils ne sont pas tenus dans les conditions voulues par les règlements du lieutenant-gouverneur en conseil, il doit donner ordre par écrit au propriétaire ou à la personne qui en est en possession, d'y suspendre la préparation des denrées et aliments jusqu'à ce qu'ils soient dans les conditions voulues par ces règlements et que l'interdiction ait été levée par l'autorité sanitaire municipale.

Toute contravention au présent article rend celui qui en est trouvé coupable passible d'une amende n'excédant pas vingt-cinq dollars. S. R. 1925, c. 186, a. 74; 18 Geo. V, c. 68, a. 9.

80. Tout membre, officier ou employé du service provincial d'hygiène peut exercer les pouvoirs conférés par les articles 77 à 79 aux officiers exécutifs de l'autorité sanitaire municipale. S. R. 1925, c. 186, a. 75.

D.—Maladies contagieuses

81. Lorsqu'un chef de famille ou le chef d'un établissement quelconque a eu connaissance ou a raison de croire qu'une personne habitant sa résidence ou l'établissement dont il a le contrôle, a la variole, la varioloïde, le choléra asiatique, la peste, le typhus, la diphtérie, le croup, la scarlatine, la fièvre typhoïde, les paratyphoides, la grippe, la rougeole, la tuberculose, la lèpre, la méningite cérébro-spinale, la paralysie infantile, la coqueluche, la rubéole, la varicelle, l'ophthalmie purulente des nouveaux-nés ou toute autre maladie que le lieutenant-gouverneur en conseil a désignée par règlement, il doit, sous vingt-quatre heures, le notifier à l'autorité sanitaire municipale de la localité dans laquelle il réside ou à son établissement.

D.—Contagious Diseases

81. Whenever the head of any household or of any establishment whatsoever is aware or has reason to believe that any person, dwelling in his home or in the establishment under his control, has smallpox, varioloid, Asiatic cholera, plague, typhus, diphtheria, croup, scarlatina, typhoid fever, paratyphoid, grippe, measles, tuberculosis, leprosy, cerebro-spinal meningitis, infantile paralysis, whooping-cough, rubella, chicken-pox, purulent ophthalmia neonatorum, or any other disease which the Lieutenant-Governor in Council has designated by regulation, he shall, within twenty-four hours, give notice thereof to the municipal sanitary authority of the locality in which he resides or has his establishment.

Porteur de germes.

Devoirs du médecin.

Avis au ministre.

Avis public.

Vaccination.

Le porteur de germes de quelque maladie contagieuse que ce soit, mentionnée au présent article, est assimilé, pour toutes fins de la présente loi, à une personne atteinte d'une maladie contagieuse soumise à la déclaration, à l'isolement, à la désinfection et autres mesures restrictives applicables auxdites maladies contagieuses.

Lorsqu'un médecin constate ou a raison de croire qu'une personne qu'il a été appelé à visiter est atteinte d'une des maladies visées par le présent article, il doit, sous vingt-quatre heures, le notifier à l'autorité sanitaire municipale de la localité dans laquelle réside ou se trouve cette personne.

Amende.

Toute personne tenu de faire la notification exigée par le présent article est passible, si elle néglige de la faire, d'une amende n'excédant pas vingt dollars par jour, pour chaque jour que dure sa négligence. S. R. 1925, c. 186, aa. 76, 76a, 77 et 78; 24 Geo. V, c. 58, aa. 7 et 8.

Avis au ministre.

82. L'autorité sanitaire municipale est tenue de déclarer au ministre par lettre recommandée déposée au bureau de poste dans les vingt-quatre heures après en avoir obtenu connaissance en vertu de l'article 81 ou autrement, chacun des cas d'une des maladies contagieuses énumérées à l'article 81 qui survient dans la municipalité. S. R. 1925, c. 186, a. 79; 18 Geo. V, c. 68, a. 10; 24 Geo. V, c. 58, a. 9; 5 Geo. VI, c. 22, a. 16.

83. Quand une des maladies visées par le premier alinéa de l'article 81 existe dans une municipalité, l'autorité sanitaire municipale de celle municipalité doit faire connaître publiquement, et de la manière qu'elle croit la plus efficace pour la sûreté commune, les maisons ou lieux infectés par telle maladie contagieuse, et employer immédiatement tous les moyens possibles pour empêcher la maladie de se propager. S. R. 1925, c. 186, a. 80.

84. Quand, après enquête, il a été constaté que la fièvre typhoïde ou la diphtérie existe à l'état épidémique dans une municipalité ou dans toute agglomération humaine, ou que telle municipalité ou telle agglomération humaine est menacée par

The germ-carrier of any contagious Germ-disease whatsoever, mentioned in this carrier section, shall, for all purposes of this act, be assimilated to a person afflicted with the disease itself which shall be subject to the notification, isolation, disinfection and other preventive measures applicable to the said contagious diseases.

Any physician who ascertains or has Duties of reason to believe that any person whom physicans is called upon to visit is infected with any of the diseases set forth in this section, shall, within twenty-four hours, give notice thereof to the municipal sanitary authority of the locality in which such diseased person may be.

Every person obliged to give the notifi-Fine. cation required by this section shall be liable, in case he neglects to give the same, to a fine of not more than twenty dollars per day for each day during which such neglect lasts. S. R. 1925, c. 186, ss. 76, 76a, 77 and 78; 24 Geo. V, c. 58, ss. 7 and 8.

82. The municipal sanitary authority Notice to shall notify the Minister, by registered Minister. letter, to be deposited in the post-office within twenty-four hours after having been informed under the provisions of section 81, or otherwise, of each case of any disease mentioned in section 81 which exists in the municipality. R. S. 1925, c. 186, s. 79; 18 Geo. V, c. 68, s. 10; 24 Geo. V, c. 58, s. 9; 5 Geo. VI, c. 22, s. 16.

83. When any disease mentioned in Public notice the first paragraph of section 81 exists in a municipality, the municipal sanitary authority thereof shall make known publicly, and in the manner it deems the most efficacious for the common safety, the houses or places infected by such contagious disease, and shall immediately use all possible means to prevent the disease from spreading. R. S. 1925, c. 186, s. 80.

84. When, after investigation, it is Vaccina-ascertained that an epidemic of typhoid tion. fever or diphtheria exists, in a municipality or in any agglomeration of individuals, or that such municipality or such agglomeration of individuals is

Pouvoirs des officiers.

l'existence, dans le voisinage, de telle maladie, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, à la requête du ministre, et à telles conditions qu'il jugera opportunes, ordonner soit la vaccination antityphoïdique ou l'immunisation antigiphérique, selon le cas, à la population concernée. S. R. 1925, c. 186, a. 80a; 24 Geo. V, c. 58, a. 10; 5 Geo. VI, c. 22, a. 16.

85. Lorsqu'un officier sous le contrôle du ministre ou le représentant de ce dernier, constate qu'une municipalité a négligé ou refusé d'exécuter les mesures prescrites contre les maladies contagieuses par la présente loi, par les règlements faits sous son empire, ainsi que par les règlements municipaux, il peut, d'office, nonobstant les prescriptions de l'article 32, procéder à leur exécution d'urgence aux frais de la municipalité en défaut. S. R. 1925, c. 186, a. 81; 5 Geo. VI, c. 22, a. 16.

86. Tout conseil municipal peut établir et maintenir:

1° Des hôpitaux ou maisons, temporaires ou permanents, pour la réception et le traitement des personnes qui souffrent de maladie contagieuse;

2° Des maisons de détention pour les personnes mises en quarantaine;

3° Des locaux ou refuges pour les personnes dont le logis subit la désinfection;

4° Une ou des stations de désinfection, avec appareils et équipes nécessaires;

5° Des ambulances.

Plusieurs municipalités peuvent s'entendre pour établir en commun un ou plusieurs de ces services. S. R. 1925, c. 186, a. 82.

Hôpitaux;

Quarantaine;

Refuges;

Désinfection;

Ambulances;

Services en commun.

Voituriers publics.

85. When an officer or representative of the Minister finds that any municipality has neglected or refused to carry out the measures provided against contagious diseases, either by this act, the regulations passed thereunder, or the municipal by-laws, he may, of his own accord, notwithstanding the provisions of section 32, proceed to carry out the same at once at the cost of the municipality in default. R. S. 1925, c. 186, s. 81; 5 Geo. VI, c. 22, s. 16.

86. Every municipal council may establish and maintain:

1. Temporary or permanent hospitals or houses for the reception and treatment of persons suffering from contagious diseases;

2. Houses of detention where persons may be quarantined;

3. Places or refuges for persons whose dwellings are being disinfected;

4. One or more disinfecting stations, with the necessary apparatus and equipment;

5. Ambulances.

Several municipalities may agree to establish in common one or more of such joint establishments. R. S. 1925, c. 186, s. 82.

87. The Minister and the municipal sanitary authority may, by their officers or delegates, enter any railway car, vessel, stage-coach, or other public conveyance, whenever they have reason to suspect that it contains one or more persons attacked by any of the diseases mentioned in the first paragraph of section 81, or recently exposed to contagion from any such disease, remove such person or persons, and disinfect such railway car, vessel, stage-coach or other public conveyance,

Isolément.

cela tout wagon, bateau, diligence ou voiture publique, si c'est nécessaire. S. R. 1925, c. 186, a. 83; 5 Geo. VI, c. 22, a. 16.

Frais.

88. Lorsqu'une personne souffrant, ou ayant récemment souffert d'une maladie contagieuse, ou ayant été récemment exposée à telle maladie, arrive ou circule dans une municipalité, le maire, deux conseillers municipaux, ou l'officier exécutif de l'autorité sanitaire municipale de telle municipalité, peuvent faire isoler cette personne, et lui donner des gardes-malades ou autre assistance, et, si c'est nécessaire, faire désinfecter les effets qu'elle a et les maisons dans lesquelles elle est entrée, le tout aux frais de cette personne ou de celles qui peuvent être chargées de son entretien, et, dans le cas de pauvreté évidente, aux frais de la municipalité.

Si la personne visée par l'alinéa précédent n'a pas son domicile dans la municipalité, les frais payés par celle-ci, dans le cas ci-dessus prévu, peuvent être recouvrés de la municipalité où cette personne a son domicile. S. R. 1925, c. 186, a. 84.

Prise de possession.

89. L'autorité sanitaire municipale peut, et doit sur ordre du ministre, dans un cas d'urgence et, s'il n'y a aucun autre moyen, dans l'opinion de l'autorité municipale, de se procurer un local ou un terrain nécessaire pour pourvoir à l'isolement des malades et pour la mise en quarantaine des suspects, prendre possession d'un terrain ou d'une maison inoccupée, dans les limites de la municipalité, sans avoir obtenu au préalable le consentement du propriétaire, et en garder la possession aussi longtemps qu'elle le juge nécessaire.

Avis au propriétaire.

Avis de cette prise de possession doit être donné au propriétaire, par lettre recommandée, dans les cinq jours qui la suivent, si son adresse ou celle de son agent ou représentant est connue, ou, si elle ne l'est pas, par publication insérée deux fois dans un journal de langue anglaise et un journal de langue française publiés ou circulant dans la municipalité.

Indemnité.

Si l'autorité sanitaire municipale et le propriétaire ne peuvent s'entendre sur le chiffre de l'indemnité à laquelle donnent lieu la prise de possession et l'occupation, il sera fixé sommairement et sans appel

detaining the same if necessary. R. S. 1925, c. 186, s. 83; 5 Geo. VI, c. 22, s. 16.

88. Whenever a person, who is suffering from a contagious disease, or has been recently exposed to contagion, arrives at, or is going about in a municipality, the mayor, two municipal councillors or the executive officer of the municipal sanitary authority of such municipality, may cause such person to be isolated, and provide him with nurses or other attendance, and, if necessary, cause his effects and the houses which he has entered to be disinfected, the whole at the expense of such person or of those who may be charged with his maintenance, and, in the case of manifest poverty, at the expense of the municipality.

If the person contemplated by the preceding paragraph is not domiciled in the municipality, the expenses paid by the latter, in the case above provided for, may be recovered from the municipality in which such person has his domicile. R. S. 1925, c. 186, s. 84.

89. The municipal sanitary authority may, and shall upon the order of the Minister, in urgent cases, and if in the opinion of the municipal authority there is no other means of procuring the necessary shelter or land for the isolation of the sick and for the quarantine of suspected persons, take possession of land or of an unoccupied house within the municipality, without having obtained the previous consent of the owner, and keep possession thereof so long as it deems necessary.

Notice of such taking shall be given to the owner by registered letter, within five days thereafter, if his address or that of his agent or representative is known, or, if it is not known, by a notice published twice in an English newspaper and in a French newspaper published or circulated in the municipality.

If the municipal sanitary authority and the owner cannot agree upon the amount of the indemnity to which such taking and occupation give rise, it shall be fixed summarily and without appeal by a judge of

par un juge de la Cour supérieure, à la requête de l'autorité sanitaire municipale ou du propriétaire. S. R. 1925, c. 186, a. 85; 5 Geo. VI, c. 22, a. 16.

Désinfection.

90. L'autorité sanitaire municipale doit ordonner la désinfection des effets exposés à l'infection d'une maladie contagieuse, et, si elle le juge nécessaire, en ordonner la destruction en indemnisant, aux dépens de la municipalité, le propriétaire de tels effets. S. R. 1925, c. 186, a. 86.

Nettoyage des véhicules.

91. Outre les désinfections prescrites par les règlements du lieutenant-gouverneur en conseil, chaque fois que le ministre ou l'autorité sanitaire municipale ou son officier exécutif est d'opinion que le nettoyage ou la désinfection d'un bâtiment, d'un wagon de chemin de fer, d'un bateau, d'un véhicule ou d'une partie quelconque de ces choses ou de tout article qui y est contenu, est de nature à prévenir ou à arrêter une maladie infectieuse, le ministre ou l'autorité sanitaire municipale, ou son officier exécutif doit en donner avis par écrit à l'occupant ou au propriétaire, lui intimant de nettoyer et de désinfecter, en tout ou en partie, dans le délai et de la manière indiquées dans cet avis, ce bâtiment, ce wagon, ce bateau ce véhicule et son contenu.

Pénalité. Ce propriétaire ou occupant, s'il néglige de se conformer à cet ordre, est passible d'une amende n'excédant pas dix dollars pour chaque jour qu'il néglige de s'y conformer, et le ministre ou l'autorité sanitaire municipale, ou son officier exécutif peut faire faire ce nettoyage ou cette désinfection aux frais de ce propriétaire ou occupant.

Dépenses. Lorsque le propriétaire ou l'occupant sont, dans l'opinion du ministre ou de l'autorité sanitaire municipale, dans l'impossibilité d'exécuter d'une manière efficace ce qui est exigé d'eux, l'autorité sanitaire municipale peut le faire faire aux dépens de la municipalité. S. R. 1925, c. 186, a. 87; 5 Geo. VI, c. 22, a. 16.

Méthodes de désinfection. **92.** Pour les désinfections microbien- nes et pour les désinfections connexes, opérées notamment pour la dératisation et pour la destruction d'insectes, les méthodes prescrites par les règlements pro-

the Superior Court on the petition of the municipal sanitary authority or of the owner. R. S. 1925, c. 186, s. 85; 5 Geo. VI, c. 22, s. 16.

90. The municipal sanitary authority shall order the disinfection of effects exposed to infection from contagious disease, and, if it deems necessary, order their destruction, giving compensation to the owner of such effects at the expense of the municipality. R. S. 1925, c. 186, s. 86.

91. In addition to the disinfection prescribed by the regulations of the Lieutenant-Governor in Council, whenever the Minister, or the municipal sanitary authority, or its executive officer, is of opinion that the cleaning or disinfecting of any building, railway car, boat, vehicle, or any part thereof, or of any article therein, will tend to prevent or to check an infectious disease, the Minister, or municipal sanitary authority, or its executive officer, shall give notice in writing to the owner or occupant, requiring him to clean and disinfect, in whole or in part, such building, railway car, boat, vehicle, and its contents, within the time and in the manner specified in such notice.

Any such owner or occupant, who neglects to comply with such order, shall be liable to a fine of not more than ten dollars for each day he fails to comply with the same, and the Minister, or municipal sanitary authority or its executive officer, may have such cleaning or disinfection done at the expense of such owner or occupant.

When, in the opinion of the Minister or of the municipal sanitary authority, it is impossible for the owner or occupant to do properly what is required of him, the municipal sanitary authority may have the same done at the expense of the municipality. R. S. 1925, c. 186, s. 87; 5 Geo. VI, c. 22, s. 16.

92. For disinfection against microbes and for cognate disinfections, effected particularly for exterminating rats and destroying insects, the methods prescribed by the Provincial Health regula-

tions must be employed. R. S. 1925, c. 186, a. 87a; 21 Geo. V, c. 78, s. 2. c. 78, a. 2.

Municipalité voisine.

93. Lorsqu'une autorité municipale a raison de croire que, par suite de l'incurie des autorités d'une municipalité qui lui est voisine ou avec laquelle elle est en communication, son territoire se trouve menacé d'être envahi par une maladie contagieuse, il lui est loisible, avec l'approbation du ministre, de prendre les mesures qu'elle jugera opportunes pour prévenir cet envahissement; notamment, à exiger des personnes venant de la municipalité infectée un certificat établissant qu'elles n'ont pas la maladie régnante, et n'ont pas, été exposées à la prendre, ou que l'ayant eue, elles ont été désinfectées de la manière requise par la loi; en plus, pour la variole, d'exiger un certificat de vaccination.

Ordre du ministre.

L'autorité municipale doit, sur avis du ministre, prendre ces mesures dans le délai fixé dans l'avis, et, à défaut par elle de se conformer à l'ordre reçu, le ministre peut ordonner que ces mesures soient prises. S. R. 1925, c. 186, a. 88; 5 Geo. VI, c. 22, a. 16.

Jurisdiction sur les navires.

94. A l'exception des navires sujets aux règlements fédéraux de quarantaine, tout navire qui se trouve à une distance de moins d'un mille d'une municipalité tombe sous la juridiction de cette municipalité pour tout ce qui regarde la santé publique.

Dans le cas où la rivière aurait moins de deux milles de largeur, le navire est sous la juridiction de la municipalité la plus proche.

Sur information qu'un navire, qui est mouillé à plus d'un mille de distance d'une municipalité, est infecté de maladie contagieuse et menace cette municipalité, le ministre peut, pour les fins d'hygiène, étendre sur ce navire la juridiction de la municipalité. S. R. 1925, c. 186, a. 89; 5 Geo. VI, c. 22, a. 16.

E.—Constatations, etc.

95. Les membres, officiers et employés du service provincial d'hygiène ou de l'a-

uthority has reason to believe that, owing to the carelessness of the authorities in a neighboring municipality, or one with which it is in communication, its territory is threatened with an invasion by some contagious disease, such municipality may, with the approval of the Minister, take such measures as it may deem proper to prevent such invasion; and, particularly, may require, from persons coming from the infected municipality, a certificate to the effect that they are not afflicted with the sickness which is prevalent, and have not been exposed to catch it; or that, having had it, they have been disinfected in the manner required by law; and moreover, for small-pox, may require a certificate of vaccination.

The municipal authority must, upon notice from the Minister, take such measures within the delay fixed in the notice, and, upon its failure to comply with the order received, the Minister may order that said measures be taken. R. S. 1925, c. 186, s. 88; 5 Geo. VI, c. 22, s. 16.

94. With the exception of vessels subject to the federal laws respecting quarantine, every vessel coming within one mile of the shore in any municipality shall be under the jurisdiction of such municipality as regards everything connected with public health.

When the river is less than two miles wide, the vessel shall be within the jurisdiction of the nearest municipality.

Upon information that a vessel, which is at anchor more than one mile distant from the municipality, is infected with a contagious disease and is a menace to such municipality, the Minister may, for the purposes of public health, extend the jurisdiction of such municipality over such vessel. R. S. 1925, c. 186, s. 89; 5 Geo. VI, c. 22, s. 16.

E.—Inspections, etc.

95. The members, officers and employees of the Provincial Bureau of Health

torité sanitaire municipale peuvent pénétrer dans tout immeuble et examiner l'intérieur de tout objet mobilier pour y faire les constatations qu'ils jugent nécessaires, entre huit heures du matin et six heures du soir, et, en tout temps, s'il s'agit de variole, de choléra ou de peste, ou si les opérations qui occasionnent la nuisance ou la cause d'insalubrité sont réputées accomplies à d'autres heures que celles ci-dessus indiquées.

Tout officier ou employé doit, s'il en est requis, avant de pénétrer dans un immeuble ou d'examiner un objet mobilier, exhiber les insignes de son office, s'il en a, ou un certificat signé par le secrétaire du service provincial d'hygiène ou par l'officier exécutif de l'autorité sanitaire municipale. S. R. 1925, c. 186, a. 95.

96. Les officiers ou employés mentionnés dans l'article 95, peuvent, s'il y a nécessité, requérir des constables de les assister et de les protéger dans l'accomplissement de leurs devoirs.

L'autorité sanitaire municipale ou un officier d'hygiène, autorisé à désinfecter une personne ou une chose ou à isoler une personne, peut user de toute la force et se faire aider de toutes les personnes nécessaires au succès de ses opérations. S. R. 1925, c. 186, a. 96.

97. L'autorité sanitaire municipale est autorisée à mettre à la disposition des citoyens les constatations faites au cours de l'inspection des logements. S. R. 1925, c. 186, a. 97.

98. 1. Sauf les dispositions particulières contraires, quiconque entrave, dans l'accomplissement de leurs devoirs, les personnes agissant en vertu de la présente loi ou employées à son exécution, ou refuse ou néglige de se conformer aux dispositions de la présente loi ou aux ordres donnés sous son empire, est passible d'une amende n'excédant pas vingt dollars pour chaque infraction, et d'une amende additionnelle n'excédant pas vingt dollars par jour, pour chaque jour en sus de deux, durant lesquels l'infraction se continue.

2. Toute corporation municipale qui ne

or of the municipal sanitary authority, may enter any immovable and examine the interior of any moveable to make the inspection which they deem necessary, between eight o'clock in the morning and six o'clock in the evening, or at any time in case of small-pox, cholera or plague, or if the operations giving rise to the nuisance or occasioning the unhealthy condition are supposed to be carried on at other hours than those above indicated.

Every officer or employee shall, if Badge thereunto required, before entering any immovable or examining any moveable, exhibit his badge of office, if he has any, or a certificate signed by the secretary of the Provincial Bureau of Health or by the executive officer of the municipal sanitary authority. R. S. 1925, c. 186, s. 95.

96. The officers and employees men- Constata- tioned in section 95 may, if necessary, call blees. upon any constable to assist and protect them in the performance of their duties.

The municipal sanitary authority or a health officer authorized to disinfect any person or thing or to isolate any person, may employ all the force and cause itself or himself to be assisted by all the persons necessary for the success of the operations. R. S. 1925, c. 186, s. 96.

97. The municipal sanitary authority is authorized to allow the citizens to take communication of what has been ascertained during the inspection of any dwelling. R. S. 1925, c. 186, s. 97.

98. 1. Saving special provisions to the contrary, whosoever hinders in the performance of his duties any person acting etc. under the authority of this act or employed in carrying out the same, or refuses or neglects to comply with the provisions of this act, or the orders given thereunder, shall be liable to a fine of not more than Fines. twenty dollars for each offence, and an additional fine of not more than twenty dollars per day, for each day above two, during which the offence is continued.

2. Every municipal corporation which Neglect- ing order fails to comply with an order given by the

ministre en vertu du paragraphe 3 de l'article 8, est passible d'une amende n'excédant pas vingt-cinq dollars pour chaque jour que l'ordre du ministre est inexécutable. S. R. 1925, c. 186, a. 98; 5 Geo. VI, c. 22, a. 16.

SECTION III DE LA SALUBRITÉ DES ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS

99. 1. Le lieutenant-gouverneur en conseil, sur recommandation du ministre, peut faire les règlements qu'il croit propres à assurer la salubrité des établissements industriels visés par la Loi des établissements industriels (chap. 175), et se rapportant à:

- a) L'approvisionnement de l'eau potable;
- b) L'éclairage;
- c) La distance à laisser entre certains établissements et les habitations, ainsi que l'aménagement et les détails de construction des pièces;
- d) L'espace cubique;
- e) L'aération et la ventilation;
- f) La propreté et le nettoyage;
- g) L'expulsion et la manière de disposer des poussières, gaz, vapeurs et déchets produits au cours du travail;
- h) La manière de faire le drainage, y compris les évier, lavabos, urinoirs, lieux d'aisances, et la manière de disposer des liquides ayant servi à l'industrie;
- i) La température des locaux;
- j) Toutes autres conditions sanitaires qui peuvent se présenter dans les établissements industriels;
- k) La déclaration des maladies professionnelles.

2. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut déclarer que tels de ces règlements ne s'appliqueront qu'à une ou à plusieurs classes d'établissements qu'il désigne.

3. Ces règlements entrent en vigueur quinze jours après qu'ils ont été publiés dans la *Gazette officielle de Québec*. S. R. 1925, c. 186, a. 99; 18 Geo. V, c. 68, a. 11; 3 Geo. VI, c. 81, a. 3.

100. Toute infraction aux prescriptions de la présente section ou aux règlements faits sous son empire rend celui qui

Minister, in virtue of paragraph 3 of section 8, shall be liable to a fine of not more than twenty-five dollars for every day on which the order of the Minister is disobeyed. R. S. 1925, c. 186, s. 98; 5 Geo. VI, c. 22, s. 16.

DIVISION III

HEALTH IN INDUSTRIAL ESTABLISHMENTS

99. 1. The Lieutenant-Governor in Council may, on the recommendation of the Minister, make any regulations he may deem expedient for securing health in industrial establishments, prescribed by the Industrial Establishments Act (Chap. 175), and relating to:

- a. The supply of drinking-water;
- b. Lighting;
- c. The distance to be left between certain establishments and dwelling-houses, as well as the arrangement and details of the construction of rooms;
- d. Cubic space;
- e. Aeration and ventilation;
- f. Cleanliness and cleaning;
- g. The removal and manner of disposing of dust, gas, vapour and waste produced in the course of work;
- h. The system of drainage, including sinks, lavatories, urinals, privies or closets, and the method of disposing of waste liquids;
- i. The temperature of the premises;
- j. All other sanitary conditions which may arise in industrial establishments;

k. The declaration of occupational diseases.

2. The Lieutenant-Governor in Council may declare that one or more of such regulations shall apply only to one or more classes of establishments designated by him.

3. The said regulations shall come into force fifteen days after their publication in the *Quebec Official Gazette*. R. S. 1925, c. 186, s. 99; 18 Geo. V, c. 68, s. 11; 3 Geo. VI, c. 81, s. 3.

100. Every infringement of the provisions of this division or of the regulations made thereunder, shall render the offender

Amende. en est trouvé coupable possible d'une amende de deux cents dollars au plus, et another fine of not more than two dollars par jour pour chaque jour que dure l'infraction, après l'avis donné par le médecin hygiéniste ou l'autorité sanitaire municipale ou un inspecteur des établissements industriels nommé en vertu de la Loi des établissements industriels (chap. 175) ou par un inspecteur du service provincial d'hygiène. S. R. 1925, c. 186, a. 100; 18 Geo. V, c. 68, a. 12.

Conflit. **101.** Lorsque dans l'opinion du ministre les règlements sanitaires municipaux sont contraires à ceux établis par le lieutenant-gouverneur en conseil en vertu de la présente section, ces derniers seuls sont en vigueur.

Excep- Si le mode de faire une chose prescrite par le règlement municipal est, dans l'opinion du lieutenant-gouverneur en conseil, aussi efficace que celui ordonné par le règlement du lieutenant-gouverneur en conseil, le règlement municipal conserve toute son autorité. S. R. 1925, c. 186, a. 101; 18 Geo. V, c. 68, a. 13; 5 Geo. VI, c. 22, a. 16.

Méde- **102.** Les médecins hygiénistes, les inspecteurs du service provincial d'hygiène et les inspecteurs des établissements industriels, nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil en vertu de la Loi des établissements industriels (chap. 175), et l'autorité sanitaire municipale, doivent, sous le contrôle du ministre, veiller à l'exécution des règlements mentionnés ci-dessus. S. R. 1925, c. 186, a. 102; 18 Geo. V, c. 68, a. 14; 5 Geo. VI, c. 22, a. 16.

Procé- **103.** La procédure à suivre pour les avis, significations, poursuites et autres mesures nécessaires à la mise à exécution de ces règlements, est celle indiquée pour les avis, significations, poursuites et autres mesures visés par la Loi des établissements industriels (chap. 175).

Dépot. Cependant, lorsque la poursuite est intentée par le ministre ou par un officier ou un employé du service provincial d'hygiène ou de l'autorité sanitaire municipale, le poursuivant est exempt de l'obligation de faire le dépôt exigé par l'article 40 de la

Conflicts. **101.** Whenever in the opinion of the Minister any by-law of the municipal sanitary authority is contrary to the regulations of the Lieutenant-Governor in Council made in virtue of this division, the latter alone shall be in force.

If the manner of doing anything prescribed by the municipal by-law is, in the opinion of the Lieutenant-Governor in Council, as efficient as that ordered by the regulations of the Lieutenant-Governor in Council, the municipal by-law shall remain in force. R. S. 1925, c. 186, s. 101; 18 Geo. V, c. 68, s. 13; 5 Geo. VI, c. 22, s. 16.

102. The sanitary physicians, the sanitary inspectors of the Provincial Bureau of Health and the inspectors of industrial establishments appointed by the Lieutenant-Governor in Council, in virtue of the Industrial Establishments Act (Chap. 175), and the municipal sanitary authority, must, under the direction of the Minister, see to the carrying out of the above-mentioned regulations and by-laws.

103. The procedure to be followed for notices, services, suits, prosecutions and other measures rendered necessary in carrying out such regulations and by-laws, shall be that indicated for notices, services, suits, prosecutions and other measures provided for by the Industrial Establishments Act (Chap. 175).

Nevertheless, the prosecutor, if he be the Minister or an officer or employee of the Provincial Bureau of Health or of the municipal sanitary authority, need not make the deposit required by section 40

Loi des établissements industriels (chap. 175). S. R. 1925, c. 186, a. 103; 5 Geo. VI, c. 22, a. 16.

SECTION IV

DU SERVICE SANITAIRE DANS LE CAS D'ÉPIDÉMIE

§ 1.—Dispositions générales et interprélatives

104. Dans la présente section, les mots suivants ont la signification qui leur est ci-après attribuée:

"Deux juges de paix": 1° Les mots "deux juges de paix" signifient deux juges de paix ou plus, assemblés et agissant de concert pour la localité où la matière dont la connaissance leur est attribuée a pris naissance en tout ou en partie, et comprennent aussi tout juge des sessions, tout magistrat de police et tout magistrat de district;

"Lieu" ou "localité": 2° Les mots "lieu" ou "localité" signifient une cité, une ville, un village, un canton, une paroisse ou toute autre division territoriale reconnue ou désignée par la loi comme une municipalité séparée ou division municipale;

"Rue": 3° Le mot "rue" comprend un grand chemin, un chemin, une route, un square, un rang, une ruelle, un enclos, une allée ou un passage quelconque;

"Conseil local": 4° Les mots "conseil local" désignent le conseil local d'hygiène constitué conformément à l'article 109. S. R. 1925, c. 186, a. 104.

§ 2.—Des proclamations et des règlements du lieutenant-gouverneur en conseil

105. Lorsque la province, ou une partie de la province, ou quelque localité, paraît menacée d'une maladie épidémique, endémique ou contagieuse, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, au moyen d'une proclamation, déclarer que la présente section est en vigueur dans la province ou en telle partie de la province qu'il désigne.

Il peut, de la même manière, pour tous ou quelques-uns des lieux auxquels cette proclamation s'étend, la révoquer ou la renouveler.

of the Industrial Establishments Act (Chap. 175). R. S. 1925, c. 186, s. 103; 5 Geo. VI, c. 22, s. 16.

DIVISION IV

SANITARY PROVISIONS IN CASES OF EPIDEMIC

§ 1.—General and Interpretative

104. In this division, the following words shall have the following meanings:

1. The words "two justices of the peace" mean two or more justices of the peace, assembled or acting together, for the place where the matter requiring the cognizance of such two justices of the peace arises in whole or in part; and shall also mean every judge of the sessions, and every police or district magistrate;

2. The word "place", means a city, "Place"; town, village, township, parish or any other territorial division recognized or designated by law as a separate municipality or municipal division;

3. The word "street" includes every "Street"; highway, road, square, row, range, lane, mews, court, alley and passage;

4. The words "local board" mean the "Local board" local board of health constituted in accordance with section 109. R. S. 1925, c. 186, s. 104.

§ 2.—Proclamations and Regulations of the Lieutenant-Governor in Council

105. Whenever this Province, or any part thereof, or place therein, appears to be threatened with any epidemic, endemic or contagious disease, the Lieutenant-Governor in Council may, by proclamation, declare this division to be in force in this Province, or in any part thereof which he designates.

He may, in like manner as to all or any of the parts or places to which any such proclamation extends, repeal or renew the same.

Durée.

Cette proclamation, sauf néanmoins sa révocation ou son renouvellement comme susdit, reste en vigueur durant six mois, ou pour telle période moins longue y désignée. S. R. 1925, c. 186, a. 105.

Règlements:

106. A partir du jour de la proclamation, le lieutenant-gouverneur en conseil, sur recommandation du ministre, peut, par règlement, dans le but de prévenir ou de mitiger les maladies épidémiques, endémiques ou contagieuses:

1^o Ordonner que les rues soient fréquemment et convenablement nettoyées par les inspecteurs ou surintendants des grands chemins, ou autres personnes chargées de leur entretien, ou par les propriétaires ou occupants de maisons et logements contigus;

2^o Ordonner que les cours et dépendances soient fréquemment et convenablement nettoyées par ceux qui en ont le contrôle;

3^o Pourvoir aux visites domiciliaires;

4^o Réglementer l'arrivée et le départ des bateaux ou navires et des wagons de chemins de fer; l'arrivée et le départ des passagers et l'expédition et la réception des marchandises et effets par ces bateaux, navires et wagons;

5^o Autoriser les conseils locaux d'hygiène à fournir, aux dépens de la localité dans laquelle ils agissent, des abris, des soins médicaux, des médicaments et toutes autres choses nécessaires pour prévenir ou mitiger la maladie;

6^o Ordonner que les habitations, écoles, églises, gares ou autres bâtiments, les bateaux, vaisseaux, wagons de chemins de fer, diligences et voitures, ainsi que tous les effets qui s'y trouvent, soient nettoyés, purifiés, ventilés et désinfectés par les propriétaires et occupants, ou par les personnes qui en ont le contrôle, le soin ou la surveillance; pourvoir à leur inspection et autoriser la détention, pour le temps nécessaire à ces opérations, de tout bateau, vaisseau, wagon de chemin de fer, diligence ou voiture, lorsque les règlements sanitaires l'exigent ou que l'officier inspecteur le prescrit—aux dépens du propriétaire, du locataire ou de toute autre personne qui en a charge—en détaining aussi longtemps qu'il est nécessaire pour ces opérations,

Subject to repeal and renewal as aforesaid, every such proclamation shall remain in force for six months, or for any shorter period mentioned in such proclamation. R. S. 1925, c. 186, s. 105.

106. From and after the proclamation, the Lieutenant-Governor in Council, upon the recommendation of the Minister, may, by regulation, with a view to the prevention or mitigation of epidemic, endemic or contagious diseases,—

1. Order that streets be frequently and effectively cleaned by the surveyors or superintendents of highways or other persons entrusted with the care thereof, or by the owners or occupants of the houses and tenements adjoining thereto;

2. Order that yards and dependencies be frequently and effectively cleaned by those having control thereof;

3. Provide for domiciliary visits;

4. Regulate the arrival and departure of boats or vessels and railway cars, the arrival and departure of passengers, and the sending and receiving of goods and merchandise by such boats, vessels and cars;

5. Authorize local boards of health to supply, at the expense of the locality in which they act, shelters, medical aid, medicine, and all other things necessary to prevent or mitigate disease;

6. Order that dwelling-houses, schools, churches, railway stations or other buildings, boats, vessels, railway cars, stages and vehicles, as well as all effects found therein, be cleaned, purified, ventilated and disinfected by the owners or occupants, or by the persons having the control, care or supervision thereof; provide for their inspection, and authorize the detention for the time required for such operations, of every boat, vessel, railway car, stage or vehicle, whenever the sanitary regulations require it or the inspecting officer orders it,—at the expense of the owner, tenant or other person in charge thereof,—by detaining as long as may be necessary for such operations every such boat, vessel, railway car,

Nettoyage des rues;

Nettoyage des cours;

Visites;

Transport;

Abris, etc.;

Nettoyage des habitations, etc.;

7. Provide for the evacuation of infected places and for the keeping under supervision of persons coming from such places;

8. Provide for the immediate burial of the dead;

9. Provide for the abating of nuisances and the removal of unhealthy conditions;

10. Provide for the appointment of sanitary police, paid by the municipalities in which they operate, for the purpose of ensuring the carrying out of the sanitary regulations in force in the municipality, or to assist therein;

11. Order recourse to be had to all means for preventing or mitigating epidemic or contagious diseases in any manner deemed suitable;

12. Define the duties and powers of local boards of health;

13. Authorize and require local boards of health in all cases in which epidemic, endemic or contagious diseases are discovered to exist in any house or other building occupied as a dwelling, situated in an unhealthy or crowded locality or being in a neglected or filthy state, to compel—exercising however a sound discretion and at the cost and charges of such local boards of health—the inhabitants of any such dwelling or other building to remove therefrom, and to place them in sheds, tents or other proper shelter, in a healthier place, until measures can be taken by and under the direction of the local boards of health for the immediate cleansing, ventilation, purification and disinfection of such dwelling or other building. R. S. 1925, c. 186, s. 106; 3 Geo. VI, c. 81, a. 1.

tout bateau, vaisseau, wagon de chemin de fer, diligence ou voiture, ou tout passager ou effet qui s'y trouve;

7. Pourvoir à faire évacuer les endroits infectés et à tenir sous surveillance les personnes venant de ces endroits;

8. Pourvoir à l'inhumation immédiate des morts;

9. Pourvoir à la suppression des nuisances ou causes d'insalubrité;

10. Pourvoir à la nomination d'une police sanitaire, payée par les municipalités dans lesquelles elle opère, aux fins d'assurer l'exécution des règlements sanitaires en vigueur dans la municipalité ou d'y aider;

11. Ordonner le recours aux moyens de prévention ou de mitigation de maladies épidémiques ou contagieuses, de toute manière qu'il juge convenable;

12. Définir les devoirs et pouvoirs des conseils locaux d'hygiène;

13. Autoriser et requérir les conseils locaux d'hygiène, toutes les fois que l'on découvre qu'il existe quelque maladie épidémique, endémique ou contagieuse dans une maison ou dans tout autre bâtiment employé comme lieu d'habitation, situé dans un endroit insalubre ou surpeuplé ou qui est dans un état abandonné ou malpropre, d'obliger,—en observant toutefois une sage discréption, et aux frais et dépens de ces conseils locaux d'hygiène,—les habitants de cette maison ou autre bâtiment d'en sortir, et les placer dans des appentis, tentes ou autres abris convenables, dans un endroit plus salubre, jusqu'à ce qu'il puisse être pris des mesures, par et sous la direction des conseils locaux d'hygiène, pour nettoyer, ventiler, purifier et désinfecter immédiatement la maison ou autre bâtiment. R. S. 1925, c. 186, s. 106; 3 Geo. VI, c. 81, a. 1.

107. Les règlements édictés par le lieutenant-gouverneur en conseil en vertu de la présente section entrent en vigueur le jour de leur publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Toute proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil, émise en vertu de la présente section, doit aussi être publiée dans la *Gazette officielle de Québec*.

La proclamation et les règlements sont, aussitôt après leur publication, mis devant

tout bateau, vaisseau, wagon de chemin de fer, diligence ou voiture, ou tout passager ou effet qui s'y trouve;

7. Provide for the evacuation of infected places and for the keeping under supervision of persons coming from such places;

8. Provide for the immediate burial of the dead;

9. Provide for the abating of nuisances and the removal of unhealthy conditions;

10. Provide for the appointment of sanitary police, paid by the municipalities in which they operate, for the purpose of ensuring the carrying out of the sanitary regulations in force in the municipality, or to assist therein;

11. Order recourse to be had to all means for preventing or mitigating epidemic or contagious diseases in any manner deemed suitable;

12. Define the duties and powers of local boards of health;

13. Authorize and require local boards of health in all cases in which epidemic, endemic or contagious diseases are discovered to exist in any house or other building occupied as a dwelling, situated in an unhealthy or crowded locality or being in a neglected or filthy state, to compel—exercising however a sound discretion and at the cost and charges of such local boards of health—the inhabitants of any such dwelling or other building to remove therefrom, and to place them in sheds, tents or other proper shelter, in a healthier place, until measures can be taken by and under the direction of the local boards of health for the immediate cleansing, ventilation, purification and disinfection of such dwelling or other building. R. S. 1925, c. 186, s. 106; 3 Geo. VI, c. 81, a. 1.

107. Every regulation enacted by the Lieutenant-Governor in Council under this division, shall come into force on the day of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

Every proclamation of the Lieutenant-Governor in Council, issued under this division, shall also be published in the *Quebec Official Gazette*.

The proclamation and regulations shall, Laid before Legis- immediately after being published, be laid lature.

les deux chambres de la Législature, si elle est alors en session; sinon, dans les quatorze premiers jours de la session suivante.

Application territoriale. Les règlements publiés comme susdit s'étendent à tous les lieux dans lesquels la présente section devient en vigueur, à moins qu'ils ne soient expressément limités à quelques-uns de ces lieux, et alors aux seuls lieux spécifiés dans les règlements et, sauf le droit de révocation ou de modification, ils restent en vigueur aussi longtemps que la présente section est en vigueur. R. S. 1925, c. 186, a. 107.

Dépenses. 108. Les dépenses encourues par le service provincial d'hygiène dans l'application des dispositions de la présente section sont défrayées à même les deniers affectés par la Législature aux fins de l'hygiène publique. R. S. 1925, c. 186, a. 108.

§ 3.—Des conseils locaux d'hygiène

A.—Organisations des conseils locaux

Conseils locaux. 109. Dans les municipalités où, lors de la publication de la proclamation mettant en vigueur la présente section, il existe un bureau local d'hygiène, qu'il soit connu sous le nom de conseil d'hygiène, bureau d'hygiène, bureau local d'hygiène, comité de santé ou bureau de santé, tel bureau d'hygiène devient le conseil local d'hygiène pour les fins de la présente section.

Conseil municipal. Dans les municipalités où il n'existe pas de bureau d'hygiène au moment de la publication de la proclamation, le conseil municipal devient de droit le conseil local d'hygiène pour les fins de la présente section, tant que le conseil municipal n'a pas nommé un conseil local d'hygiène. R. S. 1925, c. 186, a. 109.

B.—Pouvoirs et devoirs des conseils locaux

110. Les conseils locaux sont tenus d'exécuter et de faire exécuter les règlements, ou d'aider à l'exécution des règlements du lieutenant-gouverneur en conseil, et de faire tout acte et fournir toute chose ou matière nécessaire à leur bonne exécution. R. S. 1925, c. 186, a. 110.

before both Houses of the Legislature if it be then in session; if not, within the first fourteen days of the next session. The regulations, published as aforesaid, shall extend to all places in which this division comes into force, unless such regulations are expressly limited to some of such places, and then only to such places so specified in the regulations; and, saving the right of revocation or alteration, they shall remain in force as long as this division is in force. R. S. 1925, c. 186, s. 107.

Expenses. 108. The expenses incurred by the Provincial Bureau of Health in applying the provisions of this division shall be defrayed out of any moneys appropriated by the Legislature in connection with public health. R. S. 1925, c. 186, s. 108.

§ 3.—Local Boards of Health

A.—Organization of Local Boards

109. In municipalities where, at the time of the publication of the proclamation putting this division into force, there is a local board of health, whether known under the name of board of health, local board of health, health committee or health board, such board of health shall be the local board of health for the purposes of this division.

In municipalities in which there is no board of health at the time of the publication of the proclamation, the municipal council shall be the local board of health for the purposes of this division, so long as the municipal council has not appointed a local board of health. R. S. 1925, c. 186, s. 109.

B.—Powers and Duties of Local Boards

110. The local boards shall carry out carrying and cause to be carried out or aid in carrying out of regulations of the Lieutenant-Governor in Council, and shall perform every act and supply every thing or matter required for their due carrying out. R. S. 1925, c. 186, s. 110.

Officiers.

111. Tout conseil local doit se nommer un officier exécutif dans le délai qui est fixé par le ministre, et, à défaut par lui de le faire, le ministre le choisit et le nomme lui-même.

Le conseil local doit aussi nommer tous les officiers et employés nécessaires. S. R. 1925, c. 186, a. 111; 5 Geo. VI, c. 22, a. 16.

Inspection d'habitats.

112. 1. L'officier exécutif du conseil local d'hygiène, ou deux ou un plus grand nombre des membres de ce conseil, ou de ses officiers ou employés, agissant en exécution des règlements faits en vertu de la présente section, peuvent entrer dans toute maison ou ses dépendances et en faire l'inspection, s'il y a lieu de croire qu'il y trouve une personne atteinte de maladie épidémique, endémique ou contagieuse, ou qu'il y est mort récemment quelque personne de maladie épidémique, endémique ou contagieuse, ou qu'il y a quelques immondices ou autres matières nuisibles à la santé, ou qu'il est autrement nécessaire de mettre à exécution, à l'égard de telles maisons ou dépendances, quelqu'un de ces règlements.

Résistance aux officiers.

2. Si le propriétaire ou occupant de quelque une de ces maisons ou dépendances néglige ou refuse d'obéir aux ordres donnés par ces officiers ou ces membres en conformité des règlements, ces officiers ou ces membres peuvent requérir l'assistance de tout constable et officier de paix, et de telles autres personnes qu'ils jugent nécessaires, et entrer dans la maison et ses dépendances, et mettre ou y faire mettre à effet ces règlements, ou enlever et détruire tout ce qu'il est nécessaire, en exécution de ces règlements, d'enlever et détruire pour la préservation de la santé publique. R. S. 1925, c. 186, a. 112.

Règlements locaux suspendus.

113. 1. Dès le moment de la publication des règlements du lieutenant-gouverneur en conseil, et tant qu'ils restent en vigueur, tous les règlements établis par le conseil municipal ou autre corps municipal de toute localité à laquelle ces règlements ou quelqu'un d'eux s'appliquent, tendant à préserver les habitants du lieu de maladies contagieuses, sont suspendus.

Officers 111. Every local board shall appoint officers its own executive officer within the delay fixed by the Minister, and, on its failure so to do, the Minister shall select and appoint him.

The local board shall also appoint all necessary officers and employees. R. S. 1925, c. 186, s. 111; 5 Geo. VI, c. 22, s. 16.

Inspecting buildings. 112. 1. The executive officer of the local board of health, or any two or more of the members of such board or of its officers or employees, in carrying out the regulations and by-laws made under this division, may enter and inspect any dwelling or premises, if there be any ground for believing that there is therein any person attacked by an epidemic, endemic or contagious disease, or that any person has recently died of any such epidemic, endemic or contagious disease in such dwelling or premises, or that there is any filth, or any matter dangerous to health therein or thereupon, or that it is otherwise necessary to carry out, in relation to such dwelling or premises, all or any of such regulations or by-laws.

2. If the owner or occupant of any such dwelling or premises neglects or refuses to obey the orders given by such officers or members in pursuance of such regulations or by-laws, such officers or members may call to their assistance all constables and peace officers, and such other persons as they think fit, may enter into such dwellings or premises, and carry out or cause to be carried out therein such regulations or by-laws, or remove, therefrom and destroy whatever in pursuance of such regulations or by-laws it is necessary to remove and destroy for the preservation of the public health. R. S. 1925, c. 186, s. 112.

Municipal by-laws suspended. 113. 1. Upon the publication of any regulations of the Lieutenant-Governor in Council, and while they continue in force, all by-laws of the municipal council, or other municipal body of any place to which such regulations or any of them relate, made for preserving the inhabitants thereof from contagious diseases, shall be suspended.

Officiers locaux suspendus.

2. A dater de l'établissement et pendant l'existence d'un conseil local d'hygiène, en vertu de la présente section, dans toute telle localité, tout conseil ou officier de santé, ou autre officier de ce genre, ou comité nommé en vertu des règlements, est et demeure dépourvu et déchargé de tous les pouvoirs, autorités et devoirs à lui imposés ou conférés par ces règlements. S. R. 1925, c. 186, a. 113.

Incompétence, négligence.

114. Sur preuve d'incompétence ou de négligence d'un conseil local d'hygiène dans l'exercice des devoirs et des pouvoirs conférés par la présente section ou par les règlements visés par cette section, le ministre peut, pendant tout le temps qu'il le croit nécessaire, procéder directement à l'exécution de la présente section ou de ces règlements. Le représentant du ministre chargé de cette exécution a, par le fait même, tous les pouvoirs et les droits du conseil local d'hygiène, à l'action duquel il supplie. S. R. 1925, c. 186, a. 114; 5 Geo. VI, c. 22, a. 16.

Dépenses.

115. Les dépenses encourues par les conseils locaux dans l'exécution ou pour surveiller l'exécution des règlements du lieutenant-gouverneur en conseil, sont défrayées et acquittées de la même manière, et par les mêmes moyens que sont défrayées et acquittées les dépenses encourues par les conseils municipaux ou autres corps municipaux des différentes places pour lesquelles ces conseils locaux d'hygiène ont été nommés, ou dans lesquelles ils ont juridiction.

Il en est de même des dépenses encourues par le ministre ou son représentant agissant en vertu de l'article 114. S. R. 1925, c. 186, a. 115; 5 Geo. VI, c. 22, a. 16.

§ 4.—Des pénalités

Violation des règlements.

116. Quiconque empêche volontairement une personne agissant sous l'empire de la présente section d'accomplir ses devoirs, ou enfreint volontairement quelqu'un des règlements faits par le lieutenant-gouverneur en conseil en vertu de la présente section, ou néglige ou refuse de se conformer à ces règlements, ou aux

2. Upon the appointment and during the existence of local board of health under this division for any such place, any board of health or health officer, or other like officer, or any committee appointed under any such by-law, shall be and remain deprived and relieved of all powers, authorities and duties conferred and imposed upon him or them by any such by-law. R. S. 1925, c. 186, s. 113.

114. Upon proof of the incompetence or negligence of any local board of health in the performance of the duties and powers conferred by this division or by the regulations or by-laws authorized by this division, the Minister may, during such time as he may consider necessary, proceed directly to carry out this division or such regulations or by-laws. The representative of the Minister entrusted with such carrying out shall have *ipso facto* all the powers and rights of the local board of health, in whose stead he acts. R. S. 1925, c. 186, s. 114; 5 Geo. VI, c. 22, s. 16.

115. The expenses incurred by local boards in the execution of or in superintending the execution of the regulations of the Lieutenant-Governor in Council, shall be defrayed and provided for in the same manner and by the same means as expenses, incurred by the municipal councils or other municipal bodies of the respective places for which such local boards were appointed or in which they have jurisdiction, are defrayed and provided for.

The same rule shall apply to the expenses incurred by the Minister or his representative when acting under section 114. R. S. 1925, c. 186, s. 115; 5 Geo. VI, c. 22, s. 16.

§ 4.—Penalties

Violating regulations.

116. Whosoever wilfully obstructs any person acting under the authority of this division, or wilfully violates any regulation passed thereunder by the Lieutenant-Governor in Council, or neglects or refuses to comply with such regulation or with the requirements of this division, in any manner whatsoever, shall be liable,

Peine.

Empri-sonne-ment.

Pour-suites.

Inocula-tion du virus.

Prison.

exigences de la présente section en quelque chose que ce soit, est passible, pour chaque infraction, d'une amende n'excédant pas cinquante dollars, recouvrable par le ministre, par le conseil local ou par toute personne, devant deux juges de paix, et prélevée par la saisie et la vente des meubles et effets du contrevenant. S. R. 1925, c. 186, a. 116; 5 Geo. VI, c. 22, a. 16.

for every such offence, to a fine of not more than fifty dollars, to be recovered by the Minister, by the local board of health or by any person before any two justices of the peace, and to be levied by seizure Penalty. and sale of the goods and chattels of the offender. R. S. 1925, c. 186, s. 116; 5 Geo. VI, c. 22, s. 16.

117. S'il appert, à la satisfaction de ces juges de paix, avant ou après l'émission du mandat de saisie, que le contrevenant ne possède pas, dans leur juridiction, des meubles et effets suffisants pour couvrir la somme due, ils peuvent l'incarcérer dans une prison quelconque, pour un temps n'excédant pas quatorze jours, à moins que la somme ne soit payée plus tôt, et ce, de la même manière que s'il avait été émis un mandat de saisie sur lequel un rapport de carence aurait été fait. S. R. 1925, c. 186, a. 117.

118. Toute infraction commise en contravention avec la présente section pendant qu'elle est en vigueur dans la province ou dans une partie quelconque de la province, est poursuivie et les parties contrevenantes sont condamnées et punies, tant pendant le temps que ladite section est en vigueur qu'après qu'elle a cessé de l'être. S. R. 1925, c. 186, a. 118.

SECTION V

DE L'INOCULATION DU VIRUS VARIOLIQUE ET DE LA VACCINATION ANTIVARIOLOGIQUE

§ 1.—Des pénalités pour inoculation du virus variolique

117. If it appears to the satisfaction of such justices of the peace, before or after the issuing of a warrant of distress, that the offender has not goods and chattels within their jurisdiction sufficient to satisfy the amount, they may commit him to the common gaol for any term of not more than fourteen days, unless the amount be sooner paid, in the same manner as if a warrant of distress had been issued, and a return of *nulla bona* had been made thereon. R. S. 1925, c. 186, s. 117.

118. All offences committed against this division, while the same is in force in this Province, or in any part thereof, may be prosecuted, and the parties committing the same convicted and punished therefor, as well after as during the time that this division is in force. R. S. 1925, c. 186, s. 118.

DIVISION V

INOCULATION AND ANTI-VARIOLOGIC VACCINATION

§ 1.—Penalties for Inoculating with Small-Pox Virus

119. Any person producing or attempting to produce by inoculation with variolous matter, or by wilful exposure to variolous matter, or to any matter, article or thing impregnated with the variolous matter, or knowingly by any other means whatsoever, the disease of small-pox in any person in this Province shall be guilty of an offence against this act, punishable summarily, upon prosecution before any two justices of the peace. Imprisonment.

d'un emprisonnement n'excédant pas un mois. S. R. 1925, c. 186, a. 119.

Annulation de la licence du contre-venant.

120. Si une personne, possédant une licence pour pratiquer la médecine, la chirurgie et l'obstétrique en cette province, est convaincue de contravention aux dispositions du présent paragraphe, cette condamnation emporte la nullité de sa licence; et cette personne est, à compter de la date de telle condamnation, si elle pratique la médecine, la chirurgie et l'obstétrique dans la province, passible des mêmes pénalités qu'elle aurait encourues, si elle n'eût jamais possédé de licence pour y pratiquer; mais le lieutenant-gouverneur, sur le certificat du Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, constatant qu'il n'existe pas d'autre cause d'inhabitabilité ou d'exclusion, peut, en tout temps après l'expiration du terme de l'emprisonnement de la personne ainsi condamnée, lui permettre de pratiquer la médecine, la chirurgie et l'obstétrique comme susdit; et, dès lors et par la suite, cette personne cesse d'être sujette à une amende ou pénalité pour avoir ainsi pratiqué. S. R. 1925, c. 186, a. 120.

Vaccination obligatoire.

§ 2.—Du pouvoir des municipalités relativement à la vaccination antivarioïlique

121. Tout conseil municipal peut rendre la vaccination et la revaccination antivarioïliques obligatoires dans les limites de sa localité et faire des règlements à ce sujet. S. R. 1925, c. 186, a. 121.

§ 3.—De la vaccination antivarioïlique dans certaines localités

A.—Endroits spéciaux pour vacciner dans certaines cités et municipalités

122. Il est loisible au conseil municipal de chacune des cités de Québec, Montréal, Trois-Rivières, Saint-Hyacinthe et Sherbrooke, et à celui de toute autre municipalité ayant une population de trois mille

by way of imprisonment for any term of not more than one month. R. S. 1925, c. 186, s. 119.

120. If any person licensed to practise medicine, surgery and midwifery in this Province, be convicted of an offence against the provisions of this subdivision, his license in that behalf shall thereby become null and void and of no effect; and he shall, from and after the date of such conviction, be liable to the same penalty in the event of his practising medicine, surgery or midwifery in the Province, as he would have been liable to for so doing if he had never been licensed to practise the same; but the Lieutenant-Governor may, on the certificate of the College of Physicians and Surgeons of the Province of Quebec certifying that there is no other reason for the disability or exclusion, at any time upon the expiration of the term of imprisonment of any such person so convicted as aforesaid, permit him to practise medicine, surgery and midwifery as aforesaid; and thereupon and thereafter such person shall no longer be liable to any fine or penalty for so doing. R. S. 1925, c. 186, s. 120.

§ 2.—Powers of Municipalities respecting Anti-variolic Vaccination

121. Every municipal council may order that anti-variolic vaccination and re-vaccination shall be compulsory within the municipality, and make by-laws respecting the same. R. S. 1925, c. 186, s. 121.

§ 3.—Anti-variolic Vaccination in certain Localities

A.—Special Places in Certain Cities and Municipalities to be Fixed for Vaccinating

122. The council of each of the cities of Quebec, Montreal, Trois-Rivières, St. Hyacinthe and Sherbrooke, and of any other municipality having a population of three thousand souls or more, is author-

Réserve.

âmes ou plus, et ces conseils sont respectivement autorisés et requis de contracter avec un médecin ou des médecins praticiens ayant qualité légale et compétents, pour l'espace d'une année, et ainsi continuer d'année en année, à l'expiration de tel contrat, pour faire vacciner, aux frais de la cité ou municipalité, toutes personnes indigentes, et à leurs propres frais toutes autres personnes résidant dans la cité ou municipalité, qui se présentent à ce ou ces médecins pratiquant pour cette fin; pourvu, toutefois, que l'une des conditions de chacun de ces contrats soit que le montant de la rémunération requise en vertu de ce contrat dépendra du nombre des personnes qui, n'ayant pas été auparavant vaccinées avec succès, le seront par tel ou tels médecins pratiquants, qui ont ainsi respectivement contracté. S. R. 1925, c. 186, s. 122.

Endroit pour la vaccination.

123. Le conseil de chaque telle cité ou municipalité doit faire le choix d'un endroit convenable dans un ou plusieurs quartiers de la cité ou de la municipalité, et, s'il s'agit d'une municipalité qui n'est pas déjà divisée en quartiers, dans un ou plusieurs quartiers qu'il érige pour les fins de la présente section, où doit se faire la vaccination antivarioïlique, au moins une fois chaque mois, et doit prendre des mesures efficaces pour notifier, à toutes personnes résidant dans les limites de chaque tel quartier, les jours et heures auxquels le ou l'un des médecins pratiquants, qui a contracté à cet effet, se trouvera audit endroit, au moins une fois chaque mois, pour vacciner toutes les personnes qui, n'ayant pas été auparavant vaccinées avec succès, pourront alors s'y présenter, et aussi les jours et heures auxquels le médecin pratiquant doit se trouver à cet endroit, afin de constater les progrès de la vaccination chez les personnes ainsi vaccinées. S. R. 1925, c. 186, a. 123.

B.—Duty of Parents to have their Children Vaccinated

124. Le père et la mère de tout enfant résidant permanemment ou non dans quelqu'une des cités ou municipalités ci-dessus mentionnées, doit, dans les trois mois de la naissance d'un enfant, et à une des épo-

ized to and shall contract with some legally qualified and competent medical practitioner or practitioners, for one year, and so from year to year, as such contract may expire, for the anti-variolic vaccination, at the expense of the city or *Proviso.* municipality, of all poor persons, and, at their own expense, of all other persons, resident in such city or municipality, who may come to such medical practitioner or practitioners for that purpose; provided, always, that it shall be a condition of every such contract, that the amount of the remuneration to be received under the same shall depend on the number of persons who, not having been previously successfully vaccinated, shall be successfully vaccinated by such medical practitioner or medical practitioners respectively so contracting. R. S. 1925, c. 186, s. 122; 1 Geo. VI, c. 106, s. 1.

123. The council of each such city *Place for vaccination.* or municipality shall appoint a convenient place in one or more wards of such case of a municipality not already divided into wards, then in one or more wards which it shall appoint for the purposes of this division, for the performance, at least once every month, of such anti-variolic vaccination, and shall take effectual means for giving to all person resident within each such ward, due notice of the days and hours at which the medical practitioners contracted with for such purpose will attend, at least once every month at such place, to vaccinate all persons, not successfully vaccinated, who may then appear there, and also of the days and hours at which such medical practitioner will attend at such place to inspect the progress of such vaccination. R. S. 1925, c. 186, s. 123.

B.—Duty of Parents to have their Children Vaccinated

124. The father or mother of every child, whether residing permanently or not in any of the said cities or municipalities above mentioned, shall at some appointed time, within three months

ques mensuelles ainsi fixées, et, au cas de décès, de la maladie, de l'absence ou de l'incapacité du père et de la mère, la personne chargée du soin, de l'entretien et de la garde de l'enfant, dans les quatre mois de la naissance, et à une des époques notifiées comme susdit, porter ou faire porter cet enfant au médecin pratiquant présent à l'endroit indiqué suivant les dispositions du présent paragraphe, pour qu'il soit vacciné, à moins qu'il n'ait été vacciné auparavant par quelque médecin pratiquant ayant la qualité légale, et que la vaccination n'ait été dûment attestée; et, là-dessus ou aussitôt après que la chose peut être faite convenablement et avantageusement, le médecin pratiquant ainsi nommé doit vacciner cet enfant. S. R. 1925, c. 186, a. 124.

Obligation des parents. **125.** Le huitième jour qui suit le jour auquel l'enfant a été vacciné comme susdit, le père ou la mère ou autre personne chargée du soin, de l'entretien ou de la garde de l'enfant doit le porter ou le faire porter de nouveau au médecin pratiquant qui a fait l'opération, ou autre médecin nommé de la même manière, présent comme susdit, afin que le médecin pratiquant puisse constater par l'examen le résultat de cette opération. S. R. 1925, c. 186, a. 125.

Certificat. **C.**—*Certificats de vaccination antivariolique donnés par les médecins*

126. Aussitôt après qu'un enfant résidant dans quelques-unes des cités ou municipalités ci-dessus mentionnées a été vacciné avec succès, le médecin pratiquant, qui a fait l'opération, doit donner au père ou à la mère ou autre personne chargée du soin, de l'entretien ou de la garde de l'enfant, un certificat sous sa signature, suivant la formule 1 de la présente loi, constatant que l'enfant a été vacciné avec succès, et doit transmettre aussi un double de ce certificat au greffier ou secrétaire-trésorier de la cité ou de la municipalité où l'opération a été faite; ce certificat, sans qu'il soit besoin d'autre preuve, fait foi que l'enfant a été vacciné avec succès, lors de toute plainte ou dénonciation contre le père ou la mère

after the birth of such child, or, in the event of the death, illness, absence or inability of the father and mother, then the person who has the care, nurture or custody of the child, shall, at some such appointed time within four months after the birth of such child, take or cause the said child to be taken to the medical practitioner in attendance at the appointed place according to the provisions of this subdivision, for the purpose of being vaccinated, unless such child has been previously vaccinated by some legally qualified medical practitioner and the vaccination duly certified; and the said medical practitioner so appointed shall, thereupon, or so soon thereafter as it may conveniently and properly be done, vaccinate the said child. R. S. 1925, c. 186, s. 124.

125. Upon the eighth day following the day on which any child has been vaccinated as aforesaid, the father or mother or other person having the care, nurture or custody of the child, shall again take or cause the said child to be taken to the medical practitioner by whom the operation was performed, or other similarly appointed medical practitioner in attendance, in order that such medical practitioner may ascertain by inspection the result of such operation. R. S. 1925, c. 186, s. 125.

C.—*Certificates of Anti-Variolic Vaccination Given by Physicians*

126. Upon and immediately after the successful vaccination of any child residing in any of the said cities or municipalities, the medical practitioner who performed the operation shall deliver to the father or mother, or other person having the care, nurture or custody of the said child, a certificate under his hand, according to form 1 of this act, that the said child has been successfully vaccinated, and shall also send a duplicate of the said certificate to the clerk or secretary-treasurer of the city or municipality in which the operation was performed, and such certificate shall, without further proof, be admissible as evidence of the successful vaccination of such child, in any information or com-

plaint brought against the father or mother or person who had the care, nurture or custody of such child, for non-compliance with the provisions of this subdivision. R. S. 1925, c. 186, s. 126.

Si l'enfant
ne peut
être vac-
ciné avec
succès.

Certi-
ficate.

Réexa-
men.

Vaccina-
tion.

Autre
certificat.

127. Si quelque médecin pratiquant, nommé comme susdit, est d'opinion qu'un enfant à lui amené n'est pas dans un état propre à être vacciné avec succès, il donne au père ou à la mère de l'enfant, ou à la personne chargée de son entretien ou de sa garde, à demande et sans honoraires ou récompense, un certificat sous sa signature, suivant la formule 2 de la présente loi, attestant que l'enfant n'est pas en état d'être vacciné avec succès.

Ce certificat, ou tout semblable certificat d'un médecin pratiquant, ayant légalement qualité, à l'égard de tout enfant, est valide pendant les deux mois qui suivent; et le père ou la mère de l'enfant, ou la personne chargée de son entretien ou de sa garde—à moins qu'ils n'aient obtenu d'un médecin pratiquant, ayant qualité, pour chaque période subséquente de deux mois, un renouvellement de ce certificat—doit porter ou faire porter l'enfant dans les deux mois après la remise du certificat, et, si cet enfant n'est pas vacciné à l'expiration de cette période de deux mois, alors pendant chaque période subséquente de deux mois, jusqu'à ce qu'il soit vacciné avec succès, au médecin pratiquant ainsi nommé pour être par lui vacciné.

Si le médecin pratiquant trouve alors cet enfant en état d'être vacciné avec succès, il doit le vacciner sur le champ, et immédiatement après que cet enfant a été vacciné avec succès, il doit donner au père ou à la mère de cet enfant, ou à la personne chargée du soin de l'entretien ou de la garde de tel enfant, un certificat sous sa signature, suivant la formule 1 de la présente loi, constatant que l'enfant a été vacciné avec succès.

Si le médecin pratiquant est d'opinion que l'enfant n'est pas encore en état d'être vacciné avec succès, il doit donner de nouveau au père ou à la mère de cet enfant, ou à la personne chargée du soin, de l'entretien ou de la garde de l'enfant,

plaint brought against the father or mother or person who had the care, nurture or custody of such child, for non-compliance with the provisions of this subdivision. R. S. 1925, c. 186, s. 126.

127. If any medical practitioner, appointed as aforesaid, be of opinion that ^{Child} _{vaccination} for any child brought to him is not in a fit state to be successfully vaccinated, he shall deliver to the father or mother of such child or to the person having the care, nurture or custody of such child, on application and without fee or reward, a certificate under his hand, according to form 2 of this act, that the child is in an unfit state for successful vaccination.

Such certificate or any similar certificate of the legally qualified medical practitioner, respecting any child, shall remain in force for two months from its delivery; and the father or mother of the said child, or the person having the care, nurture or custody of the said child, shall—(unless they have within each succeeding period of two months, obtained from a legally qualified medical practitioner a re-examination of such certificate) within two months after the delivery of the said certificate, and if the said child is not vaccinated within such period of two months, then during each succeeding period of two months, until such child has been successfully vaccinated,—take or cause to be taken to the said medical practitioner, so appointed, such child to be vaccinated by him.

If the medical practitioner deems the ^{Vaccination} _{said child to be then in a fit and proper state for such successful vaccination, he shall forthwith vaccinate it accordingly, and shall, immediately after the successful vaccination of such child, deliver to the father or mother of such child, or person having the care, nurture or custody of such child, a certificate under his hand according to form 1 of this act, that such child has been successfully vaccinated.}

If the medical practitioner be of opinion ^{further} _{certificate} that the said child is still in an unfit state for successful vaccination, he shall again deliver to the father or mother of such child, or to the person having the care, nurture or custody of the said child, a

un certificat sous sa signature, suivant la formule 2 de la présente loi, constatant que l'enfant n'est pas encore en état d'être vacciné avec succès; et ce médecin pratiquant, tant que cet enfant n'est pas en état d'être vacciné avec succès, et qu'il n'a pas été vacciné, doit donner, s'il en est requis, à l'expiration de chaque période subséquente de deux mois, au père ou à la mère de l'enfant, ou à la personne chargée du soin de l'entretien ou de la garde de l'enfant, un nouveau certificat sous sa signature, suivant la formule 2 de la présente loi; la production de ce certificat, ou de tout semblable certificat, de tout médecin pratiquant ayant qualité légale, est une défense suffisante contre toute plainte portée contre le père ou la mère, ou la personne chargée du soin, de l'entretien ou de la garde de tel enfant, pour l'infraction des dispositions du présent paragraphe. S. R. 1925, c. 186, a. 127.

Enfant immuni-nisé.

Certificat.

Honoraires.

Certificat exigé par l'école.

certificate under his hand, according to form 2 of this act, that the child is still in an unfit state for such vaccination; and the said medical practitioner, while such child remains in an unfit state for vaccination and unvaccinated, shall, at the expiration of every succeeding period of two months, deliver, if required, to the father or mother of such child, or to the person having the care, nurture or custody of such child, a fresh certificate under his hand, according to the said from 2; and the production of such certificate, or of any similar certificate from any legally qualified medical practitioner, shall be a sufficient defence against any complaint brought against the father or mother or person having the care, nurture or custody of such child, for non-compliance with the provisions of this subdivision. R. S. 1925, c. 186, s. 127.

128. If any medical practitioner employed under the provisions of this subdivision, or any other duly qualified medical practitioner, be of opinion that any child that has been vaccinated by him is not susceptible to the vaccine disease, he shall deliver to the father or mother, or to the person having the care, nurture or custody of such child, a certificate under his hand, according to form 3 of this act; and the production of such certificate shall for a period of five years be a sufficient defence against any complaint which may be brought against the father or mother, or person having the care, nurture, or custody of such child, for non-compliance with the provisions of this subdivision. R. S. 1925, c. 186, s. 128.

129. In all contracts made under the provisions of this subdivision, the sums contracted to be paid shall not be more than fifty cents for every person successfully vaccinated, including the certificates required. R. S. 1925, c. 186, s. 129.

D.—Vaccination antivariolique dans les écoles

D.—Anti-Variolic Vaccination in Schools

Schools may require certificates.

130. Les commissaires ou les syndics d'écoles et toutes autres autorités scolaires

peuvent, en tout temps, exiger qu'aucun élève ne soit admis à une école sous leur contrôle s'il ne remet à l'instituteur de l'école qu'il fréquente un certificat, ou autre preuve suffisante, soit de vaccination antivariolique efficace, soit d'insusceptibilité à prendre la vaccine. S. R. 1925, c. 186, a. 130.

Autorité sanitaire.

Négligence à faire vacciner.

Amende.

Défense à une 2^e fois à pourvoir.

131. Lorsqu'il le croit nécessaire, l'officier exécutif de l'autorité sanitaire municipale d'une localité qui est envahie par la variole ou qui est menacée de l'être, peut, avec l'assentiment de l'autorité sanitaire municipale, exiger qu'un certificat ou autre preuve suffisante de vaccination efficace ou d'insusceptibilité à prendre la vaccine—l'opération ayant été pratiquée depuis moins de sept ans—soit remis par tout élève fréquentant une école, un collège, un couvent, une université ou une autre maison d'éducation, aux autorités de l'institution qu'il fréquente; et tout élève qui refuse ou néglige de présenter tel certificat sur demande doit être exclu de l'institution pendant tout le temps que dure son refus ou sa négligence. S. R. 1925, c. 186, a. 131.

E.—Contraventions au présent paragraphe

132. Si un père, une mère ou une personne chargée du soin, de l'entretien ou de la garde d'un enfant, ne le fait pas vacciner pendant les périodes prescrites par le présent paragraphe, ou ne le porte pas ou ne le fait pas porter, le huitième jour après la vaccination, pour être examiné, suivant les dispositions y contenues, il ou elle se rend possible d'une amende au maximum de cinq dollars, recouvrable, sur conviction sommaire devant le juge des sessions, le magistrat de police ou le magistrat de district, ayant juridiction dans la cité ou la municipalité où la contravention est commise, ou si cet officier n'existe pas, alors devant deux juges de paix ayant juridiction dans la cité ou municipalité. S. R. 1925, c. 186, a. 132.

133. Après l'expiration de deux mois à compter de la condamnation d'une personne pour contravention aux dispositions du présent paragraphe au sujet de cet-en-

at any time, require that no pupil shall be admitted to any school under their control, unless he hands to the teacher of the school he attends a certificate or other sufficient evidence, either of efficient anti-variolic vaccination, or of his not being susceptible to vaccination. R. S. 1925, c. 186, s. 130.

131. Whenever he thinks necessary, the executive officer of the municipal sanitary authority of any locality attacked by small-pox, or which is threatened therewith, may, with the approval of the municipal sanitary authority, require a certificate or other sufficient evidence of efficient vaccination or insusceptibility to vaccination—the operation having been had within the seven years—which shall be handed by every pupil attending a school, college, convent, university or other educational institution, to the authorities of the institution which he attends; and every pupil who refuses or neglects to give up such certificate on demand shall be excluded from the institution while his refusal or neglect continues. R. S. 1925, c. 186, s. 131.

E.—Offences against this Subdivision

132. Any father or mother or person Non-compliant by parents. having the care, nurture or custody of any child, who does not cause such child to be vaccinated within the period prescribed by this subdivision, or does not on the eighth day after the vaccination has been performed, take or cause such child to be taken for inspection, according to the provisions therein contained, shall be liable to a fine of not more than five dollars, recoverable on summary conviction before the judge of the sessions, police magistrate, or district magistrate having jurisdiction in the city or municipality in which the offence was committed, or if there be no such officer, then before any two justices of the peace having jurisdiction in such city or municipality. R. S. 1925, c. 186, s. 132.

133. After two months from the conviction of any person for an offence against this subdivision, in respect of any child, no plea of such conviction shall be

fant, nul plaidoyer de telle condamnation n'est une défense suffisante contre une poursuite qui peut être alors intentée contre la même et toute autre personne pour contravention aux dispositions du présent paragraphe, relativement au même enfant; mais la production d'un certificat, sous la signature d'un médecin pratiquant, ayant qualité, suivant une des formules de la présente loi, est une défense suffisante contre toute telle dénonciation; toutefois, si le certificat produit est suivant la formule 2 de la présente loi, la production de ce certificat n'est pas une défense suffisante, à moins que la vaccination ne soit remise par le certificat à un jour subséquent à celui auquel la dénonciation est faite. S. R. 1925, c. 186, a. 133.

Défaut d'exiger certificat. 134. Toute personne ou corporation ayant le contrôle d'une école, d'un collège, d'un couvent, d'une université ou d'une autre maison d'éducation, qui refuse d'exclure un élève qui ne fournit pas un certificat de vaccination ou d'insusceptibilité à prendre la vaccine lorsqu'il en est requis, ainsi qu'exigé par l'article 131, est passible, pour chaque jour que dure la contravention, d'une amende n'excédant pas dix dollars. S. R. 1925, c. 186, a. 134.

Amende.

134. Every person or corporation Not having the control over a school, college, convent, university or other educational institution, refusing to exclude a pupil who does not furnish a certificate of vaccination or insusceptibility to vaccination when required so to do, as prescribed by section 131, shall be liable, for each day during which the contravention exists, to a fine of not more than ten dollars. Fine. R. S. 1925, c. 186, s. 134.

SECTION VI DES STATISTIQUES RELATIVES AU MOUVEMENT DE LA POPULATION

Compilation.

135. Le ministre doit chaque année, avant le 1^{er} mars, dresser un état des naissances, des mariages et des décès, ainsi que des causes de décès, basé sur les renseignements obtenus en vertu de la présente section. S. R. 1925, c. 186, a. 135; 5 Geo. VI, c. 22, a. 16.

Fonctionnaires de l'état civil.

136. Toute personne préposée à l'enregistrement des naissances, mariages et décès requis par le Code civil, doit, pour chaque naissance, mariage ou décès enregistré, faire remplir, ou remplir elle-même, une des trois formules 4, 5 ou 6 de la présente loi et, dans les quinze premiers jours de chaque mois, transmettre au ministre toutes les formules remplies durant le mois écoulé.

Permis de transport. Lorsqu'il s'agit de l'inhumation d'un cadavre venant d'une autre localité, la

a sufficient defence against any complaint which may then be brought against the same or any other person for non-compliance with the provisions of this subdivision in respect of the same child; but the production of a certificate under the hand of a legally qualified medical practitioner, according to any of the forms of this act, shall be a sufficient defence against any such complaint; provided always, that if the certificate produced is in the form 2 of this act, the production of such certificate shall not be a sufficient defence, unless the vaccination be postponed by such certificate to a day subsequent to that on which the complaint is brought. R. S. 1925, c. 186, s. 133.

134. Every person or corporation Not having the control over a school, college, convent, university or other educational institution, refusing to exclude a pupil who does not furnish a certificate of vaccination or insusceptibility to vaccination when required so to do, as prescribed by section 131, shall be liable, for each day during which the contravention exists, to a fine of not more than ten dollars. Fine. R. S. 1925, c. 186, s. 134.

DIVISION VI VITAL STATISTICS

135. The Minister shall, every year, before the 1st of March, make a compilation of births, marriages and deaths, as well as of causes of death, based on the information obtained in virtue of this division. R. S. 1925, c. 186, s. 135; 5 Geo. VI, c. 22, s. 16.

136. Every person entrusted with the registration, as required by the Civil Code, of births, marriages and deaths, shall, for each birth, marriage or death registered, cause to be filled in, or himself fill in, one of the three forms 4, 5, or 6 of this act, and, during the first fifteen days of each month, forward to the Minister all the forms filled in during the previous month.

When the burial of a body from another place is made, the filing of a transportation permit.

production d'un permis de transport dispense de remplir la formule 6, pourvu que ledit permis soit transmis au ministre. S. R. 1925, c. 186, a. 136; 5 Geo. VI, c. 22, s. 16.

Naissance illégitime.

137. Dans le cas d'une naissance illégitime, le nom, la résidence et l'occupation du père et de la mère ne sont pas inscrits dans la formule, à moins qu'ils ne l'aient demandé expressément par écrit, mais les rubriques 10, 11 et 12 (pour le père), et 16, 17, 18 et 19 (pour la mère) dans la formule 4 sont remplies tout comme pour les naissances légitimes. Le nom et l'adresse, de même que la signature de celui qui fait la déclaration, ne sont pas inscrits non plus sur la formule. S. R. 1925, c. 186, a. 137.

Collecteurs de statistiques.

138. Pour des fins de statistiques uniquement, le ministre nomme, pour chaque municipalité et aussi pour tout territoire non organisé, un collecteur de statistiques démographiques, et, toujours uniquement pour des fins de statistiques, toute naissance, tout mariage ou tout décès qui n'aurait pas été dûment enregistré chez une personne autorisée par le Code civil à tenir les registres de l'état civil, doit, dans les huit jours qui suivent cette naissance, ce mariage ou ce décès, être déclaré au collecteur de statistiques qui fait alors remplir ou remplit lui-même l'une des formules 4, 5 ou 6, selon le cas.

Transmission.

Dans les quinze premiers jours de chaque mois, tout collecteur de statistiques transmet au ministre les formules remplies pendant le mois écoulé, y compris les certificats de décès qui lui ont été remis en vertu de l'article 141.

Rapport.

S'il n'a aucune formule ou aucun certificat à transmettre, le collecteur en informe le ministre. S. R. 1925, c. 186, a. 138; 5 Geo. VI, c. 22, a. 16.

Catholiques romains.

139. Dans le cas de catholiques romains, les personnes suivantes sont tenues de fournir les statistiques indiquées dans les formules 4, 5 et 6:

Pour une naissance: le père ou la mère ou, en leur absence, le tenant de la maison où la naissance a eu lieu;

tion permit shall dispense with the necessity of filling in form 6, provided that such permit be forwarded to the Minister. R. S. 1925, c. 186, s. 136; 5 Geo. VI, c. 22, s. 16.

137. In the case of an illegitimate birth, the name, residence and occupation of the father and of the mother shall not be entered in the form, unless they have expressly asked for same in writing, but the rubrics 10, 11 and 12 (for the father) and 16, 17, 18 and 19 (for the mother) in form 4, shall be filled in the same manner as for legitimate births. The name and address, as likewise the signature of the person making the declaration, shall also not be entered in the form. R. S. 1925, c. 186, s. 137.

138. For statistical purposes only, the Minister shall appoint, for each municipality and also for each unorganized territory, a collector of vital statistics, and, solely for statistical purposes, every birth, marriage or death, which has not been duly registered with a person authorized by the Civil Code to keep registers of civil status, shall, within the eight days following such birth, marriage or death, be declared to said collector of statistics, who shall then fill in, or cause to be filled in, one of the forms 4, 5 or 6, as the case may be. Forms.

During the first fifteen days of each month, every collector of statistics shall forward to the Minister the forms filled in during the previous month, including the certificates of death sent to him under section 141.

If there are no forms or certificates to be forwarded, the collector shall make a report to the Minister to that effect. R. S. 1925, c. 186, s. 138; 5 Geo. VI, c. 22, s. 16.

139. In the case of Roman Catholics, the following persons shall be obliged to give the statistics indicated in forms 4, 5 and 6:

For a birth: the father or mother, or, in their absence, the occupant of the house where the birth took place;

fant, nul plaidoyer de telle condamnation n'est une défense suffisante contre une poursuite qui peut être alors intentée contre la même et toute autre personne pour contravention aux dispositions du présent paragraphe, relativement au même enfant; mais la production d'un certificat, sous la signature d'un médecin pratiquant, ayant qualité, suivant une des formules de la présente loi, est une défense suffisante contre toute telle dénonciation; toutefois, si le certificat produit est suivant la formule 2 de la présente loi, la production de ce certificat n'est pas une défense suffisante, à moins que la vaccination ne soit remise par le certificat à un jour subséquent à that on which the complaint is brought. S. R. 1925, c. 186, s. 133.

134. Toute personne ou corporation ayant le contrôle d'une école, d'un collège, d'un couvent, d'une université ou d'une autre maison d'éducation, qui refuse d'exclure un élève qui ne fournit pas un certificat de vaccination ou d'insusceptibilité à prendre la vaccine lorsqu'il en est requis, ainsi qu'exigé par l'article 131, est passible, pour chaque jour que dure la contravention, d'une amende n'excédant pas dix dollars. S. R. 1925, c. 186, a. 134.

Amende.

Défaut d'exiger certificat.

a sufficient defence against any complaint which may then be brought against the same or any other person for non-compliance with the provisions of this subdivision in respect of the same child; but the production of a certificate under the hand of a legally qualified medical practitioner, according to any of the forms of this act, shall be a sufficient defence against any such complaint; provided always, that if the certificate produced is in the form 2 of this act, the production of such certificate shall not be a sufficient defence, unless the vaccination be postponed by such certificate to a day subsequent to that on which the complaint is brought. R. S. 1925, c. 186, s. 133.

134. Every person or corporation Not having the control over a school, college, convent, university or other educational institution, refusing to exclude a pupil who does not furnish a certificate of vaccination or insusceptibility to vaccination when required so to do, as prescribed by section 131, shall be liable, for each day during which the contravention exists, to a fine of not more than ten dollars. Fine. R. S. 1925, c. 186, s. 134.

SECTION VI DES STATISTIQUES RELATIVES AU MOUVEMENT DE LA POPULATION

135. Le ministre doit chaque année, avant le 1^{er} mars, dresser un état des naissances, des mariages et des décès, ainsi que des causes de décès, basé sur les renseignements obtenus en vertu de la présente section. S. R. 1925, c. 186, a. 135; 5 Geo. VI, c. 22, a. 16.

136. Toute personne préposée à l'enregistrement des naissances, mariages et décès requis par le Code civil, doit, pour chaque naissance, mariage ou décès enregistré, faire remplir, ou remplir elle-même, une des trois formules 4, 5 ou 6 de la présente loi et, dans les quinze premiers jours de chaque mois, transmettre au ministre toutes les formules remplies durant le mois écoulé.

Permis de transport. Lorsqu'il s'agit de l'inhumation d'un cadavre venant d'une autre localité, la

before the 1st of March, make a compilation of births, marriages and deaths, as well as of causes of death, based on the information obtained in virtue of this division. R. S. 1925, c. 186, s. 135; 5 Geo. VI, c. 22, s. 16.

136. Every person entrusted with the officers of registration, as required by the Civil Code, of births, marriages and deaths, shall, for each birth, marriage or death registered, cause to be filled in, or himself fill in, one of the three forms 4, 5, or 6 of this act, and, during the first fifteen days of each month, forward to the Minister all the forms filled in during the previous month.

Transportation permit. When the burial of a body from another place is made, the filing of a transportation permit.

production d'un permis de transport dispense de remplir la formule 6, pourvu que ledit permis soit transmis au ministre. S. R. 1925, c. 186, a. 136; 5 Geo. VI, c. 22, s. 16.

137. Dans le cas d'une naissance illégitime, le nom, la résidence et l'occupation du père et de la mère ne sont pas inscrits dans la formule, à moins qu'ils ne l'aient demandé expressément par écrit, mais les rubriques 10, 11 et 12 (pour le père), et 16, 17, 18 et 19 (pour la mère) dans la formule 4 sont remplies tout comme pour les naissances légitimes. Le nom et l'adresse, de même que la signature de celui qui fait la déclaration, ne sont pas inscrits non plus sur la formule. S. R. 1925, c. 186, a. 137.

138. Pour des fins de statistiques uniquement, le ministre nomme, pour chaque municipalité et aussi pour tout territoire non organisé, un collecteur de statistiques démographiques, et, toujours uniquement pour des fins de statistiques, toute naissance, tout mariage ou tout décès qui n'aurait pas été dûment enregistré chez une personne autorisée par le Code civil à tenir les registres de l'état civil, doit, dans les huit jours qui suivent cette naissance, ce mariage ou ce décès, être déclaré au collecteur de statistiques qui fait alors remplir ou remplit lui-même l'une des formules 4, 5 ou 6, selon le cas.

Transmission. Dans les quinze premiers jours de chaque mois, tout collecteur de statistiques transmet au ministre les formules remplies pendant le mois écoulé, y compris les certificats de décès qui lui ont été remis en vertu de l'article 141.

Rapport. Si l'il n'a aucune formule ou aucun certificat à transmettre, le collecteur en informe le ministre. S. R. 1925, c. 186, a. 138; 5 Geo. VI, c. 22, a. 16.

Catholiques romains. **139.** Dans le cas de catholiques romains, les personnes suivantes sont tenues de fournir les statistiques indiquées dans les formules 4, 5 et 6:

Pour une naissance: le père ou la mère, ou, en leur absence, le tenantier de la maison où la naissance a eu lieu;

tion permit shall dispense with the necessity of filling in form 6, provided that such permit be forwarded to the Minister. R. S. 1925, c. 186, s. 136; 5 Geo. VI, c. 22, s. 16.

137. In the case of an illegitimate birth, the name, residence and occupation of the father and of the mother shall not be entered in the form, unless they have expressly asked for same in writing, but the rubrics 10, 11 and 12 (for the father) and 16, 17, 18 and 19 (for the mother) in form 4, shall be filled in the same manner as for legitimate births. The name and address, as likewise the signature of the person making the declaration, shall also not be entered in the form. R. S. 1925, c. 186, s. 137.

138. For statistical purposes only, the Minister shall appoint, for each municipality and also for each unorganized territory, a collector of vital statistics, and, solely for statistical purposes, every birth, marriage or death, which has not been duly registered with a person authorized by the Civil Code to keep registers of civil status, shall, within the eight days following such birth, marriage or death, be declared to said collector of statistics, who shall then fill in, or cause to be filled in, one of the forms 4, 5 or 6, as the case may be. Forms.

During the first fifteen days of each month, every collector of statistics shall forward to the Minister the forms filled in during the previous month, including the certificates of death sent to him under section 141.

If there are no forms or certificates to report, the collector shall make a report to the Minister to that effect. R. S. 1925, c. 186, s. 138; 5 Geo. VI, c. 22, a. 16.

Roman Catholics. **139.** In the case of Roman Catholics, the following persons shall be obliged to give the statistics indicated in forms 4, 5 and 6:

For a birth: the father or mother, or, in their absence, the occupant of the house where the birth took place;

Pour un mariage: l'un des deux époux ou une personne autorisée par eux;

Pour un décès: le chef de la famille ou de la maison, ou du chantier, ou son représentant, pour la partie non médicale de la formule; et le médecin traitant, pour la partie médicale de la formule, comme le prescrit l'article 141. S. R. 1925, c. 186, a. 139.

Non-catholiques romains.

140. Dans le cas de non-catholiques romains, tout médecin, garde-malade, sage-femme, qui assiste à la naissance d'un enfant, doit en donner avis, dans un délai de huit jours et dans la forme prescrite, au collecteur des statistiques démographiques pour la municipalité ou pour le territoire dans lequel l'enfant est né. Si aucun médecin, garde-malade ou sage-femme n'assiste à la naissance, ce devoir incombe au père ou à la mère ou, en leur absence, au tenancier de la maison où la naissance a eu lieu. Sur réception de la déclaration de naissance, des formules doivent être envoyées à celui qui en a donné avis, pour être remplies par le père ou la mère, ou, en leur absence, par le tenancier de la maison où la naissance a eu lieu, et être retournées au collecteur qui les a fournies, dans les vingt jours suivants.

Si l'agit d'un mariage, l'un des époux ou une personne autorisée par eux, doit fournir les renseignements indiqués dans la formule 5.

Dans le cas d'un décès, le chef de la famille ou de la maison, ou du chantier, ou son représentant, pour la partie non médicale de la formule, et le médecin traitant pour la partie médicale de la formule, doivent fournir les renseignements énumérés dans la formule 6, tel que prescrit par l'article 141. S. R. 1925, c. 186, a. 140.

Certificat de décès par le médecin.

Coroner.

For a marriage: one of the consorts or a person authorized by them;

For a death: the head of the family, or of the house or camp, or his representative, for the non-medical part of the form; and the physician who attended, for the medical part thereof, as prescribed by section 141. R. S. 1925, c. 186, s. 139.

140. In the case of non-Roman Catholics, every physician, nurse or midwife, who attends at the birth of a child, shall give notice, within eight days and in the prescribed form, to the collector of vital statistics for the municipality or territory in which the child is born. If there be no physician, nurse or midwife in attendance, this duty shall fall upon the father or mother, or, in their absence, the occupant of the house where the birth took place. Upon receipt of the declaration of birth, forms shall be sent to the person who made such declaration, to be filled in by the father or mother, or, in their absence, by the occupant of the house where the birth took place, and be returned to the collector who supplied the same, within the following twenty days.

In the case of a marriage, one of the contracting parties or someone authorized by them shall supply the information required in form 5.

In the case of a death, the head of the family, or of the house or camp, or his representative, for the non-medical part of the form, and the physician attending, for the medical part of the form, shall supply the information given in the form 6, as enacted by section 141. R. S. 1925, c. 186, s. 140.

141. Every physician, who has been called upon to give professional services during the last illness of any deceased person, shall, under his hand, certify to the death and cause of death of such person, according to form 6 of this act.

If it be impossible to obtain the certificate of the attending physician, or if no physician has been called in, the medical part of the certificate shall be signed by the coroner, or by a justice of the peace, whenever the deceased resided during his

Non-Catholics.

Certificate by physician.

Coroner.

à une distance moindre de cinq milles du médecin le plus rapproché; mais si cette distance est de cinq milles ou plus, la partie médicale du certificat peut être signée par le coroner, ou par un juge de paix, ou par un ministre de la religion, ou par deux personnes dignes de foi qui attestent, au meilleur de leur connaissance et de leur opinion, la cause du décès.

Inhumation.

Ce certificat ou un récépissé de ce certificat donné par l'autorité municipale est exigé par la personne préposée par le Code civil à l'enregistrement des actes de l'état civil et doit lui être remis avant qu'elle puisse procéder à l'inhumation ou en accorder le permis. S. R. 1925, c. 186, a. 141.

142. Si le cimetière où doit être inhumé le cadavre n'est pas celui qui est à l'usage du lieu où la personne est décédée, le certificat de décès est remis au collecteur de statistiques dans la municipalité du point de départ, qui en donne un récépissé. Ce récépissé est ensuite présenté au secrétaire trésorier municipal, ou à toute autre personne préposée à cette fin par le conseil municipal, qui donne en échange un permis de transport d'après une formule approuvée par le ministre. Ce permis de transport est accepté, à l'égal du certificat, par la personne qui préside subsequemment à l'inhumation. Aucun permis n'est donné si les prescriptions des règlements du lieutenant-gouverneur en conseil, concernant le transport des cadavres, ne sont pas exécutées. S. R. 1925, c. 186, a. 142; 5 Geo. VI, c. 22, a. 16.

Épidémies.

143. En temps d'épidémie, le ministre peut requérir l'envoi des certificats de décès plus souvent qu'une fois par mois. S. R. 1925, c. 186, a. 143; 5 Geo. VI, c. 22, a. 16.

Décès d'un étranger.

144. Lorsqu'il appert d'un certificat de décès que la personne y nommée est un sujet d'un pays étranger, le ministre doit porter sur une liste tenue à cette fin, en duplicita, les nom et prénoms de cette personne, le nom de son pays, la date, l'endroit et la cause de son décès. Cette

last illness less than five miles from the nearest physician; but if such distance be five miles or more, the medical part of the certificate may be signed by the coroner or justice of the peace or by a clergyman, or by two credible persons, who shall state, to the best of their knowledge and belief, the cause of death.

Such certificate or a receipt for such burial, certificate given by the municipal authority shall be required by the person entrusted by the Civil Code with the registration of acts of civil status, and must be delivered to him before he may proceed to the interment or grant the burial permit. R. S. 1925, c. 186, s. 141.

142. If the cemetery wherein the body is to be buried is not that in use for the place where the death occurred, the certificate of death shall be given to the collector of statistics of the municipality of the place whence the body is taken, who shall give a receipt therefor. Such receipt shall then be delivered to the secretary-treasurer of the municipality or to any other person appointed for that purpose by the municipal council, who shall give in exchange a transportation permit according to the form approved by the Minister. Such transportation permit shall be accepted as equivalent to the certificate by the person who afterwards officiates at the burial. No permit shall be given unless the requirements of the regulations of the Lieutenant-Governor in Council, respecting the transportation of bodies, have been carried out. R. S. 1925, c. 186, s. 142; 5 Geo. VI, c. 22, s. 16.

143. During epidemics, the Minister may require such certificates of death to be sent in oftener than once a month. R. S. 1925, c. 186, s. 143; 5 Geo. VI, c. 22, s. 16.

144. Whenever it appears from a certificate of death that the person mentioned therein is a subject of a foreign country, the Minister shall enter on a list kept for that purpose, in duplicate, the surname and christian names of such person, the name of his country, the date,

liste fait partie des archives du service provincial d'hygiène.

Consul. Le consul ou autre représentant autorisé de tout pays étranger a accès à cette liste pour y puiser tous renseignements relatifs aux nationaux du pays qu'il représente, et qui sont décédés dans cette province. S. R. 1925, c. 186, a. 144; 5 Geo. VI, c. 22, a. 16.

Territoire exclu. **145.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut déclarer que la présente section n'aura pas d'application à un territoire dans lequel les statistiques sont déjà recueillies par un mode ayant reçu l'approbation du ministre, et faire les règlements nécessaires pour que le ministre ait accès auxdites statistiques.

Idem. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, lorsqu'il est impossible d'obtenir des statistiques de certaines localités en vertu des dispositions de la présente section, faire les règlements propres à en faciliter l'obtention.

Idem. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut aussi faire tous les autres règlements nécessaires pour la mise à exécution des dispositions de la présente section. S. R. 1925, c. 186, a. 145; 5 Geo. VI, c. 22, a. 16.

Formules. **146.** Les formules et des enveloppes affranchies pour les rapports mensuels sont fournies et envoyées gratuitement à qui de droit par le ministre. S. R. 1925, c. 186, a. 146; 5 Geo. VI, c. 22, a. 16.

Paient. **147.** Pour chaque bulletin de naissance, mariage ou décès que l'on fait parvenir au ministre, il est payé, par le service provincial d'hygiène, quinze centimes à l'expéditeur. S. R. 1925, c. 186, a. 147; 5 Geo. VI, c. 22, a. 16.

Faux rapport. **148.** Toute personne qui, sciemment, fait un rapport faux relativement à quelques-uns des faits qui doivent être rapportés, en vertu des dispositions de la présente section, à la personne préposée à l'enregistrement des actes de l'état civil ou au collecteur de statistiques, est passible, sur conviction devant un juge de paix, d'une amende n'excédant pas cinquante dollars.

the place and the cause of his death. Such list shall form part of the archives of the Provincial Bureau of Health.

The consul or other authorized representative of any foreign country shall have access to such list for all purposes of information respecting fellow-subjects of the country he represents who have died in this Province. R. S. 1925, c. 186, s. 144; 5 Geo. VI, c. 22, s. 16.

145. The Lieutenant-Governor in Territory Council may declare that this division shall not apply to any territory in which statistics are already obtained in a manner approved by the Minister, and may make the regulations necessary for the Minister to have access to such statistics.

The Lieutenant-Governor in Council may, whenever it is impossible to obtain statistics of certain localities under the provisions of this division, make the regulations necessary to facilitate the obtaining of the same.

The Lieutenant-Governor in Council may also make all other regulations necessary for the carrying out of the provisions of this division. R. S. 1925, c. 186, s. 145; 5 Geo. VI, c. 22, s. 16.

146. The forms to be used and the prepaid envelopes for the monthly returns shall be supplied and forwarded, gratuitously, to those entitled to them, by the Minister. R. S. 1925, c. 186, s. 146; 5 Geo. VI, c. 22, s. 16.

147. For each return of a birth, marriage or death received by the Minister, there shall be paid by such Bureau the sum of fifteen cents to the sender. R. S. 1925, c. 186, s. 147; 5 Geo. VI, c. 22, s. 16.

148. Every person who knowingly makes a false return concerning any facts which are required to be reported in virtue of this division to any person entrusted with the registration of acts of civil status, or to the collector of statistics, shall, upon conviction before a justice of the peace, be liable to a fine of not more than fifty dollars.

Rapports négligés. Quiconque est tenu par la présente section de faire rapport à la personne préposée à l'enregistrement des actes de l'état civil ou au collecteur de statistiques, d'une naissance, d'un mariage, d'un décès, ou d'une cause de décès, et qui refuse ou néglige de faire un tel rapport, de même que toute personne qui enfreint les règlements faits par le lieutenant-gouverneur en conseil, est passible d'une amende n'excédant pas vingt dollars.

Prescription. Les poursuites en vertu de la présente section doivent être intentées par le ministre dans les deux ans qui suivent la date de la commission de l'infraction. S. R. 1925, c. 186, a. 148; 5 Geo. VI, c. 22, s. 16.

SECTION VII DES POURSUITES

Poursuites. **149.** Sauf dans les cas prévus par les articles 103, 132 et 148, les poursuites pour infractions à la présente loi ou aux règlements faits sous son emprise peuvent être intentées, soit par le ministre, soit par la corporation municipale ou par son bureau d'hygiène, soit par un contribuable quelconque, devant deux juges de paix.

Lorsque la poursuite est prise par le ministre le montant de l'amende appartient à la couronne.

Lorsque la poursuite est intentée par la corporation municipale, ou par son bureau d'hygiène, le montant de l'amende appartient à la corporation municipale.

Dans tout autre cas, l'amende appartient à la couronne.

Sous tous autres rapports la Loi des convictions sommaires de Québec (chap. 29) s'applique aux infractions à la présente loi et aux règlements faits sous l'emprise de ses dispositions. S. R. 1925, c. 186, a. 153; 16 Geo. V, c. 54, a. 2; 5 Geo. VI, c. 22, a. 16.

SECTION VIII DISPOSITIONS FINALES

Rapport annuel. **150.** Le ministre dépose chaque année, devant la Législature, dans les dix premiers jours de chaque session, un rapport des affaires du service provincial d'hygiène pendant l'année précédente. S. R. 1925, c. 186, a. 154; 5 Geo. VI, c. 22, a. 16.

Whosoever is bound by this division to Refusal to report, to the person having charge of the report. registration of acts of civil status or to the collector of statistics, any birth, marriage or death, or any cause of death, and who refuses or neglects so to report, as well as every person who infringes the regulations made by the Lieutenant-Governor in Council, shall be liable to a fine of not more than twenty dollars. Fine.

Prosecutions under this division shall Prescrip- be instituted by the Minister within two tion. years after the offence was committed. R. S. 1925, c. 186, s. 148; 5 Geo. VI, c. 22, s. 16.

DIVISION VII PROSECUTIONS

149. Except in cases provided for by Suits. sections 103, 132 and 148, suits for offences against this act or of the regulations made under this act may be brought by the Minister, or by the municipal council or its board of health, or by any ratepayer, before two justices of the peace.

When the suit is taken by the Minister, Owner- ship of the fine shall belong to the Crown. fine.

When the suit is taken by the municipal corporation or its board of health, the fine shall belong to the municipal corporation.

In all other cases, the fine shall belong to the Crown.

In all other respects, the Quebec Sum- Provi- mary Convictions Act (Chap. 29) shall apply. to apply. apply.

DIVISION VIII FINAL PROVISIONS

150. The Minister shall, each year, Annual lay before the Legislature, in the first ten report. days of each session, a report of the affairs of the Provincial Bureau of Health during the previous year. R. S. 1925, c. 186, s. 154; 5 Geo. VI, c. 22, a. 16.

Budget. **151.** Les dépenses du service provincial d'hygiène sont payées à même les deniers affectés à cette fin par la Législature.

Réserve. Cependant, les dépenses encourues relativement à la prévention et au traitement des maladies vénériennes sont payées à même le fonds spécial affecté à ces fins. S. R. 1925, c. 186, a. 155.

Règlements continus. **152.** Les règlements et ordonnances du conseil supérieur d'hygiène en vigueur le 1er juin 1922, date de l'entrée en vigueur de la loi 12 George V, chapitre 29, continuent d'être en vigueur jusqu'à ce qu'ils soient abrogés ou modifiés par le lieutenant-gouverneur en conseil, conformément aux dispositions de la présente loi. S. R. 1925, c. 186, a. 156.

Règlements municipaux. **153.** Tous les règlements municipaux, ayant pour objet de mettre à exécution les ordonnances de la Commission des services publics de Québec, adoptés avant le 1er juin 1922, qui auraient été soumis aux dispositions de l'article 69 de la présente loi si elle avait été en vigueur à la date de leur adoption, sont censés avoir été adoptés sous l'autorité dudit article 69 et sont déclarés soumis à ses dispositions. S. R. 1925, c. 186, a. 157.

FORMULES

1.—(Articles 126, 127)

Certificat de vaccination antivariolique

Je, soussigné certifie par le présent que , enfant de , âgé de , résidant au No . rue , dans la municipalité de , a été vacciné par moi avec succès.

Daté à , ce jour d , 19 .

A. B.

S. R. 1925, c. 186, formule 1.

FORMS

1.—(Sections 126, 127)

Certificate of Anti-variolic Vaccination

I, the undersigned, hereby certify that , child of aged , residing at No. street, in the municipality of has been successfully vaccinated by me.

Dated at , this day of , 19 .

A. B.

R. S. 1925, c. 186, form 1.

151. The expenses of the Provincial Bureau of Health shall be paid out of the moneys voted for that purpose by the Legislature.

However, the expenses incurred for the prevention and treatment of venereal disease shall be paid out of the fund specially appropriated for such purposes. R. S. 1925, c. 186, s. 155.

152. The by-laws and regulations of the Superior Board of Health in force on June 1st, 1922, the date of the coming into force of the act 12 George V, chapter 29, shall remain in force until repealed or amended by the Lieutenant-Governor in Council, in accordance with the provisions of this act. R. S. 1925, c. 186, s. 156.

153. Every municipal by-law passed with the object of carrying out any order of the Quebec Public Service Commission, before the 1st day of June, 1922, and which would have been subject to the provisions of section 69 of this act if such act had been in force at the time of the passing of the by-law, shall be deemed to have been passed under the authority of the said section 69, and shall be declared to be subject to the provisions thereof. R. S. 1925, c. 186, s. 157.

2.—(Article 127)

Certificat qu'un enfant n'est pas en état de recevoir la vaccination antivariolique

Je soussigné certifie par le présent que je suis d'opinion que , enfant de , résidant au No . rue , dans la municipalité de , n'est pas maintenant dans un état propre à être vacciné avec succès, et je remets par le présent la vaccination au jour d

Daté à , ce jour d , 19 .

A. B.

S. R. 1925, c. 186, formule 2.

2.—(Section 127)

Certificate that Child is not fit for Anti-variolic Vaccination

I, the undersigned, hereby certify that I am of opinion that the child of residing at No. street in the municipality of , aged , is not now in a fit and proper state to be successfully vaccinated, and I do hereby postpone the vaccination until the day of

Dated at , this day of , 19 .

A. B.

R. S. 1925, c. 186, form 2.

3.—(Article 128)

Certificat qu'un enfant n'est pas susceptible de recevoir la vaccination antivariolique

Je soussigné certifie par le présent que je suis d'opinion que , enfant de , résidant au No . rue , dans la municipalité de , n'est pas susceptible de prendre la vaccine antivariolique. Ce certificat ne vaut que pour cinq ans à compter de sa date.

Daté à , ce jour d , 19 .

A. B.

S. R. 1925, c. 186, formule 3.

3.—(Section 128)

Certificate that Child is not susceptible to Anti-Variolic Vaccination

I, the undersigned, hereby certify that I am of opinion that the child of residing at No. street, in the municipality of , is not susceptible to anti-variolic vaccination. This certificate is only valid for five years from this date.

Dated at , this day of , 19 .

A. B.

R. S. 1925, c. 186, form 3.

4.—(Articles 136, 137, 138, 139)

Bulletin statistique de naissance

Paroisse religieuse ou congrégation ou
Numéro de l'acte sur le registre

1. Lieu de naissance:
Comté de Municipalité de Rue et numéro

(Si dans un hôpital, en donner le nom, au lieu de celui de la rue).

4.—(Sections 136, 137, 138, 139)

Statistical Return of Birth

Religious Parish or Congregation or
Number of entry in the register

1. Place of Birth:
County of Municipality of Street and number

(If in a hospital, give its name, instead of the street).

2. Nom de l'enfant:
- a) Nom de famille;
- b) Prénoms;
3. Sexe;
4. Jumeau, trijumeau ou autre;
5. Est-il né vivant, à terme;
6. Les père et mère sont-ils mariés;
7. Date de la naissance;

PÈRE

8. Nom de famille et prénoms;
9. Résidence;
10. Race d'origine;
11. Age au dernier anniversaire;
12. Lieu de naissance;
13. Occupation;
- a) Profession ou métier;
- b) Genre d'industrie où il est présentement employé;

MÈRE

14. Nom de fille et prénoms;
15. Résidence;
16. Race d'origine;
17. Age au dernier anniv.
18. Lieu de naissance;
19. Nombre d'enfants de cette mère (*y compris celui-ci*):
- a) Combien nés vivants;
- b) Combien encore vivants;
- c) Combien de mort-nés;
20. Cette naissance fut-elle prématuée?
21. Adresse postale de la personne faisant cette déclaration;
22. Nom du médecin, de la sage-femme ou autre, ayant aidé à l'accouchement;

Je crois sincèrement que ce qui précède est exact et vérifique. En foi de quoi j'ai signé à ce jour le 19

(Signature.)

Je, soussigné, certifie que les déclarations ci-dessus ont été faites ce 19 , par

Et j'ai signé

(Qualité.)

S. R. 1925, c. 186, formule 4.

2. Name of child:
- a. Surname;
- b. Given names;
3. Sex;
4. Twin, triplet or other;
5. Was he or she born alive, at full term;
6. Are the father and mother married;
7. Date of birth;

FATHER

8. Surname and given names;
9. Residence;
10. Racial origin;
11. Age at last birthday;
12. Place of birth;
13. Occupation;
- a. Profession or trade;
- b. Nature of industry in which presently employed;

MOTHER

14. Maiden name and given names;
15. Residence;
16. Racial origin;
17. Age at last birthday;
18. Place of birth;
19. Children of this mother (*including this birth*):
- a. How many born alive;
- b. How many still living;
- c. How many stillborn;
20. Was this a premature birth?
21. Post-office address of informant;
22. Name of doctor, nurse or other person in attendance at birth;

I certify the foregoing to be true and correct to the best of my knowledge and belief.

Given under my hand at 19

(Signature of informant.)

I, the undersigned, certify that the above declarations have been made to me this 19 , by

And I have signed

(Official position.)

R. S. 1925, c. 186, form 4.

- 5.—(Articles 136, 138, 139, 140)

Bulletin statistique de mariage

Comté de
Municipalité de

ÉPOUX

1. Nom et prénoms;
 2. Occupation;
 3. Célibataire, veuf ou divorcé;
 4. Age;
 5. Religion;
 6. Résidence;
- (Si c'est au Canada, indiquer province, comté, adresse postale. Si c'est à l'étranger, quel pays.)
7. Lieu de naissance;
 8. Nom du père;
 9. Lieu de naissance du père;
 10. Nom de fille de la mère;
 11. L'époux sait-il lire; Sait-il écrire;

ÉPOUSE

12. Nom et prénoms;
 13. Occupation;
 14. Fille, veuve ou divorcée;
 15. Age;
 16. Religion;
 17. Résidence;
- (Si c'est au Canada, indiquer province, comté, adresse postale. Si c'est à l'étranger, quel pays.)
18. Lieu de naissance;
 19. Nom du père;
 20. Lieu de naissance du père;
 21. Nom de fille de sa mère;
 22. L'épouse sait-elle lire; Sait-elle écrire;
 23. Date du mariage; jour de
 24. Lieu du mariage; (Nom de l'église ou presbytère ou autre endroit de la célébration.)
 25. Par licence ou après des bans; (Si par licence donnez le No .)

(Signature de l'époux.)

(Signature de l'épouse.)

(Signatures des deux témoins.)

- 5.—(Sections 136, 138, 139, 140)

Statistical Return of Marriage

County of
Municipality of

BRIDEGROOM

1. Full name;
 2. Occupation;
 3. Bachelor, widower or divorced;
 4. Age;
 5. Religion;
 6. Residence;
- (If in Canada, state province, county and post-office address. If not, what country);
7. Place of birth;
 8. Father's name;
 9. Place of father's birth;
 10. Mother's maiden name;
 11. Is he able to read? To write?

BRIDE

12. Full name;
 13. Occupation;
 14. Maiden, widow or divorced;
 15. Age;
 16. Religion;
 17. Residence;
- (If in Canada, state province, county and post-office address. If not, what country);
18. Place of birth;
 19. Father's name;
 20. Place of father's birth;
 21. Mother's maiden name;
 22. Can the wife read? Can she write?
 23. Date of the marriage;
 24. Place of marriage (Name of church, presbytery or other place);
 25. By license or banns (if by license, give number);

26. Signatures of bridegroom and bride;

27. Signatures of witnesses (with the address of each).

Je certifie que les déclarations ci-dessus sont vraies au meilleur de ma connaissance. I certify that the foregoing declarations are true to the best of my knowledge and belief.

(Signature.)

(Signature.)

(Qualité.)

(Official position.)

S. R. 1925, c. 186, formule 5.

R. S. 1925, c. 186, form 5.

6.—(Articles 136, 138, 139, 140, 141)

Certificat de décès

1. Lieu du décès; Com-
té de Municipalité
de Rue No

(Si c'est dans un hôpital ou institution, en donner le nom.)

2. Nom de famille et prénoms;

Résidence:

(Domicile habituel.)

RENSEIGNEMENTS PERSONNELS
ET STATISTIQUES

- 3. Sexe;
- 4. Race d'origine;
- 5. Célibataire, marié, veuf ou divorcé;
- 6. Lieu de naissance;
- 7. Date de naissance (jour, mois, année);
- 8. Age: (années, mois, jour ou si moins d'un jour, heures ou minutes);
- 9. Occupation du défunt;
- a) Métier, etc.;
- b) Genre d'industrie;

10. Si le défunt était marié, nom de son conjoint;

11. Durée de sa résidence: (en années et mois);

- a) Au lieu du décès;
- b) Dans la province;
- c) Au Canada (dans le cas d'immigré);

12. Nom du père;

13. Lieu de naissance du père (province ou pays);

6.—(Sections 136, 138, 139, 140, 141)

Certificate of Death

1. Place of death; Coun-
ty of Street No.

2. Name of deceased (Surname and given names);

Residence:

(Place where deceased habitually resided).

PERSONAL AND STATISTICAL INFORMATION

- 3. Sex;
- 4. Racial origin;
- 5. Single, married widower or divorced;
- 6. Place of birth;
- 7. Date of birth (day, month, year);
- 8. Age: (in years, months, days or hours or minutes if less than one day);
- 9. Occupation of deceased;
- a. Trade or occupation or kind of work;
- b. Kind of Industry;

10. If married, give name of wife or husband of deceased;

11. Length of residence; (in years and months)

- a. At the place of death;
- b. In the Province;
- c. In Canada (in the case of an immigrant);

12. Father's name;

13. Place of father's birth (province or country);

- 14. Nom de fille de sa mère;
- 15. Lieu de naissance de sa mère (province ou pays);
- 16. Nom et adresse de la personne donnant ces renseignements;
- 17. Sa parenté avec le défunt;
- 18. Lieu et date de l'inhumation;

CERTIFICAT MÉDICAL DE DÉCÈS

de

(nom et prénoms du défunt):

- 19. Date du décès;
- 20. Je certifie que j'ai eu le défunt sous mes soins du _____ 19 _____ au _____ 19 _____, que je l'ai vu vivant la dernière fois le _____ 19 _____, que le décès est survenu le _____ 19 _____, à _____ heures (A. M. ou P. M.).

Cause de la mort:

Durée: années mois jours;

Cause contributive:

Durée: années mois jours.

- 21. Où la maladie a été contractée, si ce n'est pas au lieu du décès?

Une opération a-t-elle précédé la mort? Sa date _____, sa nature _____

Y a-t-il eu autopsie?

- 14. Mother's maiden name;
- 15. Place of mother's birth (province or country);
- 16. Name of person giving the information;
- 17. What is his relationship to deceased?
- 18. Date and place of burial;

MEDICAL CERTIFICATE OF DEATH

of

(Surname and given names)

- 19. Date of death 19 .
- 20. I certify that I attended the deceased from 19 to 19 that I last saw him alive on 19 and the death occurred on the date stated above, at m., and that the cause of death was:

Cause of death:

Duration: years months days;

Contributory cause:

Duration: years months days.

- 21. Where was disease contracted, if not at place of death?

Did an operation precede death?
Date of operation:

Nature of operation:

Was there an autopsy?

(Signature.)

(Signature.)

M. D.

M.D.

(Adresse.)

(Address.)

(Date.)

(Date.)

Dans le cas où ce certificat ne serait pas signé par un médecin, dites si c'est parce qu'aucun médecin n'a été appelé, et à quelle distance le défunt se trouvait, pendant sa dernière maladie, de la résidence du médecin le plus rapproché.

S. R. 1925, c. 186, formule 6.

R. S. 1925, c. 186, form 6.



CHAPITRE 184

LOI CONCERNANT LES UNITÉS SANITAIRES

CHAPTER 184

AN ACT RESPECTING HEALTH UNITS

Titre abrégé.

1. La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi des unités sanitaires*. S. R. 1925, c. 186A, a. 1; 23 Geo. V, c. 74, a. 1.

Permanence.

2. Les unités sanitaires établies sous l'empire de la loi 18 George V, chapitre 69 et ses amendements, sont devenues le 13 avril 1933, des organisations d'hygiène permanentes destinées à la surveillance et à la protection de la santé publique dans les comtés où elles sont établies. S. R. 1925, c. 186A, a. 2; 23 Geo. V, c. 74, a. 1.

Nouvelles unités.

3. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre de la santé et du bien-être social, d'établir, quand il le juge à propos, dans les comtés ou groupes de comtés qui n'en bénéficient pas encore, des services d'hygiène publique constitués au moyen d'unités sanitaires semblables à celles visées par l'article 2, de manière que la partie rurale et semi-urbaine de la province en soit entièrement pourvue. S. R. 1925, c. 186A, a. 3; 23 Geo. V, c. 74, a. 1; 5 Geo. VI, c. 22, a. 16.

Contribution municipale.

4. Chaque corporation municipale de comté qui bénéficie d'une unité sanitaire établie en vertu de la loi 18 George V, chapitre 69 ou en vertu de la présente loi est tenue de payer, comme part contributive des dépenses encourues pour chaque année fiscale de l'unité sanitaire dont elle bénéficie, une somme calculée sur une base

1. This act may be cited as the *Health Units Act*. R. S. 1925, c. 186A, s. 1; 23 Geo. V, c. 74, s. 1.

2. The health units established under the act 18 George V, chapter 69, and its amendments have, on the 13th of April 1933, become permanent health organizations having for their object the supervision and the protection of the public health in the counties in which they are established. R. S. 1925, c. 186A, s. 2; 23 Geo. V, c. 74, s. 1.

3. The Lieutenant-Governor in Council may, whenever he deems it expedient, establish, on the recommendation of the Minister of Health and Social Welfare, in the counties or groups of counties not yet benefiting from same, public health services formed by means of health units similar to those contemplated by section 2, so that the rural and semi-urban part of the Province may be entirely provided therewith. R. S. 1925, c. 186A, s. 3; 23 Geo. V, c. 74, s. 1; 5 Geo. VI, c. 22, s. 16.

4. Each municipal county corporation benefiting from a health unit established under the act 18 Geo. V, chapter 69, or under the present act, shall be bound to pay, as its contributory share in the expenditure incurred for each fiscal year of the health unit from which it is benefiting, a sum calculated on the basis of one

Paie-ment.

de un centin et demi par cent dollars du montant de l'évaluation imposable apparaissant au rôle d'évaluation en vigueur, à l'époque fixée pour ce paiement, dans chacune des municipalités comprises dans le territoire sous la juridiction de cette corporation municipale de comté, sauf les municipalités de cités ou de villes indépendantes de ladite corporation municipale de comté.

Le paiement de cette somme doit être fait par la corporation municipale de comté au trésorier de la province à la date fixée par le ministre de la santé et du bien-être social. S. R. 1925, c. 186A, a. 4; 23 Geo. V, c. 74, a. 1; 5 Geo. VI, c. 22, a. 16.

Cités et villes.

5. Dans tout comté où sont situées des municipalités indépendantes de cités ou de villes, qu'elles soient constituées en corporation en vertu d'une loi générale ou d'une loi spéciale, les municipalités indépendantes susdites font partie, pour toutes fins d'hygiène publique, de l'unité sanitaire du comté où elles sont situées, et la corporation municipale de chacune de ces municipalités indépendantes est tenue de payer, comme part contributive des dépenses encourues pour chaque année fiscale de l'unité sanitaire dont elle bénéficie, une somme calculée sur une base de un centin et demi par cent dollars du montant de l'évaluation imposable apparaissant au rôle d'évaluation en vigueur dans cette municipalité indépendante à l'époque fixée pour ce paiement.

Réserve.

Cependant si la population d'une telle municipalité indépendante est de quatre mille âmes ou plus, cette part contributive est fixée à une somme calculée sur une base de deux centins par cent dollars de l'évaluation municipale imposable de cette municipalité indépendante.

Paie-ment.

Le paiement de cette somme doit être fait par la corporation municipale au trésorier de la province, à la date fixée par le ministre de la santé et du bien-être social.

Contri-bution ad-dition-nelle.

Cependant, dans le cas de ces municipalités indépendantes, si, par suite du chiffre de la population et de conditions particulières, certaines activités spéciales relatives aux inspections et à la surveillance

and one-half cents per hundred dollars of the amount of the taxable valuation appearing in the valuation roll in force at the time fixed for such payment in each of the municipalities comprised in the territory under the jurisdiction of such municipal county corporation, saving city or town municipalities independent of the said municipal county corporation.

The payment of such sum must be made by the municipal county corporation to the Provincial Treasurer at the time fixed by the Minister of Health and Social Welfare. R. S. 1925, c. 186A, s. 4; 23 Geo. V, c. 74, a. 1; 5 Geo. VI, c. 22, a. 16.

5. In any county in which independent cities or town municipalities, whether incorporated under general law or by special act are situated, the said independent municipalities shall, for all purposes of public health, form part of the health unit of the county in which they are situated, and the municipal corporation of each of such independent municipalities shall be bound to pay, as its contributory share in the expenditure incurred for each fiscal year of the health unit from which it is benefiting, a sum calculated on the basis of one and one-half cents per hundred dollars of the amount of the taxable valuation appearing in the valuation roll in force in such independent municipality at the time fixed for such payment.

Nevertheless, if the population of such independent municipality amounts to or exceeds four thousand souls, such contributory share shall be fixed at a sum calculated on the basis of two cents per hundred dollars of the taxable municipal valuation of the said independent municipality.

The payment of such sum by the municipal corporation must be made by it to the Provincial Treasurer at the time fixed by the Minister of Health and Social Welfare.

However, if in such independent municipalities, on account of the number of the population and particular conditions, certain special activities respecting health inspection and supervision are deemed

Fonds consolidé.

Déficit.

Exemp-

tions.

Année financière.

Autorité sanitaire.

Officiers exécutifs.

sanitaires, sont considérées nécessaires, le service provincial d'hygiène est autorisé à conclure avec la corporation municipale de chacune de ces municipalités indépendantes, des arrangements pourvoyant de la part de cette corporation municipale à une rémunération additionnelle pour lesdits services. S. R. 1925, c. 186A, a. 5; 23 Geo. V, c. 74, a. 1; 5 Geo. VI, c. 22, a. 16.

6. Les sommes visées par les articles 4 et 5 ci-dessus sont versées au fonds consolidé du revenu.

Au cas où ces sommes et celles provenant des contributions visées par l'article 11, seraient insuffisantes pour rencontrer le budget annuel de chacune des unités sanitaires fixé par le service provincial d'hygiène, le trésorier de la province est autorisé à payer à même les montants votés chaque année à cette fin par la Législature les montants nécessaires pour compléter ledit budget annuel. S. R. 1925, c. 186A, a. 6; 23 Geo. V, c. 74, a. 1.

7. Si, dans l'opinion du ministre de la santé et du bien-être social, certaines cités ou villes dont la population atteint ou dépasse le chiffre de 20,000 âmes et situées dans les limites d'un comté pourvu d'une unité sanitaire, jouissent d'une organisation suffisante d'hygiène publique, il peut exempter lesdites cités ou villes des obligations décrétées dans la présente loi. S. R. 1925, c. 186A, a. 7; 23 Geo. V, c. 74, a. 1; 5 Geo. VI, c. 22, a. 16.

8. L'année fiscale des unités sanitaires coïncide avec l'année fiscale du gouvernement de la province. S. R. 1925, c. 186A, a. 8; 23 Geo. V, c. 74, a. 1.

9. Dans les comtés où une unité sanitaire est établie, avant ou après le 13 avril 1933, cette unité sanitaire constitue l'autorité sanitaire municipale en ce qui concerne la déclaration des maladies contagieuses, aux termes des articles 81, 82 et 83 de la Loi de l'hygiène publique de Québec (chap. 183). S. R. 1925, c. 186A, a. 9; 23 Geo. V, c. 74, a. 1.

10. L'officier médical de l'unité sanitaire, ou à son défaut l'inspecteur sanitaire, est l'officier exécutif, et le secrétaire-

necessary, the Provincial Bureau of Health may enter into arrangements with the municipal corporation of each of such independent municipalities providing for additional remuneration from the said municipal corporation for the said services. R. S. 1925, c. 186A, s. 5; 23 Geo. V, c. 74, s. 1; 5 Geo. VI, c. 22, s. 16.

6. The sums contemplated by the above sections 4 and 5 shall be paid into the consolidated revenue fund.

In the case where such sums and those derived from the contributions contemplated by section 11 are insufficient to meet the annual budget of each health Budget unit as fixed by the Provincial Bureau of Health, the Provincial Treasurer is authorized to pay out of the amounts voted each year for such purpose by the Legislature the sums necessary to complete the said annual budget. R. S. 1925, c. 186A, s. 6; 23 Geo. V, c. 74, s. 1.

7. If, in the opinion of the Minister of Health and Social Welfare, certain cities or towns, the population whereof numbers or exceeds twenty thousands souls and situated within the limits of a county having a health unit, possess a sufficient public health organization, he may exempt the said cities or towns from the obligations mentioned in this act. R. S. 1925, c. 186A, s. 7; 23 Geo. V, c. 74, s. 1; 5 Geo. VI, c. 22, s. 16.

8. The financial year of the health units shall coincide with the financial year of the Provincial Government. R. S. 1925, c. 186A, s. 8; 23 Geo. V, c. 74, s. 1.

9. In counties wherein a health unit is established, before or after the 13th of April, 1933, such health unit shall be the municipal sanitary authority as regards the notification of contagious diseases under the terms of sections 81, 82 and 83 of the Quebec Public Health Act (Chap. 183). R. S. 1925, c. 186A, s. 9; 23 Geo. V, c. 74, s. 1.

10. The medical officer of the health unit or in his default the health inspector shall be the executive officer, and the

trésorier ou le greffier de la municipalité, suivant le cas, est l'assistant officier exécutif de l'autorité sanitaire municipale de toute municipalité faisant partie d'une unité sanitaire. S. R. 1925, c. 186A, a. 10; 23 Geo. V, c. 74, a. 1.

Contribu-

11. Il est loisible au ministre de la santé et du bien-être social d'accepter pour les fins de création et de maintien d'unités sanitaires et de verser au trésorier de la province en fidéicommiss, toute contribution apportée par des corps indépendants ou étrangers désireux de promouvoir les intérêts de l'hygiène dans lesdites unités sanitaires de comtés, suivant les dispositions du paragraphe 6° de l'article 8 de la Loi de l'hygiène publique de Québec (chap. 183). S. R. 1925, c. 186A, a. 11; 23 Geo. V, c. 74, a. 1; 5 Geo. VI, c. 22, s. 16.

Direc-

12. Les unités sanitaires de comtés sont sous la direction et le contrôle du ministre de la santé et du bien-être social qui peut déléguer pour leur surveillance tout fonctionnaire dudit service et qui, pour leur régie interne, peut décréter les règlements qu'il juge opportuns. R. S. 1925, c. 186A, a. 12; 23 Geo. V, c. 74, a. 1; 5 Geo. VI, c. 22, a. 16.

Pouvoirs de l'offi-

13. Dans tout comté doté d'une unité sanitaire, l'officier médical de l'unité assume, *ipso facto*, les pouvoirs, devoirs et prérogatives que la Loi de l'hygiène publique de Québec (chap. 183) et les règlements édictés sous son empire, attribuent soit aux inspecteurs du service provincial d'hygiène, ou aux autorités sanitaires municipales, leurs officiers et employés.

Idem.

Également dans le cas de l'émission de la proclamation visée par l'article 105 de la section IV de ladite Loi de l'hygiène publique de Québec, les officiers médicaux des unités sanitaires exercent tous les pouvoirs et remplissent tous les devoirs que cette section IV attribue aux conseils locaux d'hygiène. S. R. 1925, c. 186A, a. 13; 23 Geo. V, c. 74, a. 1.

Nomina-

14. Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme l'officier médical de chaque unité sanitaire et détermine son traitement

secretary-treasurer or the clerk of the municipality, as the case may be, shall be the assistant executive officer, of the municipal sanitary authority of any municipality forming part of a health unit. R. S. 1925, c. 186A, s. 10; 23 Geo. V, c. 74, s. 1.

11. The Minister of Health and Social Welfare may accept for the purposes of establishing and maintaining health units, and hand over to the Provincial Treasurer in trust, any contribution made by the independent or outside bodies desirous of promoting the health interests in the said county health units, in accordance with the provisions of paragraph 6 of section 8 of the Quebec Public Health Act (Chap. 183). R. S. 1925, c. 186A, s. 11; 23 Geo. V, c. 74, s. 1; 5 Geo. VI, c. 22, s. 16.

12. The county health units shall be controlled under the direction and control of the Minister of Health and Social Welfare who may delegate any official of the said Bureau to supervise them, and who, for the internal government thereof, may make such rules as he may deem expedient. R. S. 1925, c. 186A, s. 12; 23 Geo. V, c. 74, s. 1; 5 Geo. VI, c. 22, s. 16.

13. In every county having a health unit, the medical officer of the unit shall assume, *ipso facto*, the powers, duties and prerogatives which the Quebec Public Health Act (Chap. 183) and the regulations made thereunder attribute to the inspectors of the Provincial Bureau of Health, or to the municipal health authorities, and their officers and employees.

Likewise in the case of the issuing of the proclamation contemplated by section 105 of Division IV of the said Quebec Public Health Act, the medical officers of the health units shall exercise all the powers and perform all the duties which the said Division IV attributes to the local boards of health. R. S. 1925, c. 186A, s. 13; 23 Geo. V, c. 74, s. 1.

14. The Lieutenant-Governor in Council shall appoint the medical officer of each health unit and shall fix his salary which officer.

qui doit être inclus dans le budget annuel de l'unité sanitaire et payé de la même manière que ce budget.

Il peut être nommé, conformément à la Loi du service extérieur (chap. 12), un nombre d'employés jugé nécessaire pour chaque unité sanitaire, et le traitement de ces employés est inclus dans le budget annuel de l'unité sanitaire et payé de la même manière que ce budget. S. R. 1925, c. 186A, a. 14; 23 Geo. V, c. 74, a. 1.

15. Les contributions dues par les corporations municipales en vertu de la présente loi, sont recouvrables au besoin par voie d'action légale ordinaire prise par le procureur général. S. R. 1925, c. 186A, a. 15; 23 Geo. V, c. 74, a. 1; 3 Geo. VI, c. 15, a. 1.

16. Le ministre de la santé et du bien-être social est chargé de l'exécution de la présente loi. S. R. 1925, c. 186A, a. 16; 23 Geo. V, c. 74, a. 1; 5 Geo. VI, c. 22, a. 16.

must be included in the annual budget of the health unit and paid in the same manner as such budget.

Such number of employees as may be deemed necessary for each health unit may be appointed under the Outside Service Act (Chap. 12) and the salary of such employees shall be included in the annual budget of the health unit and paid in the same manner as such budget. R. S. 1925, c. 186A, s. 14; 23 Geo. V, c. 74, s. 1.

15. The contributions due by the municipal corporations under this act of contributions shall be recoverable if necessary by means of an ordinary legal action taken by the Attorney-General. R. S. 1925, c. 186A, s. 15; 23 Geo. V, c. 74, s. 1; 3 Geo. VI, c. 15, s. 1.

16. The Minister of Health and Social Welfare is charged with the carrying out of this act. R. S. 1925, c. 186A, s. 16; 23 Geo. V, c. 74, s. 1; 5 Geo. VI, c. 22, s. 16.

Recouvrement des contributions.

Exécution de la loi.

CHAPITRE 191

LOI CONCERNANT LA PRÉSÉRATION DE L'ENFANCE CONTRE LA TUBERCULOSE

Titre abrégé.

Oeuvre du placement familial.

Objets.

Pouvoirs.

Admission des pupilles d'âge scolaire.

1. La présente loi peut être citée sous le titre de: *Loi de la préservation de l'enfance contre la tuberculose*. S. R. 1925, c. 186B, a. 1; 20 Geo. V, c. 83, a. 1.

2. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre de la santé et du bien-être social d'établir, sous la direction et le contrôle du service provincial d'hygiène, un service désigné sous le nom de L'Œuvre du placement familial. S. R. 1925, c. 186B, a. 2; 20 Geo. V, c. 83, a. 1; 5 Geo. VI, c. 22, a. 16.

3. Ce service a pour objet le placement à la campagne, dans des familles privées, des enfants non tuberculeux, mais menacés de le devenir par l'existence de la tuberculose dans leurs familles. S. R. 1925, c. 186B, a. 3; 20 Geo. V, c. 83, a. 1.

4. L'Œuvre du placement familial peut établir, dans les paroisses qu'elle choisit des foyers de placement et conclure avec les ministres du culte qui en ont la direction, les arrangements nécessaires pour le choix des familles, et pour la surveillance morale et physique des enfants qui, pour les fins de ladite œuvre, sont désignés sous le nom de pupilles. S. R. 1925, c. 186B, a. 4; 20 Geo. V, c. 83, a. 1.

5. Nonobstant les dispositions de toutes lois existantes, les commissions scolaires

CHAPTER 191

AN ACT RESPECTING THE PROTECTION OF CHILDREN FROM TUBERCULOSIS

1. This act may be cited as the *Child Protection Tuberculosis Act*. R. S. 1925, c. 186B, s. 1; 20 Geo. V, c. 83, s. 1.

2. The Lieutenant-Governor in Council may, upon the recommendation of the Minister of Health and Social Welfare, establish, under the direction and control of the Provincial Bureau of Health, a service to be designated by the name of "Child Family Placement Service". R. S. 1925, c. 186B, s. 2; 20 Geo. V, c. 83, s. 1; 5 Geo. VI, c. 22, s. 16.

3. The object of such service shall be to place in the country, with private families, children who are not tubercular but who are threatened with becoming so through the existence of tuberculosis in their families. R. S. 1925, c. 186B, s. 3; 20 Geo. V, c. 83, s. 1.

4. The Child Family Placement Service may establish, in parishes chosen by it, placement centres, and may make with the ministers of religion having the direction thereof the necessary arrangements for the choice of the families and for the moral and physical supervision of the children who, for the purposes of the said service, shall be described under the name of pupils. R. S. 1925, c. 186B, s. 4; 20 Geo. V, c. 83, s. 1.

5. Notwithstanding any existing law, the school boards of municipalities in



Compensation. des municipalités habituées par des pupilles d'âge scolaire sont tenues d'admettre ceux-ci aux écoles, au même titre que tout autre enfant domicilié dans lesdites municipalités. Une compensation déterminée par le ministre de la santé et du bien-être social peut néanmoins être versée par le service provincial d'hygiène à chaque commission scolaire intéressée, pour l'instruction desdits pupilles. S. R. 1925, c. 186B, a. 4a; 21 Geo. V, c. 80, a. 1; 5 Geo. VI, c. 22, a. 16.

habited by pupils of school age shall be bound to admit the latter to the schools, on the same footing as any other child domiciled in the said municipalities. Compensation as determined by the Minister of Health and Social Welfare may, nevertheless, be paid by the Provincial Bureau of Health to each school board concerned, for the education of such pupils. R. S. 1925, c. 186B, s. 4a; 21 Geo. V, c. 80, s. 1; 5 Geo. VI, c. 22, s. 16.

Contrats, dépenses. 6. Le ministre de la santé et du bien-être social est autorisé à passer avec les chefs de familles nourricières les contrats nécessaires à la garde et à l'entretien des pupilles, à pourvoir au paiement de la pension de ceux-ci, à rémunérer les ministres du culte qui les surveillent et les médecins qui sont à l'occasion appelés à leur donner des soins, enfin, à pourvoir à toutes dépenses occasionnées par ladite œuvre du placement familial. S. R. 1925, c. 186B, a. 5; 20 Geo. V, c. 83, a. 1; 5 Geo. VI, c. 22, a. 16.

6. The Minister of Health and Social Welfare is authorized to enter into the necessary contracts with the heads of the families with whom the pupils are placed for the keeping and maintenance of such pupils, to provide for payment of their board, to remunerate the ministers of religion who supervise them and the physicians who may be called in to attend them, and, in short, to provide for all expenses incurred by the said Child Family Placement Service. R. S. 1925, c. 186B, s. 5; 20 Geo. V, c. 83, s. 1; 5 Geo. VI, c. 22, s. 16.

Budget. 7. Les sommes nécessaires au fonctionnement de ladite œuvre du placement familial sont payées sur les deniers votés annuellement, à cette fin, par la Législature. S. R. 1925, c. 186B, a. 6; 20 Geo. V, c. 83, a. 1; 5 Geo. VI, c. 6, a. 20.

7. The sums required for operating the said Child Family Placement Service shall be paid out of the moneys voted annually, for that purpose, by the Legislature. R. S. 1925, c. 186B, s. 6; 20 Geo. V, c. 83, s. 1; 5 Geo. VI, c. 6, s. 20.

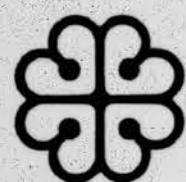
Surveillance. 8. Le ministre de la santé et du bien-être social peut déléguer pour la surveillance de ladite œuvre tout fonctionnaire du service provincial d'hygiène. S. R. 1925, c. 186B, a. 7; 20 Geo. V, c. 83, a. 1; 5 Geo. VI, c. 22, a. 16.

8. The Minister of Health and Social Welfare may delegate to any officer of the Provincial Bureau of Health the supervision of such service. R. S. 1925, c. 186B, s. 7; 20 Geo. V, c. 83, s. 1; 5 Geo. VI, c. 22, s. 16.

Exécution de la loi. 9. Le ministre de la santé et du bien-être social est chargé de l'exécution de la présente loi. S. R. 1925, c. 186B, a. 8; 20 Geo. V, c. 83, a. 1; 5 Geo. VI, c. 22, a. 16.

9. The Minister of Health and Social Welfare is charged with the carrying out of this act. R. S. 1925, c. 186B, s. 8; 20 Geo. V, c. 83, s. 1; 5 Geo. VI, c. 22, s. 16.

P14/C,40



Dossier de pièces réunies

FIN

August 4, 1961

Via Registered Mail

Mr. E. Turcotte
5 Leblanc Avenue
Saraguay, P.Q.

Dear Sir:

It has been reported to Council that the Septic Tank System belonging to your property at 10 Leblanc Avenue is not working properly.

I am instructed by the Council to advise you that unless you take action within seven days of this date to remedy this situation, the Council will arrange under Provincial Health Regulations to have this work undertaken at your expense.

Yours very truly,

VILLAGE OF SARAGUAY

J. McK. Carswell
Secretary-Treasurer

JMcKC:pm

cc. Mr. M. Cempell
10 Leblanc Avenue
Saraguay, P.Q.



MINISTÈRE DE LA SANTÉ

DIVISION DES UNITÉS ET DISTRICTS SANITAIRES

QUÉBEC
Unité Sanitaire du Co. Jacques Cartier,
1015 rue Notre-Dame, Lachine
Tel. 637-4438

Lachine, le 18 avril, 1962.

Mr J. McK. Carswell, sec. trés.
3 Ave Martin,
Saraguay

Cher Monsieur,

Considérant le nombre toujours grandissant de nouvelles piscines un peu partout dans le comté de Jacques Cartier, je me permets de vous rappeler les articles 22 et 23 des Règlements Provinciaux d'hygiène, chapitre VIII dont je vous envoie une copie.

Lors de la construction de nouvelles piscines dans les limites de votre municipalité, vous nous obligeriez beaucoup en observant strictement l'article 22 ci-haut mentionné et ce, dans le but d'un meilleur contrôle de la salubrité de ces endroits.

Lesdits plans et de vis devront être expédiés à l'adresse suivante:

Ministère de la Santé,
Division du génie Sanitaire,
1570 St-Hubert,
Montréal.

Votre tout dévoué,

Michel Fortin

MF/gs

Dr Michel Fortin, M.V.
Inspecteur Sanitaire

Approuvé par:

*W.J. MacLean
M.A.*



DEPARTMENT OF HEALTH

DIVISION OF HEALTH UNITS AND DISTRICTS

QUEBEC

Health Unit of Jacques Cartier County
1015 Notre -Dame St., Lachine
Tel. ME: 7- 4438

Lachine, May 16th, 1962.

Mr. J. McK. Carswell,
Treasure secretary,
3 Martin ave,
Saraguay.

RE: Swimming pool construction.

Dear Sir:

In connection with the letter I sent you on last April the 18th, I forgot to specify that it meant only the public and semi-public swimming pools; in other words places where the public is admitted such as big dwelling apartments, clubs, etc... The private swimming pools are not included in our regulations and are the concern of the Municipality.

I thank you very much for your kind attention.

Yours truly,

Michel Fortin

Dr. Michel Fortin, m.v.,
Sanitary inspector.

MF/st